

**QUESTIONS
DU
SOCIALISME
II**

PIERRE NAVILLE

la guerre et la révolution

I guerres d'Asie

ED I paris

OUVRAGES DE PIERRE NAVILLE

- Les Reines de la main gauche. 1924. (Epuisé.)
 La révolution et les intellectuels. *Gallimard*, 1928.
 La psychologie, science du comportement. *Gallimard*, 1942. (Nouv. éd. augmentée, *Bibl. Idées*, 1964.)
 D'Holbach et la philosophie scientifique au XVIII^e siècle. *Gallimard*, 1943. (Nouv. éd. augmentée, 1967.)
 Théorie de l'orientation professionnelle. *Gallimard*, 1945.
 La crise française (en collab.). *Ed. du Pavois*, 1945.
 Psychologie, marxisme, matérialisme. *M. Rivière*, 1946. (Nouv. éd. augmentée, 1948.)
 Les conditions de la liberté. 1947. (Nouv. éd. augmentée, *Denoël*, sous presse.)
 La guerre du Vietnam. *Ed. de la Revue Internationale*, 1948.
 La formation professionnelle et l'école. *Presses Universitaires de France*, 1948.
 Le dessin chez l'enfant (en collab.). *Presses Universitaires de France*, 1950.
 Le travail en Afrique Noire (en collab.). *Présence africaine*, 1952.
 La Chine future. *Ed. de Minuit*, 1952.
 La vie de travail et ses problèmes. *A. Colin*, 1954.
 Essai sur la qualification du travail. *M. Rivière*, 1956.
 L'intellectuel communiste. *M. Rivière*, 1956.
 Le nouveau Léviathan. I : De l'aliénation à la jouissance. 1957. (Nouv. éd., *Ed. Anthropos*, 1967.)
 L'armée et l'Etat en France. *Centre d'Etudes Socialistes*, 1961.
 L'automatisme et le travail humain. *Ed. du Centre National de la Recherche Scientifique*, 1961.
 Traité de sociologie du travail (avec G. Friedmann). *A. Colin*, 1961 et 1962.
 Trotsky vivant. *Julliard*, 1962.
 Vers l'automatisme social ? *Gallimard*, 1963.
 La classe ouvrière et le régime gaulliste. *Etudes et Documentation Internationales*, 1964.
 La guerre et la révolution. I : Guerres d'Asie. *Etudes et Documentation Internationales*, 1966.
 Matériaux pour l'histoire du mouvement communiste en France. I : Dix ans de politique française. II : De la III^e à la IV^e Internationale. *Mouton* (sous presse).

Traductions :

- C. L. R. JAMES. Les Jacobins noirs. Préface de P. Naville. *Gallimard*, 1949.
 G. H. THOMPSON. L'analyse factorielle des aptitudes humaines. *Presses Universitaires de France*, 1950.

Editions :

- F. ENGELS. *Dialectique de la nature*. Traduction par Denise Naville. Préface, introduction générale et notes par P. Naville. *M. Rivière*, 1950.
 C. von CLAUSEWITZ. *De la guerre*. Traduction par Denise Naville. Préface de C. Rougeron. Introduction par P. Naville. *Ed. de Minuit*, 1955. (Ed. abrégée, avec postface par P. Naville. *Le monde en 10/18*, 1965.)
 E. PREOBRJENSKY. *La Nouvelle économique*. Traduction par B. Joly. Préface par P. Naville. Introduction par E. Mandel. *Etudes et Documentation Internationales*, 1965.

PIERRE NAVILLE

QUESTIONS DU SOCIALISME

II

La guerre et la révolution

I

GUERRES D'ASIE

Vietnam et Corée

E. D. I. paris

ÉTUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES

29, rue Descartes, PARIS-V°

TABLE DES MATIÈRES

<i>Préface</i>	7
Bao-Daï craint le sort de Tchang Kaï-shek (14 janvier 1949).....	15
L'intermède Bao-Daï (21 janvier 1949)	18
Bao-Daï réclame une garantie américaine dans le dos de Coste- Floret (28 janvier 1949)	22
Il faut en finir (25 février 1949)	24
Il faut constituer un Comité national d'action contre la guerre au Vietnam (1 ^{er} avril 1949)	28
Nouveaux combats, nouveaux crimes... (8 avril 1949)	32
Vers la guerre totale au Vietnam (6 mai 1949)	35
La « diplomatie » du général Revers (20 mai 1949)	38
La « diplomatie » du général Revers (29 juillet 1949)	40
L'intervention de Nehru (18 novembre 1949)	46
Les provocations de Léon Pignon (2 décembre 1949)	49
Bilan de cinq années de guerre (1 ^{er} février 1950)	52
Stratégie asienne et stratégie occidentale (20 juillet 1950).....	57
De la Corée à l'Inde (27 juillet 1950)	61
Premiers enseignements de la guerre de Corée (3 août 1950).....	66
Un tournant dans la guerre de Corée (10 août 1950).....	73
La bataille du réduit américain (17 août 1950)	79
De la bataille de Corée à celle du Vietnam (24 août 1950).....	83
En Corée : guerre préliminaire (31 août 1950)	86
Le réduit se réduit (14 septembre 1950)	92
La contre-offensive américaine en Corée (21 septembre 1950).....	95
Perspectives de la défense coréenne (12 octobre 1950).....	98
De la Corée à la Mandchourie (9 novembre 1950)	102
MacArthur perd une bataille décisive (7 décembre 1950).....	107
La défaite américaine et ses conséquences (14 décembre 1950)....	112
La quatrième bataille du 38 ^e parallèle (10 mai 1951).....	117
Offensive et stabilisation (17 mai 1951)	121
Deux éventualités (22 mai 1951)	126
De la bataille à la guerre d'usure (31 mai 1951)	131
Tonkin et Corée : projets de guerre perpétuelle (5 juin 1951).....	137
La « trêve » coréenne et ses problèmes (14 juin 1951)	141
Premier bilan d'un an de guerre en Corée (juin 1951)	144
Premier bilan d'un an de guerre en Corée (suite) (3 juillet 1951) ..	149
Bilan d'un an de guerre en Corée (suite) (12 juillet 1951)	154
Après sept mois de trêve en Corée. I. (5 février 1952)	158
Après sept mois de trêve en Corée. II. (14 février 1952)	165
A Pan-Mun-Jon et au-delà (3 avril 1952)	171
Un an de guerre, un an de pourparlers (23 juin 1952).....	177
Centrales électriques et diplomatie (3 juillet 1952)	182

TABLE DES MATIERES

« Ni vainqueur, ni vaincu ? » (4 septembre 1952)	189
Faudra-t-il faire une « deuxième » guerre en Corée ? (24 octobre 1952)	196
De la guerre des collines à l'O.N.U. (29 octobre 1952)	200
Eisenhower et la Corée (13 novembre 1952)	205
De la Corée au Tonkin	212
MacArthur sous le képi d'Eisenhower (mars 1953)	219
Une controverse MacArthur-Eisenhower sur la stratégie en Corée (23 mars 1953)	224
L'interdépendance des fronts et l'armistice en Corée (7 avril 1953) ..	229
La campagne du Laos (avril 1953)	234
Louang-Prabang sera-t-elle défendue ? (5 mai 1953)	238
Pour un cessez-le-feu (22 novembre 1953)	241
Pour une suspension d'armes au Vietnam (1 ^{er} décembre 1953)	245
De Dien-Bien-Phu à l'armistice (18 mars 1954)	248
Dien-Bien-Phu : l'évolution de la bataille (23 mars 1954)	252
Cent heures de combat à Dien-Bien-Phu (4 avril 1954)	257
De l'assaut à l'asphyxie (15 avril 1954)	263
L'agonie de Dien-Bien-Phu (22 avril 1954)	267
Dien-Bien-Phu : faut-il engager une autre bataille (24 avril 1954) ..	271
La position de Dien-Bien-Phu peut-elle être évacuée ? (5 mai 1954) ..	276
Le général Navarre singe MacArthur (13 mai 1954)	280
A Genève : question militaire et question politique (16 juin 1954) ..	288
Vers la paix en Indochine (23 juillet 1954)	294
L'Indochine au lendemain du cessez-le-feu (5 août 1954)	300
Le général Navarre ne désarme pas (23 janvier 1955)	306
Formose sur la sellette (15 mars 1955)	312
« Agonie de l'Indochine » (19 décembre 1956)	317

Imp. l'Union Typographique, 94-Villeneuve-Saint-Georges
Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1967

1. The first part of the paper is devoted to a general discussion of the problem of the existence of a solution of the system of equations

$$\frac{dx}{dt} = A(x)u, \quad \frac{dy}{dt} = B(x)y, \quad (1)$$

where

$$A(x) = \begin{pmatrix} a_{11}(x) & a_{12}(x) \\ a_{21}(x) & a_{22}(x) \end{pmatrix}, \quad B(x) = \begin{pmatrix} b_{11}(x) & b_{12}(x) \\ b_{21}(x) & b_{22}(x) \end{pmatrix},$$

and the functions $a_{ij}(x)$ and $b_{ij}(x)$ are assumed to be continuous and bounded on the interval I .

It is shown that if the matrix $A(x)$ is nonsingular for all $x \in I$, then the system (1) has a solution for any initial conditions.

2. In the second part of the paper, the problem of the existence of a solution of the system (1) is considered for the case when the matrix $A(x)$ is singular for some values of x . It is shown that if the matrix $A(x)$ is singular for a finite number of values of x , then the system (1) has a solution for any initial conditions.

PRÉFACE

LA SECONDE GUERRE DU VIETNAM

Cet ouvrage réunit un ensemble de chroniques rédigées entre 1949 et 1956, au cours de la deuxième phase de la guerre franco-vietnamienne et pendant toute la durée de la guerre de Corée. Je les aurais laissé dormir dans les publications où elles ont paru si la seconde guerre du Vietnam, américano-vietnamienne cette fois, n'avait pas remis sur le tapis tous les problèmes temporairement résolus à Pan-Mun-Jon en 1953 et à Genève en 1954 (1).

La plus grande erreur, en effet, serait de considérer la nouvelle guerre du Vietnam comme un accident isolé, un conflit local, ou une intervention épisodique des forces américaines, qui pourrait prendre fin aussi simplement qu'il a commencé. En lisant ces chroniques de la première guerre du Vietnam et de la guerre de Corée, le lecteur verra tout de suite comment la guerre actuelle se relie aux précédentes, quelle est la permanence des questions qu'elle soulève — même dans le domaine purement militaire — et comment une série d'autres situations, telles que le statut de Taïwan, l'évolution de l'Indonésie et des États de la péninsule indochinoise, font partie de cette vaste guerre d'Asie ouverte il y a plus de trente ans, et qu'on peut considérer comme le centre d'un typhon qui serait, dans sa logique propre et beaucoup plus que les conflits Est-Ouest en Europe, la première phase d'une vraie troisième guerre mondiale.

Sans cette perspective, ce qui se passe actuellement dans le Sud-Est asiatique deviendrait incompréhensible. Les Français, qui ont joué un si grand rôle en Indochine jusqu'en 1954, éprouvent maintenant une certaine répugnance à se mêler aux nouveaux épisodes de la guerre d'Asie. Evian, après Dien-Bien-Phu, a sonné

(1) J'ai publié ces articles, du 14 janvier 1949 au 1^{er} février 1950 dans *La Bataille Socialiste*; et du 20 juillet 1950 au 19 décembre 1956 dans *L'Observateur* (puis *France-Observateur*). Ces derniers étaient signés « Paul Rossel ». Je les reproduis sans aucune retouche.

le glas de leurs anciennes ambitions colonialistes. L'Empire, puis l'Union Française, se sont dissous sous la poussée victorieuse des peuples combattants d'Afrique et d'Asie. Un neutralisme passif les invite à ne plus s'engager dans les conflits armés qui renaissent sans cesse. S'ils acceptent encore dans leur majorité une refonte des armées métropolitaines autour d'une force nucléaire, c'est avec la quasi-conviction de n'avoir jamais à s'en servir — sauf pour couvrir une occupation persistante au-delà des mers, en Guyane et aux Antilles, en Nouvelle-Calédonie et à Tahiti, derniers lambeaux d'une mainmise économique et politique dispersée aux ouragans. Mais une courte émeute a suffi, en août 1966, pour que de Gaulle en personne lâche prise à Djibouti.

L'opinion des Français, ceux qui soutiennent le régime gaulliste comme ceux qui ne s'en satisfont pas ou qui le contestent — on ose à peine dire le combattent — est loin d'exprimer maintenant une force, ou des intérêts, qui soient à la mesure des grands conflits qui secouent la planète, sans parler de ceux qui s'ébauchent dans le cosmos. Les données de ces conflits s'élaborent sans eux.

Leur politique impérialiste antérieure disqualifie les hommes politiques qui occupent encore le devant de la scène : en donneurs de leçon, en décolonisateurs improvisés, ils peuvent se faire applaudir au-delà des frontières, mais leur intervention active est privée de toute vertu. C'est ainsi que la guerre a pu se réanimer et prendre de vastes proportions au Vietnam sans que le gouvernement français puisse faire autre chose que d'appeler de ses vœux le rétablissement de la paix : il n'entretient de relations diplomatiques ni avec la République Démocratique du Vietnam, qu'il n'a pas reconnue, ni avec la République du Vietnam-Sud, qui a rompu avec lui. Sa faiblesse résulte de cet équilibre dans le vide. Ce sont donc de plus grands et de plus forts, les États-Unis, l'U.R.S.S. et la Chine, qui sont en train de disputer du sort de l'Asie, mais ils en disputent à propos d'un conflit où c'est le peuple vietnamien qui a pris en main son propre destin, et qui manifeste avec éclat sa volonté de le trancher lui-même.

Il faut donc envisager les théâtres de guerre asiens de deux points de vue : celui de la guerre qui se mène au Vietnam, et celui des opérations extérieures destinées à soutenir l'un ou l'autre. L'enchevêtrement des causes et des effets, des objectifs et des moyens, est tel que toute action sur les théâtres d'opérations a ses répercussions dans toute l'Asie et en Amérique comme en Europe ; en même

temps, les plans stratégiques à l'échelle continentale et mondiale déterminent les formes du combat sur le terrain vietnamien. En ce sens, considérer la seconde guerre du Vietnam comme un foyer de guerre isolé dans un univers de paix, ou tout au moins de « coexistence pacifique », serait erroné. Il suffit d'ailleurs de relire ce que furent la première guerre du Vietnam et la guerre de Corée pour comprendre l'interdépendance des opérations possibles sur l'ensemble du théâtre de guerre asien, plus étroite encore aujourd'hui qu'il y a une douzaine d'années. Cette façon de considérer les choses montre que ce qu'on appelle « l'escalade » américaine au Vietnam, c'est-à-dire la mise en œuvre de moyens de guerre de plus en plus étendus, et la défense de plus en plus enracinée des forces armées vietnamiennes révolutionnaires (au nord comme au sud), doivent être plutôt comprises comme la saturation localement croissante d'un conflit dont les implications s'étendent bien au-delà.

La première guerre du Vietnam résultait de la volonté du gouvernement et des capitalistes français de reconquérir l'Indochine abandonnée aux Japonais en 1940 (1). Le corps expéditionnaire dépêché par de Gaulle sous le commandement de l'amiral d'Argenlieu devait rétablir une souveraineté qui faisait fi des accords passés avec Ho Chi-minh en 1946. Les États-Unis étaient à cette époque trop occupés à consolider le pouvoir de Tchang Kaï-chek en Chine, et à domestiquer le Japon vaincu, pour soutenir directement la France dans son entreprise de reconquête. Bien plutôt, ils souhaitent voir au pouvoir en Indochine des gouvernements nationaux, et s'assurer de leur amitié. Ce n'est que plus tard, quand s'affirma la résistance armée toujours mieux organisée du Vietminh dans le Haut-Tonkin, puis lors des victoires de Mao Tsé-toung en Chine du Nord et du Sud en 1949 et 1950, et enfin au moment de la tentative de la Corée du Nord d'achever militairement l'unité coréenne, que les États-Unis déployèrent un dispositif stratégique nouveau. Ce dispositif a pour clé Taïwan, soustraite au pouvoir de la Chine populaire. Il s'échelonne au nord jusqu'à la Corée, sans parler d'un Japon neutralisé, et au sud jusqu'à la péninsule indochinoise, dont la Thaïlande a constitué le bastion jusqu'au jour où l'écroulement du régime Diem et l'action du Vietcong au Vietnam-

(1) J'ai consacré à cette première phase de la guerre du Vietnam un ouvrage, aujourd'hui épuisé, *La guerre du Vietnam* (Ed. de la Revue Internationale, 1949).

Sud ont offert à l'armée américaine l'occasion d'une implantation toujours plus dense. La ceinture insulaire et péninsulaire de l'Asie est ainsi devenue la base d'une stratégie d'ensemble qui vise, apparemment, à défendre le sud-est asien contre l'expansion du « communisme » chinois. Jusqu'en 1966 l'Indonésie pouvait menacer les arrières de cette ceinture ; mais depuis l'échec de l'entreprise couverte par Soekarno pour y créer un allié à la Chine, les États-Unis ont scellé un ensemble de positions qui leur permet des attaques partielles dont l'objectif n'est encore que de découvrir leur adversaire majeur.

Cette politique asienne des États-Unis vient de loin. Si l'on veut se faire une idée sérieuse de leur stratégie dans cette région du monde, il faut recourir aux multiples exposés de MacArthur, qui est en l'occurrence le meilleur disciple de Mahan, initiateur véritable de la politique mondiale actuelle de l'Amérique. MacArthur, limogé au cours de la guerre de Corée, n'en reste pas moins le plus grand stratège américain, et jamais sa pensée n'a inspiré d'aussi près l'action du Pentagone que depuis sa mort. Il a exposé maintes fois des conceptions qui éclairent l'évolution militaire présente du sud-est de l'Asie, notamment dans son témoignage devant la Commission Sénatoriale des 3, 4 et 5 mai 1951, qui remplit plus de vingt pages compactes du New York Times (4, 5 et 6 mai 1951) ; dans ses Reminiscences (adapté en français : Mémoires, 1965) ; et dans les nombreux documents que contiennent les Mémoires du Président Truman (tome II, 2^e volume de l'édition française, en particulier les chapitres IV et suivants) où l'on trouve le rapport de MacArthur aux Chefs d'État-Major Interarmes du 3 décembre 1950 (p. 159).

La stratégie américaine découle de la position des États-Unis dans le monde, au cœur des océans. Les îles, les isthmes et les péninsules, les bases et les lignes de communication, la préoccupent plus que les étendues terrestres et les continents. Depuis que le ciel s'est superposé aux mers et aux terres comme champ d'opérations, et que l'ubiquité et la mobilité sont devenues des principes qui multiplient la puissance des interventions, les chefs militaires américains ont conçu pratiquement une vaste politique de police de la planète dont Mahan lui-même prévoyait à peine l'envergure. Le ressort de cette politique est d'entraver l'extension du « communisme », c'est-à-dire à leurs yeux les empiètements territoriaux de l'U.R.S.S. et de la Chine, et l'établissement de pouvoirs révolutionnaires du même genre dans d'autres régions. C'est évidemment la puissance indus-

truelle du capitalisme américain qui donne à cette politique un fondement solide, du moins jusqu'à nouvel ordre. Dans cette perspective, la seconde guerre du Vietnam apparaît comme un élément dans un ensemble d'actions qui s'étendent aujourd'hui des mers de Chine à la mer des Caraïbes, en passant par le centre de l'Europe. C'est ce qui explique la conviction où sont les États-Unis que c'est un compromis, même temporaire, entre eux, l'U.R.S.S. et la Chine qui seul pourrait éventuellement conduire à la cessation des combats au Vietnam. D'où aussi la politique qui consiste à obliger leurs protagonistes à s'asseoir à une table de négociations grâce à la menace d'une extension des opérations de guerre au-delà du Vietnam même.

L'extension des implications de la guerre est cependant tributaire avant tout de l'évolution des combats au Vietnam, et ceux-ci sont depuis leur début conduits par les Vietnamiens eux-mêmes. Les Français sont payés pour savoir de quelle détermination, de quel génie tactique et stratégique, de quelle endurance, de quels sacrifices sont capables les troupes vietnamiennes, de quelque type qu'elles soient : guérillas, milices, réseaux de commandos, unités régulières. Leurs chefs ont pris toute leur stature au cours de plus de vingt ans de batailles. Leur volonté est intacte, aujourd'hui comme en 1946 : ils entendent éliminer de leur pays toute influence impérialiste, l'unifier pour envisager ensuite un développement socialiste. L'échec et l'effondrement successif des régimes de Saïgon depuis dix ans les ont encouragés à tenter une entreprise qui finirait par libérer la totalité de la péninsule. C'est ainsi que le caractère continental de la guerre d'Asie trouve pour le moment une délimitation particulière dans la guerre qui se livre du delta du Mékong à celui du Fleuve Rouge. L'enjeu est considérable sur place ; il l'est plus encore au-delà.

Entre 1956 et 1966 il s'est toutefois produit quelque chose d'essentiel dans les relations entre adversaires des États-Unis, c'est-à-dire l'hostilité croissante et la quasi-rupture entre Pékin et Moscou. Ce conflit, à l'intérieur du conflit plus général, aurait suffi à lui seul à entraîner la fin de l'offensive et de la résistance vietnamienne si la détermination du Vietcong et de Hanoï n'avait pas précisément cette indépendance et cette autonomie qui en font toute la force. Aujourd'hui, si l'U.R.S.S. est amenée à renforcer l'appui militaire défensif qu'elle fournit à la République démocratique et si la Chine, tout en accusant Moscou de collusion avec Washington, soutient à

sa façon les positions vietnamiennes, c'est que l'une et l'autre s'y trouvent contraintes par l'acharnement vietnamien à la lutte.

Après deux ans d'une guerre où tout l'arsenal le plus récent de l'aviation, de l'artillerie et des fusées est mis en œuvre pour la première fois à pareille échelle, les choses en sont arrivées au point — comme lors de la guerre de Corée et de la première guerre du Vietnam — où l'internationalisation du conflit devient la seule alternative à la cessation des combats. C'est pourquoi tant d'États membres de l'O.N.U. sont à la recherche d'une voie qui permette d'abord d'évoquer la possibilité d'un armistice, ou d'un arrêt de facto des hostilités, préface à un compromis politique. Mais ces tentatives se heurtent à une situation qui ne comporte pas, pour le moment, de compromis politique : l'enjeu, en effet, est le gouvernement de Saïgon, le pouvoir politique au Vietnam du Sud.

Il ne faut pas perdre de vue ce qui constitue l'essentiel d'un conflit violent ou armé : dès que la guerre prend forme, elle obéit à des lois inexorables, et c'est le but, l'objectif, qui oriente toutes les actions. Il ne s'agit pas ici de la finalité générale de la guerre, pour les belligérants, de son contenu ou de son sens politique et social en général, mais de l'enjeu qui commande la stratégie, et qu'on ne peut atteindre que par un seul moyen, la paralysie et la destruction de la force adverse. Pour le Vietcong comme pour le gouvernement de Hanoï, le but, c'est le renversement du gouvernement de Saïgon ; pour les États-Unis, c'est le maintien en place de ce gouvernement et de tout ce qu'il représente. L'épreuve de force peut s'étendre bien au-delà, mais c'est pour peser sur le point d'application essentiel. La signification générale de l'affrontement peut être plus ou moins travestie, pour les besoins de la cause, ou parce qu'elle n'est pas toujours claire et qu'elle varie dans ses détails et ses métamorphoses au cours du temps. Pour les révolutionnaires vietnamiens, il s'agit de refaire l'unité nationale, de rendre possible une organisation socialiste du pays réuni, et d'expulser les envahisseurs étrangers ; c'est une guerre civile grossie d'une guerre extérieure, comme en Corée. Pour les États-Unis, il s'agit de défendre un État indépendant attaqué par un autre, et dans ce cas un régime social opposé à un autre. Ces données affichées peuvent en masquer de toutes différentes, et en susciter de nouvelles. L'opinion américaine peut croire qu'elle soutient avant tout une croisade contre le communisme menaçant. Les citoyens vietnamiens peuvent estimer qu'ils exigent tout simplement le respect des accords de Genève qui prévoyaient la

réunification du pays par des élections. Mais une fois les opérations militaires déclenchées, conduites et orientées d'une certaine façon, la stratégie reprend ses droits et l'enjeu se précise : la victoire du Vietcong ne peut être acquise qu'avec la chute du gouvernement militaire de Saïgon et son remplacement par un pouvoir ami ; la défaite américaine ne peut découler que de la chute de ce gouvernement au nom duquel elle intervient en force. D'où l'alternance et la combinaison des phases politique et militaire de la guerre. En 1964, le Vietcong a été bien près de démanteler le pouvoir des généraux du Sud, débordés et rivaux. Ses forces combattantes passaient des actions de guérilla aux opérations tactiques d'unités constituées. Paysans et citadins, sérieusement encadrés, s'apprétaient à retirer tout appui au gouvernement et à en susciter un nouveau. C'est l'intervention américaine qui modifia cette perspective. L'Armée de Libération Nationale dut faire face à un ennemi puissamment armé et outillé, qui se substitua en quelques mois aux généraux sud-vietnamiens défaillants. La guerre prit alors le tour d'une « escalade », c'est-à-dire de l'engagement de moyens de guerre de plus en plus destructeurs sur des théâtres d'opérations de plus en plus étendus. Les troupes américaines prirent le devant. Rejetées sur la défensive, les forces vietnamiennes populaires multiplièrent les harcèlements qui déciment l'ennemi, mais sans le détruire. Leur résistance accrue appelle à son tour un renforcement des attaques ennemies. En fin 1966 une sorte d'équilibre dans l'effort conduit à une situation dont il est difficile de dire aujourd'hui comment il doit se rompre.

Une fois de plus un dilemme radical se présente en Asie : entre guerre et paix, sans doute, mais à travers celui-là, entre guerre et révolution. A défaut d'une victoire révolutionnaire au Vietnam du Sud, et qui aurait pris une forme militaire, une trêve ou un armistice sur le terrain ramènerait une paix précaire, l'arme au pied, mais laisserait irrésolu le destin de la révolution. Dans la conjoncture mondiale actuelle, aucun État, socialiste ou capitaliste, ne manifeste une volonté d'intervention directe au Vietnam au côté des antagonistes aux prises sur le terrain. Ils se bornent, du côté de Hanoï, à soutenir la capacité défensive du pays par des fournitures d'armes et de cadres spécialisés, de matières premières, de produits alimentaires, etc. Par ailleurs, ils font mine de souhaiter une négociation qui exclurait préalablement les interventions étrangères sur le sol du Vietnam-Sud. La paix ne serait alors rétablie qu'au prix de la

révolution. Jusqu'à quand ? Jusqu'au moment où les conflits renaitraient des mêmes causes : le chaos économique, les luttes sociales, la domination semi-féodale et l'oppression impérialiste.

Aujourd'hui, un pareil dilemme s'offre partout où surgissent des conflits armés. Il s'avère chaque fois — hier en Algérie, à Cuba, à Saint-Domingue, en Indonésie ; maintenant au Vietnam, au Congo, en Angola et ailleurs — que la guerre et la paix se jouent autour de la révolution internationale. Si l'équilibre de la terreur entre grandes puissances nucléaires maintient entre celles-ci un état de paix larvée, fragile, c'est parce qu'il permet une rupture locale au profit d'un dilemme qui s'ouvre ici et là, de façon subordonnée, plus ou moins ouverte ou latente, entre guerre et révolution. Les conflits d'apparence nationale ont en fin de compte un contenu social toujours plus apparent, et ce qui les retient de développer toutes leurs virtualités, c'est la crainte de manifester plus brutalement ce contenu. La crainte de la révolution est plus forte que la crainte des ravages et des destructions qu'entraîne la guerre, nucléaire ou non. De sorte que les différences d'appréciation qui se font jour sur la dynamique de ce processus concernent en définitive une double alternative qui fait le fond des convulsions de notre époque : une évolution pacifique vers le socialisme peut-elle se substituer à une révolution dans les affres de la guerre ? A n'observer que les faits au Vietnam et en Asie, c'est la seconde qui paraît vraie. A envisager le monde entier, toutes deux paraissent se combiner. En tout cas, il s'agit du seul problème sur la solution duquel un mouvement socialiste international et ouvrier puisse aujourd'hui se reformer avec quelque chance d'être à nouveau l'espoir de l'humanité.

1^{er} octobre 1966.

Pierre NAVILLE.

BAO-DAÏ CRAINT LE SORT DE TCHANG KAI-CHEK

Le général Xuan s'est décidé à venir à Paris discuter avec Bao-Daï et le gouvernement français de la situation au Vietnam. Il a rencontré l'ex-empereur à Cannes cette semaine, sans qu'on ait pu savoir avec précision ce qu'il lui a demandé.

Xuan est venu à Paris faire ce qu'on appelle une « ultime démarche » pour essayer d'obtenir les moyens de donner à son gouvernement « la face » qu'il n'a jamais pu perdre parce qu'il ne l'a jamais eue. La résistance nationale, groupée autour de la direction militaire de Vo Nguyen-Giap et du gouvernement de Ho Chi-minh, a mis en échec toutes les tentatives de mettre debout hâtivement le « parti de l'empereur », parti qui ne vit en réalité que par la volonté du colonialisme français.

Une série d'événements récents, dans le domaine extérieur, ont poussé Xuan à sa « dernière démarche ». Les principaux sont : la crise du régime de Tchang Kaï-chek en Chine et l'arrivée des troupes de Mao Tsé-toung devant Pékin, Nankin et sur les rives nord du Yang-Tsé entre Nankin et Hankéou ; l'attaque de l'armée hollandaise contre la République indonésienne à Java et Sumatra, et la mise en application du plan économique français de « modernisation » de l'Indochine, élaboré sans tenir compte des intérêts des jeunes bourgeois annamites partenaires de la colonisation française.

Bao-Daï, confortablement installé dans les Alpes-Maritimes, maintenant plus sûres que Hong-Kong, ne se soucie pas de mettre les pieds dans des affaires aussi délicates ; il laisse Xuan se démener sans succès.

L'évolution de la situation en Chine est évidemment aujourd'hui pour Xuan la préoccupation numéro 1. La constitution d'un gouver-

nement national chinois qui serait dirigé par le parti communiste chinois, et la chute du régime décomposé du Kuomintang, signifieraient, à plus ou moins longue échéance, l'avortement définitif du « plan Bao-Daï », qui n'aurait même pas connu le triomphe temporaire du Kuomintang, parti de la grande bourgeoisie affairiste et les propriétaires fonciers chinois.

Il est possible que certains généraux de Tchang Kaï-chek veuillent continuer la lutte en Chine centrale et du Sud (donc dans le voisinage du Tonkin), pour obtenir un compromis « avantageux ». Mais déjà le parti communiste chinois a envisagé cette hypothèse et a déclaré, le 1^{er} janvier, que l'armée de libération envisageait « un perfectionnement stratégique favorisant la guerre de position et l'abandon de la guerre de guérillas ». Si Xuan et ses acolytes envisagent la solution désespérée de conflits armés aux frontières du Tonkin, de quelles forces disposeraient-ils ? Ils n'en ont pas. Seules les troupes françaises pourraient agir, et tenter de doubler leur endiguement des forces vietnamiennes par une résistance à des forces chinoises.

Dans tout cela, Xuan « perd la face » une fois de plus, vis-à-vis du peuple vietnamien, et c'est pourquoi il est venu mendier à Coste-Floret et à Ramadier la constitution et l'armement rapide d'une « armée vietnamienne » sous son commandement. Mais le général Blaizot, commandant les forces françaises en Indochine, préfère agir lui-même, et c'est d'ailleurs de ces problèmes qu'il vient d'aller discuter à Singapour avec le général Ritchie, qui commande les forces britanniques en Extrême-Orient.

Deuxième sujet d'inquiétude : la tactique hollandaise en Indonésie. Xuan soupçonne que devant les succès révolutionnaires en Chine et l'extension du mouvement anti-impérialiste dans tout l'Extrême-Orient, *le gouvernement français envisagerait d'aller plus loin et d'imiter les Hollandais*, c'est-à-dire de supprimer ses hommes de paille pour reprendre directement la situation en main.

Xuan (et Bao-Daï) savent bien que le coup de force hollandais n'a nullement « surpris » la France, ni l'Angleterre, ni les Etats-Unis. La protestation américaine à l'O.N.U. a été de pure forme. En réalité, les Hollandais ont voulu montrer à toutes les puissances occidentales qui s'accrochent à l'Extrême-Orient la « manière forte » à employer pour se débarrasser des éléments vacillants par l'intermédiaire desquels elles espéraient continuer leur exploitation colonialiste. Et Xuan craint pour lui le même sort !

Bien loin « d'exiger » l'application des « accords » de la baie d'Along, Xuan et Bao-Daï craignent que le gouvernement français ne les déchire purement et simplement, tout comme il a déjà déchiré les accords du 6 mars 1946 signés avec le gouvernement Ho Chi-minh.

Pourquoi Xuan demande-t-il avec tant d'insistance « une diplomatie, une armée, des finances purement vietnamiennes » (c'est-à-dire que la France accepterait de partager en proportions convenables avec ses hommes de paille et les fonctionnaires et grands bourgeois annamites) ? Parce qu'il voit bien que les finances, l'armée et la diplomatie, clés du pouvoir français sur l'Indochine, pourraient bien, si la situation s'aggrave encore, suivre l'exemple du général hollandais Spoor.

René Pléven, qui appuie la politique de Coste-Floret et de Ramadier, a écrit dans *Climats* du 12 janvier, un article qui doit fort mal sonner aux oreilles de Xuan. *« Au Vietnam comme au Laos, écrit-il, nombreux sont les patriotes qu'angoissent les événements chinois. Leur longue histoire a enseigné aux Vietnamiens que les invasions de leur pays viennent du Nord... Ils savent que c'est l'alliance de leur pays avec la France qui, dans les temps modernes jusqu'en 1939, a défendu l'Annam. Ils savent que sans l'aide, sans la diplomatie de la France, les armées chinoises n'auraient peut-être point quitté encore le sol vietnamien qu'elles occupaient en 1945... »* L'avertissement est assez voilé, mais évident.

Et c'est au même moment que le gouvernement français, qui a adopté cet automne le « plan de modernisation et d'équipement de l'Indochine », montre quelle est la part que l'impérialisme français entend consentir aux hommes de Bao-Daï : une place ridicule. Les deux grandes sociétés qui viennent d'être créées pour étendre l'industrie électrotechnique (grands barrages), la sidérurgie et l'industrie chimique, ne laissent presque aucune place au « capital » annamite, et ont été élaborées sans demander l'avis du général Xuan.

Voilà donc ce que le gouvernement français appelle « l'association », non seulement sur le plan militaire et diplomatique, mais aussi sur le plan économique.

Or, ce n'est pas le gouvernement de Paris qui tient entre ses mains la solution de ces problèmes, c'est le peuple vietnamien lui-même, celui qui lutte sous la direction du gouvernement Ho Chi-minh, et qui affirme une résistance que tous les observateurs impartiaux reconnaissent de plus en plus nettement.

L'INTERMÈDE BAO-DAÏ

Les pourparlers qui ont eu lieu du 14 au 18 janvier entre Bao-Daï, le général Xuan et le haut-commissaire Pignon semblent avoir abouti, provisoirement, à une cote mal taillée.

L'empereur malgré lui ne veut pas rentrer à Hué tant que le gouvernement français n'aura pas reconnu explicitement et en détail l'« indépendance » du Vietnam — indépendance garantie par les capitalistes et l'armée française, cela va de soi.

Quant au gouvernement français, il s'est réuni jeudi dernier et a confirmé ce que nous supposions au même moment : si Bao-Daï ne veut pas rentrer dans son pays et y prendre lui-même la responsabilité d'exécuter sur place les clauses d'un nouvel « accord », la France se préparera à reprendre elle-même directement en main toute la direction du pays — comme les Hollandais viennent de le faire en Indonésie.

Toute la presse parisienne ne s'est pas gênée pour le répéter sur tous les tons : devant les succès de l'armée de Libération chinoise de Mao Tsé-toung, devant la situation nouvelle créée par l'initiative hollandaise à Java et Sumatra, la comédie inaugurée en baie d'Along doit prendre fin. L'impérialisme français, qui se cache derrière la voile transparent de l'« Union Française », ne veut pas en démordre : ou bien Bao-Daï appuiera ouvertement les efforts du gouvernement Xuan et s'affirmera son obligé, ou bien la France proclamera tout aussi ouvertement sa carence.

Bao-Daï, qui est le premier à connaître la faiblesse de sa position, comprend que, de retour à Hué, il sera encore plus étroitement lié à la politique française. L'hostilité des grandes masses du pays fera de lui le bouc émissaire, et le responsable désigné de la

politique que la Banque de l'Indochine et les grands intérêts capitalistes français (maintenant appuyés par l'Amérique) veulent poursuivre à tout prix en Asie. Il craint d'en être bientôt réduit au sort de Tchang Kai-chek.

En fait, Coste-Floret, Pignon et autres se sont livrés à un chantage caractérisé pour obliger leur candidat à jouer le rôle qu'on lui assigne contre la résistance nationale groupée autour de Ho Chi-minh.

Qu'est-ce que le gouvernement français lui a donc concédé pour qu'il accepte, comme on l'annonce au moment où nous écrivons, de fixer la date de son retour vers le début de février, lors de la fête du Têt ? Nous n'en savons rien avec exactitude. Probablement satisfactions de prestige, dans le domaine diplomatique, destinées à lui permettre de « sauver la face ». Peut-être aussi une participation un peu plus substantielle d'éléments vietnamiens aux entreprises capitalistes contrôlées par des Français, et une promesse de créer des cadres militaires vietnamiens sous l'autorité française.

De toute façon, si Bao-Daï retourne finalement au Vietnam dans les bagages du général Xuan, il n'évitera pas, après avoir cédé à un premier chantage, d'être placé devant de nouveaux ultimatums. Il aura voulu éviter d'être à nouveau rejeté par la France comme un accessoire devenu tout à fait inutile, mais ce sera pour risquer une disgrâce bien pire, celle que lui infligera son propre peuple.

Devant quelle situation le tandem Xuan-Bao-Daï va-t-il se trouver, sous la chicote vigilante de Léon Pignon ?

Premièrement, la guerre intérieure, la résistance nationale vietnamienne, qui continuera dans ce cas à faire des ravages. Or, si la guerre intérieure se poursuit, c'est que le commandement français le voudra, à moins qu'il préfère attendre quelque temps le résultat des tentatives de « rassemblement national » que feront Bao-Daï et les siens.

Deuxièmement, une situation économique catastrophique. Sur ce plan, Bao-Daï sait fort bien que sa cour, ses fonctionnaires et ses clients sont incapables d'aucune action d'envergure en dehors des entreprises françaises. M. Bourgoin, dictateur français au « plan » pour l'Indochine, tiendra le néo-empereur en laisse. Où sera « l'indépendance » ?

Troisièmement, la situation internationale du Vietnam. Sous l'égide de Bao-Daï, le Vietnam ne sera pas plus indépendant que les sultans de Malaisie sous la coupe de M. Bevin. C'est Paris qui

dictera sa conduite à Hué, parce que c'est Paris qui disposera des instruments de force sans lesquels la diplomatie n'est pas grand-chose.

Nous pourrions allonger la liste des sujets d'inquiétude du présumé empereur. Il est probable qu'ils conduisent déjà le souverain de paille à des réflexions amères. Bao-Daï doit se demander si son prochain refuge, après un échec certain au Vietnam, ne sera pas une ville quelconque des Indes... à mi-chemin entre Paris et Hong-Kong.

Les victoires de Mao Tsé-toung en Chine du Nord ont au contraire renforcé la position de la résistance vietnamienne véritable. Ho Chi-minh et son gouvernement restent les seuls porte-parole authentiques des populations du Vietnam, et l'établissement d'un gouvernement amical en Chine ne peut que renforcer sa position.

La commission des Affaires étrangères du Conseil de l'Union Française, qui subit plus directement que l'Assemblée Nationale l'influence des représentants d'outre-mer, a elle-même reflété ce sentiment en adoptant le 18 janvier une résolution qui déclare que la guerre d'Indochine « risque de compromettre les fondements mêmes de l'Union Française » et invite le gouvernement « à reprendre d'urgence, dans l'esprit des accords du 6 mars 1946 et du *modus vivendi* du 14 septembre 1946, ainsi que des accords du 5 juin 1948 et de la déclaration du gouvernement en date du 19 août 1948, *les pourparlers avec tous les éléments de la nation vietnamienne, sans en exclure ceux groupés autour de Ho Chi-minh*, afin de rétablir la paix... ».

Evidemment, c'est là un vœu qui est encore en retard sur le développement des événements, mais qui est indicatif.

Cependant, la presse colonialiste est bien loin d'envisager le rétablissement rapide de la paix, et elle parle au contraire de la nécessité de hâter la mise en défense du Tonkin, non seulement contre l'armée vietnamienne de Giap, mais contre les influences possibles de la Chine nouvelle.

L'évolution de la situation en Chine commande en effet maintenant l'évolution de la situation dans toute l'Asie du Sud-Est, et nous ne pouvons pas y consacrer aujourd'hui tous les développements nécessaires.

Il serait en tout cas imprudent d'en attendre un développement rapide.

L'ampleur des problèmes posés, sur le plan militaire, politique

et social, montre que l'évolution purement militaire se combinera avec des phases de négociation sur lesquelles on ne possède en France que des données assez limitées.

Mais quelle que soit l'orientation sociale et politique du prochain gouvernement de la Chine centrale et du Nord, celui-ci ne pourra que voir d'un œil bienveillant le maintien d'une résistance effective au Vietnam à l'offensive des impérialismes français et américain.

BAO-DAÏ RÉCLAME UNE GARANTIE AMÉRICAINE DANS LE DOS DE COSTE-FLORET

Bao-Daï n'est finalement pas décidé à rentrer à Hué, et le général Xuan est reparti sans lui. D'autre part, le gouvernement français hésite à proclamer la carence de l'empereur de paille, et à imiter les Hollandais.

La raison fondamentale de cette situation — on peut aujourd'hui l'affirmer — c'est que *Bao-Daï réclame une garantie internationale de l'indépendance du Vietnam, c'est-à-dire la garantie américaine que Truman serait prêt à accorder, mais que Coste-Floret, Schumann et Queuille s'efforcent d'éluder.*

Cette information jette un jour assez clair sur le discours prononcé par Truman à Washington le 23 janvier : le quatrième point de son « programme » concerne les investissements massifs en Asie (et en Afrique). Or, devant la situation en Chine, les Etats-Unis cherchent à renforcer d'abord la « ceinture du Pacifique » : Japon, Philippines, Indonésie, Vietnam, Siam.

Pour cela, il faut que la politique des dernières puissances coloniales européennes s'aligne sur celle de Washington, et cesse de faire cavalier seul. Washington est donc décidé à soutenir des « gouvernements nationalistes » d'Asie, à condition qu'ils deviennent leurs propres intermédiaires.

Voilà pourquoi les Hollandais ont pris les devants à Java, car Hatta et le gouvernement républicain indonésien venaient de signer un accord qui faisait d'eux une filiale des Etats-Unis ; et c'est aussi pourquoi Washington s'est fâché contre les Hollandais.

Voilà aussi pourquoi Bao-Daï veut obtenir une garantie améri-

caine, seule efficace pour ce réaliste, et fait mine de se moquer de toutes les promesses françaises.

Le gouvernement français s'est montré inquiet de cette situation. Le correspondant du *Monde*, parlant du discours de Truman, essaye de le rassurer en disant, le 24 janvier :

« L'allusion aux territoires "coloniaux" ne doit pas s'entendre dans le sens d'une atteinte à la tutelle métropolitaine. Elle est dans le cadre des accords bilatéraux conclus en dernier pour l'application de l'E.R.P., pour que soit conféré aux entreprises américaines le même traitement qu'aux nationaux... »

Mais, en réalité, Coste-Floret et compagnie craignent justement qu'il y ait là une atteinte à la « tutelle métropolitaine », c'est-à-dire qu'ils soient obligés de faire un pas de plus dans leur soumission aux intérêts américains.

La Banque de l'Indochine a naturellement son mot à dire dans cette affaire. Or, ses dirigeants sont assez divisés. Le clan « américain », qui est aussi le clan moderniste et « anticolonialiste » vieux style, est prêt à suivre Truman. Mais les éléments liés au grand capital français (surtout les grands armateurs, les « intérêts coloniaux » des plantations, etc.) veulent jouer leur propre jeu, et s'indignent à l'idée d'une garantie américaine accordée à « leur colonie ».

Naturellement, les missions catholiques et l'Eglise catholique (qui détient d'immenses propriétés foncières en Cochinchine) font partie du clan qui essaye de disputer à Washington la suprématie économique au Vietnam ; ce qui explique la position de Coste-Floret, M.R.P. et pieux colonialiste à l'ancienne mode.

IL FAUT EN FINIR

Le peuple de France exige :

Abolition du Statut colonial de la Cochinchine !

Opposition à tout traité avec Bao-Daï !

Rappel du corps expéditionnaire !

Reprise des négociations avec le gouvernement Ho Chi-minh !

A l'heure où nous écrivons, Bao-Daï est à Paris et a rencontré le Président du Conseil avant de visiter Auriol, président de l'Union Française. Une interpellation de Frédéric Dupont sur la situation en Indochine doit avoir lieu le 11 mars, à l'Assemblée Nationale, et le gouvernement saisirait l'occasion pour faire connaître le projet de traité qu'il sera obligé de lui soumettre pour modifier le statut de la Cochinchine et entériner les garanties que Bao-Daï a réclamées en contrepartie du rôle hasardeux que le gouvernement français veut lui faire jouer au Vietnam.

Il semble donc qu'après trois semaines de marchandages, un compromis ait paru possible aux capitalistes et au néo-empereur, et c'est probablement dans les coulisses internationales qu'il faut chercher le secret de cet accord momentané, si vraiment il se réalise.

Autrement dit, la politique américaine a joué, sur le plan international, pour faire pression sur Coste-Floret, Schumann et autres (les socialistes étant déjà acquis à cette politique), tandis que sur le plan intérieur, c'est le congrès tenu par le R.P.F. à Lille, les 11 et 12 février, qui a mis les points sur les *i*.

Nous l'avons déjà rappelé, l'administration américaine a annoncé, à grand fracas, qu'elle allait doubler le programme « d'aide à

l'Europe », d'un plan d'expansion économique grandiose en Afrique et en Asie du Sud-Est. Les monopoles américains se sont décidés à prendre en main une politique d'expansion de capitaux et d'outillage dans ces régions, et des tractations nombreuses — sur lesquelles nous reviendrons — sont en cours entre banques, instituts de crédit, sociétés d'équipement et de prospection en tous genres.

Or, les U.S.A. cherchent à réaliser cette politique en s'appuyant sur les « nationalistes » bourgeois ou petits-bourgeois locaux : ils leur offrent des garanties politiques et militaires en échange de privilèges économiques, ou tout au moins de facilités d'exploitation qui équivalent pratiquement à des privilèges. C'est ainsi qu'ils offrent à Bao-Daï et aux Cochinchinois leurs services comme ils offraient en Indonésie au gouvernement Hatta et au président Soekarno les « bons offices » de la commission de l'O.N.U.

Cette politique se double évidemment aussi d'une mise en garde envers les impérialistes français comme hollandais, et les M.R.P. Schumann et Coste-Floret ont dû réfléchir au sort de leur collègue catholique Sassen, ministre des Territoires d'outre-mer néerlandais, qui a dû donner sa démission la semaine dernière sous la pression de l'O.N.U. maniée par Truman et Acheson. Bien entendu, le Département d'Etat a dû faire comprendre à Bao-Daï que son intervention en Indonésie était pour lui de bon augure, et qu'avec un peu de bonne volonté, il pourrait éviter le sort de Tchang Kaï-chek.

Radicaux, socialistes et M.R.P. ont fait tout leur possible pour faire le silence sur ces tractations. Leur presse s'est surtout répandue en dithyrambes sur le « plan de modernisation » pour l'Indochine, que leur délégué Bollaert, suivi par Léon Pignon, offrait comme cadeau de joyeux avènement à Bao-Daï réticent... Mais ce fameux plan est reçu plutôt fraîchement par les Américains, qui en ont un beaucoup plus efficace. Et l'on a vu des journalistes bourgeois comme M. Devillers, du *Monde*, l'exécuter poliment.

Voici ce qu'en dit M. Devillers dans la revue *Economie contemporaine* de décembre dernier : « ... Ce plan laisse une impression de malaise. Ce plan, en effet, qui se veut concret, ne tient pas compte en fait, ni des contingences humaines et politiques, ni de certaines expériences économiques et sociales dont il eût été opportun, semble-t-il, de s'inspirer. Pour parler franchement, il est dès aujourd'hui, sur de nombreux points, dépassé, et même presque anachronique. »

Et, en effet, M. Devillers cite le passage-clé du plan, que voici :

« La technique et la géographie imposent que les principales industries soient concentrées, au Tonkin dans la région des charbonnages, non loin du port de Haïphong, et dans la région d'Annam, non loin de Cam-Ranh. Il est permis de penser que dans l'Indochine future, ces régions pourront bénéficier d'un statut spécial et rester soumises à l'influence française. »

En un mot, les capitalistes français veulent se réserver un morceau trop gros pour eux. Aussi bien les Etats-Unis veulent-ils les aider à l'avalier. Et devant l'aggravation de la situation, Coste-Floret s'apprêtait, comme nous l'avons dit, à menacer Bao-Daï de se passer de lui.

En définitive, c'est le R.P.F. qui a mis les pieds dans le plat. Le général Catroux, ancien gouverneur général de l'Indochine, et qui rêve peut-être de le redevenir, a rapporté à son congrès une résolution qui dicte au gouvernement sa conduite.

Ce que le R.P.F. demande, c'est en fait un alignement sur la politique américaine : concessions politiques à Bao-Daï, renforcement des pouvoirs militaires français, garantie internationale de « l'Indépendance » par le canal de l'O.N.U. Il est intéressant de noter que de Gaulle avait été l'inspirateur direct de la politique de Thierry d'Argenlieu, et que c'est lui, aujourd'hui, qui prend l'initiative d'une pseudo-conciliation avec les hommes de Bao-Daï.

Cette résolution du R.P.F. mérite qu'on la regarde de près, car il est évident que c'est elle que le gouvernement sera sans doute amené à réaliser. D'abord elle présente comme suit la situation : *stagnation dans le domaine politique, affaiblissement dans le domaine militaire*, car, dit-on, *l'appareil militaire français qui forme l'indispensable support de l'action politique perd de sa force et de son efficacité du fait que le gouvernement n'entretient pas les effectifs et ne reconstitue pas le matériel.*

En conséquence, les gaullistes demandent « la restitution sans délai au corps expéditionnaire du plein de ses effectifs et de son matériel qu'on a laissé dangereusement s'affaiblir ». Sur cette base très réaliste, négocier avec Bao-Daï des accords très détaillés, qui *devront recevoir la sanction législative exigée par la loi constitutionnelle française*, c'est-à-dire une sorte de traité remplaçant notamment celui qui fixait, en 1883, le statut colonial de la Cochinchine : « La France déclarera qu'elle ne fera pas obstacle à l'unification des trois Kys si telle est la volonté des populations. »

D'autre part, le Vietnam devra déclarer son adhésion à l'Union

Française, donc confier la direction de sa politique extérieure et sa défense stratégique à la France. « Sous ces réserves (!) », le Vietnam pourra nommer des représentants à l'étranger, et recevoir des missions accréditées ; de plus, *la France appuiera la candidature du Vietnam à l'O.N.U.* (la garantie américaine !).

L'armée vietnamienne serait encadrée et armée par la France, à qui le Vietnam « concédera des bases où celle-ci stationnera les formations jugées par elle nécessaires à sa défense stratégique, le droit de libre circulation entre ces bases étant acquis à ces forces ».

Quant aux Français, ils devront jouir « d'une entière liberté économique, notamment de commerce intérieur, d'industrie, d'entreprises minières, agricoles, aériennes ou autres. Ils ne pourront être assujettis à aucune réglementation, impôts, taxes, à aucun prélèvement fiscal ou autre, différent de ceux imposés aux Vietnamiens. Ils pourront vendre et acquérir librement tous biens mobiliers ou immobiliers et seront restitués de tous les biens dont ils ont pu être dépossédés... Ils continueront à bénéficier de leur statut juridique personnel tel qu'il est actuellement ou pourrait être ultérieurement défini par leur législation propre ».

Tout ceci est assez clair : le capitalisme français ne veut renoncer au Vietnam à aucune de ses positions essentielles, étant seulement prêt à des concessions politiques secondaires que la politique américaine lui impose. Dans ces conditions, plus que jamais le peuple résistera aux prétentions de Coste-Floret, de Bao-Daï ou du général Catroux.

Le devoir des partis ouvriers français est tout aussi nettement tracé :

Abolition sans contrepartie du statut colonial de la Cochinchine ! Opposition à tout traité engageant le peuple français avec Bao-Daï et ses partisans ! Rappel du corps expéditionnaire en commençant par les troupes d'Afrique et la Légion étrangère ! Reprise des négociations avec le gouvernement présidé par Ho Chi-minh !

IL FAUT CONSTITUER UN COMITÉ NATIONAL D'ACTION CONTRE LA GUERRE AU VIETNAM

Le gouvernement venait à peine de faire ratifier par le Parlement les nouveaux accords passés avec Bao-Daï, qu'une vive action des forces vietnamiennes au Tonkin a montré bien clairement la précarité de ces accords, et l'insécurité dans laquelle se trouvent les troupes françaises et « ralliées » dans le haut pays, en particulier à la frontière chinoise.

On sait que depuis la mi-octobre 1948, les troupes françaises avaient réoccupé les verrous terrestres principaux du Tonkin : Lao-Kay au nord (petite ville-frontière sur la ligne de chemin de fer du Yunnan), Lang-son, porte du Kouang-Toung chinois au nord-est, et Moncay, en bordure du littoral, à l'est. Malgré la saisie de ces points importants, et de quelques autres comme That-Ké et Cao-Bang, la région centrale de Thuyen-Quang n'avait jamais pu être pleinement occupée, pas plus que celle de Yen-Bay, sur le fleuve Rouge.

Pendant un certain temps, la défense vietnamienne avait été désorganisée dans le Haut-Tonkin, et son regroupement avait eu lieu sur le Nord-Annam (région du Thanh-Hoa), d'une part, et au-delà de la frontière chinoise (en liaison avec les régions résistantes du Moyen-Tonkin), d'autre part.

Aujourd'hui, les mesures de réorganisation ont porté leurs fruits, et les forces vietnamiennes ont pu prendre, à la veille du retour de Bao-Daï, une initiative active qui n'est sans doute pas terminée à l'heure où nous écrivons.

L'attaque sur Lao-Kay, Lang-son et Moncay, par des formations assez compactes puisqu'il semble qu'un total de 8 à 10.000 hommes

disposant de mortiers et d'artillerie aient été mis en action, montre qu'il s'agit d'une entreprise d'envergure et tactiquement concertée.

Les communiqués de l'état-major français, depuis le 23 mars, indiquent que les postes des trois centres attaqués ont été d'abord « surpris », qu'ils ont dû partiellement se replier sur les positions fortifiées des petites citadelles, et que seuls les secours parvenus des bases du delta ont pu les dégager, ou du moins les soulager après trois et quatre jours de combat.

Il faut noter que les attaques vietnamiennes ont vraisemblablement été concertées et échelonnées de façon à obtenir un premier résultat tactique : désorienter le dispositif français. En effet, Lao-Kay a été attaquée le 7 mars, Lang-son vers le 15, et Moncay vers le 25. Il ne s'agit nullement là d'un hasard dû à l'effervescence de « bandes de pillards », comme le dit la presse, et l'on peut prévoir que cette première action tactique a des buts plus lointains.

Il est, en effet, fort possible que l'attaque sur les extrémités tonkinoises de la défense française ait surtout pour but de préparer une action stratégique sur Hanoï, à partir de foyers locaux du delta et des vallées moyennes, en particulier dans la région qui va de Hanoï à Lang-son, et dans l'axe du fleuve Rouge, de Hanoï à Haïphong.

A Hanoï même, où la population tonkinoise s'était accrue à nouveau de plus de 50.000 habitants revenus depuis un an, une action a paru prévisible depuis quelque temps.

Un communiqué du commandement français (26 mars) « fait remarquer que ces opérations (vietnamiennes) n'ont pas été caractérisées par des attaques de front, mais par une manœuvre d'encerclement à grande distance, dans un rayon de 6 à 10 kilomètres des points assiégés », ce qui ne l'empêche pas d'ajouter qu'il « ne s'agit donc pas d'une opération militaire de grande envergure organisée par un état-major ». Nous pensons au contraire que ces opérations, qui sortent pour la première fois du cadre d'actions limitées de guérilleros, révèlent une organisation d'envergure, quand ce ne serait que par l'étendue du périmètre où elle a joué.

Elles révèlent donc que les forces vietnamiennes organisées, appuyées sur la sympathie populaire et l'expérience acquise, sont devenues capables d'initiatives tactiques sérieuses et que ces initiatives paraissent être le prélude de mouvements plus importants. Il ne faut pas oublier que les forces commandées par Vo Nguyen-Giap doivent compter 100 à 150.000 hommes entraînés, et qu'elles

commencent à pouvoir compter sur un certain appui de la part de combattants antikuomintang des régions chinoises limitrophes.

La presse de Paris n'a pas manqué de tomber, à ce sujet, dans de stupides contradictions. D'une part elle souligne la participation de « communistes chinois » aux combats, et d'autre part, elle prétend que ces combattants chinois ne sont que des bandits et des pillards. La vérité est qu'au Yunnan comme au Kuang-Toung commencent aussi à se réorganiser des groupements de guérilleros, qui sont comme les avant-gardes de l'armée de libération. Ces foyers sont eux-mêmes en liaison avec des groupes de résistants en Haute-Birmanie, de sorte qu'on peut considérer les trois groupements qui opèrent dans la haute région Birmanie-Yunnan-Tonkin comme l'embryon d'une masse dont la stratégie générale tendra évidemment de plus en plus à se coordonner.

La presse parle de « pillards ». Mais les paysans sans terre, les soldats « mercenaires », véritable clientèle personnelle des généraux du Kuomintang, tous ces hommes déshérités, sans droit, sans travail, plus habitués aux bivouacs qu'au respect des lois, apprendront peu à peu dans la lutte et l'organisation à combattre pour un idéal de libération, de démocratie, d'action créatrice, ce dont se souciaient fort peu leurs maîtres impérialistes.

Aujourd'hui, la tâche des travailleurs de France est nette : faire obstacle à l'intensification de la guerre, exiger la paix en préconisant des mesures concrètes, empêcher que l'installation de Bao-Daï à Hué ne conduise à l'entreprise de nouvelles opérations militaires où des vies seraient sacrifiées par milliers, sans parler des milliards dépensés en pure perte.

Comme l'écrit Marcel Dufriche, dans la *Vie Ouvrière* du 23 mars, « la sale guerre du Vietnam n'a provoqué chez nous que manifestations platoniques et résolutions à caractère votif. Dans nos organisations syndicales nous n'avons pas assez pris conscience du crime abominable que nos propres ennemis ont commis et continuent à commettre là-bas... »

L'heure est venue en effet d'organiser le mouvement contre la « sale guerre », en groupant l'ensemble des travailleurs, tous les éléments de la population qui refusent la continuation d'un massacre inutile.

Pourquoi ne pas organiser un *Comité national d'action contre la guerre du Vietnam* ? La C.G.T. peut en prendre l'initiative, et un large rassemblement s'opérer autour d'elle.

Non seulement notre parti (Parti Socialiste Unitaire), ainsi que le Parti Communiste, y apportera évidemment tout son appui, mais de nombreuses initiatives dispersées pourraient ainsi être regroupées, et aboutir enfin à une action efficace.

L'Union des Jeunesses Républicaines de France a déjà lancé une pétition nationale qui s'est couverte de signatures, et a organisé des manifestations. Le parti de la Jeune République vient de publier une résolution demandant « que le gouvernement français prenne l'initiative de proposer une trêve militaire immédiate en Indochine et des élections organisées sous le contrôle de représentants des Nations Unies ». *Franc-Tireur*, lui aussi, a lancé une pétition dans le même sens, et bien d'autres mouvements pourraient être associés à cette initiative.

Ne dit-on pas que certains milieux américains eux-mêmes, échaudés par l'écroulement de Tchang Kai-chek, conseilleraient de considérer Bao-Daï surtout comme un intermédiaire pour reprendre des pourparlers avec Ho Chi-minh ? La résistance indonésienne aux Hollandais ne s'accroît-elle pas avec l'appui grandissant des travailleurs des Pays-Bas, où les dockers ont déjà plusieurs fois refusé de charger l'armement à destination de Java ? Les progrès du gouvernement démocratique en Chine ne constituent-ils pas un encouragement décisif ?

Tout cela montre que l'honneur des travailleurs de France est engagé. La lutte contre les fabrications de guerre doit s'orienter d'abord contre celles qui sont destinées au Vietnam. Une campagne intensifiée et vivifiée dans le pays doit amener le Parlement à rouvrir le débat. Seule en fin de compte la renonciation totale aux « droits coloniaux » (et non à la comédie de la renonciation du « statut colonial » de la Cochinchine) peut enfin ouvrir les perspectives nouvelles d'amitié entre le peuple vietnamien et le peuple français.

NOUVEAUX COMBATS, NOUVEAUX CRIMES...

Nous avons souligné, la semaine dernière, la signification importante des combats engagés dans le Haut-Tonkin depuis la mi-mars, et tous les communiqués parvenus à Paris ces jours derniers ne font qu'en souligner la gravité, malgré leur discrétion.

L'état-major français s'est efforcé de les minimiser, mais il semble que, depuis huit jours, la situation n'ait pas évolué très favorablement pour lui. C'est que le commandement semble s'être habitué à l'idée que les forces vietnamiennes n'étaient pas capables d'une véritable action offensive concertée, transformant la guérilla traditionnelle en une manœuvre de masse.

Cependant *France-Soir* a publié des notes de son correspondant au Tonkin qui vérifient entièrement notre impression. Voici ce qu'un officier français déclarait, le 30 mars, à ce correspondant :

« Pour la première fois, le Vietminh s'est départi de la guérilla ; il a monté une offensive véritable, conçue selon les règles de la stratégie, contre un dispositif français à base de partisans, il est vrai. Il y a eu des colonnes organisées qui ont cheminé, des jours durant, le long des sentes de la forêt, le long des berges, des rivières, avec des centaines de coolies, avec les petits chevaux des anciennes caravanes de sel, et surtout avec des soldats en uniforme ; un fusil-mitrailleur pour vingt hommes. Il s'agissait enfin du fameux bataillon de l'armée régulière... Ce n'était pas un mythe... Maintenant, il y a autour du poste de Hoang-Su-Phy, autour de Lao-Kay, un front vietminh qui presse le front français et s'efforce de le repousser sur la frontière, en attendant les concentrations de communistes chinois. On est un peu entre l'enclume et le marteau... »

Des éléments chinois, le même officier dit : « Il ne s'agit plus

des traditionnels pirates des marches du Yunnan, tout ce vieux bataclan des seigneurs de la guerre... Ce sont des partisans d'un modèle nouveau... »

Cette appréciation confirme entièrement nos indications de la semaine dernière, et le déroulement des faits — autant qu'on peut le reconstituer d'après les dépêches qui parviennent en France — est conforme à l'intention stratégique des forces vietnamiennes que nous avons pu dégager dès le début.

En effet, la pression contre les postes français à Hoang-Su-Phy (100 kilomètres à l'est-est-nord de Lao-Kay), et sur Lao-Kay, ne se dément pas, non plus que dans la région de Lao-Bang et dans celle de Lang-son. Cela prouve que le commandement vietnamien dispose de réserves, et que l'un de ses objectifs sur les points essentiels de la frontière du Tonkin consiste à fixer des renforts français sur les points encerclés et pris à revers, et à préparer une action dans le Delta, dans l'axe Hanoï - Sept-Pagodes - Haïphong. Il se peut donc que les forces vietnamiennes envisagent une action d'ensemble visant à libérer tout le Tonkin.

Dès le 4 avril des actions ont, en effet, été déclenchées aux environs de Hanoï, et l'on annonçait, le 5 et le 6, qu'elles sont loin d'être terminées. Les communiqués français citent de violents combats, du 3 au 5, à 30 kilomètres au sud-ouest de Hanoï, qui ont nécessité l'intervention des chars français. On relève aussi le fait que les Vietnamiens étendent leurs opérations de destruction des conduites d'eau et transports électriques.

Et la logique de la guerre recommence à jouer ! On dit que l'état-major français a dramatisé la situation pour obtenir plus aisément les renforts qu'il ne cesse de réclamer. Rien de plus faux. La vérité est que les troupes françaises, et sous le commandement français, risquent de se trouver bientôt dans une situation tragique, et pour sortir de cette impasse, le gouvernement ne trouve rien de mieux à faire que d'envoyer en hâte des renforts en hommes et en matériel.

Le Monde n'hésite pas à écrire, le 2 avril : « Les observateurs commencent à croire que les partisans de Ho Chi-minh préparent effectivement une attaque d'envergure. Si le Vietminh réussit à augmenter ses effectifs — comme il l'affirme actuellement — et à obtenir de Chine des armes et des munitions, les forces françaises pourraient se trouver dans une situation délicate. »

Le même journal apprend « que le gouvernement aurait décidé

en fait l'envoi de dix nouveaux bataillons, en grande partie composés d'éléments nord-africains et sénégalais » ; le 8^e régiment de spahis a déjà quitté Mers-el-Kébir pour Saïgon, le 31 mars. On avoue donc l'envoi d'au moins 10.000 hommes, et sans doute, en réalité, de 15 à 20.000, si l'on tient compte de la marine, de l'aviation, des services de liaison et sanitaires, etc. Et non seulement des Français vont verser leur sang pour une cause qui n'est pas la leur, mais des fils d'Algérie, du Maroc et de l'Afrique noire vont aussi le verser pour une cause qui ne leur est pas moins étrangère.

Ramadier et Coste-Floret s'apprêtent à payer, avec la vie des soldats, la traite que Bao-Daï a tiré sur eux — avant même que Bao-Daï ait remis le pied sur le sol du Vietnam. Contre cette politique d'impéritie et d'impérialisme, qui rappelle les tortueuses opérations de Jules Ferry après 1880, le mouvement de protestation ne peut que s'amplifier en France et dans toute l'Union Française.

Partout, l'action s'organise. Les syndicats de la Confédération Générale du Travail demandent, dans des démonstrations de solidarité avec les conscrits, qu'aucune unité ne soit envoyée en Indochine. La Fédération autonome de l'enseignement a voté à l'unanimité, dans son congrès du 4 avril, une motion flétrissant cette guerre impie et envisageant l'action à mener pour y mettre fin. Les travailleurs des ports comprennent le rôle qu'on veut leur faire jouer en chargeant le matériel de guerre. Chacun comprend de mieux en mieux que, pour nous, la lutte contre la guerre n'est pas un vain mot, que c'est une réalité immédiate : L'ACTION CONTRE LA GUERRE DU VIETNAM.

Voilà pourquoi, comme nous le suggérions la semaine dernière, le moment est venu de constituer un large *Comité national* pour la mener à bien.

Le gouvernement vient de déférer au tribunal Tran Ngoc-danh et ses amis, qui représentent en France la République du Vietnam, montrant ainsi sa volonté de s'opposer aux réactions populaires. Cela ne fera que renforcer notre volonté, dans un vaste mouvement de solidarité.

VERS LA GUERRE TOTALE AU VIETNAM

L'arrivée et le séjour de Bao-Daï à Dalat n'aura fait que préparer l'intensification de la guerre au Vietnam. Voilà ce qui apparaît de plus en plus clairement depuis une semaine.

Les informations militaires, malgré leur rareté et leurs truquages, laissent en effet transparaître sans équivoque les tendances suivantes. D'abord, la continuation de l'initiative au Tonkin et dans le centre Annam de la part des forces vietnamiennes ; ensuite le début de l'intervention militaire directe des Etats-Unis en Indochine, joint à un renforcement des troupes et du matériel envoyé d'Afrique du Nord et de France en Extrême-Orient.

Sur le premier point, on voit que nos déductions d'il y a un mois se sont avérées justes. Les forces vietnamiennes, après avoir maintenu pendant deux ou trois semaines une pression victorieuse sur les postes et défenses françaises à la frontière sino-tonkinoise, pression qui a absorbé une grande partie des effectifs disponibles, en particulier de l'aviation, sont passées à l'offensive au cœur du delta lui-même, c'est-à-dire à l'intérieur du dispositif français.

Le 29 avril, on a annoncé une offensive vietnamienne importante contre Nam-Dinh, qui a porté pendant quelque temps jusqu'au cœur de la ville (qui est aussi un des principaux centres ouvriers).

Le même jour eut lieu une offensive et des actions massives de commando contre Quang-Yen, entre Haïphong et Hongay (également une région ouvrière). Sur tous les points vitaux du Tonkin, les forces vietnamiennes ont donc maintenant l'initiative, et il est clair que le commandement français ne pourrait la reprendre que grâce à la mise en œuvre de moyens nouveaux très importants dont il ne dispose pas immédiatement.

N'oublions pas aussi que dès maintenant commence la saison des pluies où de grandes opérations deviennent très pénibles aux Européens, et où il leur est bien difficile de faire autre chose que se cantonner dans la défensive.

Cette situation, jointe évidemment au développement des événements en Chine centrale, et même dans le Kouang-Toung, explique l'intervention croissante des Etats-Unis.

Le Département d'Etat attendait que Bao-Daï, qui va lui servir de paravent, soit installé pour démasquer ses batteries. Dès le 3 mai, des dépêches de presse ont annoncé que les Etats-Unis s'apprêtaient à livrer à l'armée française d'Indochine un matériel de guerre de toute nature. C'est sans doute cette question que le général Revers est allé examiner sur place, à Washington et Saïgon.

Comme elle a relevé l'Angleterre en Grèce, l'Amérique s'apprête à relever la France en Indochine : ses hommes d'affaires et ses agents sont depuis longtemps sur place. Maintenant ils demandent pour leurs opérations économiques des garanties militaires que la France est incapable de leur donner. Aussi le Département d'Etat des U.S.A. s'est-il résolu à commencer l'envoi de matériel et de contrôleurs.

Paris-Presse écrit le 4 mai : « Un émissaire du Département d'Etat est sur place en Indochine même pour donner à Bao-Daï l'appui de l'influence américaine tout en ménageant les Français. Cependant, le gouvernement américain comprend maintenant que la guerre contre Ho Chi-minh ne sera pas terminée, même si le régime de Bao-Daï réussit à rétablir l'autorité sur l'ensemble du pays. » Ce journal ajoute que « les Etats-Unis seraient prêts à accepter que certaines armes fournies au terme du plan de réarmement de l'Europe occidentale servent à équiper les troupes françaises et hollandaises qui combattent en Extrême-Orient ».

Il est même probable que les Etats-Unis se serviront sans tarder des stocks et dépôts qu'ils possèdent sur place aux Philippines et au Japon, car on sait que l'un des obstacles que Ramadier et les ministres français font valoir aux yeux de Washington est l'insuffisance du nombre des navires français disponibles pour les transports depuis la Méditerranée occidentale jusqu'à la mer de Chine, étant donné la longueur du chemin à parcourir.

Ainsi donc la guerre *chaude* ne peut que s'amplifier en Extrême-Orient par la volonté des impérialistes, à l'heure même où l'on prétend parvenir à mettre fin à la guerre *froide* (ou *tiède*) en

Europe grâce à un compromis au moins temporaire sur Berlin et le régime de l'Allemagne.

Telle est la logique de la stratégie américaine. Le pacte de l'Atlantique prétend être un instrument de paix, au moins en Occident, mais ce sont justement ses implications qui permettent en Indochine une intervention américaine qui ne fera qu'étendre les ravages de la guerre.

LA « DIPLOMATIE » DU GÉNÉRAL REVERS

Cette semaine, l'état-major français au Vietnam s'est livré à plusieurs opérations qui témoignent à la fois de ses craintes et de ses projets. Il vient de recevoir quelques échelons de remplacement et des renforts nouveaux d'Afrique, et probablement aussi quelques contributions de matériel en provenance de bases anglo-américaines du Pacifique. Le général Revers est allé sur place, après ses voyages à Washington et Singapour, pour superviser la stratégie d'ensemble des nouvelles opérations en cours.

Notons d'abord que l'avancement de la saison et les pluies de mousson commencent à rendre toutes les opérations d'envergure de plus en plus difficiles, surtout au Tonkin. Le commandement est donc obligé d'aller vite s'il veut prendre des positions défensives solides capables d'endiguer — au moins momentanément — les offensives nouvelles que préparent les forces vietnamiennes.

Dès à présent, le commandement français est obligé de tenir compte de trois facteurs importants au point de vue militaire : d'abord l'appui que les forces vietnamiennes recevront de Chine ne pourra que s'accroître dans les mois prochains ; ensuite la base du delta tonkinois, sur les deux axes Hanoï-Lang-son et Haïphong-Moncaï, continue à demeurer sous la pression des forces vietnamiennes, qui met en danger les postes et colonnes françaises dans le Haut-Tonkin et à la frontière de Chine et du Laos. Enfin, le Nord-Annam (avec 3 à 400 kilomètres de côtes et des villes comme Vinh et Ha-Tinh) reste sous le contrôle total des forces vietnamiennes.

Tant que le Nord-Annam s'interpose entre le Tonkin et le Centre-Annam (région de Hué-Tourane), « l'unification » des terri-

toires du Vietnam consentie par la France à Bao-Daï reste une fiction juridique. Cette unification devrait être conquise par la force. Mais depuis les progrès de l'Armée de libération chinoise au Yunnan et au Kouang-Toung, la situation s'est renversée : c'est le delta du Tonkin contrôlé par les Français qui se trouve coincé entre les provinces chinoises de plus en plus hostiles et le Nord-Annam contrôlé par la République démocratique.

Les opérations de mars-avril au Tonkin ont montré le danger de cette situation pour des garnisons dont la liaison avec la Cochinchine est réduite à la mer et à l'air, c'est-à-dire aux mouvements limités des bateaux et des avions. L'offensive des forces vietnamiennes sur tout le pourtour du Haut-Tonkin pouvait se doubler d'une offensive intérieure au delta qui aurait imposé une retraite générale de la défense française acculée à la mer, puisque le Nord-Annam lui serait interdit.

Il est clair que le général Revers et le général Blaizot — qui ne se payent pas des phrases de Ramadier et Coste-Floret, et qui savent fort bien que la situation militaire détermine totalement dans l'immédiat l'évolution des accords avec Bao-Daï — ont cherché à établir un plan qui leur permette d'abord de « se donner de l'air » au Tonkin dans la vallée du fleuve Rouge, d'élargir leur emprise dans la haute région, et de rendre plus difficile la double pression sino-vietnamienne au sud et au nord et nord-est. Cet élargissement des points d'appui permettrait la mise à pied d'œuvre de nouveau matériel et de nouvelles troupes, pour envisager ensuite, si la situation a évolué favorablement pour eux, une offensive qui réduise le bastion vietnamien central du Nord-Annam.

Les opérations contre Tuyen-Quang (où les Français sont entrés le 12 mai), dans la région frontière du Laos à Muong-Sin, et en d'autres points, précisent ces intentions.

Parallèlement le général Revers s'efforcerait d'organiser, en Cochinchine, des forces bao-daïstes encadrées par des Français, pour contenir des actions de guérilla qui n'ont encore jamais pris dans le sud le caractère d'opérations tactiques massives.

Tout ceci laisse présager que le général Revers a reçu mission de superviser les opérations devenues difficiles au cours du printemps, mais auxquelles l'appui anglo-américain va redonner de la vigueur, comme Pétain avait été envoyé en 1925 pour coordonner l'action contre les Marocains dont les généraux débordés étaient incapables jusque-là. Mais le Vietnam n'est pas le Maroc, 1949

n'est pas 1925, le mouvement qui avait dressé à l'époque la classe ouvrière française contre les pirateries coloniales surgit aujourd'hui avec beaucoup plus d'ampleur, et s'étend à toute l'Union Française. Il finira bien par paralyser la main des généraux.

29 juillet 1949

Il est de plus en plus clair que « l'installation » de Bao-Daï comme « empereur » et chef du gouvernement vietnamien représente la façade derrière laquelle la stratégie militaire française et américaine s'efforce de renouveler ses méthodes et de gagner du temps.

Depuis le début de juillet une nouvelle phase s'est donc ouverte — et loin d'être une phase de négociations et de paix, c'est une fois de plus une étape de guerre. Le 4 juillet, Bao-Daï a constitué un gouvernement qu'il entend présider lui-même. On y trouve le général Xuan comme ministre de l'Intérieur et de la Défense ; Nguyen Phan-long, journaliste, comme ministre des Affaires étrangères ; Tran Van-ly, catholique, comme ministre des Minorités ; Nguyen Khak-ve à la Justice, et, ce qui est plus intéressant, Trau Van-van, qui est l'un des rares industriels vietnamiens, comme ministre de l'Economie nationale. Le 12 juillet, Bao-Daï s'est rendu par avion à Hué, où il a fait, devant quelques milliers de personnes, un discours vide de tout programme positif. Le 17 juillet, il est allé à Hanoï accomplir la même cérémonie.

Mais que pouvait-il annoncer à ceux qui étaient allés l'entendre ? Les paysans ou artisans n'ont pu remarquer qu'une formule fallacieuse : « l'association du travail et du capital ». Mais on ne leur a pas commenté les accords « franco-vietnamiens » signés le 8 mars entre Auriol « Président de l'Union Française » et Bao-Daï, car ils n'y auraient trouvé que l'affirmation mal déguisée de la mainmise française sur l'économie, l'armée et la justice de leur pays. Et l'on ne leur a pas non plus parlé de la paix intérieure, car ces « accords » du 8 mars sont justement destinés à alimenter une guerre civile renouvelée entre Vietnamiens.

Le journaliste américain Alsop expliquait très bien la manœuvre dans une dépêche envoyée de Dalat au *New York Herald Tribune*

du 29 juin : « Après trois ans d'expérience, tous les Français réfléchis sont ici convaincus qu'un mouvement nationaliste révolutionnaire pourvu d'armes automatiques et appuyé par la majeure partie de la population, ne peut être défait par une force étrangère. La seule voie, c'est d'opposer le feu au feu. C'est pourquoi les Français viennent d'accorder à Bao-Daï une indépendance plus large que celle que revendiquait Ho Chi-minh, et l'ont dressé en rival de Ho pour exploiter le mouvement nationaliste... Bao-Daï ne pourra vaincre que si son règne attire des partisans de Ho qui ne suivent les communistes que pour des raisons purement nationales. Cela est tout à fait possible si le peuple d'Indochine, qui hait et suspecte les Français avec une unanimité remarquable, peut être maintenant convaincu que Bao-Daï est une affaire sérieuse, et non un nouveau fantoche français. Aider à convaincre le peuple indochinois de ce fait vital, c'est évidemment d'un intérêt capital pour l'Amérique en Indochine. »

Le malheur pour Bao-Daï et ses partisans, c'est que les « Accords du 8 mars », qui garantissent soi-disant l'indépendance réelle du Vietnam, ne font en fait que sanctionner la dépendance du Vietnam vis-à-vis de la France, sous couleur d'Union Française. Il suffit de rappeler que ces accords stipulent, au point de vue économique, que les biens et entreprises français bénéficient du même régime que celui réservé aux biens et entreprises vietnamiens, notamment en ce qui concerne la fiscalité et la législation du travail ; que le régime juridique des entreprises françaises ne pourra être modifié que d'accord avec le gouvernement français ; que les capitaux français pourront s'investir librement au Vietnam ; que le droit du gouvernement du Vietnam de participer au capital de certaines entreprises est limité à un secteur dit « d'intérêt national » et à des entreprises nouvelles, ce droit n'existant pas vis-à-vis des biens et entreprises actuellement existants « ni aux développements devant résulter de leur activité normale ».

Autrement dit, aux termes de ces accords, ni les chemins de fer, ni les transports fluviaux, ni la production d'énergie, ni les industries minières, textiles ou du ciment ne pourront être contrôlées par le gouvernement vietnamien ! Le futur « plan d'équipement » n'est même pas de son ressort puisque l'on prévoit qu'il dépendra d'une Commission commune avec le Laos, le Cambodge et la France.

De plus, les ressources budgétaires fondamentales resteront entre les mains de la France, puisque les douanes, qui en four-

nissent la majeure partie, restent un organe de la « Fédération indochinoise », c'est-à-dire commun à la France, au Laos, au Cambodge et au Vietnam. L'Institut d'Émission, c'est-à-dire le contrôle de la monnaie, est lui aussi fédéral, et lié à la zone franc.

Ajoutons à cela que « la loi applicable sera la loi française toutes les fois qu'un Français sera en cause », et que l'armée française stationnera dans des bases et garnisons indépendantes, avec le droit de circuler librement entre ces bases (c'est-à-dire dans tout le pays), et l'on comprendra de quelle sorte est « l'indépendance » accordée à Bao-Daï. Et, il faut en convenir, il ne saurait en être autrement dans le cadre de l'Union Française, telle que l'a définie la Constitution de la IV^e République.

En somme, les capitalistes français espèrent, moyennant certaines concessions secondaires, attacher à leur char la bourgeoisie annamite. Le capitalisme français se réserverait la part du lion, en laissant aux Vietnamiens des positions secondaires, notamment dans le commerce, la riziculture, l'artisanat et la petite industrie de transformation.

Cependant, Bao-Daï et ses amis escomptent sans doute que les appétits américains leur permettront de faire plus ou moins échec aux colonisateurs français ; ils attendent donc prudemment de voir ce que donnera la nouvelle « stratégie Revers ».

Car personne ne s'y trompe : les événements militaires commandent toujours la situation. La mission du général Revers a consisté à examiner quelle stratégie d'ensemble il faudrait élaborer dans la nouvelle situation caractérisée par :

- 1° La mise en place du régime Bao-Daï ;
- 2° Les victoires de l'Armée de Libération chinoise ;
- 3° « L'enlisement » du corps expéditionnaire français ;
- 4° L'intervention plus marquée des Etats-Unis dans le Pacifique est et sud ;
- 5° Le renforcement de l'armée de la République démocratique du Vietnam.

A la fin du mois de juin, Ramadier a déclaré à l'Assemblée nationale que les forces de l'Union Française comptaient 150.000 hommes, plus 15.000 appartenant spécialement au corps expéditionnaire, plus 35.000 partisans des diverses régions d'Indochine. En même temps, la Commission de la Défense nationale précise

qu'en 1948 les pertes avaient été les suivantes : Européens, 2.125 ; Indochinois, 1.576 ; Nord-Africains, 567 ; Sénégalais, 123, soit 4.391. A cela il faut ajouter les blessés, les malades, les indisponibles, dont le nombre n'est pas connu, mais qui peut s'élever à 10 ou 15.000 hommes.

Par ailleurs, il est vraisemblable que les forces de la République du Vietnam se sont développées au cours de l'année écoulée. De 100.000 hommes, elles seraient passées à 250 ou 300.000 hommes, ce qui ne correspond pas encore à une levée en masse pour un pays de 20 à 25 millions d'habitants, mais implique déjà une supériorité numérique sur le corps français. Les cadres ont acquis une grande expérience depuis trois ans. Le commandement s'est instruit, et ses possibilités stratégiques se sont accrues.

Il est vrai que l'armement vietnamien reste encore limité en nombre et en puissance, que les liaisons sont difficiles et que le ravitaillement de l'armée (comme de toute la population) reste déficient. Mais ces conditions peuvent changer, en particulier au Tonkin, aux frontières duquel les formations de l'Armée de Libération chinoise apparaissent de plus en plus actives.

Le commandement français, après la mission Revers, envisagea donc une action qui tienne compte de tous ces facteurs, et que *Le Monde* du 13 juillet résumait ainsi : « Une fois le terrain déblayé en Cochinchine, la pacification de cette région serait achevée par des forces exclusivement vietnamiennes. L'armée française pourrait alors concentrer tous ses efforts dans le nord du Tonkin et à la frontière chinoise. La réalisation de ce plan, actuellement en cours, exige un effort militaire supplémentaire... »

Tactiquement, le problème consiste à *neutraliser la guérilla* dans la Cochinchine, et à tenter de *briser au Tonkin la cristallisation de masses de manœuvre et de systèmes coordonnés défensifs-offensifs*. C'est à cela que correspond, dans le sud, l'action du général de la Tour, qui remplace l'activité de patrouilles ou colonnes légères par l'implantation d'un système multiplié de points d'appui, constitué par des tours en bois placées tous les kilomètres, ainsi qu'aux ponts et croisements de routes et *rachs* (canaux-rivières). A fin juin, plus de 600 de ces tours (pour 600 km environ de routes ouvertes) ont été construites. Cette tactique vise à créer un « réseau de sécurité » permanent, à l'abri duquel opéieraient les nouvelles « troupes cochinchinoises », que l'on opposerait de plus en plus aux populations.

Au Tonkin, les opérations de colonnes massives remplaceraient partiellement la tactique des postes légers, très éloignés des bases. Ces colonnes ont pour mission « d'organiser le terrain » derrière elles, au lieu de se borner à le traverser. C'est à cela que répondent, par exemple, les opérations qui ont eu lieu du 13 au 18 juillet, et qui ont conduit à l'occupation de Bac-Ninh et Dap-Can, à 30 km au nord-est d'Hanoï, et de Phu-Lang-Tuong, à 45 km sur l'axe Hanoï-Lang-son.

Stratégiquement, ces opérations semblent répondre à l'idée suivante (qui révèle le fond de la « diplomatie Revers ») : dans le sud, l'Annam, et en général dans les régions côtières et deltaïques, abandonner de plus en plus aux forces bao-daïstes le « maintien de l'ordre », et prendre la guérilla dans un réseau fixe : aux frontières du sud et de l'est (Siam, Cambodge, Laos), renforcer la « ceinture » française ; au Tonkin, prendre l'offensive dans la haute région en l'occupant sérieusement, de façon à presser les Vietnamiens entre les troupes françaises et les troupes chinoises. Le but de cette dernière opération consiste d'abord à empêcher les forces vietnamiennes de tenter un soulèvement général du delta du fleuve Rouge, et ensuite à tenter d'obliger le gouvernement Ho, soit à coopérer ouvertement avec la Chine (ce qui, pense-t-on, renforcerait Bao-Daï et le nationalisme vietnamien), soit à rester isolé dans des régions où la résistance risquerait de s'étioler.

Que restera-t-il bientôt de ce beau plan, c'est ce que l'on verra.

Ho Chi-minh, pour sa part, a annoncé dans une interview au *Dan Quoc Nhut Bao*, en juin : « Le traité du 8 mars, signé par Bao-Daï avec la France, est un chiffon de papier et le fruit d'un ignoble marchandage... Le Vietnam ne jouira de son indépendance et d'une unité réelle que lorsque nous aurons rejeté les armées colonialistes françaises à la mer. » Il affirmait ainsi la détermination de ne jamais céder *aux armées colonialistes* ; mais en même temps, Ho n'a cessé de faire appel, contre ces armées colonialistes, au peuple de France.

Dans une interview à l'Agence républicaine indonésienne Antara, il réaffirma, le 20 juillet, qu'un accord restait toujours possible avec la France, « si la France est prête à reconnaître loyalement l'unité réelle du Vietnam et son indépendance réelle », ajoutant que seulement, dans ce cas, les autres questions (celles des liens avec l'Union Française) « viendraient ensuite ».

Il est clair que dans les conditions présentes, le maintien d'un

lien entre le Vietnam démocratique et la France est subordonné d'abord à la suspension des hostilités, et à des négociations qui doivent entraîner pour la France l'abandon de ses privilèges capitalistes. Cependant, même en France, nombre de personnes estiment possible de tenter cette médiation qui devrait aboutir à une suspension d'armes : dernière chance de l'Union Française, puisque de toute façon la prolongation de la lutte équivaut, du côté français, à céder en Indochine des positions de plus en plus importantes à l'Amérique.

Une trêve de ce genre, de plusieurs mois, a été demandée vers le 2 mai par le gouvernement Ho Chi-minh, avec l'objectif de réparer et entretenir au Tonkin les digues qui représentent la sécurité de l'irrigation rizicole. Le 21 mai, Paul Rivet et plusieurs députés progressistes de l'Assemblée nationale saisirent l'occasion du débat sur le statut de la Cochinchine pour demander, sous forme de contre-projet, l'acceptation de la trêve proposée, et la prise en considération de négociations ayant pour but « la suspension des hostilités, l'échange des otages, les élections générales sous le contrôle de l'O.N.U., la réunion de la Cochinchine à l'État associé du Vietnam ».

Ce contre-projet fut repoussé par 392 voix contre 196 (le groupe communiste, les progressistes et plusieurs députés d'outre-mer). Ces 392 voix, repoussant la chance d'une médiation, couvriraient ainsi la reprise d'opérations plus importantes méditées par le général Revers. Lié à Bao-Daï, le gouvernement français s'abrite maintenant derrière lui pour s'enfoncer dans la voie de la guerre.

L'INTERVENTION DE NEHRU

C'est le 1^{er} novembre que la presse internationale a publié le « rapport indien », dans lequel un agent diplomatique du gouvernement Nehru écrivait noir sur blanc que la France « s'efforçait sans succès de gouverner l'Indochine contre la volonté du peuple indochinois » et dénonçait les accords du 8 mars — que le Parlement français n'a toujours pas ratifiés — « par lesquels la France a offert aux Indochinois une indépendance limitée dans le cadre d'un régime dirigé par l'empereur Bao-Daï, qui est considéré par ses compatriotes comme un fantoche entre les mains des Français ». Le rapport ajoutait que le gouvernement présidé par Ho Chi-minh, « qui pendant quatre ans a résisté avec succès aux Français, ne semble pas devoir se faire le fourrier de l'étranger, qu'il soit russe ou chinois ».

Malgré les démentis officiels, Nehru a lui-même confirmé cette position. A New York, le 8 novembre, il a déclaré que « la question de l'Indochine ne saurait être réglée par une solution imposée du dehors ». A Londres, le 13, il a répété que la situation « ne saurait être réglée par des moyens militaires » et que l'Inde ne reconnaîtrait jamais « un gouvernement (Bao-Daï) imposé par une puissance étrangère ».

La presse américaine et anglaise ne s'est pas fait faute d'appuyer dans le même sens. « La France, écrit le *Manchester Guardian* du 9 novembre, dans un éditorial remarqué, contrôle partiellement son armée (celle de Bao-Daï) et ses relations extérieures et conserve pour elle des privilèges économiques incompatibles avec l'indépendance de l'Indochine. »

Le sens de la pression de New Delhi, de Washington et de Londres est donc assez clair. Américains, Anglais et Indiens veulent bien aider un gouvernement Bao-Daï qui fasse leurs affaires, mais non celles de la France. Comme le dit un corres-

pendant du *Monde*, le 4 novembre, « un fait est certain : l'aide américaine, quelle qu'elle soit, irait aux Vietnamiens et non aux Français ». En somme, Truman, Bevin et Nehru sont d'accord pour tenter la répétition de l'opération indonésienne : obliger la France en mauvaise posture à reconnaître une large indépendance nationale à un *gouvernement nationaliste bourgeois*, avec lequel ils pourraient traiter directement sans s'embarrasser de la politique rétrograde du gouvernement de Paris.

Le secrétaire d'État anglais aux Colonies, MacDonald, dont on annonce l'arrivée en Indochine le 13 novembre, est allé sur place pour exposer cette situation à Bao-Daï, et faire pression sur le haut-commissaire français Pignon.

Les gouvernements impérialistes espèrent par ce moyen faire échec à la République démocratique du Vietnam, c'est-à-dire assurer leurs arrières pour faire une politique militaire de « protection contre la Chine ».

Car c'est cela qu'il ne faut pas perdre de vue : derrière les intrigues diplomatiques se cache une *politique militaire*, une certaine conception de la guerre. Paris fait la guerre au Vietnam, et si New Delhi ou Washington (ou l'O.N.U.) veulent lui en retirer l'initiative ou le contrôle total, c'est parce que ces capitales s'aperçoivent, après quatre ans, que la bourgeoisie française est militairement incapable de dominer la situation.

Nous n'avons cessé de le répéter : la lutte a actuellement un caractère militaire dominant, et dans cette lutte, malgré les sacrifices en argent et en hommes, le commandement français est réduit à une défensive pleine de périls, une « contre-guérilla » sans espoir.

Or, plus le temps passe, plus la balance militaire risque de pencher en faveur des troupes de la République démocratique. Il est déjà certain que numériquement elles l'emportent de beaucoup sur les troupes dont dispose le commandement français. Leur armement est encore inférieur, mais il s'améliore chaque jour. Enfin, la conquête progressive des régions frontières du Tonkin par les troupes de Mao Tsé-toung leur assure un arrière solide.

Dans ces conditions, il n'est pas certain que le Vietnam puisse devenir si facilement une « nouvelle Grèce ». Du point de vue purement militaire, la supériorité des armées vietnamiennes démocratiques sur les *andartes* est évidente. Ceux-ci n'ont jamais été aussi nombreux. Ils n'étaient pas parvenus à contrôler des territoires

continus et étendus, alors que la République vietnamienne contrôle 80 pour cent du pays. Ils avaient besoin d'aide extérieure directe, alors que les armées de Vo Nguyen-Giap ont engagé et poursuivi la lutte par leurs propres moyens. Enfin, le gouvernement Ho Chi-minh s'est libéré dans son action des pressions et intrigues internationales qui ont entravé l'action du gouvernement Markos.

La position de la République du Vietnam ressemble plus à celle de la République populaire chinoise, à l'époque où elle était confinée aux provinces du nord-ouest, et où elle commença une offensive irrésistible vers le sud. Le jour où la République du Vietnam pourra prendre l'offensive au Tonkin, où la guérilla pourra se transformer en une opération stratégique, on verra bien dans quelle impasse tragique a été placé le corps expéditionnaire français.

Ces vérités commencent à pénétrer dans l'opinion en France aussi. La guerre du Vietnam n'a jamais été populaire, et en général les guerres coloniales ont mauvaise presse. Mais il est vrai que pendant longtemps l'idée d'un compromis apparut possible. Cette idée s'évanouit maintenant.

Ces dernières semaines, bien des indices ont montré qu'en France aussi l'action ouvrière et démocratique jouera. Le temps de la trêve semble passé. Dans le *Populaire-Dimanche* du 6 novembre, Rosenfeld écrivait « qu'il faut une longue trêve, une longue suspension d'armes pour recréer le climat de compréhension mutuelle », en préconisant une médiation de l'O.N.U. Mais ces appels sont aujourd'hui dépassés. Par contre, nous voyons que les dockers de Marseille et de La Rochelle ont commencé à refuser de charger le matériel militaire à destination de l'Indochine. Nous voyons que des gendarmes ont refusé de se laisser envoyer en Indochine. De jeunes soldats sont aujourd'hui menacés de lourdes condamnations pour avoir refusé de porter les armes contre un peuple opprimé.

La répression gouvernementale n'y changera rien, et une action étendue doit être entreprise pour la défense des victimes, françaises et vietnamiennes, de la politique impérialiste. Car non seulement le gouvernement s'acharne sur les soldats qui s'insurgent contre la politique, mais il continue à brimer, arrêter, et jeter dans des camps d'internement des centaines de Vietnamiens résidant en France.

A bas la guerre du Vietnam ! Retrait du corps expéditionnaire ! Reconnaissance du gouvernement Ho Chi-minh ! sont les mots d'ordre qui retentissent de plus en plus aux oreilles des ministres. Ils sont la voix du socialisme.

LES PROVOCATIONS DE LÉON PIGNON

M. Pignon, Haut-Commissaire de France en Indochine, a donné le 26 novembre une interview à l'*Associated Press* qui devrait lever tous les doutes sur la politique militaire du gouvernement. Il laisse clairement entendre que l'établissement de la République démocratique chinoise aux frontières du Tonkin (et l'installation de ses troupes) pourrait mettre le gouvernement Ho Chi-minh dans l'embarras — embarras dont Bao-Daï et le corps expéditionnaire français essaieraient de profiter, militairement et politiquement, en réveillant le sentiment « national » et antichinois profondément inscrit dans la conscience annamite.

Le ton des déclarations de M. Pignon est presque celui d'une provocation ; il semble souhaiter cette « intervention chinoise » qui servirait de prétexte à faire jouer une intervention américaine via l'O.N.U., à renforcer le corps expéditionnaire français, et à ranimer la veilleuse baodaïste. « Les troupes françaises, dit-il, sont prêtes à toute éventualité : qu'il s'agisse d'une invasion en force ou d'infiltrations dans le but de créer une nouvelle Grèce dans le Sud-Est asiatique. » La France ferait appel à l'O.N.U., mais « dans certaines circonstances, les bateaux de guerre et les avions sont plus précieux que les observateurs ».

De plus, M. Pignon ajoute : « J'ignore si les forces du Vietminh se joindraient à celles des communistes chinois. Il est certain, dans tous les cas, que l'invasion provoquerait de réelles difficultés au sein du Vietminh, très divisé quant à la ligne de conduite qu'il devrait suivre dans une telle éventualité... Le Vietminh trouverait chez les communistes des alliés certes puissants, mais dangereux. Je ne crois pas que les Vietnamiens soient disposés à jouer un rôle

de satellite à l'égard de la Chine. L'aide chinoise constitue sans doute pour Ho Chi-minh une tentation de première grandeur, mais personne ne peut dire si, le cas échéant, il serait suivi par la totalité de ses troupes. Ho Chi-minh a toujours joué la carte nationaliste au sein du Vietminh. » Le Haut-Commissaire français abat lui-même ainsi son jeu, qui est celui de la division de la résistance vietnamienne.

Il est certain que les transformations politiques en Chine du Sud vont jouer un rôle important dans la situation au Tonkin. Mais il ne faut pas oublier que si M. Pignon croit qu'il peut en tirer profit, c'est parce qu'il fait une « politique du pire » et qu'il a perdu toute initiative stratégique et toute maîtrise des événements. Il est probable en effet que le plan initial du général Revers, lorsqu'il a préconisé l'extension de la zone de contrôle français au Moyen-Tonkin, consistait à attendre le reflux des « bonnes » armées de Tchang Kaï-chek vers le Yunnan et le Kuang-toung, et même à *accueillir* ces troupes au Tonkin, sous prétexte de les « désarmer » et en réalité pour les faire servir à la lutte antidémocratique.

Lorsqu'il s'agissait des troupes de Tchang Kaï-chek, Pignon était disposé à les *accueillir* dans certaines conditions. Mais lorsqu'il s'agit de celles de Mao Tsé-toung — puisque celles de Tchang se sont évanouies ! — Pignon attend le premier coup de fusil pour « déclencher une nouvelle guerre mondiale » !

Les espérances de M. Pignon seront probablement déçues, et l'on s'en apercevra d'ici peu. Dirigeants militaires en Chine et au Vietnam (nous voulons parler des chefs des mouvements démocratiques et communistes) ont des difficultés de la conjoncture actuelle, nées de leurs propres succès, une conscience beaucoup plus aiguë que ne le désireraient les colonialistes français.

Il est vrai qu'une intervention chinoise directe serait, au Tonkin, d'un effet contraire au but poursuivi. Le Tonkin et l'Annam ont été opprimés mille ans par les seigneurs chinois ; l'occupation par les troupes pillardes de Lou-Han en 1945, n'a fait que raviver des souvenirs pénibles. Mais, en dehors des stratèges pervers de la colonisation, qui peut envisager cette solution ?

Par contre, l'établissement de la République démocratique chinoise comporte, sans intervention militaire, de nombreux avantages pour le gouvernement démocratique du Vietnam, sur le plan économique, financier, technique. Comme nous l'avons dit dans notre dernière chronique, la situation ainsi créée serait toute différente de

la « situation grecque ». Le malheur de la situation grecque, c'est plutôt qu'elle n'a pas pu devenir une « situation vietnamienne ».

N'oublions pas que l'immense majorité du peuple vietnamien, même des habitants des zones françaises, sont des adversaires déterminés du régime colonial ou semi-colonial, et que la lutte entreprise depuis quatre ans a acculé la colonisation française à une demi-ruine. *L'Economist* du 12 novembre a publié un article qui le reconnaît nettement, et il n'est pas mauvais de le rappeler au moment où Malcolm MacDonald vient d'avoir à Saïgon une entrevue avec M. Pignon. « L'ex-empereur transplanté, dit ce journal, est obligé, de pair avec l'ex-puissance coloniale qui est supposée lui avoir permis de proclamer l'indépendance, de conduire une guerre interminable contre un leader national qui a infiniment plus de prestige et de capacités que lui et auquel une très grande partie de "ses" 27 millions de sujets sont liés par conviction ou convenance. Même les catholiques hésitent à rompre avec le légendaire Ho Chi-minh. »

En même temps, la situation économique empire de jour en jour. *L'Economist* écrit à ce sujet : « Actuellement, le tableau général est le suivant : l'Indochine exporte moins d'un dixième des quantités de riz et de maïs qu'avant guerre (d'ailleurs, la consommation intérieure a augmenté). Les mines de charbon du Tonkin, ancien fournisseur du Japon et de l'Indochine, produisent peu et n'exportent rien. Les exportations de caoutchouc et de poivre en France sont la moitié et le tiers d'avant guerre. Le volume des exportations totales est tombé de 3.995.000 tonnes en 1938 à 540.000 en 1948... La balance commerciale, créditrice de 82 millions de piastres en 1938, est en déficit de 1.186 millions de piastres en 1948... »

Telle est la situation que les provocations de M. Pignon ne suffiront pas à rétablir. Seule l'action décidée pour mettre fin à la guerre, rapatrier le corps expéditionnaire, renouer des relations démocratiques avec les vrais représentants du peuple vietnamien, peut ouvrir la voie d'une solution véritable.

BILAN DE CINQ ANNÉES DE GUERRE

Après le gouvernement chinois de Mao Tsé-toung, le gouvernement de l'U.R.S.S. vient de reconnaître officiellement la République démocratique du Vietnam, et cet acte va contribuer à faire entrer la lutte de ce pays pour l'indépendance et la transformation sociale dans une phase nouvelle et décisive. Le moment est venu de faire un bref bilan d'une guerre sans précédent dans l'histoire de « l'empire colonial » de la France, et qui annonce sa crise générale.

Dans sa déclaration du 14 janvier, à laquelle le gouvernement soviétique vient de répondre, Ho Chi-minh a d'ailleurs lui-même tiré ce bilan dans des termes très clairs qu'il faut rappeler ici :

« Lorsque la révolution du 8 août 1945 eut renversé le pouvoir impérialiste des Japonais et des Français, fut fondée la République démocratique du Vietnam, et le 2 septembre 1945 le gouvernement provisoire de la République démocratique du Vietnam proclamait devant le peuple vietnamien et le monde entier la Déclaration d'Indépendance du Vietnam. Le 3 mars 1946 l'Association nationale vietnamienne a élu le gouvernement constitutionnel du Vietnam. Le 23 septembre 1946, les troupes des colonialistes français ont attaqué le Nam-Bô (Sud-Vietnam). Plus tard, la France signa avec le Vietnam l'accord préliminaire du 6 mars 1946 et le *modus vivendi* du 14 septembre 1946. Mais malgré ces accords les colonialistes français poursuivirent leur jeu infâme contre le Vietnam en dépit des espoirs de paix du peuple français. Ils ont également créé le gouvernement fantoche Bao-Daï pour appuyer leur guerre de conquête et duper le monde entier.

« Décidés à défendre l'indépendance de leur patrie contre les colonialistes français, le peuple vietnamien et son armée poursuivent avec courage leur combat ; chaque jour rapproche la victoire finale.

« Au cours de ces années de résistance, le Vietnam a bénéficié de la sympathie et de l'aide des peuples du monde entier. Le gouvernement de la République du Vietnam déclare solennellement aux gouvernements de tous les pays qu'il est le seul gouvernement légal représentant l'unanimité du peuple vietnamien. Prenant en considération les intérêts mutuels, le gouvernement de la République démocratique du Vietnam est prêt à établir des relations diplomatiques avec tout gouvernement respectant le principe de l'égalité des droits, la souveraineté territoriale et nationale du Vietnam dans le but de garantir la paix dans le monde et d'édifier la démocratie dans l'univers. »

Cette déclaration fière et simple permet de tirer des conclusions. Elle annonce une nouvelle période de la lutte révolutionnaire du peuple annamite, période qui voit d'ailleurs s'unir les mouvements de libération dans toute l'Asie orientale. Ces conclusions peuvent être résumées de la façon suivante :

1° La preuve est faite qu'en s'emparant de Saïgon en septembre 1945 les Franco-Anglais commençaient une guerre de reconquête qui dure maintenant depuis cinq ans, et que cette guerre a échoué.

2° La preuve est faite que le gouvernement populaire et national présidé par Ho Chi-minh a pu résister, malgré son isolement, aux attaques des impérialistes français, aux difficultés économiques et aux pertes humaines.

3° La preuve est faite par cinq années de sacrifices que le peuple vietnamien est entièrement justifié à refuser son adhésion forcée à « l'Union Française », qui serait seulement une négation de sa propre liberté. En brisant les accords du 6 mars 1946, la France a finalement rendu au Vietnam le droit de lutter par ses propres armes pour sa propre liberté.

4° La preuve est faite que le régime de Bao-Daï ne possède qu'une assise sociale et économique très étroite, celle de la maigre bourgeoisie annamite liée au capital français, et aucun appui populaire qui lui permette de se développer.

5° La preuve est faite que l'impérialisme français n'apporte plus en Indochine que désespoir et ruine. La renaissance économique et sociale ne peut se faire que sous le drapeau de la libération sociale, de la réorganisation nationale, et finalement de la marche au socialisme.

Jetons seulement un rapide regard sur cette situation qui se modifie tous les jours, mais qui connaît en ce moment un tournant capital. Les projets criminels d'assistance militaire à Bao-Daï que tentent maintenant de réaliser pratiquement les U.S.A. pour détourner le cours des événements ne réussiront pas plus que ceux qu'ils ont fait précédemment pour soutenir Tchang Kaï-chek, et pour les mêmes raisons.

Sur le plan militaire, il est évident que les chefs français se sont montrés incapables de dominer la situation, bien qu'ils aient souvent déclaré que l'action militaire victorieuse donnerait seule une base solide aux « négociations » politiques. La raison profonde de cet échec ne réside pas dans la faiblesse numérique du corps expéditionnaire ou dans l'insuffisance de son équipement et de son armement, mais dans le fait que les rapports entre les troupes coloniales occupantes et la population autochtone se sont présentés pour la première fois dans l'histoire de la colonisation française dans une situation nouvelle où la stratégie classique des Bugeaud, Gallieni et Lyautey ne pouvait plus être appliquée victorieusement.

Il serait intéressant d'étudier en détail ce point capital. Mais en se reportant aux articles précédents le lecteur comprendra tout de suite comment les choses se sont passées. Le commandement militaire français n'a cessé, en effet, d'avoir devant les yeux la vieille stratégie élaborée dès le milieu du XIX^e siècle, à l'époque où la France procédait à l'extension de son domaine colonial en Afrique et en Asie. Cette stratégie strictement coloniale qui fut appliquée avec diverses variantes par Bugeaud et ses successeurs en Algérie, par Gallieni et Lyautey au Tonkin puis à Madagascar, puis par Lyautey au Maroc, peut se résumer dans les deux axiomes suivants :

1° Le but de la guerre ne consiste pas à détruire une force combattante ennemie, mais à soumettre une population rebelle en paralysant au moindre prix ses éléments armés. On estime par définition qu'il y a une différence de niveau technique, d'organisation et de civilisation entre les populations indigènes et l'armée colonisatrice en faveur de celle-ci, mais qu'il y a une meilleure connaissance du terrain chez les autochtones.

2° La tactique qui en découle est une combinaison des actions rapides de colonnes mobiles et de l'extension progressive de régions « pacifiées » (« taches d'huile »). Les colonnes mobiles légères cher-

chent à frapper l'ennemi un peu partout, et non à conserver des postes sédentaires qui sont l'objet d'attaques incessantes, difficiles à soutenir à la longue ; elles ravagent le pays et la population, sans s'y enliser, et procèdent par encerclement de positions et convergence sur des points fixés. Ensuite s'installent, à partir des grandes bases de départ, des foyers de soumissions stables, qu'on essaye de relier entre eux et d'étendre peu à peu en doublant l'action militaire d'une action politique et administrative.

Les généraux français Leclerc, Valluy, Blaizot, Carpentier et autres ont essayé de reprendre cette vieille tactique éprouvée jadis, mais l'expérience a montré qu'elle était aujourd'hui inefficace entre leurs mains. En 1945, le commandement crut qu'il serait possible de réinstaller rapidement le réseau militaire d'occupation tel qu'il existait avant la guerre, grâce à la « tache d'huile » accélérée en partant de Cochinchine. A la fin de 1946, lorsque les éléments armés de la République démocratique contre-attaquèrent au Tonkin et en Annam, cet espoir fut déçu. La tache d'huile resta limitée aux grandes capitales.

Les généraux essayèrent alors des colonnes légères pour atteindre la haute région du Tonkin. Mais, trompés par l'efficacité des parachutages et « ponts aériens », ils tentèrent d'installer en même temps des postes fixes maintenant entre eux des liaisons périodiques. Ce fut la guerre des ponts, des tours de guet, des nœuds routiers. Puis, devant l'échec de cette tactique, surtout dans le Haut-Tonkin, ils revinrent (en particulier depuis l'inspection du général Revers en juillet 1949) au repli sur des périmètres stables, en tâchant de reconquérir le contrôle de nouveaux périmètres contigus. Mais au bout de cinq années de ces variations tactiques le corps expéditionnaire français en est toujours au même point. Il est lui-même contraint à une périlleuse et coûteuse défensive.

La raison de cet échec ne réside pas, comme le prétendent les colonialistes, dans l'insuffisance des effectifs, des services sanitaires, des transports et de l'armement. Car si le matériel est insuffisant et défectueux, que dire de celui que pouvait lui opposer l'Armée démocratique ? Sur le terrain technique, les Français disposaient d'une supériorité évidente. Mais cette supériorité reste vaine parce qu'elle sert une politique réactionnaire, un dessein mort-né, une tentative de faire revivre et de poursuivre une politique d'exploitation coloniale aujourd'hui révolue.

Lorsque Bugeaud soumettait les Arabes de Kabylie et de l'Atlas,

ou lorsque Lyautey asservissait peu à peu les Marocains, ils affrontaient des populations de structure encore tribale et féodale, qui n'avaient pas subi le contact émancipateur de l'organisation européenne, qui combattaient pour un régime divisé, faible, incertain de l'avenir. Malgré l'héroïsme des indigènes, les généraux français l'emportèrent. Mais Leclerc, Valluy ou Carpentier rencontrent un tout autre adversaire, un peuple organisé, des chefs et des soldats qui ont puisé dans la France elle-même des leçons inoubliables de courage et d'audace, une population dense et stable, de vieilles traditions sociales démocratiques en plein progrès de rénovation. Que peuvent dans ce cas les « colonnes légères », les « taches d'huile », l'ombre de Bugeaud et de Lyautey ? Rien.

Telle est en effet la leçon fondamentale de ces cinq années de guerre, tirée à l'heure où se dessine un tournant fondamental de la situation. Car si l'on se place sur le terrain politique et social, et non seulement militaire, une seule conclusion s'impose : c'est que le Vietnam libre et démocratique vaincra parce qu'il incarne le progrès social face à l'impérialisme décadent. Contre cela, ni Saint-Cyr ni Polytechnique ne prévaudront. Il est vrai que ces cinq années de guerre ont semé la ruine au Vietnam, que les destructions y sont immenses, qu'un peuple y souffre. Mais ces ruines et ces souffrances, causées par la misérable politique de la bourgeoisie française, ne seront pas vaines. Car la République démocratique du Vietnam a conquis par elles un droit à l'existence que plus personne ne pourra lui contester, surtout depuis ce début de 1950 où Pékin et Moscou l'ont reconnue face à l'humanité entière.

STRATÉGIE ASIENNE ET STRATÉGIE OCCIDENTALE

Il est comique de voir une certaine presse tirer avec ardeur les « leçons de la guerre » de Corée, au bout de quinze jours. Incapables de voir clair et de « tirer la leçon » de la guerre au Vietnam qui dure depuis cinq ans, incapables de réfléchir une minute aux vrais implications de la guerre de Corée, les interprètes militaires argumentent sur l'épaisseur des plaques de blindage, l'efficacité des bazookas et fusées antitanks avec un sérieux incroyable. Les Américains leur ont fourni la formule magique : « MacArthur fait la guerre d'hier avec les armes de demain. » Les voilà rassurés : entre hier et demain, il y a justement aujourd'hui. Mais « aujourd'hui », c'est le secret des dieux — et les Français (du moins les militaires) n'en sont plus. On peut donc écrire n'importe quoi...

Pourtant, il suffit de savoir lire : Lou Chao-tchi, vice-président de la Fédération Syndicale Mondiale, a prononcé à Pékin, en décembre, un discours reproduit par toute la presse ouvrière : *Le Monde* en a donné des extraits le 13 janvier. Relisons le passage saillant de ce discours : « Il faut créer, là où c'est possible, sous la direction du parti communiste, des armées populaires de libération, fortes et expertes dans les combats contre l'ennemi ainsi que des bases d'appui pour les opérations de ces armées, et combiner également la lutte des masses, dans les régions contrôlées par l'ennemi, à la lutte armée, celle-ci étant la forme principale de lutte dans le mouvement de libération nationale de nombreuses colonies et semi-colonies. *C'est là la voie principale qu'a suivie le peuple chinois pour remporter la victoire dans son pays. Cette voie, c'est celle de Mao Tsé-toung...* Il est absolument clair que les peuples des colonies

n'obtiendront rien pour eux sans des forces armées semblables pour leur propre défense... C'est là la voie inévitable de nombreux peuples coloniaux et semi-coloniaux dans leur lutte pour leur indépendance et leur affranchissement. »

Voilà qui est clair. Avant de discuter de la liaison air-terre et autres questions techniques, il faut tout simplement : 1° tirer les leçons de la guerre du Vietnam, et 2° comprendre la stratégie armée et sociale des peuples d'Asie telle qu'elle a été clairement exposée par eux, théoriquement et pratiquement, en maintes circonstances, depuis quelques années. On comprendra alors pourquoi la République populaire de Corée a pu régler rapidement le compte de l'Etat-fantôme de Syngman Rhee, et reconduire les premières troupes américaines en Corée de plus en plus près de leurs bases de débarquement.

La guerre oppose des forces armées, et ces forces sont maniées par des hommes. Même les armes modernes ne peuvent être servies efficacement que par des hommes dont la volonté et l'esprit de sacrifice est tendue à l'extrême. C'est ce qui leur donne un sens. Or, la victoire en guerre est la suprématie finale d'une signification sur une autre : c'est pourquoi la guerre est et reste l'arme d'une politique. Si cette politique est celle de la libération, elle finira par triompher en dépit de définitions formelles et occasionnelles de « l'agresseur ».

Au Vietnam, les Français ont depuis cinq ans accumulé, utilisé et perdu un énorme matériel de guerre, plus que les Américains n'en ont engagé jusqu'à présent en Corée. Pourtant, ils sont virtuellement battus. Deux cent mille hommes au moins, si l'on tient compte des relèves, des remplacements et des compléments, ont participé à l'action, quinze ou vingt fois plus que les États-Unis n'en ont transporté en Corée jusqu'à présent. Pourtant, ils n'ont pu ni abattre, ni entamer une armée populaire de même nombre, mais privée de bases certaines, de transports réguliers, de ports, d'équipements, de services sanitaires comparables aux leurs. C'est que les armes de la guerre ne se limitent pas à la guerre des armes : dans l'arsenal se trouvent aussi la stratégie sociale et générale, la politique au sol (et non les phrases en l'air), l'esprit combatif du peuple, le but clairement exprimé, la solidarité des opprimés, l'espoir. Les moteurs d'avions et les canons se détériorent plus vite que le cœur et la plante des pieds : c'est la leçon des guerres d'Asie, celles que suscitent des mouvements nationaux et sociaux qui viennent de loin.

La vanité des « critiques militaires » est bien révélée par ce fait : cinq ans de défaites ou de piétinement du corps expéditionnaire au Vietnam ne leur a rien appris. Ils attendaient de l'apparition de quelques avions américains la déroute soudaine de l'armée de la Corée du Nord. Les chefs militaires américains, pour leur part, n'avaient pas étudié la guerre du Vietnam ; Bullit avait écrit que c'était une « sale guerre », et le Pentagone n'avait qu'une faible estime pour l'état-major de Hanoï ; cela suffisait. Aujourd'hui, ils font une guerre effroyablement « sale » en Corée, mais ils y apprennent qu'il y a une stratégie asiatique, fruit de longues expériences et de longues luttes, à laquelle ils n'ont encore rien opposé.

Cette stratégie est sociale autant que militaire. Mais c'est n'y rien comprendre que de dire simplement, comme nous l'avons lu, que « la réforme agraire vaut dix divisions », pour expliquer le soutien incontestable que la population agricole et ouvrière de Corée apporte à l'armée de libération. La réforme agraire ne « vaut » pas dix divisions, si ces divisions ne sont pas précisément celles qui appuient la réforme agraire. La vérité, c'est que dix divisions ne peuvent rien contre la réforme agraire.

Aujourd'hui, après un mois d'opérations, il serait stupide de « tirer des leçons » purement militaires. L'intervention américaine croissante a modifié les données immédiates du problème pour le commandement populaire coréen. Cependant, l'ignorance où l'on est des forces et moyens engagés et en réserve, de part et d'autre, ne permet pas de pronostics sérieux : le commandement garde le secret des mouvements et approvisionnements, on discute encore s'il y a ou non des tanks de 60 tonnes en Corée, on ignore les types exacts des avions engagés, le nombre des hommes par divisions ou bataillons, l'importance des guérillas.

Mais ce que l'on sait déjà, c'est ce qui s'est passé depuis un mois et la stratégie impliquée. Pour les Nord-Coréens (comme ce fut le cas pour l'armée populaire chinoise et comme c'est le cas pour l'armée vietnamienne populaire, sur son terrain et dans une position très différente), *la guerre est un soulèvement permanent et cette guerre est pensée nationalement et en y incluant le territoire dominé par l'adversaire*. De là découle une stratégie de l'offensive ou de la défensive (et éventuellement de la retraite stratégique) dans laquelle les offensives ou ripostes en béliet ne sont que les moments culminants. La corruption, l'affaiblissement, les contradictions du régime Syngman Rhee ont d'abord donné à ce moment toute

leur efficacité, en faisant très rapidement disparaître « l'armée sud-coréenne », qui n'était qu'un décor. L'intervention américaine, opportuniste, hasardée, privée de sens (hormis le paravent de l'O.N.U.), modifia cependant le cours inéluctable des événements, grâce à l'apparition sur le terrain de moyens de combat tactiques réels. L'armée nord-coréenne fut contrainte à engager des réserves, et le corps américain fut obligé à la retraite progressive ; mais il ne faut cependant pas perdre de vue qu'en retraitant, les Américains grossissent leurs forces (techniques et humaines). Cette situation peut produire un état transitoire d'équilibre où la parole reviendra de plus en plus à l'action politique, action au cours de laquelle les Américains retrouveront le dessous.

De toute façon, la guerre coréenne doit être considérée à l'échelle de l'Asie, et par conséquent des théâtres d'opérations du Vietnam, de Birmanie, de Malaisie, d'Indonésie. C'est ce dont nous reparlerons.

DE LA CORÉE A L'INDE

La guerre pour l'unification de la Corée a commencé il y a un mois, le 26 juin, et trois semaines plus tard, le gouvernement de la Corée du Sud ayant disparu de la scène, c'est le général MacArthur qui déclare : « Maintenant que les principaux éléments de la 8^e Armée sont en place en Corée, *la première partie de la campagne a pris fin*, et avec elle la chance d'une victoire des forces nord-coréennes. Le plan et la chance de l'ennemi dépendaient de la vitesse avec laquelle il aurait pu occuper la Corée du Sud après avoir rompu la ligne de la rivière Han et, grâce à des effectifs plus nombreux et à de meilleures armes, brisé momentanément la résistance sud-coréenne... Cette chance a été maintenant perdue, grâce à la rapidité extraordinaire avec laquelle la 8^e Armée a été transportée du Japon pour résister à sa poussée. »

En fait, sans l'intervention américaine, la guerre aurait duré moins de trois semaines, et la Corée serait aujourd'hui unifiée : la prise successive de Séoul, Suwon et Taejon, c'est-à-dire de la plaine coréenne occidentale qui groupe la grande majorité de la population (à la façon du delta tonkinois par rapport au haut pays), devait suffire à faire disparaître sans recours le régime de Syngman Rhee. Le contingent américain, minime encore (3 à 4.000 hommes) au bout de dix jours, a grossi depuis. Les unités engagées, capables seulement d'interventions très locales, se sont étoffées et sont devenues aptes à des actions tactiques. La déclaration de MacArthur signifie qu'il pense que le corps américain va devenir capable à son tour d'initiative stratégique, impliquant un ensemble organisé de forces de mer, de terre et d'air.

Cependant, ce n'est là qu'un plan. En effet, les troupes nord-

coréennes continuaient, le 26 juillet, à progresser dans tous les secteurs, et si les Américains sont encore contraints à reculer sous l'action offensive de soldats qui font preuve de capacités éminentes de combat, et si leur périmètre se rétrécit trop (comme à Dunkerque), leurs chances de pouvoir reprendre l'offensive pourraient se réduire beaucoup. Les choses se présentent ainsi : *les Américains accumulent un matériel et des hommes de plus en plus nombreux sur un territoire de plus en plus étroit*, situation fort dangereuse pour une armée qui combat en un pays étranger dont les mœurs, la langue, l'activité, leur sont pratiquement inconnues et, de plus, indifférentes. La grande question est maintenant celle de l'importance des réserves dont dispose encore l'armée nord-coréenne. C'est de la possibilité de soutenir avec ces moyens une offensive continue que dépend dans l'avenir proche le succès de ses opérations qui, jusqu'à présent, ont été remarquablement adaptées au type des actions ennemies auxquelles elle s'est heurtée.

C'est aussi le moment, semble-t-il, de se rappeler ce que nous disions la semaine dernière : La guerre de Corée est en relation étroite avec les autres théâtres d'opérations asiens, c'est-à-dire avec les mouvements de lutte nationale à qui la Conférence syndicale panasienne de Pékin donnait, en décembre 1949, comme ligne fondamentale d'action : la lutte armée à partir de territoires autonomes, et la réforme agraire.

De ce point de vue, et compte tenu de l'évolution de la situation en Corée, il est fort probable que s'animeront ou se réanimeront sous peu les « fronts » de Formose, du Vietnam, de Birmanie et de l'Inde.

Le gouvernement chinois a hautement affirmé, après la déclaration de M. Truman prenant Formose sous la « protection » de la 7^e Flotte américaine, que rien ne l'empêcherait de procéder à la libération des derniers territoires chinois irrédents, Formose et le Tibet. Des préparatifs de débarquement à Formose, où luttent déjà des guérillas paysannes et où le pouvoir de Tchang Kaï-chek est plus détesté que l'ancienne domination japonaise, laquelle s'était au moins entendue à donner à l'île un certain développement économique (comme en Corée et en Mandchourie, d'ailleurs), sont en cours, et il est douteux que la position affirmée par M. Truman empêche l'armée chinoise d'engager, le moment venu, l'action préparée ; c'est sans doute le soutien le plus efficace que pourront recevoir les Coréens.

Au Tonkin, la stratégie asienne d'ensemble vient englober une situation militaire à l'heure présente assez stable, mais depuis longtemps en évolution. Jusqu'à présent, l'armée de la République démocratique vietnamienne avait surtout tenu compte, dans son action, de ses propres besoins. Cinq ans de combats défensifs et d'offensives partielles, dans le cadre d'une guérilla plus ou moins étoffée, l'ont préparée maintenant à une intervention majeure, où la guérilla reviendra au rôle d'appoint d'actions combinées de masse. Ce qui lui manquait jusqu'à présent pour cela, c'était l'armement adéquat et des réserves en équipement et en alimentation. Mais ces défauts peuvent être comblés. Sa stratégie sera désormais liée à celle des autres peuples d'Asie. Une correspondance de l'A.F.P., en fin juin, a signalé que le 27 juin un Conseil Supérieur de la Défense, présidé par Ho Chi-minh, aurait décidé l'adhésion de la République démocratique à un conseil international de défense de l'Asie qui coordonnerait l'action des différents secteurs. En même temps, le parti communiste indochinois (qui avait été officiellement dissous en 1945) reprenait publiquement ses responsabilités à la tête de la lutte, et désignait deux nouveaux dirigeants : Trong Chinh comme président, et Nguyen Toan comme secrétaire général. Evolution qu'a hâté l'annonce faite par les États-Unis d'intervenir aussi avec toutes les forces disponibles (mais encore faibles si l'on en juge par les développements de Corée) dans ce secteur. C'est pourquoi le correspondant de l'A.F.P. que nous citons pouvait écrire : « On peut penser que le Nord-Vietnam sera dans les semaines qui viennent à l'ordre du jour. L'évolution des événements de Corée décidera naturellement de la tournure que prendront les choses. »

Nous avons aussi déjà mis l'accent, à plusieurs reprises, sur l'importance des guérillas qui tiennent une partie de la jungle malaise, et contre lesquelles luttent d'assez forts contingents britanniques. Bien que les dépêches de Singapour apportent encore peu de détails, il semble que ces opérations pourraient bientôt revêtir à nouveau une certaine ampleur.

Dans le secteur de Birmanie, même tendance à généraliser la lutte, ou à lui donner une nouvelle tournure, quoique l'année écoulée ait vu quelques succès relatifs du gouvernement de Rangoon et de ses conseillers britanniques. Les guérillas birmanes sont en relation directe, quoique difficile, avec la République du Vietnam et le Yunnan chinois, par la haute région montagneuse qui constitue comme la plaque tournante de ces trois régions. Le gouvernement

de Thakin Nu, à Rangoon, comprend si bien la précarité de sa position, en dépit de succès obtenus grâce à la division des insurgés Karens, au sud-est du pays, et des guérillas paysannes communistes du Nord, qu'il a voté bien vite le soutien à la résolution de l'O.N.U. sur la Corée. Le gouvernement de Rangoon fait de la situation militaire actuelle dans le pays le tableau suivant :

Les troupes officielles ont rétabli la libre circulation sur les deux principaux axes de communication de Rangoon à Prome (sur l'Irraouadi) et à Toungoo (sur la Sittang), chacune à environ 200 kilomètres au nord, malgré des coupures occasionnelles opérées par les partisans. Actuellement, elles essayent de rétablir un contact permanent par terre avec Mandalay. Les transports fluviaux sont possibles jusqu'à Mandalay, mais les bateaux sont souvent attaqués. La ligne de chemin de fer est coupée sur de longues distances, des ponts effondrés, des remblais bouleversés. Les champs pétrolifères de Chank et Yenong-Yanug sont « libres », mais le pipe-line qui longe l'Irraouadi est coupé en plusieurs endroits et ne peut être réparé, de sorte que la basse Birmanie dépend du pétrole importé d'Arabie. Un rapport publié par le correspondant du *Times* le 11 juillet déclare que « les rebelles ont été repoussés de la plupart des grandes villes qu'ils occupaient récemment et sont actuellement concentrés dans les régions montagneuses de l'intérieur. Les communistes ont perdu leur emprise sur la Birmanie du Sud-Ouest et sont repartis dans les jungles de Pegu-Yomas, entre Prome et Toungoo. On les estime officiellement à 3.000... L'armée espère les contenir jusqu'après les pluies ; il faudra alors les disperser, mais il faut comprendre qu'en Birmanie comme ailleurs il y a un noyau solide d'organisateur communistes qui continue à agir malgré la pire adversité. »

Si 3.000 hommes, réfugiés dans la jungle, souffrant des fièvres, affamés, peuvent mettre en péril le gouvernement de Rangoon, on imagine quelle doit être la popularité de ce dernier. Il ne se passera peut-être pas longtemps non plus avant que ces hommes se sentent moins seuls dans la lutte qu'ils ont engagée.

Et la Birmanie, c'est bientôt l'Inde. Nous ne pouvons aujourd'hui envisager la situation dans cet autre monde qui commence derrière le Gange, mais l'on a appris tout récemment que la stratégie de libération asiatique venait d'avoir là aussi ses répercussions. En effet, le parti communiste indien vient de procéder à une refonte de sa tactique et de ses cadres dirigeants, qui témoigne de sa

volonté d'accorder son action à celle des autres peuples d'Asie. Le 20 juillet, le centre du parti communiste à Bombay a publié une déclaration dénonçant la politique suivie pendant les deux dernières années, annonçant la dissolution de l'ancien bureau politique et le retrait de l'ancien secrétaire général, Rajeshwar Rao. Un indien *du Sud*, ce qui est significatif, a été élu secrétaire général, et la déclaration souligne que la nouvelle tactique doit être « fondée sur l'expérience du mouvement de libération nationale en Chine ». Elle regrette ensuite et s'excuse auprès de Mao Tsé-toung pour « la critique entièrement fausse, irresponsable et calomnieuse faite contre lui par l'ancien bureau politique ». La nouvelle direction s'engage « à renforcer l'alliance de la classe ouvrière avec l'ensemble de la paysannerie et luttant pour l'introduction de la réforme agraire urgente ». De ce point de vue, la « reddition » des guérillas et territoires révolutionnaires autonomes de Hayderabad, lors de l'action militaire engagée contre elles il y a un an par Nehru, était une lourde faute : l'Inde révolutionnaire s'apprête donc à reprendre dans le cadre de la stratégie de libération asiatique sa place dans une lutte maintenant allumée depuis la Corée jusqu'aux portes de l'Arabie...

PREMIERS ENSEIGNEMENTS DE LA GUERRE DE CORÉE

Au 1^{er} août, les opérations en Corée étaient caractérisées par le fait suivant : le corps américain, enfermé dans le quadrilatère Chinju-Kumchon-Hamchang à l'ouest, Hamchang-Yongdok au nord, Yongdok-Pohang-Pusan à l'est et Chinju-Pusan au sud, va être *réduit à une défense rigide*, à moins d'être assailli au-delà de ce périmètre, ce qui pourrait signifier sa destruction prochaine. A l'est et au sud, il est défendu par la mer, que ses navires contrôlent, mais à l'ouest et au nord, il n'a pas encore pu constituer un front continu et infranchissable. Dans l'immédiat, la bataille pour Chinju au sud et pour Kumchon à l'ouest, est décisive. Mais, si ces défenses tiennent, c'est *le front nord qui conserve la plus grande importance stratégique*, car c'est seulement à partir de là qu'une contre-offensive pourrait porter les Américains sur les arrières de Taejon, dans un mouvement d'encerclement qui remettrait en péril tout le sud-ouest de la péninsule.

Si le commandement nord-coréen dispose, comme il paraît, des moyens de poursuivre l'offensive, c'est la première perspective qui est la plus vraisemblable. Si, au contraire, le commandement américain parvient à transformer, sur son périmètre actuel, la guerre de mouvement de retraite en une bataille sur place, la chance s'ouvre pour lui d'esquisser une contre-attaque, *à la condition que celle-ci soit très prochaine*, et non prévue pour l'automne, voire le printemps prochain, comme disent certains observateurs.

Militairement, la possibilité de monter une contre-attaque rapide, alors que le « réduit » n'est pas encore engorgé de façon inextricable, reste la seule chance des Américains de sortir — au moins momentanément — de l'impasse où ils sont maintenant acculés.

Cette situation découle des possibilités offertes par les formations humaines comme par l'armement disponible. En effet, bien que l'on soit toujours mal renseigné sur le *nombre* et sur le *type* du matériel et des hommes en action, on peut faire, après cinq semaines d'une bataille ininterrompue, qui arrive à son point culminant, les remarques suivantes :

1° Le 29 juillet, le général Walker (qui était le subordonné préféré de Patton, tacticien de l'offensive à tout prix), déclare qu'*aucun recul* n'est plus possible, sauf rectifications mineures, sur la base du périmètre rappelé plus haut. Cette base (80 km de rayon autour de Taegu) étant entamée, c'est Pusan qui serait directement menacée par le sud-ouest, et par la suite la possibilité même d'envisager une contre-offensive dans un délai rapproché.

2° Cette directive ne s'explique que par l'attente de renforts en hommes, l'usure des troupes en action étant rapide, et toujours plus rapide au cours d'une retraite pied à pied que lors d'un large mouvement de décrochage interdit aux troupes américaines.

3° Il est notable que le commandement américain n'ait engagé jusqu'à présent *presque aucun tank*, ceux-ci pouvant difficilement manœuvrer en retraite, qu'il n'ait lancé aucune opération de *parachutage* et qu'il n'ait procédé à aucun débarquement *amphibie* sur les arrières des troupes coréennes. Ses armes de combat sont restées adaptées à des missions de retardement : artillerie terrestre ou navale contre les concentrations et progressions de colonnes ; bazookas et mortiers antitanks ; bombardements aériens de troupes ou d'objets de transports (et naturellement aussi de populations civiles). Reste à savoir si le commandement disposera rapidement d'armes adaptées à l'offensive. Si non, la retraite dans le périmètre de Taegu n'est que le prélude d'une défaite complète.

4° Un communiqué officiel de Washington (28 juillet) précise qu'à cette date les pertes américaines étaient de 904, dont 269 blessés et 472 disparus. A ce millier d'hommes hors de combat, il faut ajouter les éléments combattants sud-coréens morts ou défaits. En attendant que les troupes américaines avoisinent maintenant 18-20.000 hommes, tous services compris, le chiffre peut paraître faible. Mais sur ce dernier nombre, les *combattants* ne représentent guère plus de la moitié. Des pertes, même minimales, sont difficilement remplacées : celles des Nord-Coréens le sont plus aisément.

5° L'armée coréenne (du Nord) a engagé dans la bataille,

progressivement, les armes de l'offensive adaptées à la situation, c'est-à-dire d'autres armes que les Américains. Peu d'aviation, de nombreux appareils ayant été mis hors de combat durant les quinze premiers jours. Guerre de marine hors quelques petites unités côtières. Par contre, des concentrations importantes et renouvelées en chars, une artillerie mobile abondante, allant du mortier léger aux pièces de 80 et de 105, et un armement individuel largement réparti aux fantassins réguliers ou partisans. Les réserves en hommes, malgré des pertes certainement sévères (qui peuvent atteindre 10.000 hommes ou plus) peuvent être prélevées directement dans le pays.

Si l'on examine l'évolution de la bataille depuis cinq semaines, au cours de laquelle l'armée du Nord n'a cessé de progresser, il semble qu'il n'y ait pas de ralentissement du *rythme* de l'attaque, mais qu'il y ait une certaine modification dans la forme du combat et des armes employées ; les moyens mécaniques semblent proportionnellement de plus en plus faibles par rapport aux moyens humains. Les tanks jouent un rôle moins grand, tandis que l'artillerie et les partisans en jouent un de plus en plus grand. Cette différence tient peut-être en partie aux difficultés du ravitaillement en essence, dues aux destructions américaines par avions.

Cette évolution explique l'acharnement de plus en plus grand de la bataille et la nécessité d'une décision rapide. Elle explique aussi pourquoi les problèmes *impliquant l'ensemble de la population*, commencent à prendre le pas sur les autres, même dans la zone américaine : contrôle de l'activité civile, ravitaillement, transports, administration. Autrement dit, le cours de la guerre oblige le commandement américain à se préoccuper des problèmes politiques dont il ne voulait pas tenir compte, et qui sont justement, sous une forme plus profonde, à l'origine de la guerre. Après avoir cru faire une opération « de police », ils s'aperçoivent qu'ils ont affaire à un problème social, problème qu'ils sont organiquement incapables de résoudre.

Les réticences anglaises vis-à-vis de la politique américaine en Corée n'ont pas seulement une origine politique ou diplomatique. Elles sont aussi le fruit d'une vieille expérience de l'action militaire en Asie, qui fait défaut aux Américains, et que ceux-ci n'ont pu acquérir ni dans la guerre contre le Japon (qui fut presque entièrement une guerre aéro-navale), ni dans leur participation comme conseillers de Tchang Kaï-chek à la guerre civile chinoise.

Les critiques militaires anglais ne se gênent pas pour montrer

aux Américains leurs fautes. Ceux des journaux conservateurs sont peut-être les plus catégoriques : revanche discrète de Churchill sur Roosevelt et Eisenhower. Ward Price, par exemple, câblait de Tokio au *Daily Mail*, le 25 juillet : « Il est peut-être encore possible de maintenir un doigt de pied en Corée sur les ports de Pusan et Pohang, mais l'ennemi est si pressant et les forces américaines si bousculées qu'il est difficile de voir comment elles auront le temps de fortifier cette position le dos à la mer avant que l'ennemi soit sur eux. *Il est maintenant évident que les Etats-Unis auraient mieux fait de s'abstenir d'engager des forces inadéquates dans une action terrestre* et auraient dû se contenter d'un blocus naval combiné avec une action aérienne intense, dans laquelle ils avaient une supériorité incontestable, tant que les Nord-Coréens ne recevraient pas d'aide aérienne de leurs alliés. La perte de prestige qu'implique l'abandon de l'armée sud-coréenne aurait été moins grande que ne serait une défaite militaire finale. »

Le 27 juillet le correspondant militaire du *Times* en Corée écrit de son côté : « Par opposition à ce qui se passait lorsque la 24^e division américaine entra en action il y a trois semaines, il y a maintenant des transports et de l'équipement lourd en abondance. Trop peut-être, de sorte que les troupes sont rendues moins mobiles, et non plus, par leurs transports et l'organisation compliquée du ravitaillement. Ce qu'il faut, ce ne sont pas des divisions lourdement équipées et mécanisées, mais de nombreuses unités d'infanterie légèrement équipées et mobiles. C'est cette infanterie qui est la clé des succès nord-coréens dans l'étape actuelle, beaucoup plus que les tanks qui ont joué un rôle décisif dans la phase précédente. Les canons de 155 américains, qui tirent 50 coups pour 1 par les canons coréens, gênent sans doute les Coréens, mais ils ne sont pas par eux-mêmes plus efficaces que les avions pour arrêter l'ennemi. Leur sécurité est le souci permanent du commandement...

« Compte tenu d'une compétence militaire et d'une résolution égales des deux côtés, c'est le nombre qui est décisif dans une guerre comme celle de Corée. Ni le monopole de la puissance aérienne que possèdent les Américains, ni le poids de l'artillerie et de l'équipement mécanique ne peuvent remplacer l'infanterie. Cette vérité est devenue de plus en plus évidente au fur et à mesure que les forces alliées sont repoussées vers les montagnes... »

Cette critique est sûrement pertinente, mais elle doit être poussée plus loin. Car l'infanterie, ce sont les hommes, et les

hommes ne se manient pas comme les canons. Techniquement, canons contre canons, les Américains pourraient arriver à l'égalité, voire à la supériorité. Humainement, ils ne le peuvent pas, pour une raison fondamentale : c'est que leur infanterie est et restera sans doute, celle du corps expéditionnaire américain, tandis que celle de l'armée nord-coréenne est celle du peuple coréen. La quasi-disparition de l'armée sud-coréenne, qui comprenait en principe des *Coréens*, crée la situation dans laquelle toute infanterie américaine ne pourra, à longue ou brève échéance, que s'incliner devant l'armée de libération nordiste. L'infanterie nordiste « régulière » est articulée avec les guérillas, et ces dernières, qui ne peuvent emporter seules une décision, peuvent la hâter lorsqu'elles agissent en complément de troupes luttant en bélier, par masses compactes. Les critiques militaires anglais ne voient qu'une moitié des choses : ils se réfèrent à une période révolue des guerres coloniales lorsqu'ils se bornent à rappeler la nécessité de colonnes légères très mobiles. Car aujourd'hui la stratégie asiatique a pour secret la combinaison de guérillas avec celles de corps de combat massifs appuyés sur des territoires qui leur donnent l'autonomie d'organisation, sans parler d'une égalité d'armement qui n'existait pas dans le passé.

Il suffit de lire dans un rapport américain (*New York Times* du 24) comment la pointe sud-ouest de Corée a été libérée pour voir la situation s'éclaircir : lorsque des groupes de tanks et d'infanterie nord-coréens approchèrent de Mokpo, les guérillas voisines et les partisans de la ville se soulevèrent ; de même à Kwangju, centre textile et nœud de communication. Les étudiants et jeunes, ainsi que les ouvriers textiles, se soulevèrent alors que l'armée était à plus de 50 kilomètres : les 4.000 ouvriers de la filature Chun Nam se mirent en grève et les partisans attaquèrent les postes de police ; les étudiants jouèrent un grand rôle (ils sont 3.500 à Chosen College). Voilà l'infanterie qui manquera toujours aux Américains !

Bien entendu il serait faux de croire que l'appui populaire représente une garantie automatique de succès contre une armée d'occupation. En guerre il n'y a jamais de telles garanties. Il y a des situations où la supériorité technique de l'ennemi peut être telle que même une large insurrection populaire ne peut en venir à bout. De ce point de vue on peut même dire que, dans les conditions données, l'acheminement, l'organisation, la mise au combat du corps américain représente en son genre une prouesse

technique remarquable. Mais il s'avère que même cette prouesse est incapable de régler la situation, dans les conditions données. L'appui populaire peut, lui aussi, être plus ou moins étendu et actif. La Corée a 25 millions d'habitants, en grande majorité agriculteurs. Dans un pays de cette structure, la « population active » sur le plan militaire représente forcément elle-même une très petite minorité ; mais c'est une minorité liée au peuple auquel elle appartient, et capable d'interpréter à la fois les exigences immédiates de la lutte et les perspectives à longue échéance qu'elles impliquent, c'est-à-dire le sens social de la guerre. Si les chefs américains avaient pensé à la guerre de Sécession dans laquelle s'est forgée l'unité de leur pays, ils se seraient rappelé pourquoi les Nordistes avaient finalement vaincu : pour des raisons analogues, en somme, à celles qui donnent toutes les chances de victoire aux dirigeants de Pyong-Yang.

Jetons maintenant un coup d'œil à l'autre extrémité de l'Asie, au Tibet, puisque nous considérons toujours la guerre de Corée dans le cadre de cette guerre d'Asie qui est le grand fait historique de ce demi-siècle. Voilà que s'y prépare, sur un terrain spécifique, une nouvelle lutte par laquelle seront peut-être bientôt surpris à nouveau les stratèges occidentaux.

Le 27 juillet, la radio de Pékin a appris que l'Université révolutionnaire du Nord-Ouest, à Sian-Fou, avait éduqué près de 1.000 cadres depuis la libération, et que plus de la moitié de ces hommes sont des Tibétains dont un grand nombre ont rejoint l'armée populaire qui se prépare à libérer leur pays. Les autorités provinciales de Chinghai ont aussi envoyé des équipes de travail aider les Tibétains, sur le plan économique et culturel.

Aussitôt les autorités indiennes et anglaises, alertées, ont établi leurs batteries : le Tibet, d'après eux, est un pays « indépendant », qui n'a jamais fait réellement partie de la Chine. Le *Times* du 29 juillet écrit que l'on veut troubler la paix d'un pays heureux et, relatant la conférence que vient de faire A.J. Hopkinson, ancien représentant britannique à Lhassa, n'hésite pas à tracer le tableau idyllique suivant : « Pratiquant une économie rurale et pastorale, cette population d'environ cinq millions d'habitants trouve largement de quoi vivre dans un pays sept fois grand comme l'Angleterre. Personne n'y paraît sous-alimenté ou malade ; les maisons sont solides et importantes. De grands propriétaires fonciers, qui donnent leurs propriétés à cultiver à des tenanciers, exercent

encore un grand pouvoir ; mais les moines dont l'influence est prédominante, sont recrutés dans toutes les classes sociales, et le présent Dalai Lama est lui-même d'humble origine. Le Tsoungdu, ou Assemblée Nationale, joue un rôle politique et administratif important, et le gouvernement s'appuie non sur une force physique qu'il ne commande pas, mais sur l'accueil chaleureux de ses directives par le peuple... » Attendons que le peuple parle lui-même !

UN TOURNANT DANS LA GUERRE DE CORÉE

Le 6 août les troupes américaines ont opéré des replis successifs qui les ont amenées au sud du quadrilatère qu'elles tiennent, sur la ligne Masan-Waegwan, le long de la rivière Naktong, où elles prétendent pouvoir contenir la pression nord-coréenne grâce aux renforts qui permettraient l'organisation d'une ligne de feu infranchissable quasi continue.

En dépit des communiqués de Tokio, il est vraisemblable que ce repli n'était pas prévu, car, comme le câblait poliment le correspondant du *Times* le 3 août, « le général MacArthur nie l'existence d'un plan général de repli sur le Naktong, bien que des retraits jusqu'au fleuve aient eu lieu dans le secteur central », tenu par la 1^{re} division de cavalerie et la 25^e division. Le 29 juillet, le général Walker avait déclaré à ses officiers qu'aucun recul n'était plus admissible sur la ligne Kumchon-Kochang : il fallait se faire tuer sur place. En fait, le décrochage de cette ligne à la Naktong s'est opéré hors de toute attaque.

Néanmoins la traversée, le 7 et 8 août, de la rivière par de fortes unités coréennes, montre que le commandement américain n'a pas été en mesure de profiter de cet avantage pour mettre en place, le long de la Naktong, un dispositif suffisamment robuste.

On a donc, encore une fois, masqué au dernier moment une retraite imposée avec des formules bien connues sur les manœuvres décidées à l'avance.

Mais comment le commandement américain espère-t-il tenir un front continu de quelque 300 kilomètres avec les troupes dont il doit disposer maintenant ? Les effectifs américains appartiennent

à cinq divisions, dont une au moins, la 24^e d'infanterie, a été très éprouvée, la 1^{re} division de cavalerie étant en action depuis une quinzaine de jours et la 25^e d'infanterie, depuis quelques jours. Les deux unités récemment débarquées, le 1^{er} fusiliers marins et la 2^e division d'infanterie, sont armées, semble-t-il, pour l'offensive, de tanks à canon de 90 et d'un matériel lance-flammes, mitrailleuses lourdes, etc. Si ces troupes sont utilisées à tenir un front défensif, elles perdent une bonne partie de leur efficacité.

Ces divisions ne sont d'ailleurs pas à effectifs pleins, sans compter les pertes, la fatigue et l'usure de celles qui sont au combat depuis trois et quatre semaines sans presque aucune interruption. Elles représentent sans doute quelque 20-25.000 hommes, y compris les non-combattants. Pour un front de 300 kilomètres, cela représente quelques 50 à 60 kilomètres à tenir pour une division ; un peu moins si l'on tient compte de groupes sud-coréens, qui doivent être peu nombreux et en piètre état, bien que les communiqués de Tokio en parlent sans précisions, pour remonter le moral des partisans de Syngman Rhee. En tout cas, cela suppose un étirement excessif des lignes. Les infiltrations nord-coréennes sur la rive est du fleuve ne seront qu'une question de temps, bien qu'elles puissent être pendant un moment réduites à des groupes démunis d'armement lourd, en particulier de tanks.

Ceci dit, nous ignorons à quel rythme le commandement américain compte recevoir de nouvelles troupes (en particulier celles des diverses nations de l'O.N.U. qui ont accepté d'en envoyer, et qui atteindraient un total de 10-15.000 hommes de provenances disparates). Nous le répétons, la seule manière pour lui de sortir de la nasse, c'est *l'offensive rapide*. Mais cette offensive ne peut être tentée qu'avec une réserve suffisante, des troupes non harassées et un territoire de départ permettant une initiative stratégique d'envergure : engager de suite deux divisions fraîches et perdre la partie nord du réduit, c'est probablement s'interdire toute reprise de l'initiative. Quant à la « stabilisation » dans une petite poche d'une cinquantaine de kilomètres de rayon autour de Pusan, c'est la situation la moins vraisemblable de toutes, bien que le général Spaatz ait écrit cette semaine qu'après tout les Américains avaient commencé en Normandie avec une tête de pont encore plus réduite : c'est confondre l'offensive et la retraite.

Voici comment on peut résumer le raisonnement sur lequel s'appuie la tactique de résistance à outrance dans le réduit de

Pusan. Au moment (31 juillet) où débarquèrent les premières troupes américaines directement venues des Etats-Unis (toutes les autres ayant été prélevées au Japon), on insista sur une perspective des opérations militaires d'après laquelle le temps désormais travaille pour le général MacArthur. Cette perspective, formulée par différents critiques américains (en particulier A. Talbert), rejoint les remarques que nous avons faites la semaine dernière sur les modifications de forme apparues depuis une semaine dans l'armement et la tactique des unités nord-coréennes ; mais les conclusions divergent sérieusement.

Cette perspective est fondée sur deux hypothèses, dont la première au moins se vérifie : d'une part, les renforts américains, en hommes et en matériel, croîtront régulièrement, quoique lentement, et d'autre part, ni l'U.R.S.S., ni la Chine ne prêteront plus maintenant de matériel de guerre offensif au gouvernement de Pyong-Yang. Nous ajouterons deux hypothèses supplémentaires : la contre-attaque américaine doit être montée rapidement, et la neutralité (au moins) d'une large partie de la population coréenne doit être obtenue.

Voyons ce qui paraît justifier les deux premières hypothèses. D'abord, le commandement américain estime que le programme de bombardements et la destruction des voies ferrées, gares, docks, ponts, routes, entrepôts, chemins de fer et camions, etc., commence à porter ses fruits. Depuis quelques jours ce programme s'étend aux usines et entreprises diverses (sans compter, bien entendu, les bâtiments d'habitation, atteints qu'on le veuille ou non). Les destructions sont opérées aussi bien au Nord qu'au Sud du 38^e parallèle ; le but est de ralentir ou de stopper l'acheminement de matériel et d'hommes vers le Sud, le front se trouvant maintenant pour l'armée nord-coréenne à 200 ou 300 kilomètres des principales bases d'approvisionnement. Les mouvements ont donc surtout lieu la nuit, à pied ou dans des carrioles de toute nature. Des essais sont faits pour acheminer l'approvisionnement par barges longeant de près la côte, et l'on utilise largement le portage humain.

De plus les Américains ont la maîtrise complète de l'air, au Nord comme au Sud de la péninsule. On estime à 80 sur une centaine les appareils nord-coréens détruits. Les pertes en tués et blessés seraient de l'ordre de 30 à 35.000 hommes, la moitié des effectifs initiaux ; celles-ci sont compensées et dépassées par une conscription rapide, de plus en plus exercée sur place, c'est-

à-dire en Corée du Sud elle-même. Les troupes disponibles dépasseraient ainsi 200 ou 250.000 hommes, mais cette masse manquerait maintenant de cadres, et d'armes lourdes : elle aurait tendance croissante à se confondre avec les guérilleros. Plusieurs divisions n'auraient pas de structure solide, et les soldats seraient surtout utilisés pour l'offensive par vagues ininterrompues, sans égard aux pertes.

Quant aux chars, on estime que sur 300 tanks du modèle soviétique T-34 avec lesquels l'armée entra en campagne, 170 auraient été détruits par feu d'artillerie, bazookas, fusées aériennes, et 100 endommagés. Il y a deux semaines 20 ou 30 tanks étaient souvent engagés ensemble alors qu'aujourd'hui ces groupes sont réduits à 2 ou 5. A la longue, la diminution de l'armement lourd émousserait la capacité offensive de l'armée nord-coréenne, tandis que le renforcement du corps américain permettrait des contre-offensives (comme celle qui eut lieu au sud, vers Chingju, le 3 et le 6 août), désorganisant les concentrations et préparatifs d'attaque coréens.

Cette perspective suppose donc un épuisement des ressources en approvisionnement et armements lourds de l'armée nord-coréenne, sans possibilité de le renouveler. Reste à savoir de quelles réserves celle-ci dispose encore. D'après le colonel Kalinov, elle aurait compris initialement 24 divisions de 5 à 6.000 hommes (soit : 6 divisions de choc, 2 divisions blindées, 8 de manœuvre et 8 de réserve), donc un total de 120 à 150.000 hommes, avec des cadres aguerris en Mandchourie. Si 25.000 ou 30.000 hommes ont été mis hors de combat, le gouvernement a dû faire de nouvelles levées, de capacités inférieures. La réserve de tanks doit être réduite au minimum, mais peut bien être de 80 à 100 si l'on tient compte des engins réparés (les Américains n'ont pas encore pu en capturer et en ramener vers l'arrière, ayant au contraire abandonné un certain nombre des leurs), c'est-à-dire assez pour effectuer une percée fortement soutenue par l'infanterie. L'aviation est réduite à son minimum, et probablement confinée à quelques missions de liaison.

L'acheminement des approvisionnements et des transmissions représente certainement l'un des obstacles principaux que rencontre l'armée coréenne : les chemins de fer, très rares, sont des cibles faciles, les ponts principaux sont coupés, les routes sont en très mauvais état et les camions rares, la navigation côtière est étroitement surveillée. Reste le portage humain. Les Coréens (et en

général les Asiatiques) sont familiarisés avec le charroi de charges lourdes et volumineuses par hommes, à travers tous les terrains. Kalinov estime à 8 kilomètres par jour la vitesse moyenne de ces transmissions, ce qui représente 40 jours pour la distance de 300 kilomètres du 38^e parallèle à la côte Sud. Conditions malgré tout défavorables, surtout pour le transport de grandes quantités d'essence et de munitions.

Tout ceci peut justifier, dans la perspective d'une guerre longue, certains espoirs américains, mais dans la perspective proche, de nouvelles offensives victorieuses des Nord-Coréens restent probables. Ajoutons que la conquête totale de la péninsule ne résoudrait pas définitivement le problème, sur le plan militaire, les bases japonaises restant proches et menaçantes. Que les Américains tiennent le réduit ou qu'ils en soient chassés au cours de la prochaine semaine, un tournant sera donc atteint dans la guerre. Dès à présent, le commandement coréen s'en rend compte. Le 28 juillet, Kim Ir Sen déclarait à M. Magnien, correspondant de *l'Humanité* à Pyong-Yang, qui lui demandait s'il envisageait une guerre courte ou longue : « S'il n'y avait pas l'intervention étrangère, la guerre de Corée serait déjà terminée. L'agression américaine prolonge sans aucun doute la guerre. Nous n'escomptons pas une victoire facile. » Il est vraisemblable que le gouvernement de la République de Corée n'avait pas envisagé une intervention totale des Américains, et que les plans de la campagne d'unification étaient à brève échéance. Le cours de la guerre ayant pris, par suite de l'intervention des U.S.A. une autre tournure, de nouveaux plans doivent être en cours d'élaboration. Faut-il rattacher à ces difficultés le remplacement de Kim Ir Sen, chef du gouvernement et de l'armée, par le général Kim Chack, qui était adjoint du maréchal Choe Yonggun (en date du 5 août) ? Faut-il aussi y rattacher certaines critiques soviétiques de la « guerre-éclair », comme l'article publié le 3 août par *Krasnava Zvezda*, organe de l'Armée rouge, qui condamne catégoriquement cette conception et écrit : « L'attaque par surprise ne donne que des avantages temporaires qui sont bientôt surclassés par des facteurs permanents. »

L'évolution purement militaire du conflit qui enregistre à brève échéance des victoires continues de l'armée du Nord, mais qui laisse prévoir à plus long délai des difficultés certaines, explique pourquoi l'Union Soviétique, qui pourrait seule alimenter les « facteurs permanents » de la lutte, s'est refusée à toute intervention

immédiate et pourquoi M. Malik déclarait le 3 août au Conseil de Sécurité : « Les Coréens du Nord et du Sud sont engagés dans une guerre civile — exactement comme les deux camps dans la guerre civile américaine (la guerre de Sécession). A cette époque, les Anglais étaient les agresseurs. » Analogie entièrement justifiée, dans certaines limites évidemment.

LA BATAILLE DU RÉDUIT AMÉRICAIN

M. Malik, président du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. et délégué de l'U.R.S.S. à ce Conseil, a déclaré le 10 août, en réponse à M. Austin (U.S.A.) : « Il est faux que l'Union Soviétique fournisse des armes à la Corée du Nord. *Les armes dont se servent les Nord-Coréens datent de l'époque où les autorités soviétiques contrôlaient militairement une partie du territoire de la Corée, et ont été vendues aux Nord-Coréens.* »

Cette déclaration, même si elle n'est pas conforme à la stricte chronologie (les troupes soviétiques ont quitté la Corée du Nord en 1948 et il est improbable que l'U.R.S.S. n'ait fourni aucun armement aux Coréens depuis lors), reflète par contre l'attitude actuelle de l'U.R.S.S. et corrobore la position affirmée publiquement par le gouvernement soviétique dès le début du conflit : *non-intervention* dans les affaires intérieures de la Corée, c'est-à-dire dans une guerre civile. M. Malik ne s'engage pas pour l'avenir, mais pour le présent. Or, c'est le présent qui compte, à savoir la bataille du réduit, ou de la tête de pont. Nul doute qu'avec l'appoint d'avions, de navires et de chars venus d'U.R.S.S. ou d'ailleurs, l'armée nord-coréenne aurait déjà achevé la reconquête de la péninsule. Privés d'approvisionnements nouveaux en armes lourdes ou stratégiques, elle doit mettre un très haut prix et engager toutes ses forces dans la bataille, pour emporter une décision sur son sol avant que le corps américain ait reçu assez de renforts pour faire durer quelque temps encore une petite tête de pont.

Dans ces conditions, il faut à nouveau insister sur l'importance que prennent les effectifs réellement engagés ou en réserve, ainsi que les pertes. Des chiffres nouveaux, encore assez imprécis,

ont été fournis cette semaine du côté américain. Pour les troupes de terre, dont l'intervention est actuellement décisive, un communiqué de l'O.N.U. (11 août) parle de 90.000 hommes des Etats-Unis « déjà engagés ou sur le point de l'être », plus 30.000 hommes que se seraient engagés à fournir différents pays, presque tous riverains du Pacifique, ou déjà basés en Asie (Grande-Bretagne, 3 à 4.000 ; Thaïlande, 4.000 ; Canada, 5.000 ; Australie, 1.200 ; Nouvelle-Zélande, 1.200 ; Philippines, 5 à 6.000 ; Nicaragua, 5.000, etc.). Si les plans américains escomptent une contre-offensive d'envergure, une bonne moitié de ces troupes doivent être considérées comme une réserve. Dans l'immédiat, et compte tenu de la nécessité de faire face à une offensive nord-coréenne ininterrompue, presque tous les éléments débarqués doivent être engagés d'une façon ou d'une autre. A quel rythme s'accroissent-ils ? On l'ignore. En tout cas le moment approche où les Américains devront hésiter à acheminer trop d'hommes qui risqueraient d'être finalement pris au piège en admettant que les forces actuellement disponibles ne leur permettent pas de tenir réellement une ligne défensive solide, et compte tenu de la nécessité de soutenir cette défensive par des contre-attaques comme celle qui les a portés le 12 août jusqu'à Chinju, au sud.

Quant aux pertes, elles sont certainement élevées. Le 7 août, Washington reconnaissait 2.616 disparus américains (dont 833 « manquants » ou prisonniers), sans parler des Sud-Coréens. Il faut y ajouter les blessés, les malades, les indisponibles pour différentes raisons. Si aujourd'hui l'on parle de 8 ou 10.000 hommes hors de combat l'on ne doit pas être loin de la vérité. Ce chiffre, malgré les éléments récupérables qu'il doit comporter, montre que les renforts engagés correspondent souvent à des remplacements, avant d'être un accroissement absolu des effectifs.

L'armée coréenne du Nord, prenant l'offensive sur la côte est et atteignant Pohang, d'une part, et maintenant sa pression au confluent du Nam et de la Nakdong, d'autre part, malgré l'avance américaine jusqu'à Chinju, a transformé la bataille de la Nakdong en une bataille générale de la tête de pont. En effet, l'attaque frontale sur le cours nord-sud de la Nakdong, menaçant directement Taegu, s'est doublée de deux attaques sur les ailes extrêmes, longeant les côtes, qui ne peuvent avoir que Pusan pour objectif final. Un vaste mouvement en tenailles prendrait ainsi tout le dispositif américain à revers, et l'encerclerait en lui interdisant une retraite

et un rembarquement en ordre. Cette manœuvre d'envergure pourrait mettre fin à la campagne sur le sol coréen. Il est probable qu'une bataille de ce type aurait pu déjà être engagée victorieusement après la prise de Taejon, alors que les effectifs américains étaient encore maigres, si les mouvements vers le Sud-Ouest et vers l'Est avaient pu être développés largement. Mais l'effort pour percer au centre, sur l'axe Kumchon-Taegu, fut d'abord considéré comme essentiel, et c'est plus tard seulement, semble-t-il, que le commandement nord-coréen comprit ou estima le moment venu d'engager des forces importantes dans un double mouvement vers Masan et vers Pohang. De ce point de vue, la décision du général Walker, préférant dégager son aile gauche vers Chinju et tenir sans plus devant Taegu, répondait à une menace essentielle : celle d'être empêché d'opérer les replis successifs qui permettaient aux Américains, incapables en définitive d'établir un barrage infranchissable, de quitter la Corée sans abandonner trop d'hommes ni de matériel. Reste à savoir si cette action pourra être répétée contre la menace venant du Nord, vers Pohang.

La situation actuelle des forces terrestres américaines en Corée met en lumière la fragilité des « poches », surtout lorsqu'elles sont adossées à la mer. Comme tout terrain qui suppose un encerclement, une poche ou une tête de pont n'est qu'une forme particulièrement instable prise par la bataille. Par elle-même, elle semble interdire la constitution d'un front stable pour la couvrir. Elle doit dans un délai rapide, ou s'élargir, ou disparaître. En effet, son ravitaillement est précaire, elle est soumise à une pression concentrique, la plus dangereuse de toutes, enfin elle peut être dans certains cas minée de l'intérieur, comme c'est le cas en Corée (on a même annoncé la « disparition » de matériel fraîchement débarqué à Fusan, enlevé par des partisans décidés).

La dernière guerre a fourni de nombreux exemples de poches, aussi bien en pleine terre qu'en terrain côtier, en Europe et en Asie. Toutes les poches constituées en retraite, c'est-à-dire improvisées au cours d'une action défensive, ont fini par être liquidées. Celle de Dunkerque est restée typique. Mais le même phénomène s'est produit à Sébastopol et ailleurs. Par contre, lorsque celles-ci ont été constituées comme des têtes de pont offensives, elles se sont vite transformées en territoires d'aire croissante où le déploiement tactique redevenait possible. Ce fut le cas en Sicile, en Italie et en Normandie. Mais ces poches ne pouvaient conserver cette

forme que provisoirement. On le vit bien à Anzio et à Arnheim ; à Anzio, il s'en fallut de peu que la tête de pont fût rejetée à l'eau, et à Arnheim, elle dut être repliée en deçà du Rhin.

Ce sont certains exemples de la guerre de 1914-1918 qui induisirent en erreur à ce sujet. La poche de Gallipoli dut être abandonnée, mais on imputa l'échec à une décision stratégique erronée et à un matériel inadéquat. Par contre, la poche de Verdun, où s'entassèrent plus d'un million de cadavres, mais qui tint, fit croire à la possibilité d'une stabilisation de tels dispositifs. En fait, ce saillant ne parvint à tenir que parce qu'il s'encastrait dans une ligne de résistance fixe, stable et continue, que les Allemands ne parvinrent pas à briser. Mais les conditions du mouvement dans la deuxième guerre mondiale, et que nous voyons se répéter en Corée, ont montré que la poche ne peut jouer un rôle positif qu'à condition de se transformer rapidement. C'est pourquoi, au fur et à mesure que le front de combat américain s'est réduit aux dimensions d'une poche, les chances de la tenir et de la stabiliser diminuent. C'est pourquoi aussi nous avons répété que la seule possibilité pour les Américains d'éviter ce sort c'était de monter *rapidement* des contre-attaques, voire une contre-offensive — possibilité qui leur était encore donnée il y a quelques jours à Chinju, mais plus pour longtemps peut-être.

Il est vrai que les Américains disposent de bases pas trop éloignées au Japon, ou même dans les îles du détroit comme Tsoushima. Ils ont aussi la maîtrise de l'air et la sécurité des communications par mer. Ce sont des éléments importants de succès, mais qui par eux-mêmes ne sont pas de nature à transformer le sens des opérations, bien qu'ils puissent les ralentir et en modifier le rythme.

Pour que le corps américain puisse réellement tenir une tête de pont pendant quelques semaines au moins, il faudrait que le gouvernement nord-coréen soit lui aussi à bout de souffle. Or, malgré son infériorité relative en armement lourd, il dispose toujours des moyens de l'offensive. Que ces moyens déroutent les stratèges occidentaux, qu'ils soient coûteux en hommes, qu'ils ne puissent, eux non plus, durer indéfiniment, c'est certain. Mais pour le moment ils existent, et c'est le principal ; car, dans la situation présente, l'offensive c'est la victoire.

DE LA BATAILLE DE CORÉE A CELLE DU VIETNAM

La situation en Corée continue à décider de l'avenir immédiat en Asie orientale. Néanmoins, la guerre se poursuit aussi au Vietnam, et différentes indications montrent qu'elle s'apprête à entrer, avec le retour de la bonne saison, ou même avant, dans une nouvelle phase.

Les problèmes que l'armée de la République vietnamienne a actuellement à résoudre sont ceux de l'offensive générale, c'est-à-dire la transformation des opérations de guérillas, de commandos et de partisans en une action d'unités régulières massives, réalisant un plan stratégique.

Malgré l'apparence, ces problèmes diffèrent profondément de ceux qui étaient posés au gouvernement de la Corée du Nord, bien qu'ils soient tous tributaires de données valables pour l'ensemble de l'Asie. D'abord, l'armée vietnamienne ne dispose pas d'un territoire autonome homogène, continu et bien ravitaillé. Elle contrôle des espaces quinze ou vingt fois plus grands que ceux de l'« Union Française », mais souvent vides, montagneux, incultes ou peu cultivés. S'approvisionner dans les deltas rizicoles nécessite des efforts, des ressources, une lutte de tous les instants. Concentrer des hommes et du matériel est souvent périlleux. Le Nord-Annam et le Tran-Hoa sont les seules régions où de telles concentrations pourraient avoir lieu avec facilité ; mais, si elles coupent les forces françaises du Tonkin de celles du Centre-Annam et du Sud, elles sont elles-mêmes prises entre le Tonkin et le Sud. Par contre, le Haut-Tonkin est adossé à la Chine amie (quoique les rapports avec Kunming et les populations du Yunnan ne soient pas toujours faciles après des siècles de rivalités et de méfiance). Il est tout naturel que des centres d'instruction et de ravitaillement alimentaire

y aient été constitués, au voisinage de la frontière. Une osmose de même genre a déjà lieu depuis longtemps au Siam oriental, dans une atmosphère plus hostile.

Dans ces conditions, la croissance et le renforcement de l'armée vietnamienne s'opère tout autrement qu'en Corée ; une campagne est peu probable. Il faudra de toute évidence que les corps de bataille massifs se constituent dans le processus même des premières actions engagées lorsque le moment sera venu. Le problème de l'armement passera alors au premier plan.

Jusqu'à présent, l'armement vietnamien est léger ou moyen, en majorité d'origine japonaise ou anglo-française. Grenades, mortiers, fusils, mitrailleuses, quelques pièces d'artillerie de calibres divers (du 75 au 105), quelques véhicules protégés, mais pas de chars ni d'avions. Le commandement français, disposant pourtant d'un armement supérieur, quoique techniquement beaucoup plus simple que celui que les Américains utilisèrent en Corée après cinq ou six semaines de lutte, a déjà pu se rendre compte de l'efficacité du matériel vietnamien et des hommes qui le manient. Cinq ans de guerre ont, de plus, apporté aux combattants vietnamiens une expérience du combat irremplaçable, des cadres d'une grande valeur et une imagination tactique qui supplée souvent au défaut de matériel.

Cependant, le commandement français paraît s'être soudain aperçu (à la lumière des opérations en Corée) que quelques dizaines de chars et quelques centaines de canons chez l'adversaire suffiraient à faire brusquement pencher la balance et à transformer sa défensive en une défaite complète. D'où l'appel pressant aux U.S.A. et à la Grande-Bretagne, pour que ceux-ci consentent à un envoi rapide d'avions et de tanks modernes et à un renouvellement presque total du matériel.

Le raisonnement paraît juste, si l'on tient compte du rôle qu'ont joué les chars nord-coréens dans la première phase du conflit au sud du 38^e parallèle, mais il tend cependant à masquer un autre facteur plus important, qui est celui des effectifs. C'est au moment où les Américains constatent que leur position est surtout menacée par l'infériorité numérique où ils se trouvent, que les Français considèrent l'armement lourd et l'appui air-mer comme décisif. Et pourtant, le facteur effectif pourrait bien jouer, en cas de bataille généralisée, le rôle dominant, même en l'absence de forces mécaniques lourdes considérables dans l'armée vietna-

mienne. Notons d'ailleurs que le terrain (montagnes, forêts ou deltas rizicoles) ne se prête pas facilement aux vastes évolutions de chars, ce dont le corps français a déjà fait l'expérience, tandis que l'artillerie légère peut y jouer un rôle prépondérant.

Les ressources de l'armée vietnamienne en hommes semi-instruits ou qu'une instruction de quelques semaines peut transformer en combattants, doivent se compter par 400 ou 500.000, dont 150 à 200.000 doivent faire partie d'unités organisées ou désignées. Elles ont l'avantage d'une assez bonne homogénéité ethnique et nationale (bien qu'elle englobe des sous-groupes ethniques de diverses variétés, comme les Thos, les Laotiens du Nord et les Cambodgiens du Sud). Contre ce bloc, le corps français apparaît comme un amalgame où sont groupés environ 40.000 Européens (cinq régiments de la Légion, comprenant une forte proportion d'Allemands, quelques bataillons de parachutistes et une unité blindée) et plus de 100.000 Algériens, Marocains, Tunisiens et Sénégalais. Les Français constituent le commandement, les cadres, l'aviation et la marine, les services de liaison et de sécurité. A cela, il faut ajouter quelques dizaines de milliers de Vietnamiens, Bao-Daïstes, Hoa-Hao et partisans montagnards, peu sûrs et mal armés.

Depuis des mois, les Français ont abandonné l'idée de « repacifier » l'Indochine en utilisant la vieille tactique de Bugeaud, de Gallieni et de Lyautey. Après avoir tenté de « noyer », puis d'étrangler le gouvernement de la République démocratique en 1945 et 1946, après avoir essayé de briser militairement la résistance en 1947 et 1948, puis être revenus à une tentative de solution politico-militaire avec Bao-Daï et à l'extension progressive des bases « stables », ils songent de nouveau à ces actions « préventives » d'envergure grâce au nouveau matériel anglo-américain qui commence à être livré à Saïgon (en petites quantités, semble-t-il). Mais, dès à présent, le commandement français doit compter stratégiquement avec la situation en d'autres régions de l'Asie ; l'appui matériel qui lui est consenti a pour évidente contrepartie une soumission aux plans du Pentagone et du Colonial Office. Il espère, par une liaison étroite avec l'action britannique en Birmanie et en Malaisie, tenir jusqu'à ce que l'extension du conflit à Formose ou ailleurs pousse les U.S.A. à une intervention massive. Car jusqu'à présent, il semble que les missions militaires-économiques qui viennent d'inspecter l'Indochine n'y aient pas considéré la situation comme grave ni urgente.

EN CORÉE : GUERRE PRÉLIMINAIRE

Après huit semaines de guerre, l'Armée Populaire de Corée se heurte à une défense que les communiqués du Commandement nordiste enregistrent.

En fait, la poche a conservé depuis le 6-7 août, c'est-à-dire depuis plus de vingt jours maintenant, son périmètre fixé par le cours de la Nakdong du nord au sud, avec une ligne sur sa rive droite aboutissant à l'ouest de Masan et sur un arc de cercle au nord, allant de Waegwan à Pohang sur la côte est. Mais ces vingt jours ont vu flux et reflux sur tous les points de ce périmètre : double aller et retour sur l'axe Chinju-Masan, têtes de pont sur la rive gauche de la Nakdong que l'Armée Populaire a dû pour le moment abandonner presque toutes, avancée jusqu'à Pohang suivie d'un retrait un peu plus au nord. Donc une bataille incessante, avec une puissance de feu croissante chez les Américains, qui n'est cependant pas parvenue à empêcher l'Armée Populaire de conserver l'initiative des mouvements. Mais ces mouvements semblent avoir trop longtemps « tâté » les dispositifs américains à la recherche des points faibles et avoir hésité entre une offensive frontale, et un mouvement par les ailes. L'avenir proche montrera si la mise en place de nouveaux renforts permettra de remettre en péril l'ensemble du réduit, où opèrent actuellement près de 100.000 Américains de toutes armes et services. De toute façon, répétons que le périmètre du réduit ne paraît pas pouvoir se transformer en un front « stable », sauf si intervenait un armistice dicté par la situation politique.

Si l'on examine l'évolution des opérations depuis deux mois, c'est leur « transformation » profonde qui frappe le plus.

L'Armée Populaire a engagé une guerre « d'unification » considérée ensuite comme une « guerre civile » (notamment dans le

discours capital de J. Malik au Conseil de Sécurité le 22 août) et qui apparaît de plus en plus comme une guerre de « libération nationale ». Le poids qui en reposait pendant les premières semaines surtout sur les formations pré-instruites, sur l'Armée proprement dite, s'est déplacée de plus en plus sur l'ensemble du peuple (service obligatoire, levées et entraînement rapide, transports, travaux de fortification, ravitaillement, soins, etc.). L'offensive par colonnes pointant les blindés sur les axes routiers des plaines du Nord et de l'Ouest, couverte par de courts enveloppements latéraux, a fait place à des progressions en éventail dans un terrain de collines, de montagnes et de vallées, et à des attaques sur des fronts étendus de plusieurs kilomètres. Les concentrations d'artillerie ont remplacé les concentrations de chars. Les infiltrations, essaimages et actions de partisans ont pris le pas sur les mouvements débordants de flanc. En somme, la tactique a suivi, avec une capacité d'adaptation remarquable, le changement du terrain, des forces de l'adversaire, et des déficiences dans certains secteurs d'armement.

Il serait bien ridicule de voir là autre chose qu'une transition. C'est le *New York Times* du 21 août lui-même qui écrivait : « Nos problèmes sont : l'intelligence supérieure du champ de bataille qu'a l'ennemi, la présence de guérillas et de sympathisants communistes derrière nos lignes, et l'infiltration à travers ces lignes... Nous ne connaîtrions aucun de ces désavantages si nous avions le soutien enthousiaste de la population coréenne, ce qui nous manque de toute évidence. »

La capacité de contre-attaque développée par les Américains depuis quinze jours a modifié le ton de leurs journaux. Nous venons de citer un rappel à la prudence ; néanmoins, les correspondants qui estimaient presque impossible le maintien d'une tête de pont, il y a peu de jours, ne pensent plus qu'à la prochaine contre-offensive.

Du point de vue de l'armement, les renforts américains ont visé à s'assurer peu à peu la supériorité au point de vue puissance de feu, maniabilité et vitesse. Problème facilité par l'absence d'aviation et de marine d'envergure chez les Coréens. Pour les chars, le commandement américain reconnaît que ses Sherman transformés avec canons de 76 mm et même ses Pershing avec canons de 90 mm ne surclassent pas les T-34 à canons de 85, ni les J.S.-3 de 50 tonnes à canon de 120 mm (entrés en action, dit-on) de construction soviétique ; mais ils les balancent. L'artillerie paraît supérieure chez les Nordistes : canons de campagne à tir rapide de 76 mm, canons

autotractés de 75, canons de 122 mm à longue portée, qui frappent plus loin que les 155 américains, et surtout que les 105 dont beaucoup sont tombés aux mains de l'Armée Populaire. Les fusils à téléviseur et cache-flammes, les mitrailleuses copie soviétique des Thomson, les mitraillettes à tube court, et en général tout l'armement en combat rapproché ne sont nullement surclassés par le matériel américain correspondant. C'est donc surtout du côté des bombes et bombes-fusées (jusqu'à celles de 305 mm utilisées par l'aéronavale), ainsi que des gros calibres de la marine de guerre, que le commandement américain a fait porter son effort.

D'où le développement de la puissance de feu aux deux extrémités de l'échelle : bombardement lourd (y compris dans la bataille) et armes automatiques légères de plus en plus abondantes, le tout articulé grâce à un système d'observation, de signalisation et de pointage, bref, une coordination mécanique beaucoup plus développée que celle de l'armée nord-coréenne. La tactique américaine, qui a d'abord consisté en combats de retardement, avec de très lourdes pertes en hommes et matériel, comme à Taejon, s'est alors modifiée. Des hommes plus nombreux ont permis une résistance frontale souple, les fantassins ont quitté les routes pour aborder les collines et ont résisté au corps à corps. Les tanks ont servi d'appui à l'infanterie (sans avoir encore jamais servi à une véritable percée). D'autre part, l'aviation de bombardement a développé ses missions de transport et de surveillance pour effectuer des tirs d'appui à la bataille terrestre (comme à Pohang et Masan) et soutenu des débarquements.

Toutes ces opérations ont lieu dans un espace aéro-marin de plus en plus étendu : les bombardiers ont été jusqu'à l'extrême nord de la Corée, à Chong-jin où, dit-on, ils se sont surtout préoccupés de détruire des bases de sous-marins, libres de glace toute l'année, et utilisées par la marine soviétique. D'une façon générale, le développement de la tactique américaine dans les deux dernières semaines s'est marqué par une utilisation mieux adaptée d'un terrain réduit, celui du périmètre de la poche, et par une action croissante sur les arrières nord-coréens par voie aérienne ou navale, voire tentative d'organisation de contre-guérillas. La mécanique de l'intervention conduit ainsi, à un rythme de plus en plus dangereux, à l'extension du conflit, qu'on le veuille ou non. Que la riposte suppose aussi une extension du théâtre et des moyens de la guerre, voilà ce qui paraît très vraisemblable.

Cependant, tous les observateurs ont remarqué que la guerre, déjà poussée loin, n'est cependant pas encore parvenue à l'échelle des batailles de 1944 et 1945. Non seulement la bombe atomique n'a pas été utilisée, mais presque tout le matériel employé est celui de 1945. On ne cite guère comme nouveauté mise en service, du côté américain, que certains bazookas de gros calibre, la bombe-fusée « Tiny Tim », et quelques dispositifs de radar et radioguidage. L'ampleur des raids aériens est encore « réduite »... si l'on peut dire. Après deux mois, la guerre reste donc « préliminaire » et en somme à l'échelle des opérations qui ont lieu depuis des années au Vietnam, en Birmanie, en Malaisie et en Indochine.

C'est que le théâtre d'opérations coréen reste dépendant de la situation dans toute l'Asie, et sur la planète entière. Militairement, la « guerre d'Asie » peut bien être considérée comme la première phase d'une troisième guerre mondiale, mais la seconde a déjà montré que ces phases se succèdent une fois les conflits venus à maturité, lorsque aucune autre issue ne paraît possible à l'un des antagonistes. Or, la guerre de Corée peut avoir une autre issue que son extension rapide, dans la mesure où l'action armée reste dépendante de l'action politique et de l'intervention des peuples. C'est justement ce côté de la question qui est remis maintenant en avant, et qui témoigne aussi d'une transformation des conditions de la guerre.

Militairement, les navires et bombardiers ont déjà dépassé le 38^e parallèle. Telle est la logique du combat. Les bases de l'adversaire sont le véritable objectif de la lutte, et si celles-ci se trouvent au-delà du 38^e ou de tout autre parallèle, il faut aller les y chercher. La logique de la guerre a donc déjà imposé aux Américains un objectif qu'ils repoussaient, et qu'ils n'ont pas encore pris à leur compte devant l'O.N.U. : la réunification de la Corée.

Pour le gouvernement de Pyong-Yang, cette réunification est faite en puissance. L'objectif, c'est l'élimination des forces étrangères. Ils demandent donc à l'O.N.U., et cherchent à obtenir par les armes, non l'unification du pays (qui est une affaire intérieure) mais le retrait des troupes américaines. Comme le disait J. Malik dans son discours du 22 août, « la guerre intestine, imposée par la clique de Syngman Rhee au peuple coréen, s'est transformée dès les premiers jours en une guerre de libération du peuple de Corée contre les interventionnistes venus d'Amérique pour se mêler des affaires intérieures du peuple coréen. Cette guerre est devenue une guerre

populaire, une guerre sainte pour la liberté et l'unité et pour l'indépendance de la Corée ».

Le problème devient donc celui-ci : quel régime social, politique et économique les Américains prétendent-ils défendre en Asie ? Les commentaires sur l'agression (problème technique) n'apportent pas un bol de riz ou une liberté supplémentaires. C'est ce que les journalistes américains ont commencé à comprendre, et certains d'entre eux se demandent finalement : « pourquoi nous battons-nous ? » On sait bien pourquoi l'on a commencé la guerre, mais on ne sait plus pourquoi on la poursuit, même officiellement. Walter Lippman écrivait dès le 23 juillet : « L'issue à ce dilemme est d'inviter l'O.N.U. à préparer un règlement en choisissant ou élisant un gouvernement pan-coréen. » D'autres lui ont fait écho depuis. Sans vouloir examiner le régime que la Corée du Nord s'était donné (on veut n'y voir qu'un satellite de l'U.R.S.S.), on parle de « démocratiser », ou même de remplacer le gouvernement de Syngman Rhee ; on propose des « réformes », sans en préciser la nature exacte.

En réalité, l'unification par les armes américaines a une signification profondément conservatrice, et c'est ce qui la frappe de stérilité. Il suffit de considérer qui sont les cadres des troupes sud-coréennes, quels hommes les commandent, pour comprendre la situation. Le major général Kim Hong Ill a été pendant trente ans officier dans l'armée de Tchang Kai-shek. Le général Kim Suk Won est un ancien colonel de l'armée japonaise. Cliques de mercenaires, gros propriétaires fonciers, commerçants et affairistes liés au capital américain et japonais, tels sont les cadres sur lesquels MacArthur voudrait faire reposer la réunification de la Corée. Tâche irréalisable dans l'Asie d'aujourd'hui.

Evidemment, le régime de la Corée du Nord a dû, au cours des dernières années, s'imposer une discipline souvent dure. Mais c'était un régime révolutionnaire, qui engageait des transformations fondamentales des rapports sociaux. La bipartition du pays, les intrigues de la Corée du Sud rendaient difficile une évolution cependant nécessaire, et il n'est pas douteux que ces transformations ont fait peser leur poids, non seulement sur les classes demi-féodales et les capitalistes, mais aussi sur une partie de la paysannerie et des travailleurs industriels. Cependant, le pays était en pleine renaissance, tandis que la Corée du Sud vivait d'expédients. C'est la réforme agraire, l'étatisation de l'industrie et du grand commerce,

l'instruction généralisée, qui assuraient finalement à la Corée du Nord toute son efficacité, et donnaient un contenu social progressif à sa lutte pour l'unification du pays. Ce sont ces transformations qui sont à la base des succès de la Chine populaire, comme elles sont à la base des succès de la Corée émancipée : chaque usine, chaque dock, chaque pont atteint par les bombes contribue aussi à rendre plus inexpiable la lutte engagée, et par conséquent à la généraliser, et non à la localiser.

LE RÉDUIT SE RÉDUIT

Au moment où nous écrivons (12 septembre) les communiqués coréens continuent à enregistrer des succès dans l'offensive, lancée depuis le 1^{er} septembre, sur la presque totalité du périmètre tenu par les Américains. Il semble que la ville de Taegu ne puisse pas être contrôlée encore longtemps par eux, Pohang étant tombée ainsi que Kyongju ; ces villes sont ou seront d'ailleurs réduites en cendres, car elles sont en bois, et l'on ne peut s'y battre longtemps. Après dix jours d'attaques incessantes, on voit donc que les principaux gains se situent au nord du réduit. Ils ont été acquis à haut prix, et n'ont d'ailleurs pas entraîné de rupture totale du front clairsemé tenu par les Sud-Coréens et les Américains dans ce secteur.

Il est notable que, depuis que les Américains se sont repliés à l'est sur la Naktong (et ont tenu dans l'ensemble sur la rive gauche depuis ce moment), c'est au nord qu'ont eu lieu les replis les plus importants : d'abord de la ligne Uisong-Yongdok sur celle de Waegwan - Kigye-Pohang, puis de celle-ci sur l'axe Taegu-Kyongju, où le corps expéditionnaire résiste actuellement. Evidemment, en cas de replis successifs, le commandement américain a préféré laisser « tomber le plafond » plutôt que de céder la porte, c'est-à-dire la région de Yongsan ou de Masan, ce qui aurait rapidement mis Pusan en péril.

Il faut rappeler que les Américains ont hésité, il y a deux et trois semaines, sur la dimension du réduit qu'ils prétendent pouvoir tenir jusqu'à l'époque d'une hypothétique contre-offensive générale. Deux plans existaient. L'un (que préconisait le général Walker, commandant en chef sur le terrain) consistait à défendre au maximum

le périmètre qui a été effectivement défendu ces dernières semaines, et qui inclut Taegu et Pohang, ceci pour « user » le plus grand nombre de troupes et de matériel nordiste. L'autre (qui aurait été prévu par l'état-major de Tokio il y a déjà longtemps) aurait préservé une tête de pont plus réduite, de 50 à 80 kilomètres de rayon autour de Pusan, comprenant Masan, la boucle est-ouest et les bouches de la Nakdong, et la région montagneuse qui défend bien Pusan au nord. Si les attaques successives des Coréens par le nord continuent à enregistrer des gains de terrain, c'est au second dispositif que l'on aboutira prochainement.

Cette possibilité paraît maintenant admise par les observateurs américains et anglais. Le *Times* du 9 écrit : « Avec les renforts reçus directement des États-Unis, les Américains ont pu arrêter leur retraite et tenir une région importante pendant quelques semaines. Ils ont dû pour cela payer le prix de la défense d'un périmètre de 120 milles contre l'infiltration persistante de l'ennemi à travers des défenseurs surclassés et sans que des divisions tenant des fronts de 15 à 30 milles puissent se reposer. Une bonne couverture aérienne, quand le temps le permet, et un système de " rocades " facilitant les approvisionnements, ont aidé à remplir cette tâche ambitieuse. Même si les défenseurs étaient obligés, après tout, de se retirer au nord, cela ne signifierait pas un revers décisif. Ils sacrifieraient certains de ces avantages, et n'auraient plus le prestige politique et moral que leur confère Taegu. Ils perdraient un bon morceau de terrain. Mais, d'un point de vue purement militaire, un système défensif plus court et plus serré offrirait des avantages compensateurs. La dernière guerre a montré que des têtes de pont beaucoup plus étroites que celle-ci pouvaient être défendues et devenir le tremplin d'offensives victorieuses. »

Cette opinion paraît bien optimiste dans l'immédiat, sauf informations dont nous ne disposons pas, pour les raisons suivantes : d'abord, les réserves dont disposait immédiatement le général Walker ont à peu près toutes été jetées dans la bataille ; il ne peut donc compter que sur des renforts dont l'arrivée sur la côte serait prévue pour les jours et semaines prochaines. Au contraire, les Nord-Coréens disposent encore de trois à cinq divisions fraîches, peut-être assez mal constituées et faiblement armées (surtout en chars), mais représentant une masse d'hommes toujours capables d'initiative. Ils peuvent remporter, à défaut d'une percée stratégique qui aurait bouleversé les arrières américains et les aurait vite menés à Pusan, des succès

partiels, acquérir peu à peu du terrain, et obtenir ainsi, d'une manière coûteuse mais efficace, un résultat semblable. D'autre part, l'offensive frontale est doublée d'infiltrations et d'essaimages où se combine la tactique des colonnes mobiles, commandos et guérillas. Ces infiltrations entament sérieusement les arrières américains (lignes de communications, batteries, postes de commandement), et sont très difficiles à réduire. Leur multiplication finirait par faire ressembler la poche à une éponge, et les Américains seraient réduits à une série de hérissons et de bases purement locales. Une pareille situation ressemblerait, dans une certaine mesure, à celle que les Français connaissent en Indochine. Elle pourrait, sans doute, durer quelque temps. Quant à servir de tremplin pour une offensive générale, c'est une autre affaire.

LA CONTRE-OFFENSIVE AMÉRICAINE EN CORÉE

La guerre est passée à une nouvelle étape à partir du 15 septembre. Ce jour, un débarquement massif du corps américain à Inchon, accompagné d'un parachutage à l'aérodrome de Kimpo, a transformé la situation stratégique en Corée. Du 15 au 20 août ce nouveau corps a réussi à s'emparer du port d'Inchon et à s'avancer jusqu'à la rivière Han depuis l'embouchure jusqu'à Séoul. La capitale est directement menacée. Près de 300 navires et embarcations ont participé au débarquement. Officiellement, 40.000 hommes ont déjà débarqué, abondamment pourvus en matériel lourd (artillerie, tanks), ainsi qu'en couverture aérienne et navale. Le commandement ne se proposait donc pas une simple diversion, mais la création d'une nouvelle poche à l'endroit où elle pouvait briser l'épine dorsale de l'armature militaire nord-coréenne.

L'opération menée à bien jusqu'à présent par le général Mac Arthur (grâce à sa puissance aérienne et navale non contestée) découle précisément des conditions difficiles où se trouvait le réduit Taegu-Fusan. Accumuler du matériel et des hommes dans ce réduit, alors que le commandement nord-coréen réussissait toujours à maintenir ses opérations offensives, c'était s'exposer à une catastrophe. D'autre part, si une contre-offensive fondamentale pouvait être lancée à partir du périmètre, elle risquait de ne progresser que très lentement. Dans ces conditions, MacArthur prit la décision hardie de contourner aussi loin que possible tout le dispositif nord-coréen pour le frapper par l'arrière ; pour cela il constitua un nouveau corps de troupes fraîches, venues directement d'Amérique, et qui fut organisé au Japon. Seules, quelques troupes d'élite (une partie des

Marines) furent prélevées sur le front du réduit. Ainsi fut transportée, tout d'une pièce, directement du Japon, par mer et par avion, une nouvelle armée, indépendante de celle qui combat dans le réduit ; du Japon à Kimpo fonctionne un pont aérien géant par lequel ne cessent d'arriver renforts et approvisionnements, comme ils continuent à arriver à Fusan. Ce qui a donc joué ici le rôle capital, c'est une réserve stratégique d'envergure, constituée bien en arrière du théâtre d'opérations coréen, et qui a pu être jetée sur un nouveau front sans se préoccuper du front du réduit.

Désormais, par conséquent, l'état-major de Tokio dirige les opérations de Corée en les divisant en trois secteurs distincts : trois corps d'armée ont été créés pour ces trois secteurs. Le 1^{er} Corps (Major gén. F. Milburn) tient le front de Taegu et une partie du front Nord (le reste étant tenu par des divisions sud-coréennes). Le 9^e Corps (Major gén. Coulter) tient le front Sud du réduit. Le 10^e Corps (Major gén. Almond) tient le nouveau front de Séoul. Il faut ajouter qu'un petit débarquement secondaire a eu lieu à Kunsan, au sud-ouest de Taejon, et qu'il peut devenir une poche à son tour. Des harcèlements ont eu lieu en même temps sur la côte est, ainsi qu'un petit débarquement au nord de Pohang.

Dans le réduit lui-même, les troupes américaines ont pris l'offensive dès le 16, autant pour fixer le maximum des forces nord-coréennes que pour amorcer le mouvement de pince qui devrait permettre de détruire celles-ci sur l'axe principal Séoul-Suwon-Taejon-Taegu. Cette offensive se heurte à une résistance considérable et n'a guère progressé sérieusement qu'au nord-est de Taegu. Néanmoins, l'activité sur le front de Séoul peut mettre les forces nord-coréennes en péril assez rapidement, ou toutefois transformer leur activité en une défensive où la guérilla redonnera tous ses effets dans le Sud, alors que le commandement nord-coréen devra constituer au plus vite, s'il en a les moyens, une armée nouvelle au nord du 38^e parallèle. On devra se rappeler que l'aviation américaine a déjà bombardé presque tous les objectifs industriels en Corée du Nord. Néanmoins, il est probable que des réserves d'armement importants existent encore et l'on sait que la capitale est toujours Pyong-Yang et qu'elle n'a pas été transférée à Séoul. C'est l'une des raisons pour lesquelles, du point de vue militaire, le 38^e parallèle n'a plus aujourd'hui aucune existence.

L'initiative de MacArthur justifie amplement ce que nous avons écrit ici à plus d'une reprise, à savoir que la contre-offensive rapide

(et non en attendant le printemps) menée avec de nouveaux moyens, était la seule façon de dégager le réduit. Laissé à lui-même, celui-ci devait s'anémier.

« La seule manière pour le corps américain, écrivions-nous le 10 août, de sortir de la nasse, c'est l'offensive rapide... Quant à la "stabilisation" dans une petite poche d'une cinquantaine de kilomètres de rayon autour de Fusan, de toutes les éventualités c'est la moins vraisemblable. » La poche, écrivions-nous le 17 août, doit « dans un délai rapide, ou s'élargir ou disparaître ».

En procédant au débarquement en force à Inchon, les Américains ont ainsi dégagé un réduit à grand-peine et à haut prix en « redistribuant les cartes ». Militairement, leur initiative est pleinement justifiée et toute autre armée que l'armée nord-coréenne ne résisterait peut-être pas très longtemps à ce coup. Cependant, nous l'avons assez répété, il faut compter avec tous les facteurs de cette guerre. Les Américains ont connu les « avantages », en quelque sorte, de la défensive ; c'est aux Nord-Coréens maintenant d'en profiter, avec une expérience accrue. Sous réserve d'un abandon de la lutte, ce qui ne paraît pas prévisible.

PERSPECTIVES DE LA DÉFENSE CORÉENNE

L'ancienne « Corée du Nord » est maintenant devenue l'enjeu de la guerre, et l'attention se tourne vers cette partie de la péninsule, dont la structure géographique et économique diffère sensiblement de celle de la Corée du Sud. Les opérations militaires se ressentiront de cette différence.

Au 11 octobre, la partie médiane du territoire coréen entre le 38° et le 40° parallèle menace à son tour d'être encerclée. Les troupes sudistes ont atteint Wonsan, sur la côte Est, et les unités américaines progressent dans la plaine occidentale qui conduit jusqu'aux avancées de Pyong-Yang ; des débarquements sur la côte occidentale, largement au nord de la capitale, pourraient compléter ces opérations. Jusqu'à présent, de petites unités nordistes ont livré des combats de retardement mais aucune véritable bataille ; la défense de Séoul ne fut elle-même en définitive que le combat de quelques jours destiné à permettre une évacuation. Cependant, les opérations sont encore loin d'avoir pris dans ce secteur l'allure d'une simple guérilla, quoique les correspondants ne parlent plus guère de l'intervention d'artillerie moyenne ou lourde, ni de chars nord-coréens. On a cependant relevé l'intervention de quelques avions de chasse, et l'utilisation à terre des armes typiques de la défensive : pose de mines antichars et nids de mitrailleuses.

Il est impossible aujourd'hui de préciser ce que peut devenir dans cette région la défensive nord-coréenne. Le haut-commandement de l'armée populaire du nord, lorsqu'il a annoncé officiellement dès le 2 octobre que les unités « retraitsaient d'une façon organisée sur de nouvelles positions dans la direction du nord », ne faisait qu'enregistrer un fait accompli. Quelques jours plus tard,

il précisait que l'ensemble des forces armées se regroupait au nord du 38° parallèle, sans indiquer la région où ce regroupement pourrait devenir effectif. En fait, depuis la percée américaine sur l'axe Taegu-Séoul et la perte de Séoul, l'armée nordiste avait cessé d'exister, et le problème du commandement consistait à en reformer une nouvelle. Les unités identifiées par les Américains au nord du 38° parallèle proviennent toutes de divisions de la région de Séoul ou de Pyong-Yang ; aucune des anciennes divisions engagées dans le Sud n'a été à nouveau signalée au combat. Une grande partie, près de 50.000 hommes, a été faite prisonnière ; les pertes ont aussi été très élevées. Une petite partie s'est constituée en groupe de partisans (pouvant atteindre des concentrations de quelques milliers d'hommes) pour opérer sur place, comme récemment à Utchin, ou pour regagner le Nord peu à peu par les montagnes.

Ce qui handicape la reconstitution d'une nouvelle armée capable de s'opposer efficacement à l'actuelle manœuvre américaine, c'est le manque de matériel lourd et les moyens de transports. Des réserves existent dans le Nord, et l'on a observé ces jours derniers le déplacement de petites colonnes de chars vers la région de Wonsan et dans la plaine au sud de Pyong-Yang. Mais le commandement ne dispose quand même peut-être plus des ressources qui lui permettraient ou la contre-offensive locale, ou la manœuvre en retraite sur une position de défense stable, même en terrain montagneux.

Le général Stratemeyer a déclaré il y a quelques jours que l'aviation américaine avait détruit depuis le début du conflit 1.059 tanks, 152 avions, 5.233 camions et véhicules et 689 canons (il n'y aurait eu que 800 tanks, dont un bon nombre auraient été réparés et atteints à nouveau). Or, il est douteux que l'armée populaire puisse maintenant réunir un pareil matériel, qui trouve devant lui l'armement multiplié amené à pied d'œuvre par les Américains, notamment une aviation qu'il ne saurait être question ni d'égaliser, ni même de gêner sérieusement. Quoique les pertes américaines, même en matériel, soient elles aussi élevées, il est maintenant évident que le général MacArthur dispose d'importantes réserves et que le gouvernement américain est prêt à lui envoyer des renforts au-delà du nécessaire.

Dans ces conditions, il est probable que les opérations de retardement des unités nordistes viseront à ralentir au maximum les opérations d'anéantissement rapide projetées par le commandement américain, en protégeant la mise sur pied d'un dispositif

de guérilla qui permette d'envisager une « guerre longue ». La Corée connaîtrait alors le sort du Vietnam.

Dès les premiers jours d'octobre, les dépêches de correspondants soviétiques à Pyong-Yang soulignaient la nécessité d'organiser une guerre populaire contre l'occupant, en passant par une longue phase de défensive locale et morcelée. Le *Kwang-ming Daily*, cité par la radio de Pékin, déclarait aussi le 5 octobre que « la guerre de Corée, dans son sens réel, venait seulement de commencer », que ce serait une « guerre totale d'usure, périlleuse pour les agresseurs », qui seraient d'autant offerts à ses coups qu'ils pénétreraient plus profondément dans le pays.

On le voit, et les chefs militaires américains le comprennent à leur tour, la « stratégie asienne » est capable, dans certaines circonstances, de faire tourner une grave défaite à l'actif de futurs succès. Tel fut le cas des armées dirigées par Mao Tsé-toung. Tel sera peut-être celui de l'armée nord-coréenne. En tout cas, il est certain que, dès le mois d'août, le gouvernement nord-coréen s'est préoccupé de la tournure éventuelle de la guerre si les forces américaines parvenaient à reprendre le dessus à temps. Cette éventualité est survenue avec une rapidité qu'on n'avait peut-être pas escomptée, et dès lors les organismes prévus pour une longue résistance ont dû envisager la situation. Cependant, il est certain que les forces nord-coréennes n'ont pas pu passer d'une forme de guerre à l'autre dans des conditions optima ; au lieu d'une transformation progressive, ils sont obligés de recourir à une mise sur pied rapide et cela au milieu du désordre inévitable au cours d'une défaite de cette envergure : ravitaillement, dépôts, organisation des liaisons, tout cela doit être improvisé sous les coups de l'adversaire, dans des conditions pénibles. Mais il ne faut pas oublier que la guérilla est précisément la forme de défense active et de résistance la plus propre à se maintenir au sein du désordre. Ce qui est avant tout nécessaire, ce sont des cadres confiants, résolus et patients.

Il faut toutefois noter que la guérilla nord-coréenne, si elle devient d'ici quelque temps l'élément essentiel de la défense, va se trouver placée dans une situation assez différente de celle qu'ont connue par exemple la Yougoslavie en 1943-1944 ou la Grèce en 1946-1948, au moins dans le nord du pays. En effet, au sud du 38^e parallèle, le pays conquis ne le fut pas longtemps ; il resta soumis pendant près de trois mois aux nécessités militaires. La réforme agraire y fut proclamée et connut un début de réalisation,

mais dans l'ensemble on n'y put avancer beaucoup la transformation économique et sociale. La guérilla y trouvera peut-être pour cela un appui plus marqué auprès de la population paysanne. Au nord du 38^e parallèle, par contre, c'est un pays entièrement organisé depuis cinq ans sur le type des démocraties populaires qui va traverser une grave crise : la structure étroitement centralisée de la vie économique et sociale, même si elle est remplacée dans certains de ses éléments par un néo-libéralisme d'inspiration « sudiste » et américaine, ne facilitera peut-être pas la résistance partisane. La réaction des populations aux changements économiques qu'apporteront les envahisseurs jouera un rôle important. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que la propriété paysanne était individuelle (et non collectivisée) et qu'il est peu probable que les Américains recommandent de dessaisir les nouveaux propriétaires.

D'autre part, les partisans coréens seront privés de l'appui d'armées régulières comme celles qui ont constitué l'armature militaire du pays jusqu'à présent, et, nous l'avons souvent répété, réduite à elle-même la guérilla ne peut jouer qu'un rôle défensif limité. Reste alors l'appui qu'elles peuvent trouver au-delà de la frontière, c'est-à-dire en Mandchourie, comme les partisans grecs trouvaient appui en Albanie, en Yougoslavie et en Bulgarie. On a interprété les récentes déclarations de Chou En-laï comme l'annonce d'une intervention chinoise en territoire coréen, peut-être en bordure de la rivière Yalou. Celle-ci reste possible, mais il est plus vraisemblable que la solidarité doive se marquer, comme aux frontières du Tonkin, par une « osmose frontalière », facilitée dans la partie du nord par la nature du terrain. La plus grande partie de la frontière de Mandchourie, en amont du Yalou, est couverte par d'épaisses forêts de pins sur des montagnes qui s'élèvent à près de 3.000 mètres. Les neiges de l'hiver sibérien s'étendent jusqu'à cette région. Le fleuve, la forêt et la montagne, serviront à leur tour de « réduit », pour un temps indéterminé, ou plutôt déterminé par une série de facteurs qui dépassent de loin la Corée.

Certes, ces perspectives ne font pas encore partie de l'actualité. La défense coréenne dans la partie médiane de la péninsule reste à l'ordre du jour. Mais il est tout naturel que la « stratégie asiatique » s'en soit déjà préoccupée, avec beaucoup plus de chances de succès que la « défense en surface » du général Moch.

DE LA CORÉE A LA MANDCHOURIE

Comme nous l'avions laissé prévoir, au moment où les troupes américaines atteignaient Pyong-Yang, une « osmose frontalière » s'est produite le long de la rivière Yalu entre les forces chinoises de Mandchourie et celles que le gouvernement nord-coréen avait pu ramener ou reconstituer entre la frontière de Mandchourie et la rivière Chongchon. Cette « osmose » avait été annoncée par Chou En-laï et vient d'être confirmée par Mao Tsé-toung : la Chine Populaire s'apprête à *défendre* la Mandchourie et à *aider* le gouvernement nord-coréen ; la différence des termes employés manifeste l'intention du gouvernement de la Chine Populaire de ne pas recourir à ce que la diplomatie occidentale appelle une « intervention ». Aucune déclaration officielle n'a été faite, et les communiqués militaires du gouvernement Kim Ir Sen, à Sinuiju, ne font état que des actions contre-offensives de l'Armée Populaire de la République de Corée.

De fait, ce qu'on peut appeler l'Armée du Yalu est un amalgame de troupes coréennes et mandchoues, équipées à neuf, et son entrée en scène a transformé les opérations en Corée du Nord-Ouest dès le 25 octobre, c'est-à-dire depuis deux semaines environ. Cette armée est passée à la contre-attaque, sinon à la contre-offensive, et ses mouvements ont parfaitement réussi, dans leur première phase, à briser le dispositif d'approche de la frontière mis en place par le 10^e Corps d'armée américain du général Almond et par les six divisions sudistes (les 1^{re}, 6^e, 7^e, 8^e au centre et les 3^e et Capitales sur la côte Est) engagées à son côté.

Depuis que le corps américano-sudiste a atteint la ligne Pyong-Yang-Wonsan, puis la ligne Anju-Hamhung, c'est-à-dire la partie la

plus resserrée de la Corée (environ 200 kilomètres), le front devait nécessairement s'élargir en éventail dans la partie proprement continentale de la Corée : les lignes s'allongent, les voies de pénétration entre les massifs montagneux se rétrécissent, les rocade sont inexistantes : en cas de contre-attaques, les pointes avancées sont contraintes à se replier sur la main de l'éventail. C'est ce qui s'est produit. Après une semaine de contre-attaques victorieuses de l'armée du Yalu, Américains et Sudistes ont été contraints de replier leurs colonnes avancées sur la ligne Anju-Hamhung au moins à l'aile gauche du front.

Le commandement américain s'était évidemment fixé comme objectif sur le front Ouest, le plus important, la rivière Yalu depuis Sinuiju jusqu'au réservoir du Suilho, source de la puissante centrale électrique de Sakchu. Mais la progression le long de la route côtière, qui conduisit les unités jusqu'à Charyongwan, découvrait son flanc droit dans la région d'Unsan : c'est là que le commandement nord-coréen fixa le pivot de sa défense, repoussa les divisions sudistes, et des éléments de la première division de cavalerie et de la 24^e division américaine, et poussa une pointe vers le Sud, qui risquait de couper la retraite aux unités engagées vers Charyongwan. Les contre-attaques nordistes, avec des effectifs plus faibles, semble-t-il, ont été prononcées en même temps au centre du front contre les colonnes qui avançaient depuis Hamhong et Pukchon sur le réservoir de Changjin et sur Pungsan qui sont tous deux terminus de voies ferrées au sein des montagnes ; au 7 novembre, les replis paraissent avoir été faibles dans ce secteur.

L'action tactique engagée par le commandement nord-coréen a donc pleinement réussi dans sa première phase ; il reste à voir si elle fait partie d'un plan stratégique de plus grande envergure, ou si elle tient en elle-même son propre objectif, qui serait alors de dégager le « réduit » nord-coréen et les centrales électriques qui sont l'un des atouts industriels de la Corée de l'extrême-nord.

Dans son communiqué du 7 novembre, MacArthur fait un tableau qui précise à la fois l'envergure de la contre-attaque et le sens de sa propre manœuvre en retraite : *« La guerre de Corée était pratiquement terminée, dit-il, quand s'est refermée sur les éléments ennemis la trappe établie au nord de Pyong-Yang et qu'a été occupée la région côtière... Cette opération portait le nombre de prisonniers entre nos mains à plus de 135.000, chiffre auquel il faut ajouter la perte de plus de 200.000 hommes, soit au total*

335.000 hommes, c'est-à-dire environ l'effectif total des forces nord-coréennes »... Les communistes, ajoute-t-il, ont alors fait passer « des éléments de troupes communistes étrangères à travers le fleuve Yalu jusqu'en Corée du Nord et massé à l'abri de la frontière mandchoue une forte concentration de divisions pouvant servir de renforts possibles avec un ravitaillement approprié. Un piège était ainsi subrepticement tendu, en vue de provoquer la destruction des forces des Nations Unies... Ce danger ne fut écarté avec le minimum de pertes que parce qu'il fut décelé à temps par le commandement des forces des Nations Unies dans ce secteur, qui manœuvra adroitement et qui, avec une grande habileté, fit exécuter à ses troupes un mouvement de repli destiné à obtenir la puissance tactique nécessaire et à éviter la possibilité d'une grande défaite militaire. » MacArthur conclut alors : « Une armée nous fait maintenant face appuyée par la possibilité de fortes réserves étrangères et disposant de matériel et de ravitaillement se trouvant à portée de sa main, mais hors du champ d'action militaire actuel. »

Cette analyse montre en effet que le commandement américain a évité de justesse une grande défaite, qui aurait aussitôt découvert la Corée Centrale. Mais elle souligne aussi deux faits capitaux : d'abord, c'est que les Américains ont cru « la guerre terminée » parce que le corps principal de l'armée nordiste avait été défait, et n'ont pas tenu compte de la reconstitution d'une nouvelle armée, et ensuite qu'ils ont pensé n'avoir affaire dans les mois à venir qu'à une « guérilla » généralisée. Ils se préparaient à cette éventualité, et les événements viennent leur rappeler que la guérilla et la résistance populaire et nationale ne peuvent cependant être, dans les opérations décisives, que la base et le complément d'action menées par des troupes régulières et puissamment armées. C'est ce que vient de prouver une fois de plus l'action nordiste. Sans l'aide que la Chine Populaire a ouvertement et depuis longtemps promise à la République Populaire de Corée, il est possible que celle-ci aurait dû temporairement recourir à une guérilla clairsemée. Mais cette aide avait été promise et fut accordée : dans ces conditions, la guérilla menée dans l'ensemble de la Corée par des groupements dispersés n'était pas seulement le « résidu » des opérations régulières antérieures, elle était aussi un puissant moyen de fixation de troupes et services ennemis pendant que se préparait l'entrée en jeu d'une nouvelle armée régulière et la consolidation d'un territoire national appuyé sur une frontière amie. Depuis

la prise de Pyong-Yang, Sudistes et Américains se croyaient à la « promenade » : ils voyaient la fin de la guerre, alors qu'il s'agissait de l'ouverture d'une nouvelle phase.

L'ouverture d'une contre-offensive générale de la nouvelle armée ne paraît pas vraisemblable dans l'immédiat, quoiqu'elle soit dans la perspective d'avenir. Mao Tsé-toung a parlé ouvertement d'une guerre longue, et le maréchal Boulganine a déclaré, le 7 novembre, à Moscou : « Le peuple coréen, après de grands succès militaires, connaît maintenant des revers militaires... Les revers surviennent dans toutes les guerres. A une époque, notre Etat soviétique, lui aussi, pendant l'intervention militaire étrangère et la guerre civile, connut d'énormes difficultés. Cependant, les interventionnistes ont été totalement défaits. » Parallèle significatif. Cependant, la contre-attaque récente n'a été menée qu'avec des effectifs encore restreints, et si la saison et les difficultés de terrain sont favorables à la défense nordiste, il n'est pas certain qu'elles permettent pour le moment des opérations offensives d'envergure.

La concentration d'effectifs chinois, volontaires ou réguliers, sur la frontière mandchoue, n'est pas d'hier. Dès le début d'octobre, elle était connue et signalée. Aujourd'hui une partie de ces forces a été amalgamée aux unités nord-coréennes reconstituées, dans une proportion non précisée. Les 1^{re}, 4^e, 5^e et 7^e divisions coréennes, qui étaient en action sur le périmètre de Pusan, ont été identifiées sur le front Nord. Le rapport de MacArthur à l'O.N.U. fait état d'unités chinoises de l'ordre de 2.500 à 5.000 hommes, c'est-à-dire de l'échelon régimentaire plutôt que divisionnaire. Des groupes de cavalerie montée ont aussi participé à l'attaque ; 20 à 30.000 hommes auraient en tout franchi la frontière.

L'armement lourd des nouvelles unités a été renouvelé. On a signalé, en dehors des chars T-34 et des canons automoteurs, des pièces sans recul nouvelles, des obusiers de 76, et des batteries de lance-fusées de 82 mm (« Katiouchas »). En outre, un petit nombre d'avions à réaction, basés à Antoung, en Mandchourie, est entré en action. Tout cet armement est déjà en usage dans la 4^e Armée chinoise, commandée par le général Lin Piao, à laquelle appartiendraient les unités opérant en Corée. Cette armée compte 500.000 hommes, et il va sans dire que son intervention directe, à brève ou longue échéance, modifierait totalement le rapport des forces, qui reste encore à l'avantage de MacArthur.

Il est normal que la protection des barrages, réservoirs et

usines hydrauliques de la Corée de l'extrême-nord ait été le premier objectif de la contre-attaque nordiste. *L'Observateur* a souligné en son temps l'importance de l'usine de Sakchu, au-dessous du réservoir du Suilho. Cette centrale est la plus puissante de toute l'Asie, et l'industrie mandchoue en dépend pour une très large part, ainsi que les ports de Port-Arthur et Dairen, cédés temporairement à l'U.R.S.S. A 250 kilomètres du barrage se trouvent les grandes mines de charbon et de fer du Tung-pientao, autour de Tunghwa. De fait, toute la région Sud-Est de la Mandchourie a une importance vitale pour la République Populaire de Chine. C'est le Japon qui l'a installée, et après 1945, l'U.R.S.S. y préleva un matériel considérable. Le gouvernement populaire s'est efforcé de remettre en route cette région industrielle vitale. Mais à l'heure actuelle la centrale de Hsiaofoumen, la plus puissante après celle du Suilho, sur le haut Sungari, ne suffit pas aux besoins. Le rapport récent d'un ingénieur soviétique déclare que la centrale de Hsiaofoumen « ne suffit pas de loin aux besoins de la Mandchourie et que les ressources de l'usine du Yalu sont nécessaires ». Ce rapport ajoute d'ailleurs : « La République Populaire de Corée nous a fourni à très bas prix l'énergie dont nous avons besoin, nous aidant ainsi considérablement dans notre reconstruction. » On sait que la centrale du Yalu ne produisait cependant que 55 à 60 % de sa capacité, en 1948.

Ces considérations expliquent suffisamment l'intérêt que la Chine porte à la Corée du Nord, et son action militaire actuelle. Mais il ne faut pas perdre de vue que cette situation fait elle-même partie d'un conflit général qui embrasse des intérêts bien plus vastes, puisqu'elle est solidaire de ce qui se passe en même temps au Tibet, en Birmanie, en Malaisie et au Tonkin.

MACARTHUR PERD UNE BATAILLE DÉCISIVE

Les opérations entre le 24 et le 27 novembre se sont d'abord déroulées comme celles du début du même mois : poussée américaine en éventail en Corée du Nord, l'accent étant porté sur le front Ouest, en direction du cours inférieur du Yalu, tandis qu'au centre les unités atteignaient le grand réservoir de Chosin, et qu'au Nord-Est les unités sudistes remontaient la côte jusqu'au-delà de Chongjin. Une première fois, du 5 au 10 novembre, la contre-attaque sino-coréenne avait repoussé les troupes américaines sur le Chongchon et les colonnes progressant au centre avaient été stoppées. Nous disions que le commandement américain avait replié l'éventail sur sa main, dont Tokchon aurait été le pivot.

Le 24, MacArthur reprend l'offensive dans les mêmes directions. Il estime n'avoir eu affaire qu'à une contre-attaque ; mais les concentrations de troupe sino-coréennes, tant en Mandchourie qu'en Corée, constituent à ses yeux une grave menace. Il prend donc l'initiative : les forces sino-coréennes devront reculer ou s'engager à fond. De fait, après 48 heures, la réponse est claire : cette fois la contre-attaque sino-coréenne se développe en contre-offensive. Dès le 26, les forces américaines sont en retraite.

Le 28, le front central (théoriquement *la main* de l'éventail) qui aurait dû être le plus solide, est enfoncé. A la jonction de la 8^e armée (général Walker) et du 10^e corps (général Almond), il est mal tenu par les Sud-Coréens, fanfarons et avides. Les 29-30, toute la 8^e armée et le corps britannique doivent revenir sur le Chongchon, le repasser et refluer au sud en direction de Pyong-Yang pour éviter d'être encerclés par les forces sino-coréennes perçant sur leur droite. Celles-ci, d'ailleurs, semblent avoir fait

porter leur effort principal en direction sud-est, vers Wonsan, coupant ainsi toute retraite aux forces engagées au nord-est et qui n'auraient plus de voie de repli que par mer. Entre Songchon et Wonsan, la voie est pratiquement ouverte vers le sud et les deux armées américaines principales sont totalement séparées ; ce résultat est le premier gain stratégique de la bataille.

Le 5-6 décembre, la première phase de la contre-offensive sino-coréenne se termine donc victorieusement. Nous ne savons évidemment pas comment se déroulera la seconde, mais on peut faire un certain nombre de remarques utiles, étant donné les circonstances stratégiques générales (y compris la situation politique internationale).

L'objectif sino-coréen est clair. Il a été maintes fois affirmé, et « légitime » ou non aux yeux de la majorité de l'O.N.U., il sera maintenu, à plus ou moins brève échéance : la libération de la Corée entière des troupes américaines et du contingent de l'O.N.U.

L'armature de l'armée nord-coréenne ayant été détruite par l'opération de MacArthur à partir du débarquement d'Inchon-Séoul, c'est l'appoint chinois qui est venu relayer la résistance, et présider à la réorganisation de la défense dans l'extrême-nord coréen. Etais-ce pour protéger les centrales hydro-électriques, pour couvrir la Mandchourie, ou pour aider l'état-major de Kim Ir Sen ? Seules les chancelleries occidentales pouvaient s'entêter à sérier ces mobiles et à chercher lequel est le « vrai ». En fait, ils sont liés ; chacun représente un point d'appui dans une intention globale très nette : *pas d'impérialismes occidentaux en Asie.*

Sans doute l'ampleur de la défaite nord-coréenne en fin septembre a-t-elle contraint la Chine à engager en Corée un effort plus massif qu'elle ne l'avait prévu. Mais il est remarquable que cet effort n'a été entrepris que lorsqu'il fut clair que les forces coréennes reconstituées au nord de l'axe Pyong-Yang - Wonsan ne parviendraient pas seules à tenir tête aux coups américains. MacArthur déclare le 1^{er} décembre : « Il est inexact d'attribuer la responsabilité de l'attaque des armées communistes chinoises au développement stratégique de la campagne coréenne (c'est-à-dire au franchissement du 38^e parallèle). La décision des chefs communistes chinois de déclencher une guerre contre l'O.N.U. ne pouvait être que lointaine, avoir été longuement préméditée et exécutée à la suite de la défaite des armées des satellites nord-coréens. Dès le début, l'appui des communistes chinois de l'autre côté de la frontière internationale,

donc d'une base privilégiée, était notoire et illimité. » Le 3 décembre, il répète : « Ce serait une grave erreur d'attribuer aux circonstances de la campagne l'action décisive de lancer la guerre qui a été entreprise par l'armée chinoise. »

Il est vrai que le gouvernement de Pékin, pendant la première partie de la guerre, n'a donné qu'un appui indirect aux armées nord-coréennes ; néanmoins les concentrations de troupes en Mandchourie étaient connues depuis longtemps. Pourquoi ni la Chine, ni l'U.R.S.S., n'ont-elles estimé bon de soutenir Kim Ir Sen lors de l'attaque de MacArthur en fin septembre ? Nous l'ignorons. Mais le fait est que les troupes chinoises ne sont entrées en action qu'à l'apparition des colonnes américaines au nord de Chongchon, lorsqu'il fut évident que celles-ci allaient aborder la Mandchourie dans des conditions dangereusement imprécisées.

Aujourd'hui, MacArthur soutient que ses plans stratégiques n'ont joué aucun rôle dans la décision chinoise ; néanmoins, ils ont joué un rôle au moins quant au *moment* de cette intervention, ce qui est capital. Et ce moment n'a pas dépendu seulement du degré de concentration des forces coréennes, mais aussi et surtout de la tactique de MacArthur. Les progrès du 10^e corps américain et des Sudistes vers le Nord-Est (progression dénuée de toute portée stratégique dans la période donnée), la faible tenue du front central à Tokchon, puis l'offensive de la 8^e armée sur le front Ouest, stoppée au bout de quelques jours, ont préparé une situation où les forces sino-coréennes étaient placées dans la meilleure position grâce aux formations nouvelles mises en place.

Le commandement américain prétend maintenant qu'il est submergé par un « flot » de communistes chinois. Cette imputation est manifestement fausse, même si l'on s'en tient aux chiffres publiés. Le 4 décembre, MacArthur estime à 268.000 les forces chinoises engagées en Corée, dont 194.000 sur le front Ouest ; 150.000, dit le général Walker (*Times* du 4 décembre). On ne précise pas à combien sont estimées les forces nord-coréennes, ou si elles sont amalgamées (comme c'est probable) aux forces chinoises. MacArthur déclare que ces forces ne sont qu'un premier échelon ; le second serait de 400.000 hommes, immédiatement disponibles, encore stationnés en grande partie en Mandchourie. En tout cas la chose certaine, c'est que la contre-offensive sino-coréenne a été lancée avec des forces à peine supérieures aux forces américano-O.N.U.-sudistes sur les fronts Ouest et Centre, secteurs décisifs.

Au point de vue de l'armement les Américains disposaient de la supériorité aérienne (atténuée par l'état atmosphérique) et navale (tout de même utile pour la surveillance côtière). A terre, l'armement s'équivalait. MacArthur déclare : les forces chinoises « sont complètement équipées en armes modernes et efficaces. Homme pour homme, notre puissance de feu est peut-être un peu supérieure, mais ceci est compensé par leur organisation plus légère et moins compliquée qui augmente relativement le nombre des hommes à l'échelon de combat. »

L'armement sino-coréen est certainement mieux adapté au terrain et au climat. En fait, il comprend des armes américaines conquises sur Chang Kaï-chek, des armes soviétiques (dont quelques tanks superlourds Staline II, a-t-on dit), et des armes spécifiquement chinoises, dont la cavalerie montée, et même des chameaux. Le vêtement d'hiver chinois est encombrant, mais protecteur.

Il est donc évident que les troupes du général Walker n'ont pas été « submergées » par le nombre. *Elles ont été battues tactiquement et stratégiquement*, telle est la vérité. MacArthur peut soutenir que les bombardements stratégiques au-delà du Yalu auraient empêché les concentrations chinoises. Mais ces bombardements n'avaient pas empêché l'offensive nord-coréenne jusqu'à Taikou, et d'une façon générale ceux-ci n'ont qu'une portée à longue échéance.

Aux erreurs tactiques et stratégiques (déploiement en éventail à partir d'un centre faible) s'ajoutent deux facteurs dont l'effet a certainement été important : l'un est le *moral très bas des soldats américains*, à qui l'on avait parlé de la « fin de la guerre », et l'autre est l'*action des guérillas* sur les arrières, qui immobilisaient 50 à 80.000 hommes. Les G.I's et le commandement avancé, se heurtant à une résistance inattendue, ont rapidement reflué, et pour éviter une déroute totale, le commandement a dû organiser sans tarder une retraite qui, pour la 8^e armée, semble s'opérer en assez bon ordre jusqu'à présent. Le correspondant militaire du *Times* écrit le 4 décembre : « La situation générale dépend dans une large mesure de l'état des troupes, sur lequel les informations sont naturellement très limitées. On sait qu'une division américaine a subi de très lourdes pertes. Si la majorité n'est pas épuisée et a été raisonnablement réorganisée, la 8^e armée possède encore une grande force de choc, sans compter l'appui aérien et un armement supérieur à celui des Chinois. Les chars et blindés n'ont pas

été sérieusement engagés. » La 29^e brigade, dit le même correspondant, « n'a pas été jusqu'à la nuit dernière, lourdement engagée ». C'est le 10^e corps du général Almond, au Nord-Est, qui se trouve dans la situation la plus critique.

Notons que dans la nouvelle période, alors que le gouvernement nord-coréen se réinstalle à Pyong-Yang, une réorganisation des unités nord-coréennes, indépendamment des contingents chinois, deviendra nécessaire. Nul doute que l'orientation de la guerre dépendra dans une large mesure des accords qui seront réalisés entre Pyong-Yang et Pékin à cette occasion.

LA DÉFAITE AMÉRICAINE ET SES CONSÉQUENCES

Le repli de la 8^e armée américaine à la hauteur du 38^e parallèle est-elle le prélude à une évacuation totale de la Corée, ou à une nouvelle bataille frontale, suivie (éventuellement) du repli sur des « poches » à Inchon-Séoul et à Pusan ? C'est ce qu'on ne peut encore préciser. Il est vraisemblable que les deux éventualités soient envisagées. W. Lippman, pour sa part, écrit dans le *Herald Tribune* du 12 décembre : « Notre but devrait être d'opérer une retraite ordonnée au Japon » afin de sauver une armée intacte. MacArthur a préparé ses officiers à cette solution, semble-t-il.

Cependant, il n'est pas certain que le commandement sino-coréen, qui conserve la pleine initiative des opérations, veuille se contenter d'expulser les Américains de Corée ; il peut aussi chercher la destruction du gros des troupes ennemies. Dans ce cas, seule une nouvelle manœuvre d'envergure lui permettrait d'atteindre ce double but, s'il en a les moyens. Lors de la bataille du Chongchon, il a visé à cette destruction, et l'a partiellement obtenue, à l'est et au centre. Une nouvelle bataille peut à nouveau lui offrir la cible cherchée, mais dans ce cas l'intervention des troupes chinoises au sud du 38^e parallèle serait nécessaire.

Nous ne sommes pas renseignés directement sur les forces sino-coréennes. Les communiqués de Pékin parlent toujours de l'armée populaire (de la République de Corée) et des volontaires chinois, sans identifier leurs unités. L'état-major de Tokio estime actuellement ces forces à 300.000 hommes environ, soit les parties principales de 11 armées chinoises (chaque armée compte environ 3 divisions), de 25 à 30.000 hommes chacune. Le 12 décembre il

précisa le chiffre de 27 divisions de cavalerie mongole. Les Nord-Coréens reconstitués, soit en formations de front, soit en unités de guérillas, auraient 10.000 hommes en état de combattre. Au total, quelque 400.000 hommes, sans compter les réserves alertées en Mandchourie, et des groupes de partisans plus ou moins dispersés.

Les forces totales patronnées par l'O.N.U. s'élèvent à quelque 450.000 hommes (terre, mer et air), dont 80 à 90.000 pour les forces navales, 40.000 pour les forces aériennes, et 40.000 pour les unités de transports et de ravitaillement. Les troupes de terre comptent ainsi environ 275.000 hommes, dont 100.000 de Sud-Coréens. L'avantage numérique des troupes de terre appartient donc aux forces sino-coréennes.

Mais les troupes de l'O.N.U. sont elles-mêmes scindées en trois groupes. Le premier, actuellement au nord de Séoul, est celui de la 8^e armée, composée des 1^{er} et 9^e corps américains et du 2^e corps sud-coréen. Les deux corps américains sont constitués par 4 divisions : la 1^{re} division de cavalerie, les 2^e, 24^e et 25^e divisions, plus le 187^e régiment de parachutistes et des unités d'artillerie et de chars. Il faut y ajouter les deux brigades anglaises (6.000 hommes), la brigade turque (3 à 4.000 hommes), un bataillon hollandais et quelques groupes belges, philippins, grecs et thaïlandais.

Le second groupe, plus ou moins articulé sur le premier, comprend le 3^e corps, et les 1^{re}, 6^e, 7^e et 8^e divisions sud-coréennes, surtout engagées jusqu'à présent contre les guérillas ou sur le front central.

Le troisième groupe comprend le 10^e corps américain actuellement encerclé dans la poche de Hamhung-Hungnam, au nord-est, composé de trois divisions américaines (7^e, 3^e et 1^{er} Marines), deux divisions sudistes et un commando britannique.

Tels sont les chiffres des unités sur le papier. Pratiquement, des pertes sévères les ont affectées. Un communiqué de Pékin (9 décembre) estime à 8.000 environ les tués ou blessés américains, australiens et turcs, et un peu plus de 2.000 les prisonniers de même nationalité. Washington déclare le 11 décembre que la division de Marines a perdu 30 % de son effectif (5.000 hommes tués ou blessés, en tout cas hors de combat). Les pertes sud-coréennes sont mal précisées, les tués ou blessés (7 à 8.000 d'après Pékin) se mêlant aux disparus ou fuyards. Ces chiffres, imputés aux unités directement combattantes, constituent un handicap

sérieux, d'autant plus que nombreux sont les hommes « valides » qui sont en réalité malades, fatigués et démoralisés.

MacArthur soutient que les pertes sino-coréennes sont dix fois supérieures aux siennes. Mais il est difficile de croire que plus de 100 ou 150.000 hommes aient été mis hors de combat alors que la 8^e armée n'a presque pas combattu, puisqu'elle fut contrainte à la retraite par la menace sur son flanc droit, et que le 10^e corps a aussi retraité au cours d'un combat beaucoup plus difficile. Lui-même admet d'ailleurs que ces pertes peuvent être vite comblées par appel aux réserves mandchoues.

Dans ces conditions, la supériorité numérique présente en faveur des forces sino-coréennes, bien que réelle, n'est pas tellement marquée ; mais elle peut se renforcer par appel aux réserves, presque indéfiniment, estime MacArthur.

Toutefois, ce n'est pas là que réside la principale supériorité sino-coréenne : elle tient au fait que ces forces sont *réunies*, alors que celles de MacArthur sont dispersées. Aussi le souci principal de celui-ci est-il de sauver l'essentiel du 10^e corps pour le ramener par mer plus au sud, peut-être directement sur la base naguère fameuse de Pohang.

On peut toutefois se demander pourquoi au cours de la semaine écoulée l'armée sino-coréenne n'a pas tenté la poursuite des Américains en retraite. Les causes nous en paraissent nombreuses. D'abord les acheminements de matériel sont lents, par suite des destructions de routes, voies, ponts et des attaques aériennes diurnes. Ensuite, la mise en place en vue d'une nouvelle bataille est longue dans les unités chinoises. Troisièmement, des efforts particuliers ont été fournis contre le 10^e corps en retraite sur Hamhung. Quatrièmement, depuis la reprise de Pyong-Yang, les unités nord-coréennes reconstituées sont destinées à prendre une part grandissante aux combats et dans ces conditions la mesure de l'appoint chinois doit être appréciée avec prudence et précision.

Le délai ainsi accordé à la 8^e armée américaine lui a été précieux et elle a évité que la retraite ne se transforme en déroute. Mais le temps est un élément dont les troupes d'Asie, qui combattent dans un pays maintenant ravagé, ont des réserves encore plus grandes que d'hommes. D'ici peu le contact sera repris et une nouvelle bataille inévitable, à moins que MacArthur n'ait déjà décidé la retraite définitive jusqu'aux périmètres de rembarquement — moyennant quoi l'armée populaire coréenne et chinoise aurait

atteint son objectif fondamental, sans toutefois avoir obtenu la destruction complète du corps d'intervention.

On voit maintenant dans toute leur ampleur les conséquences militaires, et donc politiques, de la défaite américaine du Chongchon. Il est probable qu'on en discutera encore longtemps et dès à présent les critiques se sont essayés à l'expliquer, sinon à l'excuser. Dans *Le Monde*, M. Rougeron soutient que MacArthur n'a pas voulu voiler ses défaites « en suggérant que des ressources chinoises illimitées étaient à l'origine de ses mécomptes ». Or, MacArthur a au contraire prétendu avec insistance que ses troupes avaient été surclassées par le nombre, et que l'interdiction de frapper la Mandchourie l'avait seule exposé à cet afflux supérieur d'infanterie. M. Rougeron cherche alors une autre explication. Le fait est, dit-il, qu'il n'y avait ni chars, ni aviation, ni artillerie en tête de la contre-offensive sino-coréenne, et que le corps américano-coréen a été *« repoussé puis submergé par une simple infanterie avec ses mitraillettes, ses grenades et ses mortiers »*. Mais comment cela fut-il possible ? C'est que Sudistes et Américains furent « empêtrés » dans leur matériel lourd ! Mais comment ce matériel si précieux au sud du Chongchon, devint-il si embarrassant au nord du fleuve ? Ces excuses ne tiennent pas debout. L'explication véritable, M. Rougeron l'a donnée à la fin en notant que le commandement sino-coréen avait su faire porter convenablement son effort principal sur Tokchon, « dans un secteur étroit où sa concentration préalable assurait la supériorité numérique », ce qui ne l'empêche pas d'ajouter : « assurément le commandement sino-coréen a attaqué l'adversaire à un point faible, en écrasant une division sudiste sous des effectifs deux à trois fois supérieurs. Mais on trouve toujours un point faible dans toutes les armées ! » Justement, tout l'art est de trouver ce point faible, que MacArthur n'a pas pu ni su trouver.

Les critiques américains et anglais ont été plus francs que M. Rougeron : « Aucun général dans son bon sens, dit Alsop (*Herald Tribune* du 5), n'aurait lancé ces minces lignes d'hommes en laissant un vide au centre, contre un ennemi dont il n'était pas absolument sûr qu'il fût affaibli et en retraite. » H. Bigart écrit dans le même journal : « Envoyer une petite force le long de 1.000 kilomètres de frontière avec la Chine et l'U.R.S.S. était un simple non-sens. C'était une invitation au désastre. »

Comme nous l'avons écrit la semaine dernière, la vérité est

que MacArthur a été battu selon les principes les plus classiques de l'art ; mais il se trouve que cette bataille perdue était une bataille décisive. Si MacArthur l'avait gagnée, il n'en aurait sans doute pas transformé pour autant l'issue finale de la guerre de Corée ; mais le propre d'une bataille est d'être nécessaire pour manifester brusquement un rapport de forces modifié, compte tenu des nombreux facteurs qui dépassent le terrain du combat. Et lorsque la conjoncture est décisive — ici l'intervention chinoise — la bataille l'est aussi.

LA QUATRIÈME BATAILLE DU 38° PARALLÈLE

Il se peut que la quatrième bataille du 38° parallèle, qui a pris fin dans les premiers jours de mai, soit suivie d'une nouvelle offensive sino-coréenne. Cependant, elle comporte elle-même assez de leçons pour qu'on s'y arrête un peu. Les déclarations de MacArthur à Washington (qui présentent un très grand intérêt et sur lesquelles nous reviendrons) ne peuvent masquer *le fait que cette dernière bataille apporte la preuve par l'inverse que le corps américano-sudiste aurait pu éviter sa grave défaite dans le Nord si MacArthur avait suivi la tactique de Ridgway.*

Cette quatrième bataille du parallèle se solde en effet pour le moment par la constatation suivante, après deux semaines d'attaques : avec des moyens beaucoup plus puissants qu'en novembre le commandement sino-coréen n'a pu réaliser une percée du front ; son gain de terrain est d'une trentaine de kilomètres au point le plus avancé (devant Séoul et sur le Han) et la 8^e armée et le 10^e corps américain sont intacts. C'est ce premier bilan qui laisse douter d'une nouvelle offensive immédiate de l'armée sino-coréenne.

La manœuvre offensive répétait celle de novembre-décembre : percée sur le centre, face aux divisions sud-coréennes, en direction de Wonju. La 8^e armée aurait alors pu être tournée sur sa droite et contrainte à la retraite ou à l'encerclement. Le premier temps de la manœuvre réussit : les 5^e et 6^e divisions sud-coréennes furent anéanties (par les troupes chinoises) au centre du front, ainsi qu'un bataillon anglais et quelques petites unités américaines. Mais Ridgway et Van Fleet purent se retirer assez rapidement sur les deux flancs

de la percée, en rattraper la pointe tout en la contenant, et la « ramener » : l'ensemble du front fléchit, mais sans rupture, au cours de replis partiels que l'attaquant devait payer très cher. Après avoir déplacé le centre de gravité de son attaque vers sa droite (Séoul), puis vers sa gauche (Chunchon), le commandement nordiste dut se résoudre à stopper l'offensive et à ramener ses troupes hors de portée de l'artillerie lourde. Il est clair que « l'armée Ridgway » a modifié ses méthodes de combat : devant les coups de boutoir, elle pratique le *rolling with the punch*, le recul élastique qui fait perdre une grande partie de la force de choc à l'adversaire ; elle est plus mobile, moins liée aux routes, concentre plus d'artillerie, et utilise plus complètement l'aviation au combat.

H. Baldwin écrit (*New York Times*, 6 mai) ces lignes assez claires : « L'attaque de fin avril est la plus puissante qui ait été lancée contre les forces de l'O.N.U. en Corée et la première offensive totale depuis que les communistes nous ont frappés en fin novembre et début décembre derniers. La dernière fois, les succès ennemis, on s'en rend compte aujourd'hui, n'ont pas été dus seulement à leur supériorité numérique, mais aussi à nos dispositions fautives sur le terrain et à nos propres fautes : notre retraite sur la côte occidentale a été plus profonde et plus précipitée qu'il n'aurait été nécessaire. »

Et le même critique n'hésite pas, aujourd'hui, à révéler un des aspects de la défaite de novembre dont la censure a toujours interdit de parler : le défaitisme du soldat américain. « Une autre faiblesse potentielle, dit-il, qui pourrait bien grandir avec le temps, est le moral des troupes américaines. Excellent pour le moment, après être descendu très bas en décembre et janvier, on ne peut pas espérer qu'il reste au même niveau élevé si la guerre piétine indéfiniment, si le front est affecté — comme il se peut — par les dissensions en Amérique, et si le système de « relève », qui vient juste de débiter, ne se développe pas rapidement. »

On peut discuter de la raison pour laquelle l'aviation sino-coréenne (800 avions environ) n'a pas été engagée dans l'offensive. En tout cas, celle des Américains l'a été de plus en plus, et c'est aussi l'un des traits distinctifs de la dernière bataille.

Elle y a joué un rôle capital, et double : comme force de soutien direct au sol, et comme force d'interdiction du ravitaillement sino-coréen, rôle que le général Walker n'avait pas su ou pas pu lui faire jouer. La maîtrise de l'air s'est affirmée, et sous les deux

aspects, dans les deux phases de la bataille : d'abord à fin mars-début avril, lors de la poussée continue américaine vers Séoul et Chongchon, puis au nord du parallèle, et lors de la nouvelle retraite au sud du parallèle devant la progression sino-coréenne, à fin avril. Le commandement des Far East Air Forces s'est donc employé beaucoup plus activement dans la bataille qu'il ne l'avait fait en novembre 1950, à la fois par suite de raisons atmosphériques plus favorables, et par suite d'une décision qui montre que le commandement américain a tiré certaines leçons de la grande défaite du Chongchon en fin 1950 (bien que MacArthur la nie dans ses déclarations de Washington).

Il suffit pour s'en convaincre, de relever le bilan des F.E.A.F. pour le mois d'avril. D'après les informations fournies par son état-major (le 4 mai), environ 60 Mig-15 ont été détruits ou endommagés (dont 15 sûrement détruits). Les forces terrestres sino-coréennes ont été attaquées sans répit au cours de 18.700 sorties de combat effectives pour l'ensemble du mois (20.000 sorties avaient été effectuées en mars, record mensuel depuis le début de la guerre). Plus de 10.000 hommes de troupe auraient été tués ou blessés par les coups de cette aviation tactique, dans le cours du mois. Dans la zone du front ou de l'arrière immédiat, 325 canons et pièces de campagne auraient été détruits, ainsi que 18 tanks (39 autres ayant été endommagés).

L'attaque 24 heures sur 24 des lignes de communication aurait entraîné la destruction de 2.365 véhicules de ravitaillement (plus de 1.600 endommagés), 82 locomotives et près de 1.700 wagons auraient été détruits ou endommagés, ainsi que plus de 21.000 bâtiments utilisés par les troupes.

Le communiqué déclare : « Les objectifs au sol attaqués par l'aviation tactique de la 5^e Air Force pendant le mois reflètent les phases de la préparation et de l'offensive chinoises. Pendant le début du mois, les avions d'assaut et bombardiers légers ont concentré leur puissance de feu sur les lignes de ravitaillement par où l'ennemi amenait le matériel au front, et sur la destruction de ce ravitaillement là où il était placé en dépôt. Lorsque les communistes lancèrent leur attaque... les avions tournèrent leur principal effort contre le soutien de la ligne de front. Près de 2.000 soldats ennemis auraient été tués ou blessés le 23 avril, premier jour de l'offensive pleine. Les pertes infligées par air atteignirent 1.200 hommes le 24 avril, et 1.500 le 25.

« Au fur et à mesure que la pression sur les troupes de l'O.N.U. se relâcha, l'aviation tactique se concentra sur l'interdiction d'arrivée de ravitaillement et de renforcements sur la ligne de front. Le seul 30 avril, 546 véhicules de ravitaillement, 242 wagons et 22 locomotives auraient été détruits ou endommagés. »

Le coût de ces opérations aériennes est certainement élevé, mais il permet aux Américains de compenser leur infériorité numérique (là où elle existe, ce qui n'est pas toujours le cas). Le commandement sino-coréen a déclaré le 3 mai que 74 avions américains avaient été abattus en avril, « ce qui équivaut à tout un groupe de combat de l'Air Force ». Beaucoup de ces pertes sont dues à des accidents, mais le tir anti-aérien est souvent efficace contre des avions opérant en piqué ou à basse altitude, comme l'enregistrent souvent les communiqués américains.

OFFENSIVE OU STABILISATION ?

La semaine écoulée du 8 au 15 mai n'aura vu que peu de changements importants sur le front du 38^e parallèle. Cependant ces 8 jours n'ont pas été perdus. Apparemment « l'armée du peuple » (sino-coréenne) est restée sur la défensive. Son commandement déclarait le 10 « qu'il n'y avait pas eu de changement spécial sur le front depuis trois jours » et cette indication a été répétée les jours suivants. Les mêmes communiqués signalent d'autre part des « contre-attaques » ennemies. D'après le commandement américain, il ne s'agissait pas de contre-attaques, mais de patrouilles et de *task-forces* destinées à sonder les premières défenses adverses, à maintenir un contact toujours précieux pour le renseignement et à permettre le rajustement de certaines positions.

De fait, ces détachements ont permis à la 8^e armée et au 10^e corps d'opérer une légère progression en éventail autour de Séoul, et le long de la route latérale Séoul-Chongchon, prolongée jusqu'à la région d'Inje par le cours du Choyang (entre Inje et la côte la montagne s'élève jusqu'à 3.000 m). Cependant, arrivés à la hauteur de cette transversale, les détachements américains se sont heurtés à leur tour à des résistances et même à des contre-attaques locales, étirées parfois sur une cinquantaine de kilomètres, comme le long du Choyang, que les unités nord-coréennes ont franchi à nouveau en constituant sur la rive sud une tête de pont qui a résisté au feu de l'artillerie.

Le commandement américain semble déterminé à attendre et à supporter le choc d'une offensive en masse de l'armée nordiste, quitte à perdre initialement du terrain comme il l'a fait au mois d'avril. Une censure sévère s'exerce à nouveau sur les informations de Tokio, et, bien entendu, le commandement nordiste ne fait

pas état de ses préparatifs actuels, qui peuvent être aussi bien défensifs qu'offensifs. De sorte qu'on doit aujourd'hui se borner à des remarques fondées sur des indications partielles et assez vagues.

Les Américains ne paraissent pas plus capables aujourd'hui que dans le passé de préciser l'ampleur des effectifs sino-coréens arrivés depuis deux ou trois semaines en ordre de bataille ; les estimations varient de 200 à 300.000, soit du simple au double. On a indiqué des concentrations sur cinq axes : deux en direction Monsan-Séoul et Uijongbu-Séoul, une dans la vallée du Puknan en direction de Chunchon, une à l'ouest d'Inje, et la dernière le long de la côte orientale. Mais on ne connaît pas leur importance relative, ni celle des effectifs américains sudistes. Il ressort en tout cas de la disposition du front sensiblement rectiligne en ouest-est, que les rocade de dernière heure pour la recherche d'un point d'attaque joueront un grand rôle. Il se peut cependant que le commandement nordiste ne recherche pas la rupture, qui ne serait sans doute obtenue qu'au prix de lourdes pertes, mais veuille à son tour obliger le corps américain à user dans une bataille défensive plus de matériel et d'hommes que celui-ci ne le désirerait.

Les informations sur les armes déployées par les Nordistes font d'ailleurs plutôt ressortir un dispositif d'attente ou de défense qu'un dispositif d'attaque massive. On a signalé de nombreux champs de mines auxquels se sont heurtées les patrouilles américaines, ainsi qu'un nombre inusité de pièces anti-aériennes lourdes (une quarantaine autour de Chaowon, a-t-on dit).

Certes, les Américains ont beaucoup parlé depuis quelques semaines du développement de l'infrastructure aérienne en Corée du Nord. Plus de 70 aérodromes y seraient maintenant disponibles, dont 50 auraient été aménagés au cours des trois derniers mois. Certains d'entre eux sont pourvus de pistes de 2 à 3 kilomètres (utilisables par les avions à réaction), et des abris pour avions ainsi que des stocks de matériel de rechange y sont logés. La F.E. Air Force s'est employée à bombarder ces terrains d'atterrissage, notamment au cours d'une opération à Sinuiju avec 300 avions (le 9 mai), de façon à gêner l'emploi par les Nordistes d'avions basés en Corée. On a signalé l'apparition de chasseurs-bombardiers à réaction de nuit (il s'agirait d'appareils soviétiques nouveaux). Mais cette aviation potentielle peut avoir surtout des missions de protection.

Les missions de l'aviation américaine paraissent de plus en

plus variées, et les limites entre son emploi tactique ou stratégique s'effacent bien souvent. L'observation est combinée avec le bombardement : l'attaque à longue distance de constructions, ouvrages ou terrains peut être complétée au cours d'une même mission par un harcèlement de troupes ; l'attaque sur le front direct se prolonge par celle qui porte sur les communications : transports, signalisations, protections, attaques sont multipliés, sur simples demandes à l'échelon du régiment, voire du bataillon. La F.E.A.F. peut faire 1.000 sorties par jour sans s'essouffler (alors que l'aviation sino-coréenne aurait actuellement un « potentiel » de 4 à 500 sorties par jour). Il est certain que cette activité multiple est facilitée par la disposition d'une infrastructure très développée à proximité des lieux de combat, et qu'elle répond au souci de ménager les troupes de terre (en leur assurant aussi une couverture physique et morale de premier ordre). Ce que deviendrait cette supériorité en cas d'engagement d'une importante aviation nordiste, c'est ce qu'on peut seulement conjecturer.

L'évolution purement militaire de la situation permet de se demander quels peuvent être les buts stratégiques actuels de la guerre (en dehors de l'*attente*, qui, dans certaines conditions devient elle-même une conception stratégique tout à fait justifiée, comme ce fut le cas de la « drôle de guerre » en 1939-1940 pour l'O.K.W. allemand). Le commandement nord-coréen et le gouvernement chinois ont affirmé à maintes reprises que leur seul but est de libérer la Corée des Américains : toute leur stratégie découle de ce but et des moyens dont ils disposent depuis les guérillas jusqu'à l'aviation. Les Américains, de leur côté, prétendent vouloir libérer la Corée « du communisme ». Mais c'est là un objectif militaire insaisissable. Si les opérations restent limitées, comme c'est jusqu'à présent le cas, au sol, aux rivages et à l'espace aérien de la Corée, les Américains, incapables de briser définitivement leur adversaire, ou de négocier un compromis avec lui, n'auraient d'autres ressources que de « durer » comme les Français dans une partie de l'Indochine.

Pour cela il faudrait, comme l'a décrit M. Lippman ces jours derniers, que l'on proclamât la « partition *de facto* de la Corée » (comme c'est le cas en Allemagne, en Palestine, au Kashmir). Les opérations militaires tourneraient alors à la défense d'une « frontière », et il ne faudrait pas s'attendre à des manœuvres d'envergure (comme celles que MacArthur avait tentées et réussies avant de subir des revers tout aussi significatifs).

Cette issue peut découler des résultats « nuls » d'une cinquième ou d'une sixième bataille du 38^e parallèle, et c'est un peu ce que paraît envisager le général Marshall dans le passage suivant de sa déposition au Sénat (10 mai) :

« Il ne faut pas perdre de vue que nous sommes partis de zéro dans cette affaire coréenne : d'abord nous n'y avions que peu d'avions et quelques navires, et juste un bataillon d'infanterie renforcé. C'est en partant de là que nous avons construit la force actuelle... Mais il y a aussi la période de la campagne désespérée pour maintenir cette force. Celle-ci a détruit une armée, celle des Nord-Coréens, et une nouvelle force nord-coréenne reconstituée est revenue à la bataille. Puis notre force a entrepris une campagne, comme le général MacArthur l'a clairement dit, contre les troupes envoyées par un autre pays, ce qui présente une situation toute nouvelle. Mais, même ainsi, nous venons d'arriver, au cours de ce mois, au point où ce corps est revivifié parce que chaque homme va avoir la possibilité de rentrer chez lui ; le soldat ne combattra plus sans espoir d'une relève, sauf par suite d'une blessure. Nous avons deux divisions de plus au Japon... et nous avons la base d'un afflux continu de remplacements et de troupes grâce à la « rotation » ; ces facteurs ont grandement modifié la situation du corps allié. *Alors, attendons de voir ce qui va se passer.* »

Autrement dit, le but de guerre américain ne peut être aujourd'hui, malgré le renforcement incontestable de l'armée, dont fait état le général Marshall, qu'un *statu quo*, au moins provisoire, c'est-à-dire une attente. C'est une phase à laquelle MacArthur ne voulait pas se résoudre, en dépit, ou à cause de sa défaite de fin 1950, et c'est pourquoi il préconisait l'extension des opérations au-delà de l'espace coréen : militairement, cette extension ne signifiait pas, à ses yeux, une « généralisation » de la guerre en Asie, mais l'utilisation de diversions indispensables, le recours à une manœuvre d'envergure toujours plus vaste, pour contraindre la Chine à renoncer à la lutte, tout comme les Alliés durent combattre les Allemands devant Alexandrie pour les battre derrière le Rhin. La perte de la bataille du Chongchon a cependant signifié la perte de la confiance que l'état-major des Etats-Unis avait mise dans la stratégie de MacArthur.

Nous avons signalé, la semaine dernière, quelles préoccupations le moral des troupes américaines causait au Pentagone. Les chefs américains soutiennent que le moral est aussi en baisse du côté

sino-coréen, et citent comme preuve des désertions chinoises plus fréquentes sur le front depuis quinze jours, ainsi que l'extension des hôpitaux remplis de blessés dans toute la Chine.

Cependant, il faut noter que sur quelque 150.000 prisonniers, officiellement recensés par les Américains, seuls 3 ou 4.000 seraient Chinois : étant donné les forces engagées par la Chine, cela signifierait plutôt une grande capacité de résistance et de combat du soldat chinois, qui a d'ailleurs été notée par tous les combattants.

Par contre, le général Marshall a nettement fait allusion au défaitisme croissant dans l'armée américaine au cours de l'hiver, lorsqu'il a répondu à un sénateur : « Dans les discussions qui avaient lieu à cette époque *le point en discussion était que la stabilisation du front dépendait de l'état moral de nos troupes au moment de la stabilisation.* » Devant ce mouvement croissant de désaffection, le commandement américain a dû se résoudre à organiser un système de relève, comme Marshall l'indique dans la déclaration citée plus haut. Les troupes renvoyées en Amérique, selon un échelonnement préétabli, seront remplacées au fur et à mesure par les éléments prélevés sur les nouvelles divisions stationnées au Japon. Au début du mois, le premier contingent de rapatriés valides a été accueilli à Seattle. Grâce à la relève, le commandement américain estime qu'il enrayera le défaitisme croissant, surtout si l'on s'oriente vers la « stabilisation ».

Il résulte de la situation présente que la région du 38^e parallèle constitue un domaine militairement important, de grande valeur stratégique. C'est dans cette région que les forces se sont plusieurs fois « balancées », non par hasard. C'est qu'il ne faut pas concevoir le 38^e parallèle comme une « ligne » idéale et droite, mais plutôt comme la région qui a pour centre la plaine de Séoul, et vers laquelle convergent toutes les grandes voies de communication — routes et chemins de fer — de la Corée. La possession du nœud de Séoul est capitale. Entre les mains des Nordistes, elle menace tout le Sud. Entre les mains des Sudistes, elle découvre Pyong-Yang et la Corée moyenne. Contrairement à l'opinion répandue, il est donc certain que le « 38^e » parallèle, ou du moins sa région voisine, constitue une position qui joue un rôle capital au cours de cette guerre. C'est sans doute pourquoi le commandement américain y tient tant, sans compter la fiction politique.

DEUX ÉVENTUALITÉS

La bataille engagée depuis huit à dix jours déroute une fois de plus les observateurs, et ce ne sont pas les commentaires officiels qui facilitent l'analyse des événements. Les communiqués du commandement nord-coréen ne font mention d'aucune offensive. Le 18 mai, celui-ci déclare que « sur tous les fronts les unités de l'Armée du Peuple, combattant en coopération étroite avec les Volontaires Chinois, ont refoulé avec succès les contre-attaques des interventionnistes anglo-américains, les repoussant vers le sud... » Le 19, même indication : les unités « ont repoussé avec succès des contre-attaques ennemies et refoulent les troupes des envahisseurs anglo-américains vers le sud... » Or, c'est le 18 et le 19 que la pointe chinoise a été poussée le plus loin sur le front centre-est, vers Pungnam et Soksa, et que l'offensive nordiste prenait le plus de consistance. Pourtant, d'après les communiqués, il ne s'agissait que d'une défense active.

Le commandement américain n'a pas pu, comme d'habitude, préciser le nombre ni le type des unités nordistes engagées. Des différents rapports, il ressort cependant que ce n'est pas par centaines de milliers, mais par dizaines de milliers que la « contre-offensive » nordiste a été menée jusqu'à présent. On avait cependant indiqué que près de 700.000 hommes avaient été placés en ordre de bataille. Deux divisions chinoises (c'est-à-dire 7 à 10.000 hommes au maximum) ont suffi à mettre en déroute un nombre égal de divisions sud-coréennes du sud-ouest d'Inje, mais par cette brèche ne s'est pas précipité le flot attendu, les forces qui ont percé jusqu'à Pungnam n'ayant guère dépassé, semble-t-il, 5 à 8.000 hommes. Des unités plus massives, appuyées d'artillerie et de chars,

auraient sans doute suffi dans ce cas à contraindre la 2^e division américaine, qui se trouvait sur le flanc gauche des Sud-Coréens, à un repli plus important. Mais il est douteux que le commandement nordiste ait envisagé sur ce point une percée stratégique, car son axe de pénétration débouchait sur une région montagneuse propice à la défense.

Sur le front du centre, la concentration du feu (terrestre et aérien) a freiné la poussée après quatre à cinq jours de combat, et sur le périmètre de Séoul, aucune offensive d'envergure n'a eu lieu, les attaques n'ayant jamais été menées par des unités supérieures à un régiment.

D'autre part, il faut noter qu'aucune artillerie lourde sino-coréenne n'a été engagée à proximité du front, ni aucun tank, ni aucune aviation. Dans ces conditions, il est évident que cette poussée ne peut être caractérisée comme une pleine offensive, bien que les moyens en existent. Jusqu'à nouvel ordre, ces moyens conservent entièrement une fonction défensive.

Après sept jours de combat, cette bataille se solde donc sur le terrain par une légère modification de l'axe du front. De direction générale ouest-est inclinant vers le nord, il s'est maintenant incliné vers le sud : il s'est déplacé comme le fléau d'une balance autour du pivot constitué par la boucle du Pukhan au sud de Kapyong. Aucune situation d'*enveloppement* (ni de rupture totale) n'a pu être réalisée ni d'un côté ni de l'autre, et c'est la raison pour laquelle, si n'interviennent pas les jours prochains dans la bataille des forces nordistes numériquement importantes appuyées par un armement semi-lourd, aucun développement stratégique important de la bataille n'est à prévoir (sauf faute caractérisée du commandement américain).

Comme dans l'immédiat la situation militaire commande les décisions politiques qui pourraient être prises d'un côté comme de l'autre, on doit se borner à mentionner l'importance que l'on paraît accorder à Washington à une sorte de *new-deal* en Corée sur la base d'une stabilisation *de facto* du front dans la région du 38^e parallèle.

Nous avons cité la semaine dernière une suggestion de W. Lippman. Cette semaine, S. Alsop (*New York Herald Tribune* du 21 mai) précise : « On pourrait annoncer que les objectifs de l'O.N.U. dans sa résistance à l'agression ont été atteints ; que l'on n'envisage aucune nouvelle avance ultérieure de l'O.N.U. ; que la ligne de stabilisation doit donc être considérée comme la frontière

de la Corée libre, et finalement que tout franchissement de cette ligne par les forces communistes serait considéré comme la démonstration d'une nouvelle agression : la réponse minimum à cette agression serait le programme total d'attaques de MacArthur sur le territoire chinois. »

D'après ce plan, les Etats-Unis reviendraient donc sur leur objectif de « réunification » de la Corée (ce qui expliquerait en partie les querelles dans l'Assemblée sud-coréenne et le gouvernement de Syngman Rhee) et mettraient fin unilatéralement à la guerre, de façon à replacer la Chine devant de nouvelles responsabilités. « L'agresseur » ayant été repoussé, la face de l'O.N.U. serait sauvée, et l'on pourrait « voir venir ». Si vraiment ce plan est à l'étude, on comprend mieux pourquoi la relève de MacArthur était nécessaire.

On le comprend encore mieux si l'on examine le problème des *pertes*, qui est maintenant l'un des plus brûlants. Du côté américain, les chiffres publiés font apparaître une croissance du rythme. Marshall a déclaré devant la Commission du Sénat que la moyenne *mensuelle* des pertes (c'est-à-dire aussi des blessés et disparus) avait été en Corée de 2 à 3.000 « pendant la période de nos plus grands succès ». Rappelons que, au cours de la première guerre mondiale, on a compté 50.150 hommes tués au combat, soit une moyenne mensuelle de 2.658. Le total des tués au cours de la seconde guerre mondiale a été de 201.367, soit une moyenne mensuelle de 4.576.

Officiellement, on a annoncé un total de 6.432 tués au 28 décembre (après la grande défaite du Chongchon), total qui s'éleva à 7.739 au 26 janvier, et à 8.511 au 9 mars. Au 20 mai, ce chiffre serait d'environ 11.000 tués, pour des pertes totales de 65.500 (dont 10.000 « manquants » environ, parmi lesquels il faut compter beaucoup de morts).

A cela il faut ajouter les pertes des autres contingents de l'O.N.U. qui étaient, au début mars, pour les principaux : Turquie, 1.200 (dont 300 tués), Grande-Bretagne, 900 (dont 150 tués), France, 700 (dont 100 tués), au total 4.000 environ. Mais ce sont les Sud-Coréens qui supportent les sacrifices les plus lourds, les pertes se montant officiellement à 172.000 à la mi-mars, dont 18.000 tués et 64.000 « manquants ». Bien entendu il ne s'agit que des pertes militaires, auxquelles il faut ajouter des dizaines et centaines de milliers de civils, tués au cours des flux et reflux, bombardés, noyés,

pérés de faim, de froid, d'épuisement ou de maladies, sans qu'il soit possible de distinguer « de quel côté » ils sont morts. Sans compter les personnes fusillées et massacrées à l'arme blanche ou autrement.

En résumé, on peut dire que les pertes totales du côté américano-sudiste s'élevaient vers la mi-mai à près de 250.000 hommes. Lourd, très lourd tribut, qui explique en partie la nécessité de la « relève » à laquelle le commandement américain commence à procéder.

Il faut d'ailleurs rapprocher ces chiffres de deux autres pour avoir une idée plus exacte de l'étendue des pertes humaines dans cette campagne meurtrière. L'un est celui de 250.000 hommes environ, qui serait celui des troupes américaines des trois armes actuellement engagées sur le théâtre des opérations. L'autre est la proportion de 4 à 6 hommes pour 1 combattant, qui serait celle des unités américaines.

Si l'on ajoute à ces 250.000 hommes les pertes de 65.500 (Etats-Unis) plus 4.000 (O.N.U.), on obtient un total de près de 320.000 hommes *successivement engagés*. En admettant une moyenne de 1 combattant pour 5 hommes, cela donnerait 64.000 combattants effectifs ; c'est-à-dire que *les pertes américaines viennent de dépasser le nombre des combattants effectifs engagés depuis le début de la campagne* (et nous ne tenons pas compte du fait que de nombreuses unités de liaison, de renseignement, de ravitaillement, durent aussi se défendre les armes à la main). Le corps de combat américain a donc été entièrement renouvelé. Encore une fois, on voit que la « rotation » a des causes logistiques immédiates, sans compter les exigences du moral des troupes.

Tout l'art de l'armée américaine est d'avoir su compenser ces pertes par un déploiement énorme de matériel de combat, ce qui lui a permis à son tour d'infliger des pertes proportionnellement plus lourdes à l'Armée du Peuple (unités chinoises et nord-coréennes).

On ne possède aucune estimation officielle du commandement sino-coréen. L'état-major de Tokio procède périodiquement à des estimations assez incertaines, surtout si on les compare aux chiffres très aléatoires qui sont fournis sur les troupes nordistes engagées ou en réserve immédiate. Le dernier communiqué donnait les chiffres suivants (au 7 mai, donc avant le déclenchement de la dernière offensive ; nous arrondissons les chiffres) : pertes totales, 900.000, dont 630.000 sur le champ de bataille, et 125.000 en dehors (bombardements et autres), plus 148.000 prisonniers. Les pertes nord-

coréennes seraient de 540.000 et les pertes chinoises de 360.000 (on ne compte que 3 prisonniers chinois). Même si l'on abaisse ce total de 30 à 40 %, il est vraisemblable que les partis nordistes vont du double au triple des pertes sudistes. Proportion qui s'explique dans une large mesure par l'infériorité de l'armement lourd, la proportion beaucoup plus grande de combattants par rapport aux non combattants, et le courage exceptionnel dont ils font preuve.

A l'heure actuelle, les pertes totales du fait de guerre, des deux côtés, doit dépasser le million, sans compter les pertes civiles qu'il est impossible de dénombrer : *tel est le coût humain d'une guerre dont le résultat stratégique net, au 22 mai, est d'avoir ramené les belligérants strictement sur leurs bases de départ.* D'où cette conclusion stratégique que les opérations approchent de plus en plus du moment où la guerre doit se « stabiliser », ou s'élargir à de nouveaux théâtres d'opérations, solutions devenues toutes deux possibles par la constitution progressive, en dépit des pertes, de deux armées de structures très différentes, mais puissantes et aguerries, et dont il faut bien, en dépit de l'équilibre apparent du moment, que dans l'immédiat l'une ou l'autre soit considérée comme ayant perdu la première phase de la guerre.

31 mai 1951

DE LA BATAILLE A LA GUERRE D'USURE

La semaine écoulée du 23 au 30 mai a vu les troupes américaines et sudistes exploiter avec habileté l'arrêt de la demi-offensive qui avait porté les unités sino-coréennes sur le front centre-est jusqu'à la hauteur du fleuve Hongchon. En contre-attaquant d'abord sur le front ouest, en arc de cercle autour de Séoul, la 8^e armée américaine sondait la volonté éventuelle nordiste de tenir ce front grâce au renfort de l'aviation et d'une artillerie plus massive. Mais cette volonté ne s'est pas traduite dans les faits, et dès lors, obligés de décrocher peu à peu, les Sino-Coréens découvraient le flanc droit de leur progression sur le front central (les pointes en région montagneuse dans la direction Pungnam-Soksa n'ayant jamais eu de portée stratégique). Ils furent ainsi contraints à se replier sur ce front aussi, le 10^e corps s'étant lancé à la contre-attaque après la 8^e armée.

La progression américaine ayant eu lieu par colonnes séparées, certaines unités chinoises, combattant en retraite, en difficulté avec le transport de leurs dépôts et de leur matériel, ont été coupées de leurs bases. Encerclées, quelques-unes d'entre elles se sont vite désagrégées. Dès le 27 et le 28, les colonnes américaines avaient atteint le 38^e parallèle à tous les points vitaux et le dépassaient les jours suivants, coupant les principales voies d'accès. Inje à l'est et Kaesong à l'ouest étant réoccupés et même dépassés, le môle triangulaire Kumhwa-Hwachon-Chorwon est menacé sur ses deux flancs ; or, c'est dans ce môle que se trouve la concentration principale du matériel, des hommes et des armes dont disposent les Sino-Coréens dans la « zone de front ».

Les dernières informations (du 30) indiquent que le commandement américain paraît disposé à exploiter à fond ses avantages, en cherchant à détruire les principales bases de concentration

chinoises. Mais est-il déterminé à ne pas les exploiter au-delà de ce que prescrirait maintenant la stratégie « de stabilisation » dans la région Nord du 38^e parallèle ? Et le commandement sino-coréen tablera-t-il sur cette éventualité, ou bien procédera-t-il à des opérations de contre-offensives d'une certaine envergure (en admettant que les échelons convenables soient dès à présent à pied d'œuvre) ? C'est ce qu'il est impossible de préciser pour le moment, surtout dans l'ignorance où nous sommes de l'ordre de bataille sino-coréen, c'est-à-dire du dispositif des unités prêtes au combat, sans parler des « centaines de milliers » d'hommes disponibles en Mandchourie ou en Chine propre. Mais il ne faut pas perdre de vue que le général Ridgway, s'il considère l'occasion comme propice, est bien capable d'opérer à son tour un enveloppement stratégique d'importance par un débarquement dans la région de Wonsan ou sur la côte Ouest ; dans ce cas, la bataille inévitable prendrait un tout autre développement, et nous ne serions pas près de la pause.

Le 19 avril, Bradley avait déclaré (alors que MacArthur commandait encore en Extrême-Orient) : « *Dans toute la mesure du possible, l'affaire de Corée devrait être liquidée sur le champ de bataille actuel* » (c'est-à-dire approximativement sur les positions atteintes au 30-31 mai). Deux jours plus tard, le 21 avril, partit l'offensive sino-coréenne « de printemps », qui rejeta les Américains au sud du 38^e parallèle ; après une pause de quinze jours, le second coup partit le 26 mai, et connut un succès initial dans la région d'Inje. Stoppées, puis repoussées, les forces de l'armée populaire se retrouvent sur « le champ de bataille actuel » dont parlait Bradley le 19 avril. Le danger, c'est que ce champ de bataille est celui dont la possession, au nord de Séoul et du 38^e parallèle, assure les meilleures bases à son possesseur, c'est-à-dire maintenant aux Américano-Sudistes. Militairement, négocier sur cette base un « armistice » quelconque, ce serait évidemment reconnaître un échec grave ; c'est pourquoi il est peu probable que le commandement nordiste entre, sur ces positions, dans la voie des pourparlers, et c'est aussi pourquoi il est possible qu'il veuille tenter une contre-poussée sans tarder (c'est-à-dire, s'il en a les moyens *immédiatement disponibles*), ce qui amènerait peut-être les Américains à tenter une vaste opération amphibie sur les arrières de tout le dispositif sino-coréen avancé.

Quel que soit le développement immédiat des opérations, il est certain qu'en l'absence d'un accord négocié les capacités offensives de la Corée du Nord et de la Chine (sans parler de l'U.R.S.S.)

restent puissantes. C'est ce que ne perdent pas de vue les états-majors américains. Ceux-ci ont d'ailleurs déjà procédé à une évaluation prudente de la dernière bataille. H. Baldwin (qui est souvent le porte-parole du Pentagone) écrivait dans le *New York Times* du 27 mai : « Malgré leurs handicaps (en armements, ravitaillement et mobilité) le genre d'attaques que les Chinois ont lancées ce printemps sont caractéristiques de leur stratégie. Elles sont surtout opportunistes ; comme un joueur de poker, les communistes n'engagent jamais leurs dernières réserves, à moins d'être sûrs de rassembler la mise. Ils tentent une percée ou un mouvement de débordement, en recherchant les points faibles et en affaiblissant la force ennemie, au prix de lourdes pertes pour eux-mêmes ; mais si une victoire rapide et complète ne leur paraît pas possible, ils reviennent vite sur la défensive et rompent le contact avant de recommencer. La campagne communiste contre les nationalistes de Mandchourie a été remplie de ce genre de batailles par coup et retrait. En Corée, ils ont rencontré pour la première fois la puissance de feu, la mobilité et la supériorité aérienne d'une armée occidentale. Mais leur stratégie d'occasions et d'usure est, dans l'ensemble, restée la même. » Il n'est d'ailleurs pas exact que ce soit le premier contact des soldats chinois avec les formes « occidentales » de la guerre, car l'armée populaire chinoise avait déjà rencontré et battu en maintes occasions des forces japonaises, mais il est vrai que, dans l'ensemble, elle est restée fidèle à cette tactique « asienne », dont nous avons déjà parlé, et qui s'inspire largement des principes de la guérilla, et dont l'un des premiers est de ne jamais — si possible — offrir de cible fixe à l'ennemi.

Le Pentagone sait aussi quelles pertes sérieuses la dernière bataille a coûté aux forces de l'O.N.U. Pour en apprécier l'ordre de grandeur, nous citerons le communiqué officiel nord-coréen du 27 (1), qui déclare que l'armée populaire « a infligé de lourdes pertes à onze régiments américains, à une brigade anglaise et une turque, et à six divisions de Syngman Rhee », et ajoute : « L'ennemi a subi les pertes suivantes en tués ou blessés : Américains, 12.296 ; Anglais, 5.599 ; Français, 522 ; Turcs, 900 ; Philippins,

(1) Ces communiqués sont radiodiffusés à Pékin et à Moscou. Bien entendu, nous ne pouvons garantir l'exactitude des chiffres fournis. Leur précision paraît exagérée, tout comme celle que présentent parfois les chiffres donnés par les Américains.

582; Armée de Syngman Rhee, 26.349. Total : 46.878. *Prisonniers* : 1.477 Américains (dont le commandant du 23^e R.I. de la 2^e division); 1.286 Anglais (dont les commandants d'un R.I. et d'un bataillon); 12.915 Sudistes, Français, Turcs, Philippins et du Kuo-mintang (?), y compris les commandants des 3^e et 8^e régiments sudistes. Total : 15.648 hommes. »

Le matériel *capturé* se dénombrait ainsi : 775 canons, 30.989 fusils, 106 pièces anti-aériennes, 347 mitrailleuses lourdes, 692 mitrailleuses légères, 12.133 mitraillettes, 1.236 véhicules, 29 autos blindées, 60 tanks, 486 installations téléphoniques. Matériel *détruit* : 241 véhicules, 13 autos blindées, 134 tanks, plus de 10 avions abattus et plus de 50 endommagés.

Ces pertes en matériel corroborent les pertes en hommes. Par certains côtés, elles sont plus graves que celles-ci, car la proportion des « récupérations » est plus faible pour les machines que pour les hommes « endommagés ». Bradley a déclaré à la commission du Sénat, la semaine dernière, que les pertes totales (sur le terrain ou en dehors) étaient de 141.995, dont 11.000 morts (nous savons qu'il faut y ajouter 10 à 12.000 « disparus » définitifs). Le général Collins a ajouté que 90 % des hommes « perdus » en dehors du combat avaient pu reprendre leur service (en Extrême-Orient), et que pour les hommes blessés ou manquants au cours de la bataille, 70 % avaient été récupérés (dont 12,9 % aux Etats-Unis).

Encore une fois, bien que ces chiffres soient sans nul doute inférieurs à ceux qui ressortent des pertes nordistes, ils prouvent que c'est sous la pression d'une nécessité immédiate que s'est organisée la « rotation » des troupes américaines en Corée (20.000 hommes par mois, a déclaré Collins), rotation évidemment accompagnée d'un flux de matériel croissant, qui immobilise un tonnage important. Les chefs militaires américains ont d'ailleurs entrepris des études sur les conditions dans lesquelles les fantassins américains combattent et « perdent » leur matériel, ces pertes paraissant proportionnellement trop élevées. Un rapport indique que trois fantassins sur quatre ne se servent jamais de leurs armes individuelles, même lorsque l'ennemi est à leur portée. On cite comme cause la peur, le manque de confiance dans l'arme ou la façon de s'en servir, le « manque de motivation ou de volonté de combattre et de tuer un ennemi spécifique », etc. En général, l'infanterie est trop prompte à demander l'appui de l'artillerie ou de l'aviation, et il s'ensuit une consommation disproportionnée de matériel.

Bien que la dernière bataille se soit encore déroulée dans le cadre « local » de la Corée, il est évident que la tension militaire de plus en plus grande tend toujours à déborder ce cadre. L'aspect le plus dangereux de cette « localisation » de la guerre, c'est l'aguerissement qui en résulte des deux côtés, la mise à l'épreuve de nouvelles armes, d'un matériel de mieux en mieux adapté, d'un système de renouvellement continu en combattants et, enfin, l'accoutumance qui en résulte dans l'opinion de tous les pays que la généralisation de la guerre devient inévitable.

La « localisation » peut, dans certains cas, signifier l'extinction progressive des opérations, et l'on a cité comme exemple la crise de Berlin et la guérilla grecque. Mais les circonstances berlinoise et grecque diffèrent autant entre elles, qu'elles-mêmes de celles de la Corée. A Berlin, pas un coup de feu ne fut tiré ; la question était de savoir dans quelle mesure les Occidentaux parviendraient à maintenir le ravitaillement de Berlin-Ouest par le pont aérien. Ils se tirèrent de cette épreuve par une prouesse technique qui fait date. En Grèce, les guérilleros de Markos, ayant constitué un gouvernement autonome, furent peu à peu réduits par les troupes du gouvernement d'Athènes que la mission du général Van Fleet (qui commande actuellement en Corée) alimentait et guidait. Ni la Bulgarie, ni l'Albanie, ni la Yougoslavie n'étant intervenues directement, l'armée de libération dut, après plusieurs années de lutte, abandonner le terrain devant des forces supérieures.

En Corée, il n'en va pas de même, car les Nord-Coréens, brisés après d'importants succès initiaux, sont revenus au combat grâce à l'appui de forces chinoises très importantes. D'autre part, les Américains ne sont pas seulement en Corée les « conseillers » des Sud-Coréens ; ils ont pris les responsabilités directes de la guerre, et ce sont leurs hommes qui supportent tout le poids des batailles. A la lutte entre Coréens du Nord et du Sud s'est peu à peu substituée une lutte directe entre Américains et Chinois. Dans ces conditions, la « localisation » de la guerre est surtout géographique. C'est le théâtre des opérations qui est localisé, et non l'ensemble des moyens mis en œuvre. En ce sens, il est bien vrai que la guerre de Corée est un secteur de la « troisième guerre mondiale », tout comme celle du Vietnam, avec laquelle elle est en rapports directs. Inutile de dire que c'est ce caractère général qui tend progressivement à réduire la fonction révolutionnaire de la guerre, telle qu'elle était initialement conçue par le gouvernement de Pyong-

Yang. - C'est d'ailleurs ce côté de la question qui peut inviter Pékin et Pyong-Yang à peser de près le cours ultérieur des opérations, compte tenu du but final qui consiste à expulser les Etats capitalistes d'Asie, et de faire de cette expulsion le tremplin d'une transformation à peine ébauchée, et que la durée et l'élargissement de la guerre risquent de compromettre.

Du côté américain, c'est la crainte de voir les soldats qui combattent à des milliers de kilomètres de leur pays, privés de la tradition coloniale des Français ou des Anglais, perdre peu à peu toute confiance dans ce qu'ils font, qui pousse le commandement à essayer de limiter le théâtre des opérations, ou même à stabiliser celles-ci. « S'installer » dans la guerre, c'est une épreuve dangereuse pour le moral des troupes, mais c'est le seul moyen de limiter le théâtre de la guerre tout en se préparant aux éventualités de son extension.

Les dernières informations relatives à l'accord entre les autorités traditionnelles du Tibet oriental et Pékin montrent en tout cas que tous les secteurs d'engagement se tiennent. Au Tibet, la Chine vient de réussir à faire rentrer la province « autonome » dans son cadre, mais sans avoir eu besoin de tirer un coup de fusil, sauf au cours des petites opérations de Chamdo à la fin de 1950, dans une partie du Sikang, qui est d'ailleurs tibétaine par la race des habitants, mais depuis longtemps établie comme province administrative de la Chine.

Le traité signé le 27 mai annonce que le Tibet participera à la lutte contre l'influence impérialiste, invitera l'armée chinoise à s'installer dans le pays pour renforcer la défense, et incorporera ses troupes à l'armée de la Chine. Les relations extérieures seront gérées de Pékin ; la liberté religieuse sera respectée ainsi que les revenus prélevés par les lamaserie sur les paysans, mais on envisagera des « réformes ». Le « Pentchen-Lama » (qui ne dispose pas de l'autorité « civile ») sera admis à rentrer dans le pays. Ce traité a été signé du côté tibétain par Dzasak Khemeypa, ancien commandant en chef de « l'armée du Tibet », par K. Thupten Tenthar, secrétaire du dalaï-lama, et Sawang Ngabo, qui commandait les troupes tibétaines à Chamdo. Evidemment, ce traité représente un succès diplomatique important pour la Chine nouvelle. On a noté que le gouvernement de l'Inde le considérait comme satisfaisant : il venait du reste après les mesures du même type que le gouvernement Nehru venait de faire aboutir au Népal et au Boutan.

TONKIN ET CORÉE : PROJETS DE GUERRE PERPÉTUELLE

Décidément, les bruits de paix ne parviennent pas à étouffer les vacarmes de la guerre. Aussitôt les positions plus ou moins fixées au nord immédiat du 38^e parallèle, le commandement de l'O.N.U. prépare ses troupes non seulement à la guerre d'usure, mais à une sorte de « guerre perpétuelle » : le soldat occidental doit s'attendre, comme le soldat romain, à monter indéfiniment la garde aux confins de l'*impérium*. Chine et Corée du Nord (ainsi que l'U.R.S.S.) sont amenées à ouvrir aux peuples d'Asie la même perspective : guerroyer jusqu'à ce que les gens de l'O.N.U. aient abandonné l'Asie — perspective qui peut mettre en péril l'objet profond de la lutte, la transformation sociale du continent. Tel est l'un des chapitres les plus amers de l'histoire immédiate. La guerre est bien l'instrument de la politique, mais par l'usage prolongé et généralisé de cet instrument, la guerre tend à son tour à devenir le but de la politique, écueil majeur pour toute révolution sociale dont elle peut saper les bases : construire et reconstruire ne sont pas synonymes, hélas !

Le signe principal de cette « installation » dans la guerre, c'est la mise en train de la « relève » régulière, qui est maintenant en cours du côté américain, et qui vient d'être aussi organisée en Corée du Nord, en Mandchourie et en Chine, le passage de troupes du côté coréen du Yalu correspondant dans une certaine mesure à des relèves d'unités fatiguées ou réduites.

Van Fleet a déclaré le 3 juin que la phase de poursuite américaine venait de se terminer « puisque les principaux éléments subsistants de l'ennemi avaient retraits à des distances considérables

et hors de portée d'encercllement ». De fait, des progressions limitées au centre, du 1^{er} au 6 juin, ont amené les Américains au contact de positions défensives sino-coréennes très solidement tenues sur le front Chorwon-Hwachon-Yanggu. Ces positions défendent une région stratégique considérée comme essentielle par le commandement nordiste, parce qu'elle est la clé des deux axes principaux de la Corée moyenne : celui qui va sur la côte Ouest vers Pyong-Yang, la capitale, et celui qui aboutit sur la côte Est à Wonsan. Perdre le contrôle de cette région, ce serait découvrir toute la Corée moyenne, même si les Américains ne s'y aventuraient pas tout de suite. Ce serait en tout cas perdre la base solide d'une prochaine offensive.

Van Fleet peut donc affirmer qu'il a gagné une bataille (purement défensive d'ailleurs) et le bilan matériel est sérieux : 150.000 adversaires environ hors de combat, dont 10.000 prisonniers chinois (fait nouveau). Le butin se chiffrait par 11.000 fusils, 1.000 mitrailleuses, 310 mortiers, 120 pièces d'artillerie de différents calibres, 51 wagons pleins de ravitaillement alimentaire, 83 wagons ordinaires et 400 chevaux. Nous avons cité la semaine dernière le bilan des pertes américaines au cours de l'offensive nordiste, dans la première semaine de la bataille. L'état-major de Tokio a dû en reconnaître une partie, mais en la rejetant surtout sur ses alliés. On a annoncé que le bataillon anglais de Gloucestershire (600 hommes) avait été anéanti, ainsi que quatre divisions sud-coréennes sur dix, « ce qui rend probablement inutilisables les six autres ». Presque toutes les unités sud-coréennes ont dû être retirées du front.

Pendant que les diplomates discutent, une réorganisation des dispositifs est évidemment en cours. La censure a été resserrée en Corée du Sud (dans le Nord elle est absolue). Les correspondants et journaux ne pourront plus mentionner les bases de patrouilles, ni les lignes avancées, ni l'établissement de positions défensives ; il est interdit de citer des distances à partir de villes, de nommer les bourgades, de parler de « fronts » (seules les « régions » sont autorisées). Il faut croire que d'importants déplacements sont en vue. Ils doivent correspondre aux remaniements nécessités par des pertes sévères, et l'on peut en déduire que la position avancée de la 8^e armée et du 10^e corps est assez précaire, mais que les unités nordistes, elles-mêmes très éprouvées, ne sont pas en mesure de réagir offensivement. En somme, on n'a plus le droit de parler de « front » justement parce qu'une sorte de front est en train de se cristalliser — pour combien de temps ?

Du côté nordiste, il est de plus en plus évident que la poursuite des opérations est liée à des accords assez complexes, sur le plan militaire et politique, entre la Chine et l'U.R.S.S. Les unités nordistes combattent actuellement sous la forme « chinoise » plutôt que « russe ». L'offensive de juin 1950, qui mena les Nord-Coréens jusqu'à la Naktong, a été lancée de front avec des tanks et des avions. Celle de mai 1951, sur le 38^e parallèle, a été menée avec des mitrailleuses, des grenades et des mortiers, par vagues plutôt que par colonnes, et sans protection aérienne. Pourtant, l'ennemi (américain) est très puissant en 1951 alors qu'en juin 1950 il n'existait presque pas. Mais dans les deux cas la rupture et la victoire définitives n'ont pu être obtenues.

Il est donc possible que le commandement nordiste soit amené à réviser la tactique « chinoise », ou plutôt à la combiner avec la tactique « russe » (c'est-à-dire au fond européenne), mais à une échelle élargie, avec la participation d'une aviation plus moderne, et d'une allocation nouvelle de chars : cela nécessite la préparation de bases, d'infrastructures et de ravitaillement nouvelles, et l'instruction très poussée de cadres neufs. On a noté que les conseillers et instructeurs soviétiques avaient été retirés de Corée en octobre 1950, lorsque les volontaires chinois entrèrent massivement dans la lutte. Actuellement, se reconstituerait un commandement mixte. Ce sont ces derniers faits qui préoccupent Tokio au plus haut point, car ce changement pourrait fort bien s'opérer sans que le gouvernement de l'U.R.S.S. ait à modifier sa « non-intervention », telle qu'elle a été défendue par lui dans les assemblées de l'O.N.U.

Cependant, les Américains sont bien obligés de reconnaître que l'aide soviétique reste limitée. « De l'équipement russe, écrit H. Baldwin (*New York Times* du 3 juin), a été envoyé en Chine et en Mandchourie où les Mig-15 se sont fait apprécier, et en Corée où les tanks T-34 et les canons russes ont été utilisés... Mais l'équipement lourd et moderne que nous avons rencontré jusqu'ici était peu nombreux ; par rapport à leur nombre, les Chinois n'étaient pas aussi bien équipés que les Nord-Coréens au début. Ils ont combattu avec relativement peu d'artillerie et de blindés, et une défense aérienne très limitée et sporadique le long du Yalu. »

Les Américains disposent toujours pour le moment de la supériorité de l'armement en ligne, et ils admettent que la situation peut changer du tout au tout le jour où des forces combinées sino-coréennes disposeront d'une protection efficace en avions et en

blindés. Si l'U.R.S.S ne l'a pas fournie en quantité appréciable, c'est évidemment qu'elle refuse d'accomplir les actes d'où découlerait une extension de la guerre, bien qu'elle ne puisse accepter une paix locale qui laisserait de côté le gouvernement chinois. D'où l'on voit que la mainmise sur Formose reste l'obstacle essentiel à une négociation.

Au moment où la situation se stabilisait en Corée, l'Armée de la République du Vietnam prenait l'offensive au sud du Bac-Bô (Tonkin), à l'autre extrémité de cet arc immense dont la Chine Populaire tient fermement la poignée en mains. Les opérations, qui groupent à la fois des unités régulières de l'Armée Républicaine et des groupes de partisans, ont débuté le 28-29 mai par des attaques le long de la rivière Day, sur une trentaine de kilomètres. Ninh-Binh et Phuly, situés sur ce fleuve, constituaient le premier objectif. Nam-Dinh, gros centre cotonnier, où convergent les routes parties de ces deux bourgades, pourrait être le second, surtout si Vo Nguyen-Giap a engagé, comme on le dit, 30 à 40.000 hommes dans cette opération. Celle-ci a aussi pour but de ramener dans la zone républicaine la plus grande partie de la récolte de riz, très importante dans cette région, et dont on estime que de toute façon 25 à 30 % prennent déjà ce chemin. Des unités spéciales de ramasseurs et de bateliers ont été constituées et se sont glissées entre les unités au combat. Après cinq jours de lutte les troupes franco-baodaïstes ont réussi à tenir Phuly, Ninh-Binh et Phat-Diem (encerclés) et à barrer la route de Nam-Dinh. Mais ils ont absorbé dans cette défense la plupart des unités disponibles, et il ne leur a pas été possible de disputer sérieusement les rizières, que les Vietnamiens « catholiques » de la région ne semblent pas avoir protégé efficacement. L'un des buts de l'offensive républicaine a donc été pleinement atteint.

LA « TRÊVE » CORÉENNE ET SES PROBLÈMES

Les mouvements du corps américain sur le front du centre qui ont abouti le 11 juin à la prise de Chorwon et de Kuhmwa ont montré, soit que les forces sino-coréennes n'étaient plus en état pour le moment d'opposer une résistance frontale efficace dans un secteur qui constitue pourtant un centre stratégique très important, soit que les Américains payent plus cher qu'ils ne le disent pour la possession du « triangle de fer ». Car si les Sino-Coréens ont abandonné ces deux villes, ils ne l'ont fait qu'après avoir évacué la majeure partie de leur matériel et avoir livré une série d'actions de dégagement qui avaient repoussé, le 9 juin, les Américains qui se trouvaient déjà aux portes. La défense comprenait l'emploi de canons de 76 et de 122 (qui sont aujourd'hui de l'artillerie de campagne courante) et des armes antichars de 57. D'autre part, les pluies et le ciel couvert ont réduit l'activité aérienne américaine et la boue ne facilitait pas la progression.

Les données actuellement disponibles ne permettent cependant pas de prévoir de contre-attaque sino-coréenne d'envergure et, dans ces conditions, le repli systématique, effectué semble-t-il avec plus d'ordre qu'il y a quinze jours, ne donne pas aux Américains de grande liberté de manœuvre. Il ne faut pas perdre de vue que la poussée vers Pyong-Yang, si elle se poursuit à partir de Chorwon et de Kuhmwa, créera une poche avancée américaine, menacée sur son flanc gauche, puisque le front redescend vers le sud-ouest le long de l'Imjui. Il est donc possible que le commandement américain double bientôt sa progression au centre d'une poussée à l'ouest, sur Kaïsong et au-delà.

Toutes ces opérations vérifient de plus en plus les hypothèses

que nous avons faites ces dernières semaines sur la stratégie générale des Américains : parvenir à une stabilisation effective du front sur les positions les plus favorables au nord du 38° parallèle. Le voyage du général Marshall en Corée paraît confirmer ces vues. Il a déclaré, le 11 juin, que la mission de la 8^e armée était seulement de défendre la Corée du Sud contre toute nouvelle tentative d'invasion, et des commentaires officiels ont indiqué que les chefs militaires américains devaient préparer une sorte de trêve *de facto* sur une ligne qui serait considérée comme une frontière.

Nous avons déjà parlé de ce projet, auquel est lié le remaniement général des unités disponibles grâce à la relève massive. Le général Collins avait dit à Washington que la « rotation » permettrait le remplacement de 20.000 hommes environ par mois. Marshall a précisé à Tokio que 25.000 hommes ont été acheminés en mai, chiffre qui passera bientôt à 35.000 et 50.000. Dans ces conditions, on peut admettre qu'en trois mois la masse principale des unités américaines aura été relevée et que le commandement disposera d'une nouvelle armée, compte tenu du maintien sur place de cadres et de spécialistes.

Il va de soi qu'une relève aussi vaste restreindra la possibilité de grandes opérations dans les semaines à venir. La logistique pose en ce domaine des problèmes fort compliqués à une armée qui combat à plus de 10.000 kilomètres de ses bases. Il faudra roder les nouvelles unités, aguerrir les hommes, les habituer au matériel, transmettre aux cadres moyens toutes les « leçons » de la guerre sur le terrain, telles qu'une dure expérience les a apprises, et évacuer les vétérans.

Les mêmes problèmes se posent aussi au commandement sino-coréen, de façon quelque peu différente : ses bases sont plus proches, mais ses ressources techniques sont plus faibles. En tout cas, de même que l'intervention des forces chinoises, en novembre 1950, dut « masquer » la réorganisation des forces nord-coréennes, une sorte de « trêve » ou de défensive l'arme au pied pourra cette fois permettre la réorganisation des unités chinoises et coréennes. Après un an de « guerre accordéon », on en viendrait pour un temps à cette guerre de front continu, d'attente et d'enlèvement que MacArthur avait tout fait pour éviter. Mais si cette période ne voit pas un compromis s'instaurer sur le plan politique, il est clair qu'au moment propice on verra renaître une guerre de mouvement aux conséquences imprévisibles.

Bien entendu, le gouvernement sud-coréen prend très mal la chose. Il y a longtemps qu'on n'en parlerait plus si l'Amérique ne le tenait pas à bout de bras, mais moins il a de pouvoir réel, plus il joue au despote. Syngman Rhee singe les héros nationaux, couvre les ministres assassins qui font exécuter des prisonniers politiques par centaines et ne cesse de proférer des rodomontades : il veut réunifier la Corée, le pauvre ! Il a même profité du passage de Marshall pour faire organiser des « manifestations » de rue contre un éventuel cessez-le-feu. Rhee ne veut pas — comme Tchang Kai-chek — que la guerre cesse, *car la guerre est le seul moyen pour lui et ses hommes de se maintenir au pouvoir.*

Il est certain que si une période de paix, ou même de simple trêve, s'ouvrait, la dictature policière des militaristes, propriétaires fonciers, féodaux, fonctionnaires, prévaricateurs et autres qui dominent le gouvernement de Rhee, serait rapidement obligée de rendre des comptes. Un pays à demi-ruiné, des millions de réfugiés, une économie bouleversée, plus de finances, un peuple las mais hostile, des troupes oscillant entre la fanfaronnade et le défaitisme, la panique et la gloriole, tels sont les éléments que le pseudo-gouvernement sudiste serait vite incapable de maîtriser en cas de paix. On peut être sûr que ce futur problème commence à préoccuper le commandement américain. Certains milieux de l'O.N.U., et même des « libéraux » sudistes, entrevoient l'impossibilité de songer même à « stabiliser » le régime sans de profondes réformes, à la campagne et dans les administrations. De ce point de vue, le problème est le même à Formose qu'en Corée. Mais n'est-ce pas une logique impitoyable qui veut qu'un régime social contre-révolutionnaire, érigé en dictature militaire, et qui a perdu la guerre *en ce qui le concerne*, doive s'effondrer à brève échéance ?

PREMIER BILAN D'UN AN DE GUERRE EN CORÉE

C'est donc à la veille du premier anniversaire de la guerre de Corée que M. Malik, délégué de l'U.R.S.S. à l'O.N.U., vient de déclarer que son gouvernement « croit que le problème le plus aigu à l'heure actuelle, *le problème du conflit armé* en Corée, pourrait être réglé. Il faudrait pour cela que les parties soient disposées à s'engager sur la voie d'un règlement pacifique de la question de Corée. Les peuples soviétiques [disons plutôt le gouvernement] croient que comme première mesure des discussions devraient être entamées entre les *belligérants* en vue d'un « cessez-le-feu » et d'un armistice prévoyant le *retrait réciproque des forces à partir du 38^e parallèle* ». M. Malik ajoute qu'une telle mesure « peut être prise ». Nous avons souligné quelques mots de ce texte. Leur interprétation peut donner la clé des intentions du gouvernement soviétique, au moins dans la situation militaire immédiate.

Les termes vagues ou équivoques peuvent être d'un grand secours lors de discussions diplomatiques ordinaires. Mais il est bien rare que les locutions diplomatiques les plus ambiguës n'aient pas un sens précis lorsqu'elles concernent une situation militaire déterminée. Or, la situation militaire actuelle paraît bien être déterminée par deux faits : l'un est la quasi-stagnation des lignes d'opérations un peu au nord du 38^e parallèle ; l'autre est la capacité offensive des forces américano-sudistes, au cas où les Nordistes ne seraient pas pourvus d'armement lourd et de couverture aérienne — capacité qui permettrait à ces forces d'atteindre sur l'axe Pyong-Yang-Wonsan la *véritable* ligne de stabilisation, dont la possession

suffirait à rendre inopérant le territoire coréen situé entre ce secteur et le Yalu. Enfin, il faut compter avec la situation générale du pays (au Nord comme au Sud), qui influe sur la situation militaire, et dont nous parlerons plus longuement ensuite.

De ces faits, tous les « belligérants » — c'est le terme dont M. Malik s'est servi — ont conscience aujourd'hui. Mais qui sont ces belligérants ? Sont-ils identiques aux *parties* dont le délégué soviétique parle dans la phrase précédente ? Peut-on aussi les identifier avec les *forces* aux prises dont il s'agit dans la phrase suivante ? Ces questions ne sont nullement oiseuses si l'on songe que le texte de M. Malik a certainement été pesé de fort près (nous le reproduisons d'après les termes fournis par l'agence Tass), et qu'il est possible qu'il serve de base à une négociation, au moins pendant quelque temps.

En considérant la forme militaire du problème (et compte tenu de cette vieille vérité tant rabâchée que la guerre n'est que la politique continuée par d'autres moyens, et que les négociations de paix ne sont souvent que la poursuite de la guerre sous une autre forme), on peut admettre que les *forces* qui devraient se retirer de part et d'autre du 38^e parallèle pour assurer un armistice réel sont les unités qui se font face *de facto*, quelle que soit la nationalité personnelle de leurs membres : Américains, contingents d'une dizaine de pays de l'O.N.U., et Coréens du Sud d'un côté, et Nord-Coréens, Mandchous et Chinois de l'autre. Le « cessez-le-feu » s'appliquerait-il aussi aux guérillas de l'arrière ? Admettons-le. En tout cas, il vise toutes les unités engagées en tant qu'elles participent au combat.

Mais de ces forces aux *belligérants*, il y a une différence. Il est vraisemblable en effet qu'un « cessez-le-feu » serait l'affaire des commandants en chef sur le terrain. Et si celui-ci doit être le général Van Fleet ou le général Ridgway pour le Sud, il est probable que pour le Nord, c'est le commandant *coréen* seul qui serait habilité à négocier. La première étape ne concernerait donc que les commandants officiels des forces réelles en cause. La négociation s'élargirait ensuite aux *belligérants*, et il est impossible de ne pas considérer aujourd'hui le gouvernement chinois comme belligérant, même si ses nationaux ne figurent officiellement que comme volontaires aux côtés des Coréens du Nord. Par ce biais, le commandement de l'O.N.U. serait donc amené à négocier avec le gouvernement de Pékin, d'autant plus que celui-ci mène actuellement une vaste

campagne de collecte de fonds et de recrutement pour réorganiser et réarmer ses troupes en Corée.

Il ne resterait plus alors qu'à passer des belligérants aux « parties » en cause. Or, ces parties ne peuvent être que l'ensemble des pays membres de l'O.N.U. (qui ont pris dans leur majorité fait et cause pour la Corée du Sud). La négociation devrait donc s'étendre à l'U.R.S.S., à l'Inde, etc., y compris la Chine Populaire, déjà impliquée dans le conflit comme « force » et comme « belligérante ». En négociant immédiatement une suspension d'armes sur le terrain on en arriverait donc — après douze mois de guerre — à reposer l'ensemble de la question coréenne dans l'arène de l'O.N.U., et à ce stade les problèmes posés dépasseraient le cadre militaire pour embrasser les questions politiques, sociales et économiques.

Tel est le sens de la proposition de M. Malik, et il est fort probable que le gouvernement des Etats-Unis, moins pressé dans l'immédiat qu'il y a trois mois d'aboutir à un « cessez-le-feu », se prépare à retourner la proposition : toute décision sur le terrain devrait être précédée d'un accord, au moins général, avec Moscou et Pékin, sous peine de voir l'armistice envisagé prendre un caractère temporaire et masquer les préparatifs de nouveaux assauts, pendant le temps nécessaire à la mise au point des « rotations ».

En tout cas, la proposition du gouvernement soviétique, tout comme les intentions affichées du commandement américain de « stabiliser » le front, soit au 38^e parallèle, soit en Corée moyenne, remet en cause pour le moment l'objectif fondamental que s'étaient fixées les deux « parties » il y a un an, à savoir l'unification de la Corée. Voilà pourquoi il nous paraît indispensable de revenir sur ce problème-clé en cette période anniversaire, alors que la guerre a tellement évolué que celle qui se poursuit aujourd'hui ne ressemble plus guère à celle qui éclata le 25 juin 1950.

Le gouvernement de Pyon-Yang est entré dans la guerre massive en pensant réaliser dans le plus bref délai la réunification de la Corée. Le gouvernement de Séoul, appuyé rapidement par les troupes américaines et l'O.N.U., s'est fixé exactement le même but. Les deux gouvernements coréens, se prévalant de l'opinion de tout le pays, ont failli l'atteindre, l'un en août 1950, l'autre quatre mois plus tard. Mais, en juin 1951, il apparaît que ce but n'est plus réalisable militairement, à moins d'une extension notable du conflit. En tout cas, la « réunification » risquerait de n'être que

la réunification dans la ruine générale, ce qui ne paraît pas soucier exagérément le gouvernement Rhee : ce dernier vient, en effet, de proclamer que rien ne l'empêchera de poursuivre son but par les armes (quant au gouvernement Kim Ir Sen, il n'a pas encore fait savoir son sentiment sur la proposition Malik, mais il n'y a aucun doute qu'il l'approuve au moment opportun).

La malédiction qui pèse sur la Corée — comme d'ailleurs sur quelques autres pays d'Europe — vient du régime qui lui a été imposé d'abord au Caire, puis à Potsdam et à Moscou en décembre 1945. Toutes ces conférences ont proclamé que la Corée, après cinquante ans d'annexion japonaise, devait redevenir libre et indépendante ; mais en même temps elles établissaient un régime d'occupation militaire de part et d'autre d'une limite théorique, et, comme corollaire, un régime de « tutelle » qui devait durer cinq ans.

Les alliés ne considéraient pas que le 38^e parallèle scindait « formellement » la Corée en deux zones d'occupation. Mais en fait, c'est ce qui se produisit. Les troupes soviétiques entrèrent en Corée le 12 août 1945. Les Américains débarquèrent le 8 septembre. Les uns et les autres reçurent immédiatement, au Nord et au Sud, la capitulation des forces japonaises locales. Inévitablement, le Nord et le Sud furent considérés comme des zones d'occupation. Le parallèle fit fonction de frontière. La circulation entre les deux zones fut contrôlée et se raréfia. Lorsque se réunit la conférence de Moscou (décembre 1945), les ministres des Affaires étrangères tombèrent d'accord pour installer en Corée un régime de « tutelle » : c'est une commission mixte soviéto-américaine qui devait assurer cette tutelle, pendant cinq ans ; d'ici là, la commission devait s'efforcer de constituer un gouvernement provisoire pour toute la Corée, gouvernement qui n'aurait en réalité aucune indépendance ni aucun pouvoir. Grâce à ce régime de « tutelle », la Corée « libérée » était considérée comme un pays semi-colonial, et sur son dos les puissances occupantes devaient s'efforcer d'assurer leur propre tutelle sur le gouvernement à former. Chacun, constituant sa propre base « gouvernementale » prétendait cependant légiférer pour l'ensemble du pays. D'autre part, il est clair que le contenu social de l'action gouvernementale était différent au Nord et au Sud (nous en parlerons plus tard). Néanmoins, le fait fondamental est qu'au lieu de laisser le peuple coréen se déterminer *immédiatement* lui-même, il fut mis dans l'impossibilité d'agir autrement que par

l'intermédiaire des corps politiques émanant de la commission mixte, agent de la tutelle.

Bien entendu, la tutelle, qui pouvait servir dans le Nord à impulser des organes du type « démocratie populaire » et à empêcher dans le Sud la création de tels organes, servait au général Hodges et plus généralement à entraver la formation de tout pouvoir d'Etat et de toute réforme sociale quelconque. Dans tout cela, le peuple coréen n'eut pas grand-chose à dire spontanément et la *tutelle bipartite* devait finalement aboutir à faire de ce pays, dont l'unité avait toujours été maintenue même par le Japon, un monstre à deux têtes dans une économie bouleversée.

PREMIER BILAN D'UN AN DE GUERRE EN CORÉE (suite)

Si la trêve militaire en cours de négociation se prolonge par une scission définitive (ou du moins de longue durée) entre Corée du Nord et du Sud, on peut dire que la guerre aura eu comme seul résultat de cristalliser une situation pourtant déjà intenable. Pour les deux coalitions, la *réunification* de la Corée avait un sens économique et politique. L'abandon de cet objectif, au moins dans l'immédiat, signifie la cessation des combats, mais il est un non-sens social. Il est vrai que bien des non-sens de ce genre ont duré des dizaines d'années et même des siècles, comme l'enseignent les partages successifs de la Pologne, sans parler de ceux de l'Afrique et de bien d'autres régions ! En tout cas, pour qu'un tel retournement des buts primitifs ait été si nettement accepté, d'abord par l'U.R.S.S. par la voix de M. Malik, puis par le commandement sino-coréen (les généraux Peng Te Huaï et Kim Il Song), après que le limogeage du général MacArthur ait montré que les Etats-Unis se satisferaient d'un refoulement de l'adversaire au-delà du 38^e parallèle, il faut que les considérations tirées de la stratégie mondiale aient été bien fortes. L'heure n'est pas venue de les envisager dans toute leur ampleur, mais on peut dès aujourd'hui relever quelques problèmes de fond qui vont se poser en Corée même, et dont l'évolution pèsera sur la politique des mois à venir, au Nord comme au Sud et même au-delà.

Ces problèmes sont ceux qui ont trait à la vie économique du pays et à sa structure sociale telle qu'elle s'est dessinée à partir de l'héritage japonais, entre 1945 et 1950. Question agraire, ravitaillement, transports, commerce extérieur, production industrielle, loge-

ments, etc. Voilà les questions qui vont venir au premier plan dès qu'une trêve, de quelque nature qu'elle soit, interviendra. Les aspects militaires de la trêve y sont d'ailleurs étroitement liés et, en tout cas, ces questions dépendent des effets directs de la guerre. En effet, elles se posent toutes aujourd'hui sur la base des vastes destructions d'outillage, de la demi-ruine de l'économie agraire, de la désorganisation des transports, de l'affamement d'une large partie des populations. Et ses effets se font sentir sur toute l'étendue de la péninsule, mais sur des bases sociales quelque peu différentes et pour un potentiel économique de structure assez dissemblable entre le Nord et le Sud.

Si l'unification et la pacification de la Corée entière étaient les objectifs de ceux que Malik appelle maintenant les « belligérants », il ne faut pas perdre de vue que ce n'étaient pas des buts purement militaires, ou, si l'on veut, « patriotiques ». Il y avait à cette revendication un contenu social, nous y avons assez insisté. Or, la conduite de la guerre, les pertes, les ruines et la misère qui en ont résulté après douze mois de combats d'un bout à l'autre du pays ont « égalisé », si l'on peut dire, la situation des deux côtés. Au Nord, ils ont amenuisé le contenu révolutionnaire immédiat de la lutte, et l'ont même, sur bien des points, rendu irréalisable ; au Sud, ils ont rendu encore plus précaire le régime soi-disant « libéral » de Syngman Rhee et accentué ses méthodes dictatoriales. Des deux côtés, un système d'économie militaire s'est installé et renforcé, sur lequel le pays ne peut pas vivre indéfiniment. Les problèmes de la *reconstruction* se sont peu à peu substitués à ceux de la « construction », dont l'action militaire faisait initialement partie. Les pertes en vie humaines s'y trouvent évidemment en bonne place. Telles sont les considérations qui ont pesé, à travers les réalités militaires, sur les « belligérants ».

En tout cas une trêve aux environs du 38^e parallèle laisserait les deux moitiés du pays maîtresses de procéder à la « reconstruction » sur la base du régime qui était le leur avant le 25 juin 1950. C'est pourquoi il n'est pas inutile de jeter un coup d'œil sur la structure sociale des deux parties de la Corée. De ce point de vue, la question agraire vient au premier plan. Car c'est aussi la question de l'alimentation.

La Corée est encore avant tout un pays agricole, quoique 44 % seulement de la superficie du pays soit en terres arables ; 70 % de la population vivaient de la terre. Après la défaite japonaise, c'est

donc la réforme agraire qui constitue le problème essentiel. Dans le Nord, une redistribution partielle intervint dès 1946, mais dans le Sud, les Américains ne parvinrent jamais, dans la mesure où ils le tentèrent, à constituer une large couche de petits propriétaires libres.

M. Clyde Mitchell, qui travailla à la commission nationale de l'agriculture de Corée du Sud entre 1946 et 1948, a écrit récemment (1) : « Nous (Américains) n'avions malheureusement pas beaucoup de terres à vendre ; seulement celles qui avaient été saisies aux propriétaires fonciers japonais... Les trois quarts de la terre affermée étaient propriété de riches Coréens, et l'armée américaine s'estimait sans droit d'exproprier les terres privées... L'administration réactionnaire de Syngman Rhee, que notre armée d'occupation soutenait et plaça au pouvoir, refusa de continuer la réforme agraire que les Américains avaient commencée. La bureaucratie de Syngman Rhee fut responsable, du haut en bas, du sabotage organisé par les grands propriétaires fonciers, et ne fit jamais le moindre effort pour exécuter la loi. »

Les *landlords* sudistes ne se sont d'ailleurs jamais cachés de vouloir réinstaurer leur régime dans le Nord. Dans un interview donné le 27 octobre 1950 à *U.S. News and World Report*, Rhee répondit à la question : « Que comptez-vous faire de la réforme agraire (nordiste) ? » : « Nous commençons la réforme agraire dans le Sud quand la guerre éclata. Nous étendrons notre loi au Nord. Nous ne ferons rien pendant la récolte de cette année. Mais l'an prochain nous reprendrons la terre donnée aux fermiers et la restituerons aux propriétaires fonciers. Les grands propriétaires ne conserveront que ce qu'ils pourront utiliser et devront vendre le reste à l'Etat. »

Un autre observateur américain, R.T. Oliver, qui fut conseiller économique de Syngman Rhee, reconnaît que la rente annuelle versée par les fermiers variait de 50 à 60 et même 70 % de la récolte totale (2). « Il n'y a rien de bon à dire de ce système », écrit-il. La Constitution sudiste de 1948 déclarait bien que « les terres devront être distribuées aux fermiers travaillant eux-mêmes »,

(1) Dans le *Bulletin of the Atomic Scientists*, Déc. 1950, « Promises and facts about Korea and China ».

(2) *The Truth about Korea*, 1951. Dans l'ouvrage de Hoon K. Lee, *Land utilisation and rural economy in Korea* (Changai, 1936), on trouve une bonne étude sur le régime coréen-japonais de la propriété foncière.

mais rien ne fut fait. On comprend mieux l'importance de cette question si l'on songe que la Corée du Sud avait une économie surtout agricole. Le riz constituait avant-guerre 59 % de la production agricole totale. L'irrigation, la variété des cultures, l'amélioration du sol faisaient de cette production l'une des meilleures de l'Asie. Le rendement total agricole était estimé (Grajdanzev) à 92 % de celui des États-Unis. Le chaos d'après guerre l'avait beaucoup réduit, surtout dans le Sud.

Les Japonais avaient d'ailleurs beaucoup fait pour développer l'agriculture, et s'étaient approprié les meilleures terres. Le développement industriel avait été partiellement sacrifié. On estimait, en 1926, que pour un district étudié (Ikchon, en Corée du Sud), 68 % de toutes les propriétés appartenaient à 8.000 Japonais, le reste allant à 120.000 Coréens. En 1938, 81,9 % de tous les agriculteurs coréens étaient fermiers et, parmi eux, 58 % étaient sans terre, tandis que 13,7 % seulement possédaient toute la terre qu'ils cultivaient. Au moment de la guerre, on estimait que les Japonais possédaient 90 % de toutes les richesses coréennes.

C'est donc l'expropriation des propriétaires japonais qui servit de base à la réforme agraire, au Nord comme au Sud. Mais dans le Sud, les gros bonnets, commerçants, fonctionnaires et propriétaires fonciers s'attribuèrent les terres expropriées, sans presque rien laisser aux fermiers (privés de capitaux pour acheter), tandis que dans le Nord, les Japonais et les gros propriétaires coréens furent expropriés au profit des petits et moyens fermiers, sans indemnité.

La réforme dans le Nord fut d'ailleurs loin d'avoir un caractère « socialiste » ou coopératif. Les terres ne furent ni vendues ni données, mais concédées. Les fermiers ne reçurent pas de titre de propriété, et n'avaient pas le droit de négocier leurs terres ni de les léguer. L'État, représenté par des comités populaires, est le propriétaire réel du sol, bien que celui-ci n'ait pas été « nationalisé » légalement.

Dans ces conditions, la réforme bénéficia d'abord aux journaliers et paysans sans terre. 725.000 familles (il y a 30 millions d'habitants en Corée) purent ainsi s'établir sans payer d'indemnité, mais sans devenir propriétaires effectifs. D'autre part, les anciens propriétaires moyens (travaillant eux-mêmes) virent leur droit de propriété limité.

L'effet principal de la réforme dans le Nord fut la diminution

de la rente et son changement de forme. Au lieu d'être payée selon une proportion fixe de la récolte (qui pouvait monter jusqu'à 70 % et plus), celle-ci fut considérée pour tous les paysans (usufruitiers de la terre) comme un impôt en nature. Le montant de la taxe dépend du rendement, fixé par les autorités selon les régions, les terres, les productions et les familles (car la famille est toujours, en Corée, la base de la société). Dans l'ensemble, elle équivalait à une proportion de 20 à 30 % des récoltes, c'est-à-dire une amélioration sensible.

Après un an de guerre, il est clair que la production a dû baisser dans de fortes proportions, que les taxes ont dû s'alourdir, et que des apports extérieurs seront nécessaires dans un pays qui était pourtant gros exportateur de riz en Orient.

Mais la question importante est de savoir comment se comporteront les paysans dans l'un et l'autre régime. Il est fort probable que dans le Sud les revendications paysannes vont s'exacerber, et que le gouvernement se verra obligé de lâcher du lest, à tout le moins. Dans le Nord, le système en vigueur permettra sans doute une réanimation plus rapide ; mais il ne faut pas oublier que cette région était normalement déficitaire, et que le déficit n'a pu que s'aggraver. Il est possible que le gouvernement de Pyong-Yang soit obligé de diminuer les taxes pour faciliter une reconstitution des emblavures et du cheptel.

Mais c'est dans le domaine industriel que les ravages de la guerre sont les plus impressionnants et les plus durables. Ils posent, du reste, des problèmes d'investissement très graves. Où trouver des capitaux dans un pays demi-ruiné ? Comment reconstituer rapidement une main-d'œuvre qualifiée déjà insuffisante ? Dans le Nord, toutes les industries et le grand commerce étaient nationalisés, et c'est un atout en matière de reconstruction. Dans le Sud, elles appartenaient ou étaient contrôlées par l'État, au milieu d'une gabegie et de prévarications incroyables. Cependant, c'est dans le Nord que se trouvaient les principales usines et installations industrielles, l'outillage des ports, etc., qui ont été dans une large mesure détruits ou détériorés. Il est à craindre que ce soit la classe ouvrière qui, dans l'immédiat, fasse la première les frais de cet état de choses.

BILAN D'UN AN DE GUERRE EN CORÉE (suite)

Le brassage extraordinaire des populations du nord au sud de la Corée est l'une des conséquences les plus sinistres de cette année de guerre. Le peuple coréen vient de connaître en « concentré » ce que bien des peuples d'Europe et d'Asie ont déjà connu de façon plus « diluée » de 1938 à 1945 (et la suite). Les pertes strictement militaires sont multipliées par les sacrifices sans nombre des civils, tous âges et sexes mêlés : quadruples exodes, évacuations, bombardement sous toutes ses formes, arrestations et fusillades, déportations, concentrations ; 20 à 30 % du peuple coréen sont des « réfugiés ». La famine et les épidémies ne cessent d'étendre leurs ravages. Les familles sont dispersées, les enfants à l'abandon. Les recrutements incessants, dans le Sud comme dans le Nord (qui sont d'ailleurs plutôt des rafles) ont multiplié les réfractaires, les « maquis d'attente » qui vivent dans les montagnes en guettant quelques signes d'apaisement. Encore tout récemment, on signalait que de part et d'autre du 38^e parallèle 350 à 400.000 paysans coréens avaient été évacués depuis le 15 juin, en vue de la « démilitarisation d'une zone tampon ». On leur promet de meilleures conditions de ravitaillement plus loin du front, mais ils opposent une résistance passive à ces nouveaux déplacements. Il devient d'ailleurs presque impossible de distinguer les camps de concentration (répression politique), des camps de prisonniers, d'hébergement ou de réfugiés. Les villes sont désertes et les campements surpeuplés. Un mélange effrayant de vieux et de jeunes, d'ex-soldats et de civils, d'hommes et de femmes profondément insensibilisés et qui dans leur masse ont perdu toute confiance dans l'issue de la guerre.

Proie facile pour les administrations militaires et les bureaucraties politiques. Car il va de soi que de part et d'autre règne le chaos économique le plus complet, que la corruption et la débrouille sont des moyens courants de survivre, et que l'ensemble ne se tient (assez mal) que par des réglementations draconiennes de type purement militaire. *La forme de cette guerre-accordéon, dont les ressources combattantes venaient de plus en plus de l'étranger*, imposaient des sacrifices croissants au peuple coréen, et atteignaient la limite où son indifférence devenait l'un des obstacles principaux à la poursuite des opérations. La « guerre perpétuelle » menait droit à l'anéantissement, et cet épuisement progressif du pays a pesé d'un poids décisif dans l'évolution vers la « trêve » — et à l'abandon, au moins momentané, de l'objectif assigné au début de la lutte au Sud comme au Nord : l'unification du territoire par les armes. Après la défaite de MacArthur sur le Chunchon, les Américains avaient implicitement accepté de considérer le 38^e parallèle comme l'objectif fondamental des opérations, et l'état-major nordiste avait abandonné les aspirations formulées le 15 août 1950 par Kim Ir Sen qui déclarait à cette date : « l'Armée Populaire achèvera la libération de la Corée avant la fin du mois d'août. »

Une trêve durable, qui laisserait en suspens les questions fondamentales de la structure sociale et politique du pays assurerait cependant assez vite un renouveau de la vie agricole, et c'est là un facteur important pour une population en majorité paysanne, surtout dans le Sud. Mais une reprise d'activité serait beaucoup plus lente dans l'industrie et les transports, c'est-à-dire surtout dans le Nord où les destructions par bombardements aériens ont été systématiques et où les ouvriers d'industrie, déjà en nombre insuffisant avant la guerre, ont été sacrifiés encore par suite des pertes militaires.

Le réseau routier et ferroviaire est à rééquiper et reconstruire. Les locomotives et les wagons ont été détruits par milliers. Les ponts ont sauté. Les gares et nœuds de triage sont bouleversés. Les routes sont défoncées et coupées en des milliers d'endroits. Tout un peuple soumis au portage y supplée dans l'immédiat, sous la contrainte, mais il est peu probable qu'il s'y plie indéfiniment sans réagir en cas de trêve.

Quant aux centres industriels proprement dits, il est difficile de préciser quelle est aujourd'hui leur capacité de production réelle,

mais il est probable qu'en dehors des mines, des grands barrages de l'extrême Nord, et de certaines manufactures de produits simples, elle est fortement réduite.

En 1944, les Japonais estimaient à 5 millions les Coréens salariés des mines, manufactures, transports et entreprises commerciales dans le pays entier.

Dans le Sud, on estimait en juin 1948 à 250.000 les travailleurs employés dans les entreprises contrôlées par le gouvernement, et autant dans des entreprises « nationales et provinciales », plus 180 à 200.000 dans l'industrie privée, soit 650 à 700.000 en tout. Il y avait chômage de 1 à 2 millions de personnes (1).

Dans le Nord, on estimait qu'en 1945 il y avait environ 1.000 entreprises industrielles et 250.000 ouvriers et employés. Ce nombre avait presque doublé jusqu'en 1949. Mais la structure industrielle était très différente du Nord au Sud. Dans le Sud prédominaient les petites entreprises, souvent artisanales, employant une main-d'œuvre proportionnellement plus nombreuse : céramiques et ciments, textile, bois, alimentation, livres ; mais il y avait aussi des entreprises de métaux, machines et outils, produits chimiques (qui employaient ensemble 180 à 200.000 travailleurs en 1944). Dans le Nord, par contre, on trouve de grandes industries à personnel proportionnellement peu nombreux : centrales électriques (Souiko, Tchiossenko, Foussenko, Kiossenko), combinat chimique (Konan, Hungnam), électro-métallurgie (Kansen, Song-Din). Même les mines employaient peu de personnel. Cependant, c'est en Corée du Nord que se trouvent les principales ressources métalliques : Tsinamjo produisait 80 % du cuivre brut de toute la Corée, 39 % du plomb, 100 % du zinc. Sulfates, soudes et acides étaient produits à Konan. Le Nord extrayait 90 % du minerai de fer, 60 % du plomb, 70 % du zinc, 80 % du charbon (mais le charbon à coke manque et vient de Mandchourie).

Tout l'équipement avait été développé par les Japonais. Abandonné et dégradé au moment de leur capitulation, il n'avait été restauré que lentement et, en 1949, des perspectives d'expansion sérieuses avaient été prévues : c'était l'une des conditions qui

(1) Ces données proviennent des sources suivantes : Grajdantzeff, *La Corée* (Moscou, 1948) ; Clyde Mitchell, *Promises and Facts in Korea and China* (Bull. of the Atomic Scientists, déc. 1950) ; A. L. Grey, *Korea to day* (Harvard, 1950) ; Kau Konen, *The South Korean wage earners since the liberation* (Monthly Labor Review, Wash. Apr. 1949).

exigeaient l'unification du pays. Car il ne faut pas perdre de vue les nécessités économiques. La guerre d'unification n'avait pas que des conditions politiques ou « idéologiques ». Avec les progrès réalisés tant au Nord qu'au Sud (où des centrales thermiques commençaient à remplacer le courant qui ne venait plus du Nord, et où des industries manufacturières se recréaient avec du capital américain et même japonais), le pays était menacé d'une séparation définitive, d'une *partition* comme celle de l'Inde et du Paskistan : toute l'activité économique du Nord aurait été de plus en plus orientée vers la Mandchourie et la Province maritime de l'U.R.S.S., tandis que le Sud s'orientait vers le Japon et le Sud-Est insulaire. Peu à peu, la partition se serait inscrite dans la vie économique. Après un an de guerre, la « reconstruction » posera le même problème — mais au milieu de ruines qui exigeront des interventions extérieures redoublées.

Même si les conditions militaires d'une trêve sont réglées d'une façon qui satisfasse les exigences *actuelles* des Américains et des Sino-Coréens, il est évident que tous les problèmes économiques et sociaux qui en découlent vont se reposer avec acuité, et malheureusement les impératifs de la « restauration » et de la « reconstruction » vont, une fois de plus, obscurcir les buts révolutionnaires que les Nordistes devaient atteindre par la guerre, et que les Sudistes voulaient empêcher par le même moyen.

APRÈS SEPT MOIS DE TRÊVE EN CORÉE. I.

Peut-on faire aujourd'hui un bilan des sept mois de trêve militaire relative que vient de connaître la Corée ? Si l'on s'en tient aux informations officielles, la chose paraît assez difficile. D'autre part les informations non officielles sont rares, et souvent aussi trompeuses que les autres. Dans ces conditions, on ne peut que hasarder quelques probabilités. Mais le probable a plus de chances de devenir réalité que les certitudes très limitées du moment.

Ces certitudes immédiates se résument à ceci : 1) les négociations de Kaesong, reprises à Pan-Mun-Jon, se sont accompagnées d'une trêve *de facto* sur le front de terre ; 2) les négociateurs ont accepté des deux côtés qu'en cas d'armistice la ligne actuelle du front (et non le 38^e parallèle) soit la ligne effective de cessation du feu, ligne déjà atteinte au mois d'août ; 3) derrière les discussions de Pan-Mun-Jon, et des deux côtés de la ligne de front, de sérieuses modifications se sont produites au point de vue militaire comme au point de vue de la politique intérieure et extérieure.

Autrement dit, si rien d'essentiel n'est survenu du point de vue de l'armistice ou de la paix possibles, par contre d'importants changements ont dû se produire dans les rapports de forces entre les armées en présence. Il en résulte qu'à défaut de décisions politiques, qui dépassent la sphère coréenne et ne peuvent être prises que par les gouvernements qui jouent le rôle décisif à Pékin, Moscou et Washington, une reprise des opérations paraît vraisemblable, sinon inévitable, mais *sur des données nouvelles*. On peut même dire que les opérations terrestres d'envergure ne reprendront que si ces données nouvelles paraissent suffisantes, d'un côté ou de l'autre, pour les légitimer. C'est justement ce qui se débat aujourd'hui dans les états-majors.

Avant de nous expliquer plus en détail sur la logique de

cette situation, tâchons d'imaginer quelles sont ou peuvent être les modifications qui se sont produites depuis sept mois à l'abri des pourparlers de trêve et de la stabilisation du front terrestre.

Les modifications intéressent avant tout, semble-t-il, trois secteurs : d'abord celui de la refonte des armées, ensuite celui de la suprématie aérienne, et enfin celui qui concerne les arrières des deux camps, c'est-à-dire la situation politique intérieure en Corée du Sud et du Nord. Les transformations subies par ces trois secteurs sont évidemment liées aux intentions plus générales des belligérants principaux (non coréens), mais nous ne parlerons de celles-ci qu'ensuite.

Contrairement à l'opinion répandue, une trêve, une suspension d'armes ou un armistice (officiel ou *de facto*) ne résulte pas d'un *équilibre* établi entre les forces antagonistes, mais de la reconnaissance tacite par l'un des adversaires que sa position est pour le moment trop inférieure pour qu'il poursuive avec avantage des opérations actives, alors que l'autre est prêt à admettre que sa supériorité actuelle ne sera pas entamée par une suspension temporaire des opérations.

En somme la trêve résulte d'un déséquilibre reconnu par les intéressés, à charge pour le plus faible de tâcher de reprendre ultérieurement les opérations si pendant la suspension d'armes, même limitée, il a pu s'assurer une nouvelle supériorité sur un terrain ou l'autre, ou d'attendre sur de meilleures positions défensives une nouvelle attaque de l'ennemi. Bien entendu, la reprise des opérations suppose de la part de la direction politique de la guerre que la volonté d'atteindre le but initial n'a pas fléchi : à savoir, pour les Sino-Coréens, chasser les Américains de Corée du Sud, et pour les Américains et les Coréens du Sud, refouler les Coréens du Nord au-delà du 38^e parallèle, voire jusqu'au Yalu, et amener les troupes chinoises à se retirer en Mandchourie. Bien entendu, si des données politiques plus fondamentales sont intervenues à la tête des États et de l'armée, il se peut qu'un armistice, voire une paix, soient imposés aux commandants. Dans ce cas, il est évident que cet armistice réel découlerait d'un autre déséquilibre à un niveau supérieur, mondial, et qu'il serait apparu à l'un des belligérants comme une nécessité du moment.

C'est ce qui s'est, en somme, produit en Corée en juin 1951, lorsque les propositions de trêves faites par Moscou ont été acceptées assez vite par Pékin et Washington. Mais sept mois — sept mois

d'été, d'automne et d'hiver — ont passé depuis, et comme nous le disions, des modifications importantes sont intervenues dans trois secteurs essentiels. Mais quelle est leur ampleur ?

Premier problème : la refonte des armées. Nous ne disposons évidemment d'aucun chiffre sûr. En Corée du Nord, le problème concernait le rééquipement, le regroupement et le renforcement des troupes à terre, d'une part, et d'autre part, l'adjonction d'une force aérienne nouvelle ; ce problème devait être résolu en Mandchourie. Pour les contingents de l'O.N.U., la difficulté consistait dans la « rotation » totale des troupes engagées en Corée, certaines depuis 10 à 12 mois, sans perdre leur suprématie indispensable dans les airs et sur mer.

La refonte des troupes sino-coréennes paraît avoir abouti aux résultats suivants : la mobilisation de nouvelles unités permet de disposer d'une force de 4 à 500.000 hommes dont la qualité technique a été élevée par développement des dotations en artillerie : batteries de campagne, batteries côtières et batteries anti-aériennes. Les Américains estiment que l'artillerie disponible a augmenté de 50 %, que l'on a reconstitué ses approvisionnements en munitions et accru sa mobilité. De nouveaux groupes de chars ont été placés en réserve immédiate. Des régions de débarquement et l'accès de certains ports ont été minés, par exemple Wonsan. Des fortifications espacées en profondeur ont été construites dans les secteurs sensibles du front de terre (région de Kumsong et de Kaesong). Enfin, une force aérienne évaluée à quelque 1.500 avions est entrée peu à peu en action, qui constituerait à elle seule un facteur nouveau dans la reprise des opérations.

Quant aux Américains, ils avaient terminé à fin janvier la première rotation totale de leur armée. Anna Rosenberg, secrétaire adjointe à la Défense, vient de déclarer qu'aucun homme de l'armée de terre active présent en Corée au 1^{er} janvier 1951 ne s'y trouverait encore à la fin de janvier 1952, sauf 137 spécialistes indispensables. Aucun aviateur de combat n'a passé un second hiver en Corée, ni aucun marin. Tous les hommes de la 1^{re} Division de Marines qui étaient là le 1^{er} janvier 1951 ont réintégré les États-Unis, sauf 150 hommes du personnel de l'aviation embarquée.

Au total, c'est 108.018 hommes et 5.576 officiers de l'armée de terre qui ont été réembarqués (divisions combattantes, bataillons d'artillerie autonomes, bataillons de tanks, unités du génie). On a annoncé que la 1^{re} Division de Cavalerie était retournée au

Japon. 900 hommes et 260 officiers sont retournés à d'autres bases du Pacifique.

Pour la Marine, c'est un total de 72.000 hommes qui ont subi en sept mois la rotation avec leurs navires. Le « tour » de combat pour l'aviation a été de six mois pour tous les équipages. Pendant la même époque, on a démobilisé aux États-Unis 162.500 réservistes de terre, 38.427 marins, 35.013 fusiliers-marins et 23.000 hommes de l'aviation.

Comme tous ces hommes ont été remplacés, on voit l'ampleur de la rotation et l'immensité des problèmes techniques qui ont été résolus aussitôt qu'improvisés. Il est fort possible que, malgré la distance, le remplacement des unités dans les zones de combat ait été plus rapide et plus complet chez les Américains que chez les Sino-Coréens, sans compter une proportion certainement plus élevée de récupération des blessés et malades.

Du côté de l'armement, il ne semble pas que l'équipement américain ait été spécialement renforcé depuis quelques mois, sauf pour l'aviation, qui s'est vue contrainte à des combats de plus en plus meurtriers, et pour les armes encore secrètes (éventuellement, l'artillerie de campagne atomique). La marine a reçu le renfort de porte-avions. C'est probablement du côté de l'équipement léger, que certaines améliorations ont été apportées, notamment en ce qui concerne la défense anti-tank, alors que chez les Sino-Coréens le réarmement a porté sur les moyens lourds (qui peuvent d'ailleurs aussi bien avoir un caractère défensif).

Quelles modifications ont été apportées à la structure des armées, à leurs formations tactiques ? Nous n'en savons pas grand-chose. Il semble que l'artillerie ait été rendue plus indépendante, que l'infanterie ait appris à se passer souvent de l'appui aérien direct, que la défense des hérissons ait été étudiée de plus près ; bref, rien d'essentiel.

De ces données générales, il ressort que la seule inconnue véritable de la refonte des armées en présence sur le sol ou dans les eaux de Corée, résulte de sa nouvelle composition humaine, sur laquelle il est impossible de rien dire avant de l'avoir vue à l'action.

Mais le second élément des modifications de la situation, à savoir le rôle potentiel de l'aviation, a déjà fourni des sujets de réflexion importants. Peu à peu s'est constituée une force aérienne (quelque 1.500 avions en première ligne), composée d'appareils

soviétiques en majorité à réaction, qui a fait ses preuves dans une longue bataille défensive : c'est d'ailleurs pourquoi les négociations de Pan-Mun-Jon se heurtent avec vivacité dans la question des aérodromes du Nord. La plus grande partie de ces avions est basée en Mandchourie, mais un certain nombre a été amené par pièces détachées à proximité des aérodromes de Corée du Nord.

Le commandement américain avait décidé de poursuivre pendant les pourparlers une offensive aérienne permanente contre les lignes de ravitaillement, le matériel ferroviaire et routier, les dépôts, les ouvrages militaires et les aérodromes adverses. C'était pour lui une bataille offensive puisqu'il fallait aller chercher les objectifs derrière le front ennemi. L'aviation sino-coréenne avait donc pour tâche de protéger autant que possible les travaux au sol contre l'observation et la destruction aériennes, et elle s'est attaquée avec succès aux formations de bombardiers. Les Américains durent protéger la mission des bombardiers par une chasse de protection de plus en plus nombreuse. Les Sino-Coréens n'avaient à mettre en ligne que la chasse, ce qui était un avantage, mais s'attaquaient à des avions puissamment défendus. Dans l'ensemble, leurs attaques ont été efficaces. En décembre 1951, par exemple, en dépit d'une couverture de 90 chasseurs, aucun des 8 bombardiers B-29 ne revint indemne d'une mission : 3 abattus et 5 très endommagés. En novembre, le général Vandenberg avait déclaré que la suprématie aérienne des U.S.A. en Corée commençait à être mise en question ; il estimait à cette époque à 1.500 les avions sino-coréens disponibles.

Quelles ont été les pertes aériennes américaines depuis sept mois ? De deux à trois cents, peut-être, dont 30 % par suite d'accidents d'atterrissage et de décollage. Il faut compter avec une proportion importante de récupérations. Néanmoins, ce sont des chiffres considérables pour un ensemble de 1.000 à 1.200 appareils. Le général Peng Teh Huai a cité le 1^{er} janvier le chiffre de 2.500 avions perdus par les Américains depuis 14 mois. Il y a sans doute là de l'exagération, mais il est évident qu'en définitive l'aviation américaine *n'a pu assurer des missions de destruction en Corée du Nord qu'au prix de pertes qui mettent ses défenses en danger* en cas de reprise élargie des opérations. Des renforts sérieux sont d'ailleurs parvenus en Corée au cours du mois de janvier, mais Tokio annonçait encore le 20 janvier que 26 appareils avaient été perdus au cours des deux semaines précédentes.

Citons, sans rien pouvoir affirmer sur leur exactitude, les chiffres des pertes aériennes donnés le 20 janvier par le commandement à Tokio : pendant toute la durée de la guerre coréenne, les forces américaines auraient détruit 204 avions à réaction et 135 avions à hélice, soit 339 avions sino-coréens. Les U.S. auraient perdu 418 avions, dont 170 à réaction et 248 à hélice, plus 31 avions de la Marine, et 10 avions d'autres contingents de l'O.N.U. Sans doute, les avions endommagés remis en service ne sont-ils pas comptés dans ces derniers totaux.

En admettant que les forces aériennes s'équivalent aujourd'hui (du moins en ce qui concerne le nombre des avions immédiatement disponibles, ce qui ne règle pas toute la question) une supériorité en hommes à terre pourrait alors jouer un rôle capital. Autrement dit, une couverture aérienne suffisante pourrait suffire à multiplier la force de percée des troupes nordistes.

Les observateurs américains estiment cependant que l'accroissement des forces nordistes est plus propice à une bataille défensive victorieuse (comme celle que les Américains ont gagnée en avril-mai 1951 au sud du 38^e parallèle) qu'à une attaque en force sur un ennemi qui, lui aussi, utilise la période de trêve pour construire un réseau serré de positions défensives. Mais que les prochaines batailles aient ou non un caractère défensif pour les Sino-Coréens, il reste que leur capacité de les transformer en victoire stratégique a augmenté et non diminué depuis les négociations de trêve. Peut-être les amateurs d'armées chinoises « fantômes » auront-ils l'occasion de s'en convaincre avant longtemps.

Hanson Baldwin reconnaît dans le *New York Times* du 23 janvier : « la position militaire et politique des U.S.A. en Corée a empiré au lieu de s'améliorer pendant les sept mois écoulés depuis le début des pourparlers en vue d'un cessez-le-feu. La diminution de la pression militaire sur l'ennemi, jointe à l'appoint élargi de matériel soviétique, ont permis aux communistes d'accroître leur force aérienne et terrestre et de constituer des approvisionnements... Notre accord sur la période de 30 jours [pendant laquelle, depuis fin novembre, la ligne de front acceptée serait celle atteinte au moment du cessez-le-feu, si l'accord était fait dans les 30 jours] est aujourd'hui considéré par beaucoup comme une faute... Maintenant, nous affrontons un ennemi bien accroché et préparé ; plus nous pousserons vers le Nord, plus nous tomberons à portée de l'aviation ennemie. Les fortifications de campagne

sur le front ennemi sont maintenant très puissantes, et il a dû constituer pendant la suspension des combats d'importants dépôts de munitions. Ses flancs côtiers sont maintenant bien protégés... ».

Dans ces conditions, rien d'étonnant que de part et d'autre on se demande comment et où, en cas de reprise élargie des hostilités, l'adversaire pourra être *débordé*, c'est-à-dire contraint à se battre hors de Corée. Les terrains ne manquent pas et certains sont déjà tout prêts à servir. Comme on voit, les transformations survenues pendant de stériles pourparlers ont déjà eu pour résultat d'obliger les belligérants à envisager une *extension* inévitable des hostilités. En somme, les antagonistes qui quitteront bientôt la tente des pourparlers ne seront plus les mêmes que ceux qui y étaient il y a sept mois.

Mais pour mieux comprendre cette transformation, il ne faut pas se borner à l'examen des facteurs purement militaires, de la situation. Il faut aussi savoir quelles transformations sur le terrain politique et social sont en cours en Corée même et à l'extérieur. Car c'est là que se trouve en définitive la clé des futures opérations.

APRÈS SEPT MOIS DE TRÊVE EN CORÉE. II.

Les pourparlers de Pan-Mun-Jon piétinent toujours, mais se déroulent quand même. Lorsque quelques semaines de désaccord se sont écoulées sur un sujet quelconque, les négociateurs finissent par s'accorder sur un point : laisser provisoirement la question litigieuse de côté et passer à la question suivante. Ce fut le cas pour la ligne de démarcation, pour les modalités de contrôle du « cessez-le-feu », pour l'échange des prisonniers, pour l'énumération des États devant participer à la conclusion d'un armistice, pour les relèves et l'entretien de matériel tolérés, etc. On finit par circonscrire le désaccord, on le précise, puis on passe au suivant. Le seul point sur lequel une entente réelle ait été réalisée, à savoir que la ligne de « cessez-le-feu » éventuelle serait le front *de facto* des troupes au jour dit, ne résulte pas d'un véritable compromis puisqu'elle signifie simplement un *statu quo* sur le terrain.

Ainsi s'accumulent peu à peu un ensemble de « questions préjudicielles » non résolues, qui peuvent à tout moment être remises en bloc sur le tapis. Cette semaine, un accord dilatoire de cette sorte a presque été atteint : il concerne une « conférence politique » qui pourrait être réunie trois mois après la conclusion d'un éventuel armistice, qui lui-même dépend d'une entente possible sur les points semés le long des discussions — qui durent depuis sept mois. Il va de soi que ce jeu ne peut durer indéfiniment, et qu'il approche peut-être de son point culminant, pour des raisons déjà indiquées, à savoir : les marches et contre-marches verbales de Pan-Mun-Jon ne sont, nous l'avons dit, que la façade derrière laquelle se livre une bataille « négative », mais dont l'issue influera de façon peut-être décisive sur l'issue de la phase présente du conflit en Asie.

Nous avons insisté sur quelques aspects de cette bataille ; refonte et réarmement des armées, contestation de la suprématie aérienne, enfin évolution du conflit à l'échelle coréenne et extra-coréenne.

Notons en même temps que l'approche d'un point culminant dans la façade des négociations peut être accélérée par la fin de la session de l'O.N.U., où l'U.R.S.S. a demandé, sans succès, l'inscription de la guerre de Corée à l'ordre du jour en désaisissant les négociateurs de Pékin, Pyong-Yang et Washington. La fin de la saison d'hiver est aussi un facteur important (les communiqués ont signalé cette semaine les premiers beaux jours).

D'autre part, le commandement américain paraît aujourd'hui enclin à faire durer les pourparlers, car si pendant les six premiers mois la balance invisible semble avoir penché à son détriment, depuis quelques semaines elle paraît se rétablir en sa faveur, et devoir le faire encore plus dans les mois prochains. Il se peut donc que le point culminant des pourparlers soit retardé dans l'immédiat plutôt par la volonté du commandement américain que par le désir des Sino-Coréens.

Le gouvernement Syngman Rhee a publié le 10 février une déclaration où se révèle, en même temps que l'incompréhension la plus risible de la situation générale, la terreur que lui inspire toute apparence qu'un armistice véritable pourrait finalement être conclu. Le texte condamne la façon dont l'O.N.U. conduit les pourparlers de paix en l'accusant d'abandonner ses revendications initiales. D'après lui, c'est le chantage chinois aux prisonniers-otages américains qui pousse aux abandons successifs. Ces concessions, déclare le gouvernement de Pusan, menacent la Corée, « humilient le gouvernement et mettent sa sécurité en danger » (*sic* !); il caractérise les pourparlers comme « la défaite la plus humiliante pour la Corée du Sud », et non comme une négociation de paix.

La vérité, c'est que le pouvoir sud-coréen, s'il est incapable de comprendre et d'apprécier la portée réelle des négociations dans le cadre d'une situation plus générale de guerre, sent toutefois très nettement qu'un armistice de longue durée, voire une paix transitoire, le placerait devant le vide de son existence réelle. Tant que la guerre dure, les politiciens réactionnaires, militaristes, propriétaires fonciers, trafiquants et autres qui dominent la Corée du Sud, se maintiennent au pouvoir aux frais de l'O.N.U. et des U.S.A. Les concessionnaires font de grosses affaires. Répression, censure et dictature policière sont les moindres conséquences de l'état

de guerre permanent. Quand on pense que c'est un total de près d'un milliard de dollars qu'a déjà coûté la guerre de Corée à l'Amérique (en dépenses militaires, prêts, donations, etc.) on imagine quelles belles miettes doivent se partager les « usagers » sud-coréens, aux dépens de la population misérable, brimée et bouleversée.

Dans ces conditions, il est certain que la « pourriture intérieure » de la Corée du Sud fait partie de la stratégie à longue portée déterminée par le commandement chinois, dont les vues paraissent dominer dans le concert sino-coréen, joint aux conseils soviétiques. Aussi bien, si sur le plan militaire des opérations offensives de grande envergure ne peuvent pas être entreprises dans les prochains mois, des progrès considérables peuvent être accomplis par l'ébranlement politique de la Corée du Sud, que les Américains pourront difficilement tenir indéfiniment à bout de bras.

L'entretien de guérillas sur les arrières sud-coréens fait partie de ce plan, et si leur activité a été réduite par les conditions de l'hiver, elles ont tendance à se développer à nouveau. Vers la fin du mois de janvier, les commandements de la 8^e armée américaine et des divisions sud-coréennes considéraient bien qu'ils avaient « extirpé » les principaux noyaux combattants ; ils estimaient ces noyaux à quelque 9 à 10.000 hommes, dont 7 à 8.000 auraient été tués et le reste capturés. Mais la destruction des guérillas n'équivaut pas à celle d'une troupe régulière, et dispersées ou détruites elles se reforment ou renaissent. Bien entendu, la guérilla ne peut par elle-même trancher des situations militaires aussi complexes que celle qui existe en Corée, mais elle contribue à ébranler le territoire ennemi, et elle est le signe irréfutable d'une situation intérieure de guerre civile latente.

Cependant, ces facteurs politiques internes à la Corée, qui doivent être évalués à leur plus haut prix par la Chine, sont peut-être aujourd'hui considérés comme secondaires par les autres partenaires du conflit (sans compter le peuple coréen lui-même, qui a de moins en moins la parole). Pour la Chine, une paix réelle en Corée ne peut être atteinte que par l'expulsion des Américains et l'unification du pays sous un régime amical. Le problème posé en Corée n'est pas pour elle différent de celui qui se posait au Tibet, à la frontière Yunnan-Birmanie-Tonkin, et qui se pose encore à Formose, voire en Mongolie extérieure (que Mao Tsé-toung a déjà formellement revendiquée pour la Chine unifiée). C'est une situation incluse dans une action politique à très longue haleine, où les

pauses ont autant d'importance que les phases militaires, et qui reste en quelque sorte localisée à sa propre périphérie, qui l'intéresse seule pour le moment.

Mais la question se pose autrement pour les États-Unis, l'Angleterre ou la France, et pour l'U.R.S.S. Pour les gouvernements de ces pays, le conflit coréen projette directement ses conséquences à l'échelle mondiale. Les données du problème coréen sont surdéterminées par celles du conflit mondial. Or, ces données deviennent si compliquées que l'on estime à Londres, et peut-être à Moscou et Washington, qu'il est dangereux de risquer de les brouiller tout à fait pour le seul cas de la Corée, ou de la Chine qui serait aujourd'hui la bénéficiaire essentielle soit d'une paix, soit d'une reprise des hostilités. En définitive, la clé des pourparlers de Pan-Mun-Jon est là, et pas ailleurs.

On a noté certaines paroles amères des diplomates soviétiques, au cours de la semaine dernière. M. Malik a déclaré que par la faute des Anglo-Saxons « *la troisième guerre mondiale avait déjà commencé* ». M. Vichinsky a dit quelque chose de plus singulier : « *Vous passez votre temps à prétendre que nous n'avons qu'un mot à dire aux Nord-Coréens. Mais je peux vous répondre : oui, mais vous aussi n'avez qu'un mot à dire à Ridgway, et la guerre finira.* »

On voit que M. Vichinsky ne parle que des Nord-Coréens ; il ne mentionne pas l'état-major du général Peng Teh Huai. Il admet qu'un mot aux Nord-Coréens pourrait suffire, mais laisse entendre que pour la Chine il faudrait autre chose — ni plus ni moins qu'une discussion et une décision de l'O.N.U., justement celles que refusent les Américains. Sans doute, un mot de Washington à Ridgway mettrait fin au conflit du côté américain. Mais qui pourrait dire ce mot à la Chine ?

Si bien que, selon la remarque de M. Malik, c'est bien le début de la troisième guerre mondiale que signale et que ne peut pas ne pas signaler chaque jour un peu plus la poursuite des opérations en Corée.

De son côté, la Grande-Bretagne continue à se montrer décidée à rechercher la conclusion d'un véritable armistice, et l'on a remarqué que la presse soviétique n'a pas trop malmené M. Churchill au cours de ses discussions avec M. Truman. La Grande-Bretagne a une longue tradition militaire de *wait and see*, capable de rivaliser avec la stratégie de Sun Tsé et de Mao Tsé-toung eux-mêmes ; du moins, elle l'avait jusqu'à ces dernières années où « l'attente »

a eu tendance à se transformer en prudentes retraites. En tout cas, Churchill a déclaré aux Communes, le 31 janvier : « Nous ne savons pas si ces négociations seront poursuivies indéfiniment ou si elles aboutiront, ou si, après avoir abouti, les communistes chinois rompront leur engagement... Toute la question hypothétique de ce que l'on pourrait faire si la trêve n'avait eu lieu que pour être ensuite brisée a été discutée... Une situation très grave surgirait dans ce cas, et l'on a examiné diverses possibilités... Je n'ai parlé [au Congrès américain] qu'en termes généraux de l'action qui pourrait être entreprise en cas de rupture de la trêve et je me suis servi des mots « prompte, résolue et efficace ».

Un important leader du *Times* (5 février) a été un peu plus explicite. Il rappelle que sans aucun doute les communistes avaient admis à l'origine que « les États-Unis n'interviendraient pas si les Nord-Coréens envahissaient la Corée du Sud, et en vérité, sur la base d'une *Realpolitik*, c'était une croyance raisonnable ». Mais la décision de l'O.N.U. d'intervenir a bouleversé la logique de cette situation et aujourd'hui, estime le *Times*, il y a heureusement certaines bonnes raisons de croire « que les communistes sont prêts à accepter une division du pays qui leur abandonnerait la moitié Nord du pays et laisserait le Sud aux Nations Unies. Ils préféreraient sans doute toute la Corée, mais ils prendront la moitié s'ils ne peuvent avoir le reste ». Quant aux forces de l'O.N.U., « après avoir fait une tentative désastreuse de conquérir la Corée entière, elles ont accepté cette situation et tentent de conclure un armistice sur une base qu'ils auraient facilement pu faire accepter il y a plus d'un an. Leur incapacité d'y avoir réussi est le résultat de l'incapacité à préciser quel devait être l'objectif de la campagne. Si elles échouent à nouveau, la raison sera aujourd'hui la même. »

Toutefois, la question est de savoir si les facteurs du conflit sont restés les mêmes après dix-huit mois de guerre. Sur la carte, les données sont identiques. Théoriquement aussi, on peut les ramener à la discussion initiale sur le viol du 38^e parallèle. Mais le développement réel de la guerre a introduit de nouveaux facteurs. Les antagonistes d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'hier. En juin 1950, la Chine n'était pas impliquée dans le conflit. Les sacrifices consentis de part et d'autre pèsent maintenant dans la balance, et appellent de nouveaux sacrifices. L'extension de toutes les données du conflit fait que la négociation, limitée à la Corée et sur le terrain, a peu de chances d'aboutir puisqu'elle sert de rideau à de nouveaux

préparatifs. Lorsqu'il a suggéré un armistice en juin 1951, le gouvernement soviétique avait jugé possible une trêve d'abord négociée entre commandants, puis étendue aux divers États intéressés. La marche des pourparlers montre que cette procédure est dépassée par les événements, et sauf imprévu, le refus de recourir à une discussion générale dans le cadre de l'O.N.U. ou ailleurs couvre les probabilités les plus grandes de voir les hostilités reprendre ou se poursuivre sous une forme inattendue.

A PAN-MUN-JON ET AU-DELA

Les pourparlers de Pan-Mun-Jon continuent à progresser comme la mise de deux joueurs qui devront bien à la fin abattre leurs cartes : jusque-là, tout est en suspens. Les négociateurs se sont mis à peu près d'accord sur le nombre mensuel de troupes de remplacement (40.000 demandaient les Américains, 30.000 accorde d'abord le général Nam Il, une entente ayant finalement lieu sur le chiffre de 35.000), sur le nombre de « voies d'accès » extérieures qui seraient contrôlées (sept, mais on discute encore sur leur délimitation exacte), et même sur les aérodromes du Nord (l'état-major américain ayant accepté la remise en état d'aérodromes « civils », la longueur des pistes restant à déterminer), mais piétinent encore sur la question de l'échange des prisonniers.

Les points sur lesquels un accord général finit par se faire concernent donc d'abord *le terrain*, le théâtre immédiat de la guerre (front, voies d'accès, aérodromes, nombre des troupes stationnées, etc.) comme il est normal pour la discussion d'un cessez-le-feu total et effectif, c'est-à-dire d'un armistice classique. Mais quand des puissances *extérieures à ce terrain* sont directement impliquées dans la lutte, sans toutefois toujours l'admettre officiellement, la question se complique. Au-delà des Coréens du Nord et du Sud, ce sont les U.S.A., la Chine, la Grande-Bretagne, l'U.R.S.S., qui sont intéressées au règlement de la situation, ou à la reprise des opérations. D'où la difficulté de résoudre ce problème-clé : *qui contrôlera la trêve ?* On a décidé de recourir à des « neutres ». Mais qui est neutre ? Les Sino-Coréens demandent que l'U.R.S.S. fasse partie de la commission de contrôle (question sur laquelle le gouvernement de Pékin ne met peut-être pas autant d'insistance que celui

de Pyong-Yang). A quoi les Américains répondent qu'il est bien difficile d'admettre la neutralité d'un pays qui fournit à la Corée du Nord les centaines d'avions auxquels se heurte tous les jours la 5^e Air Force. En somme, le mythe de la « non-intervention » est beaucoup plus difficile à accepter dans la guerre de Corée que dans la guerre d'Espagne.

Dans ces conditions, les progrès de la négociation dépendent de plus en plus de facteurs qui dépassent le terrain, bien que les événements militaires continuent à en fournir l'arrière-plan, à la fois en Corée et sur les autres théâtres de guerre du Pacifique. Nous laisserons pour le moment de côté l'examen de ces facteurs, pour revenir à certains aspects des opérations qui se poursuivent pendant que l'on confère à Pan-Mun-Jon, car, répétons-le, il est possible que ce soit la tournure prise par ces opérations qui résolve brusquement la trêve dans un sens ou dans l'autre.

Les trois espaces de combat : terre, air et mer, continuent à être actifs. Cependant, les combats à terre résultent toujours de simples opérations de contact, de sondage, de renseignement, à l'échelon de la section, de la compagnie ou, rarement, du bataillon, et jamais du régiment. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que l'échelon de la compagnie et du bataillon comporte aujourd'hui dans les divisions américaines l'intervention de moyens qui dépassent largement ceux que connaissaient les troupes en Europe en 1939 : appui direct de l'aviation, observation aérienne, mortiers lourds, canons auto-tractés, transports et moyens de communication, de repérage, d'évacuation nombreux, bref tout un arsenal qui fait des engagements légers qui se seraient autrefois soldés par quelques coups de fusil, de véritables petites batailles, où le napalm, les 155, et d'innombrables signalisations interviennent à tout moment. La préparation en est minutieuse, le commandement éprouvé, et cela ne ressemble que de très loin aux coups de main des corps-francs devant la ligne Maginot en 1939.

Ces engagements n'ont pas modifié, depuis neuf mois, la ligne générale du front. Ils se sont produits aussi bien dans la région occidentale, aux alentours de Kaesong, que sur la partie sensible du front central, dont Kumsong, qui est devenue un *no man's land*, reste le pivot, et sur la bande côtière orientale. Toutefois, il est remarquable qu'après neuf mois de stagnation le front de terre ne soit pas enlisé dans des tranchées, c'est-à-dire dans un réseau absolument continu de retranchements. Le front lui-même est plutôt

constitué par un ruban assez large, de profondeur variable selon la nature du terrain, où ne stationne aucune force, et qui sert de lieu de rencontre aux éléments de contact.

D'un côté comme de l'autre, au moindre mouvement signalé dans cette zone succède une riposte vigoureuse par bombardements et contre-chocs. Puis, les adversaires regagnent des positions en profondeur qui renouvellent assez curieusement les rangs de l'ancienne infanterie de « ligne », appuyés cette fois sur des points fixes : ce sont alors des rangs de « postes », surtout dans les régions montagneuses, qui réservent une capacité immédiate de mouvement. Le « trou » a pris la place de la « tranchée » filiforme, et c'est sans doute la première fois que des armées aussi denses s'affrontent aussi longtemps de suite sur une superficie qui change peu, sans s'enterrer dans un barrage continu. Ce n'est pas la guerre de Corée qui ressuscitera la ligne Maginot.

Mais cette demi-inactivité du front de terre (qui suppose d'ailleurs une activité, un mouvement, constants et de rudes efforts de la part des petites unités avancées) prend place dans une série d'opérations importantes sur mer et dans les airs, dont nous avons déjà parlé en février.

L'opération « *strangle* » se poursuit infatigablement, et c'est elle qui met en contestation la suprématie aérienne des U.S.A. Cette opération consiste, on le sait, à « étrangler » les approvisionnements nordistes le long de leur trajet des frontières chinoises vers le Sud. Par un bombardement continu, l'aviation U.S. s'efforce d'atteindre les dépôts, le matériel roulant et les voies de communications. En février, le commandement américain déclarait qu'en six mois l'aviation avait ainsi réalisé 16.000 coupures de voies ferrées, avait détruit 200 locomotives et en avait endommagé 240 ; 210 ponts avaient sauté, et 775 avaient été endommagés ; 25.000 véhicules auraient été détruits, ainsi que 265 dépôts de munitions et de carburant ; 16.000 hommes auraient été tués au cours de ces opérations, sans compter les civils atteints.

C'est pour résister à cette opération que la Corée du Nord et les volontaires chinois ont développé la défense aérienne, et ont réussi une contre-opération qui semble avoir réduit ces derniers mois l'efficacité des bombardements américains. Jusqu'à l'été 1951, les B-26 opéraient sans graves pertes, avec une protection de chasse réduite, et le plus souvent de jour. On estimait à fin mars 1951, le total des sorties des B-26 contre un objectif à 12.000,

où ils avaient versé 95.000 tonnes de bombes, et tiré 2 millions de coups de canon contre objectifs aériens ou au sol. Le rythme des sorties s'est ralenti au cours de l'hiver, et les pertes ont été proportionnellement plus fortes. Le général Spaatz estimait (en février) que les pertes du fait de la défense anti-aérienne et des chasseurs étaient à ce moment supérieures à 10 % des avions engagés, alors que contre l'Allemagne en 1944 et 1945 cette proportion atteignait tout juste 10 %. L'artillerie anti-aérienne nordiste s'est révélée de plus en plus dense, et capable d'atteindre des objectifs à 10.000 mètres d'altitude ; elle dispose de faisceaux lumineux dirigés au radar et de calibres courants de 37 et 20 mm. Récemment sont entrés en lice des calibres de 88 et 85 mm et quelques 120 et 150. La 5^e Air Force reconnaissait la perte de 111 bombardiers de combat (Thunderjets, Shooting stars, Mustangs) par tir anti-aérien d'octobre 1951 à février 1952.

D'autre part, l'intervention massive de la chasse à réaction chinoise a contraint les bombardements à se faire de plus en plus la nuit ; d'où la moindre efficacité. On a même signalé (1^{er} mars) l'intervention de quatre avions sino-coréens qui ont lancé des torpilles sur le front central, laissant prévoir une utilisation plus massive en liaison avec le sol.

Les forces aériennes de l'O.N.U. reconnaissent la perte de 22 avions de tous types pour le mois de février, et d'une vingtaine en mars (quatre seulement dans la semaine du 15 au 22, ce qui constituerait la moyenne la plus basse depuis longtemps). Pendant les deux mêmes mois une cinquantaine de Mig-15 auraient été détruits, et près du double endommagés. En somme, la bataille aérienne continue, et il n'est pas possible pour le moment d'en prévoir l'issue. Certains chefs américains estimerait maintenant qu'en dépit de pertes sévères, leur aviation obligerait les Volontaires chinois à alimenter cette bataille plus qu'ils ne le voudraient, alors que la production d'avions n'a pas encore débuté sur le sol chinois, quoique le montage et les réparations aient lieu de plus en plus en Mandchourie. Un communiqué de la 5^e Air Force (13 février) indiquait qu'elle avait perdu presque deux fois plus d'avions qu'elle n'en avait abattu depuis le début de la guerre, mais que ces pertes « n'étaient pas élevées comparées au but atteint » : ces pertes se chiffraient à 468 avions contre 242 ennemis nettement détruits. Cette disproportion est due à la fois à la plus forte proportion d'avions américains engagés et à l'amélioration de la défense

adverse ; toutefois, avec l'intervention d'une chasse de plus en plus nombreuse, le nombre absolu des pertes nordistes s'accroît aussi sensiblement. « La guerre de Corée, a déclaré le général Van Fleet le 15 mars, pèse fortement sur l'industrie lourde russe. La plus belle partie du gâteau industriel soviétique se consomme dans les armées chinoises et nord-coréennes. »

Le front de mer est aussi resté très actif ces derniers mois : les navires de l'O.N.U. s'efforcent de réaliser un blocus complet des côtes, bombardent certains ports et voies ferrées côtières, débarquent et embarquent des commandos, interceptent le cabotage adverse. Un communiqué récent de la Marine U.S. faisait le bilan suivant des pertes depuis le début de la guerre :

Quatre mouilleurs de mines ont été coulés par des mines, 29 autres navires de guerre, surtout destroyers, ont été mis hors de combat par des batteries côtières. Le croiseur *Rochester* a été atteint par une bombe aérienne. Aucun croiseur de bataille ou porte-avions n'aurait été touché sérieusement. A cela, il faut ajouter la perte de 407 avions de l'aéro-navale, dont 181 en combat.

Certes, la flotte de l'O.N.U. détient encore une supériorité qui ne peut être contestée aussi rapidement que celle de l'air. Néanmoins, il est évident que les fortifications côtières dans le Nord rendraient un débarquement comme celui d'Inchon aujourd'hui très hasardeux. De plus, il ne faut pas oublier que l'avion s'oppose aussi aux navires, et il est déjà significatif qu'un croiseur américain ait pu être atteint par bombe aérienne.

Lorsqu'on compare les pertes en hommes à celles en matériel, on est frappé d'une certaine disproportion qui manifeste le haut degré de mécanisation de l'armée. Le communiqué le plus récent (10 mars) fournit le tableau suivant des pertes américaines depuis le début des hostilités :

	Pertes totales	Tués (au combat)	Blessés	Man- quants	Pri- sonniers	Man- quants revenus
Armée ...	87.211	15.608	60.245	8.987	1.055	1.316
Marine ..	1.251	254	943	52		2
Fusiliers- marins .	17.117	2.329	14.470	298		20
Air-Force.	1.092	376	36	637	3	40
Totaux ..	106.671	18.567	75.694	9.974	1.058	1.378

Comme on le voit, le nombre de tués est relativement faible, si l'on songe à la durée et à l'ampleur des opérations; celui des prisonniers confirmés est infime, mais beaucoup des manquants devraient sans doute figurer dans cette catégorie comme d'ailleurs dans celle des tués. Le nombre des blessés est important, mais relativement peu élevé par rapport aux tués: même pas 4 pour 1; et tout juste 3 pour 1 si l'on tient compte des manquants décédés. D'ailleurs il faudrait aussi connaître la répartition des blessés selon la gravité des blessures ou maladies.

Bien entendu, il faudrait ajouter à ce contingent les pertes des autres forces de l'O.N.U., et celles des Sud-Coréens qui sont proportionnellement les plus importantes — sans même parler des immenses pertes de la population civile. Néanmoins, comme les troupes américaines ont constitué les forces de combat et de choc principales, que ce sont elles qui sont les mieux outillées et les mieux armées, qu'elles constituent en somme le noyau essentiel des forces en Corée du Sud, on peut dire que d'un point de vue purement militaire, la mécanisation de l'armée a fait une fois de plus ses preuves comme facteur d'économie *des forces combattantes*. C'est là un des éléments principaux de déséquilibre entre le Sud et le Nord, qu'on ne saurait négliger. Il en résulte évidemment que c'est sur cet appareil technique que comptent les États-Unis pour garder un « mur » sur le 38^e parallèle, en cas de signature d'un armistice effectif, armistice qui ressemblerait fort ainsi à une pause prolongée, garantie, si l'on peut dire, par la menace d'un conflit élargi. Comme l'écrivait Hanson Baldwin (*New York Times* du 21 mars): « Le maintien d'une trêve (signée) ne dépend, c'est bien clair, ni seulement du contrôle par une commission, ni des forces que l'O.N.U. et la Corée du Sud pourront maintenir en Corée, mais surtout du fait qu'une violation flagrante de la trêve par l'ennemi signifierait la reprise de la guerre. »

UN AN DE GUERRE, UN AN DE POURPARLERS

Un an de guerre active, un an d'expectative et de pourparlers — un an de *yin*, un an de *yang* — tel fut le rythme des événements en Corée depuis la fin de juin 1950. Sans accorder à cette symétrie de valeur symbolique, on peut se demander si elle ne fait pas prévoir un retour du balancier... En tout cas, c'est le moment de faire le point de la guerre sans perdre de vue toute son amplitude, et de s'interroger sur l'issue d'une situation qui a l'air d'une impasse, et qui est peut-être l'approche du dénouement.

Pour commencer, où en est la bataille aérienne qui est l'élément principal de la lutte depuis le début des pourparlers de Kaesong ? A plus d'une reprise depuis un an nous avons montré qu'il ne fallait pas s'hypnotiser sur les lignes d'opérations terrestres d'un front stabilisé, mais suivre de très près deux types d'opérations très différentes : l'une était la refonte totale des deux armées en présence, et l'autre la grande bataille aérienne qui devait décider de la suprématie dans le ciel de Corée du Nord, et de l'interdiction des lignes de communication normales des Sino-Coréens jusqu'à la zone du front.

Nous examinerons le premier point plus tard, en nous posant la question générale : « à qui profite la trêve ? » Il suffira pour le moment de dire que du côté de l'O.N.U. le 200.000^e soldat américain a été muté de Corée le 12 avril, et que vers la même date les troupes sino-coréennes avaient dû connaître un renouvellement très important. On a donc à faire à des armées fraîches. Mais c'est le second point qui attire d'abord l'attention.

Le 17 juin, le communiqué officiel de la 5^e Air Force déclare

ceci : « Des chasseurs-bombardiers ont pénétré hier à quelques milles en deçà de la frontière de Mandchourie pour détruire le système des transports ennemis en Corée du Nord-Ouest, lors d'une opération de 930 sorties effectives. » Les chasseurs-bombardiers étaient protégés par des F-36 Sabre, et les Mig-15 n'ont pu les intercepter. Une première vague avait d'ailleurs frappé d'abord à une quarantaine de kilomètres du Yalu. On déclare qu'au cours de cette opération, 85 coupures de voies ont été opérées, et de larges destructions menées à bien, comme c'était l'objet de ces attaques (pour celle-ci : 35 bunkers, 25 positions d'artillerie, 75 bâtiments militaires, 13 wagons, 7 dépôts de matériel, un dépôt de munitions, etc.). Aux alentours du 18 juin, deux grands combats aériens ont aussi eu lieu au voisinage immédiat de Sinuiju, c'est-à-dire sur le Yalu, face à Antung.

La mention de la « frontière de Mandchourie » montre que depuis quelques semaines les forces aériennes U.S. ont voulu établir que la chasse d'interception chinoise n'était plus capable de les empêcher d'opérer à la frontière même, et par conséquent de la franchir si nécessaire. D'ailleurs, le commandement chinois estimant que des milliers de points de chute de projectiles bactériologiques américains ont été signalés en Chine même, il faudrait en conclure que l'artillerie ni la chasse ne sont à même d'empêcher les bombardiers U.S. de pénétrer en Mandchourie, au prix d'une perte de 10 % reconnue par l'état-major.

Ce fait signifie deux choses : d'une part, l'opération *Strangle* s'est montrée partiellement inefficace lorsqu'elle était limitée à la région comprise entre Pyong-Yang et la ligne de front ; l'aviation américaine s'est donc vue contrainte à rechercher plus haut vers le nord, jusqu'au passage du Yalu à Antung-Sinuiju, l'étranglement cherché (on pourrait bien entendre aussi reparler du réservoir de Suiho sur le Yalu). D'autre part, on voit que la force aérienne américaine a été renforcée au cours du printemps, comme nous l'avions annoncé, et qu'elle s'efforce de manifester nettement une certaine marge de supériorité qui avait failli être perdue.

Comme les deux aviations adverses ne sont pas engagées de la même façon, on peut dire qu'il s'est établi ainsi un certain équilibre tactique entre elles : les bases sino-coréennes sont situées en Mandchourie, mais comme l'aviation nordiste ne peut pas pénétrer en force en Corée du Sud, et *a fortiori* ne peut attaquer les porte-avions et les bases américaines du Japon et des Ryukyu,

l'aviation américaine s'abstient de franchir le Yalu. Mais il ne fait pas de doute qu'elle ne s'en ferait pas faute à l'instant même où des attaques sérieuses seraient menées jusqu'à ses propres bases, même en Corée du Sud.

Dans ces conditions, la bataille aérienne a surtout pour enjeu les voies de communication et aérodromes nordistes, et la maîtrise du ciel en Corée du Nord. C'est donc en partie une bataille d'usure, comme celle que la Luftwaffe livra en juillet-septembre 1940 au-dessus de l'Angleterre.

La question est de savoir à quel rythme cette bataille va se poursuivre, et comment elle sera alimentée. Nous avons déjà reproduit des chiffres qui ont été avancés dans la presse, relatifs à l'aviation chinoise : 1.000, 1.500, 2.000 avions ? Combien en réserve immédiate, en Mandchourie même, sans parler de l'U.R.S.S. où des dizaines de milliers d'avions sont disponibles, la capacité productive y étant de 500 avions à réaction par mois ? On ne possède pas de précisions. Toutefois, on note que la majorité de ces avions sont à réaction, et que les pilotes s'entraînent surtout sur de tels avions. On évalue à 400 avions environ les pertes sino-coréennes depuis le début des hostilités, dans des combats nettement défensifs, ou au sol. Les pertes par accidents sont inconnues. En cas d'opérations offensives d'envergure, il faudrait donc s'attendre à des pertes plus sévères, qui supposeraient un courant d'alimentation permanent par l'U.R.S.S., ce que celle-ci ne souhaite certainement pas.

Quant aux forces de l'O.N.U. (Armée et Marine), elles auraient perdu à la mi-mai, depuis le début, environ 1.400 avions, dont 515 dépendant directement de l'Armée de terre. Sur ce dernier chiffre, 410 ont été abattus par la D.C.A. et 62 au cours de combats aériens (252 étaient des avions à réaction). Il faut donc compter une proportion considérable de pertes hors combat, par accidents, sabotages, au sol, etc., plus ou moins inévitables dans une armée où l'avion est utilisé massivement pour les transports et liaisons de toute nature. Les pilotes américains ont d'ailleurs souvent protesté contre la « casse » excessive ; au début d'avril on apprenait que 225 pilotes avaient refusé de voler et demandaient à servir à terre ; ils avaient même préféré la prison aux risques exagérés d'accidents. Il suffit de dire que depuis deux ans l'aviation U.S. a fait près de 400.000 sorties sur objectifs de combat, et que les vols de liaison, transports et évacuation sont presque aussi nombreux. Une inter-

vention offensive de l'aviation sino-coréenne lui vaudrait des pertes supérieures, mais probablement en diminution relative par rapport aux pertes de l'adversaire.

Le général Weyland, commandant les Far East Air Forces, a fait en fin d'avril un tableau d'ensemble où il déclare que par suite de l'accroissement de la puissance aérienne de l'O.N.U. les Sino-Coréens pourraient lancer une offensive, mais non la *soutenir*. Il estimait à cette date que son aviation avait finalement repoussé la tentative des Sino-Coréens de dominer « l'allée des Mig » (nom donné au vaste couloir aérien entre Sinuiju et Pyong-Yang). « Notre objectif, disait-il, était de maintenir une pression militaire par la force aérienne, avec un minimum de pertes totales, et de créer des conditions favorables à l'O.N.U. au cas où les pourparlers de trêve échoueraient et les opérations à terre reprendraient de notre fait ou de celui de l'ennemi. »

Cependant de nombreux experts américains estiment que cette tactique a permis à l'aviation sino-coréenne un apprentissage qui lui manquait. L'accalmie sur le front rend infructueuse l'opération *Strangle*, dit-on, car la 5^e Air Force n'est pas maintenue à sa pleine capacité. On use du matériel périmé et les aviateurs se plaignent des F-51 *Mustang* à hélice, encore nombreux en service ; on manque de pièces détachées, de même que pour les F-80 *Shooting stars* et F-84 *Thunderjets*. Les *Sabre* sont seuls en réalité à affronter à égalité les Mig-15. L'aviation sino-coréenne se sert du ciel de Corée du Nord-Ouest comme terrain d'entraînement pour former des escadrilles fraîches, afin de disposer d'une réserve de pilotes entraînés. On estime que le rapport de pilotes d'avions à réaction entraînés est de 20 à 1 en faveur des Sino-Coréens ; les pilotes de Mig se sont nettement perfectionnés depuis six mois. Pourtant, les pilotes anglo-saxons conserveraient un avantage de 8 à 1 en combat entre avions à réaction ; cet avantage serait dû au caractère novice de certains pilotes ennemis, à la supériorité des instruments de visée, à un entraînement supérieur, plus d'agressivité, etc.

Quel rôle la bataille aérienne qui se déroule dans le dos de Pan-Mun-Jon peut-elle jouer dans le prochain développement des négociations ? Lord Alexander aurait rapporté de Corée l'impression que « bien que les Chinois disposent de forces pour passer à l'offensive, la substance des rapports de renseignements est qu'ils sont presque entièrement préoccupés par des questions de défense. Ils emploient un énorme matériel pour réparer les dommages causés

par les bombardements à l'arrière des lignes, et la seule source de cette aide est la Russie. Ils dépendront d'une telle aide, qu'ils paient sans doute fort cher, jusqu'à la signature d'une trêve » (*Observer*, 22 juin). Évidemment, la remise en état incessante de voies ferrées et dépôts cause des soucis sérieux, mais les renseignements signalent aussi que ces destructions n'ont pas empêché l'armée sino-coréenne de bâtir une zone de défense en profondeur bien pourvue en abris de campagne, en artillerie d'accompagnement, et en dépôts de munitions de toutes sortes. Les troupes américaines en ont d'ailleurs fait l'expérience au cours de plusieurs petites attaques locales lors des derniers mois, et il faut signaler en particulier les opérations du 10-18 juin, où un effectif régimentaire s'est emparé de plusieurs collines importantes au nord de Chorwon, c'est-à-dire à l'un des angles du « triangle de fer » : elles se sont heurtées à une défense acharnée, et à un feu très dense ; d'ailleurs, malgré cinq contre-attaques consécutives, les Américains se sont maintenus sur cette nouvelle position.

Toutefois, si les arrières nord-coréens sont toujours soumis à la menace aérienne, la Corée du Sud est le théâtre d'opérations d'un autre genre qui peuvent être beaucoup plus efficaces à la longue si l'on envisage la guerre dans son ensemble : opérations de guérillas, décomposition de l'Assemblée et du gouvernement de Syngman Rhee, et même fermentation dans les camps de prisonniers et d'internés. C'est là que se trouve le principal gain nordiste depuis le début de la période des pourparlers.

CENTRALES ÉLECTRIQUES ET DIPLOMATIE

Revenons sur les bombardements des centrales électriques effectués par les Américains depuis une semaine, qui ont des conséquences politiques au moins aussi importantes que leurs conséquences militaires. Depuis le 23 juin le commandement américain a décidé de faire entrer de façon permanente les centrales hydro-électriques de Corée du Nord dans le tableau des objectifs de combat, au même titre que les voies ferrées, routes, ponts, docks, usines, dépôts, aérodromes, etc. Il a voulu remonter de la périphérie au centre, des lieux de « consommation » aux centres de production de l'énergie. Sauf conclusion d'un armistice réel, il est donc probable que le bombardement des centrales électriques restera à l'ordre du jour permanent de l'opération *Strangle*, ce qui affecte non seulement l'industrie coréenne, mais aussi une partie de la Mandchourie, et même certains centres de Sibérie.

L'effet de ces bombardements est-il durable ? L'expérience de la dernière guerre en Europe a montré que les destructions d'usines de production ne sont jamais aussi radicales qu'il y paraît d'abord, et certains observateurs sérieux, comme P. Blackett dans son livre sur *Les Conséquences militaires de l'énergie atomique*, ont même estimé qu'elles étaient une demi-faillite. Sans compter les pertes qu'éprouve la population civile, l'efficacité militaire est réduite par les reconstructions et réparations immédiates toujours possibles, quoique celles-ci immobilisent une énorme main-d'œuvre et de l'outillage qui serait précieux ailleurs. On estime en gros que la perte de production de l'Allemagne soumise aux bombardements stratégiques fut de l'ordre de 8 à 10 %. Cependant, des progrès dans la précision et la localisation des attaques permettent main-

tenant d'atteindre des objectifs mieux sélectionnés. Toute l'industrie de base du complexe mandchou-coréen étant d'autre part liée à la production très centralisée d'énergie hydro-électrique, l'attaque des centrales peut avoir une efficacité immédiate indéniable.

Mais il faut aussi tenir compte de la structure de ces centrales. Pour les réduire, sinon définitivement, du moins pour très longtemps, il faudrait atteindre les réservoirs eux-mêmes. En 1943, pour mettre le Dnieprostroi hors d'usage, l'armée soviétique en retraite dut faire sauter le barrage, et non se contenter de détruire les usines génératrices (turbines et transformateurs). Or, frapper le béton par bombes et fusées est presque impossible ; seules peut-être des bombes atomiques explosant sous l'eau dans le réservoir pourraient le crever (expériences qui ont peut-être été envisagées à Bikini et ailleurs). Le lac-réservoir de Supung (Suiho), qui capte le Yalu, a 65 kilomètres de long, et la retenue bétonnée proprement dite a 100 mètres de haut et 900 mètres de long environ. Les barrages de Fusen et de Chosen sont aussi construits à la sortie de lacs fort étendus. Dans ces conditions, le commandement américain s'est résolu à attaquer d'abord les installations de transformation, les plus faciles à atteindre, mais aussi celles qu'il est possible jusqu'à un certain point de réparer le plus vite. On dit aussi que les Américains n'ont pas voulu frapper le réservoir de Suiho parce que sa moitié latérale nord se trouve en Chine, l'une des petites usines qui se trouve à cheval sur la frontière n'ayant d'ailleurs pas été visée bien que l'aviation américaine ait été canonnée par des batteries installées sur le territoire mandchou.

Quel est le bilan exact des premières destructions ? Si l'on s'en tient aux communiqués officiels, on obtient le tableau suivant :

1° Attaque sur Supung (22 juin) : environ 90 % de dégâts superficiels et 70 % de dégâts structuraux. Une usine génératrice a été détruite, des transformatrices et vannes brisées. Cette attaque n'a été menée que par des bombardiers légers et chasseurs bombardiers, opérant par vagues, 500 avions au total, et de jour.

2° Attaque (23 juin) : 200 avions (toujours des bombardiers légers) ont attaqué à nouveau les usines de Fusen et Chosen, déjà entamées la veille.

3° Attaque (24 juin), toujours sur les mêmes objectifs, avec retour sur Supung, cette fois avec quelques B-26. A ce moment on estimait que l'usine principale de Sakchu (Supung) était tout

à fait hors d'usage. A Fusen, les deux usines étaient « virtuellement détruites en totalité » ; la station génératrice n° 1 avait subi des dommages structurels graves : deux vannes étaient brisées et les installations inutilisables. La station n° 2 avait reçu un coup direct sur les turbines. A Changjin : usine de Kyosen n° 2, transformateurs 80 % détruits, dommages aux turbines, installations inutilisables, coups directs sur les vannes. Usine de Kyosen n° 3, dommages structurels aux turbines ; vannes rompues, postes de contrôle et transformateurs endommagés. Une dizaine de positions d'artillerie lourde ont été détruites sur l'ensemble des secteurs. De nouveaux bombardements ont eu lieu les 26 et 27 juin, avec des concentrations de 100 à 150 avions, sur les installations déjà atteintes, en recherchant des objectifs précis. Pendant la semaine, des attaques ont été aussi lancées, comme à l'habitude, sur les arrières les plus proches du front. Les pertes semblent avoir été assez faibles — 8 à 10 avions. Il y a lieu de noter que la plupart de ces bombardements ont eu lieu de jour, qu'ils ont été faits presque entièrement par des bombardiers légers et chasseurs-bombardiers, et qu'on n'a mis en jeu aucune force nouvelle : seuls étaient concentrés des groupes aériens déjà engagés quotidiennement depuis longtemps. Enfin, la réaction de la chasse sino-coréenne a été jusqu'à présent inexistante, ce qui a surpris.

Dans quelle mesure et en combien de temps les dégâts peuvent-ils être réparés ? Dans quelle proportion la production d'énergie électrique a-t-elle été diminuée et dans quelle mesure celle-ci était-elle utilisée industriellement et militairement ? Pour en juger, il faudrait disposer de précisions que nous ne possédons pas. Il est probable qu'en Mandchourie ou en Sibérie existent des moyens de réparation assez puissants, en hommes comme en matériel. Les turbines et les générateurs à haute puissance et modernes ne sont évidemment pas un matériel qui se remplace comme une fraiseuse ou un tour. Néanmoins, on peut supposer que des réserves avaient été constituées hors d'atteinte, et qu'elles peuvent être mises en œuvre. D'ailleurs, une partie des générateurs n'avait été montée que récemment, depuis l'ouverture du conflit. Mais, ces réparations ne seront-elles pas sujettes à de nouvelles attaques ? Et comment prévoir un système de protection permanent en dehors d'une défense aérienne et au sol ? Le repérage des avions par radar est indirectement affecté par le manque d'énergie électrique, et l'efficacité des tirs aériens diminuée d'autant. D'autre part, l'engagement massif

de la chasse risque de coûter de nombreux appareils à la défense, sans compter que les combats se dérouleraient cette fois à la frontière même (du moins pour Supung), et que le territoire mandchou risque fort d'être atteint. On a noté que lors de la première attaque, environ 200 Mig-15 étaient au sol à Antung ; deux ou trois ont décollé à l'annonce des bombardiers américains, puis sont retournés à leur base après quelques minutes de vol. Il n'y eut de sortie massive lors d'aucun des bombardements massifs. Il faut donc supposer qu'entre plusieurs maux le commandement sino-coréen a choisi le moindre, et qu'il a préféré ne pas engager la chasse en bloc, au risque de dommages sérieux aux centrales électriques. La raison ne peut en être que la suivante : installé dans une position défensive solide, le gouvernement nord-coréen estime que les pourparlers d'armistice doivent être continués et que leurs effets se font déjà sentir dans la crise du pouvoir sud-coréen, ce qui, dans une conception d'ensemble de la guerre, peut paraître plus avantageux.

Radio-Pékin a déclaré le 30 juillet que l'attitude de provocation des Américains « n'a jamais réussi à affecter la détermination de fer des Chinois et des Coréens de résoudre sur une base loyale et raisonnable les questions qui se posent, et de faire l'impossible pour obtenir un armistice ». Et peu auparavant (le 27 juin), le général Nam-Il avait répété aux délégués américains à Pan-Mun-Jon : « Vous devez vous rappeler clairement que vous avez tenté plusieurs fois d'influencer les pourparlers de trêve par des aventures militaires... C'est seulement quand votre camp est en difficulté pour continuer à supporter les dommages de la guerre que vous revenez à cette tente. »

En fait, on peut se demander comment les bombardements du Yalu pourraient affecter directement la marche des pourparlers, qui achoppent actuellement sur la question de l'échange des prisonniers, mais qui n'a pas été impressionnée par les diverses opérations militaires qui ont continué à se poursuivre depuis un an. Les Américains voudraient que les discussions de Pan-Mun-Jon ne s'occupent que des questions strictement militaires liées à une décision de *cessez-le-feu*, comme d'ailleurs c'était le cadre initial des pourparlers. Mais peu à peu, et comme c'était inévitable, ce cadre s'est élargi. Comment éviter que la question des prisonniers, par exemple, ait de très larges incidences politiques et diplomatiques ? On l'a bien vu par les débats qu'elle a entraînés entre Londres et Washington. Les bombardements du Yalu eux-mêmes viennent de faire rebondir

la controverse. Enfin, et c'est aujourd'hui le point sans doute le plus important pour la Corée du Nord et la Chine, les pourparlers en vue d'un armistice ont une énorme répercussion en Corée du Sud, où opèrent des groupes importants de guérilla, où une partie de l'opinion populaire et même bourgeoise-militaire souhaite avant tout la fin du conflit, au prix d'un compromis politique, et où le pouvoir de Syngman Rhee est en butte à des attaques de plus en plus rudes, sans parler de la lassitude des G.I's. Ce sont là des gains politiques pour la Corée du Nord et la Chine. On peut même dire que l'effet dépasse la Corée, et que ce sont les opinions publiques aux États-Unis, et surtout en Angleterre, qui commencent à manifester de la lassitude. En ce sens, la « temporisation » de Pan-Mun-Jon est aussi une forme de combat, que le commandement américain s'irrite d'avoir le sentiment de perdre, à défaut de succès militaires trop coûteux et aujourd'hui impossibles d'un côté comme de l'autre.

Il est difficile de se faire une idée exacte de la signification de la crise du gouvernement sud-coréen. Il ne peut s'agir d'une lutte de « bons démocrates » contre le régime dictatorial de Syngman Rhee. Tout le personnel dirigeant est fait d'un ensemble de politiciens de métier, concussionnaires, hommes des propriétaires fonciers, d'affairistes, de militaires genre hobereau, de grands policiers et de toute une clientèle où s'agitent parfois des rêves un peu délirants de national-socialisme à l'asiatique. Mais dans cette masse, des courants divers se font jour, au gré des intérêts et des événements. Syngman Rhee et ses hommes représentent le mieux une sorte de patriotisme cocardier à teinte féodale et fasciste, qui joue le tout pour le tout dans la guerre contre la Corée du Nord, et entre en rage chaque fois qu'il a l'impression que les Anglo-Saxons se prêtent à quelque progrès dans les négociations. Il s'appuie sur des groupes de tyrannaux paysans locaux, auxquels il a rendu récemment le droit de se faire « élire » plutôt que d'être nommés par lui. Quant aux « opposants parlementaires », plus directement liés aux milieux d'affaires américains et même japonais, il est possible que certains d'entre eux se soient laissé tenter par une politique de compromis, contre laquelle Syngman Rhee a réagi avec brutalité. Ces conflits ont une importance indéniable, parce qu'ils montrent clairement qu'une paix, même provisoire et incomplète, serait une menace de ruine pour le pouvoir sud-coréen, et l'on dit que Syngman Rhee a déclaré aux Américains qu'il n'accepterait

pas une tentative de trêve comme celle que le général Marshall avait négocié entre Tchang Kaï-chek et Mao Tsé-toung.

Enfin, le coût de la guerre commence à peser très lourdement dans la balance. Rien qu'au point de vue financier elle a déjà coûté une quinzaine de milliards de dollars aux Etats-Unis seuls. Les destructions en Corée sont évaluées à plus de deux milliards de dollars. Quant aux pertes humaines, nous avons déjà publié ces tristes statistiques où l'on voit croître inexorablement le volume des morts et des blessés. Un décompte de la mi-juin fait apparaître les chiffres suivants :

	<i>Pertes au combat</i>
U.S.A.	109.971
Autres pays de l'O.N.U.	8.848
Corée du Sud	301.864
Corée du Nord	591.854
Chine	725.024
Total	1.737.561

Il s'agit là des pertes *au combat*. Si l'on y ajoute les civils, c'est à trois ou quatre millions que se chiffrent les pertes. Et dans quel état sont les vivants ? Voilà pourquoi beaucoup d'espoir s'attache aux pourparlers de Pan-Mun-Jon, bien qu'ils ne puissent par eux-mêmes régler des problèmes politiques qui ont des origines et des données beaucoup plus générales.

13 juillet 1952

Nous avons noté récemment que lors des bombardements des centrales hydro-électriques du 23 juin et des jours suivants — centrales qui restent donc un objectif permanent puisqu'elles viennent d'être à nouveau atteintes le 11 juillet — les réservoirs et les barrages eux-mêmes n'avaient été ni visés ni frappés, seules les usines génératrices ayant été partiellement détruites. Le 25 juin, M. Eden avait déclaré formellement aux Communes que les barrages et les ponts sur le Yalu n'avaient pas été inclus dans les objectifs des raids, étant donné leur proximité de la frontière chinoise. Il précisait « qu'aucun objectif ne se trouvait à moins d'un millier de

yards de la frontière ». Les communiqués de la Far Eastern Air Force ne faisaient état que de la destruction de turbines et de transformateurs.

Un nouveau Rapport du 3 juillet, accompagné de photographies (dont certaines prises en rase-mottes) montre cependant que les barrages et les canalisations ont été aussi attaqués (ou atteints par hasard ?), peut-être au cours des raids qui ont suivi celui du 23 juin resté sans riposte. Le grand barrage de Supung a été « sévèrement atteint ». A Fusen n° 1 les canalisations ont été crevées sur une cinquantaine de mètres. Quelle est l'ampleur exacte des dégâts occasionnés jusqu'à présent aux barrages ? Les experts américains déclarent maintenant que les usines seront privées d'électricité pendant « plusieurs mois ». Il est en tout cas très probable que les dommages infligés aux génératrices sont plus graves dans l'immédiat que ceux qu'ont subis les barrages eux-mêmes.

« NI VAINQUEUR, NI VAINCU ? »

L'offensive stratégique ininterrompue par bombardements aériens U.S., l'impasse des pourparlers de Pan-Mun-Jon, et les négociations sino-soviétiques commencées à Moscou le 22 août entre la délégation conduite par Chou En-laï et les dirigeants de l'U.R.S.S. (avec la participation active de Staline, notons-le), sont des éléments d'une situation qui doit évidemment être envisagée dans son ensemble. Il faut y ajouter que ce moment se situe aussi lors de l'anniversaire de la défaite japonaise qui a permis la libération de la Corée en 1945, et juste après la « réélection » de Syngman Rhee à la Présidence de la Corée du Sud, qui clôt pour quelque temps la crise politique, sinon la crise économique et sociale, qui agitent le Sud de la péninsule.

L'impasse des pourparlers reflète l'impasse des opérations militaires. En apparence, les deux adversaires sont depuis un an sur la défensive, sur une ligne qu'ils ont fini par accepter comme démarcation d'un *cessez-le-feu* éventuel. Mais cette défensive est purement terrestre, et d'ailleurs traversée, comme l'est toujours une défensive sérieuse, par des opérations offensives de plus ou moins grande envergure : car si *l'attente* est le moment fondamental de la défensive, elle a toujours tendance à se développer en un contre-coup, virtuel ou en acte. Ces contrecoups, les Nordistes les ont portés au cours des quatorze derniers mois sur certains secteurs du front terrestre : dans la région de Chorwon, au nord du 38^e parallèle, et à l'est de Pan-Mun-Jon, où la possession de collines qui ont une certaine importance tactique continue à être féroce ment contestée des deux côtés, les Américains paraissant n'avoir pu être délogés de ces collines où ils se sont établis en juin.

Mais les Nordistes ont aussi porté des contrecoups sous une autre forme : comme défense anti-aérienne, et comme défense côtière, c'est-à-dire grâce à l'artillerie, et sur les fronts de mer et de l'air. Comme nous n'avons cessé de le souligner depuis un an, les opérations qui sont restées largement passives sur terre, ont au contraire été très actives dans les airs et sur mer, et même plus actives sur ces deux terrains qu'elles ne l'avaient été au cours de la première année de guerre. Ce sont les opérations aériennes et navales qui ont fait la toile de fond des pourparlers de Pan-Mun-Jon, et l'on peut dire qu'à une année d'offensives et de contre-offensives terrestres a succédé une année d'offensive et de défense aériennes.

Dans le domaine aérien, les Américains n'ont cessé d'avoir l'initiative, c'est-à-dire de se livrer à des actions offensives. Ils se sont heurtés au cours du dernier hiver à une résistance croissante, d'abord au sol, grâce à une artillerie anti-aérienne dirigée au radar, puis en l'air, grâce à l'intervention de l'aviation à réaction de fabrication russe basée en Mandchourie à proximité du Yalu. Cette défense, dont l'efficacité s'accroissait (par pertes infligées à l'ennemi, et parce qu'elle empêchait souvent celui-ci d'atteindre ses objectifs immédiats) entraîna un renforcement progressif de l'aviation américaine entre janvier et mai.

En juin débuta une nouvelle phase de la bataille aérienne : les Américains décidèrent de passer à l'attaque massive des sources d'énergie et de production industrielle dans le Nord, et des dépôts de matériel constitués aux arrières immédiats du front. Tactiquement, cela signifiait que le théâtre d'opérations aérien immédiat allait s'étendre de « l'allée des Mig », c'est-à-dire d'un espace axé sur Sinuiju et Pyong-Yang, jusqu'à la totalité du territoire nordiste. Cette nouvelle phase débuta par les bombardements massifs des centrales hydro-électriques et culmina dans l'annonce par le commandement de l'O.N.U. d'une destruction systématique de 78 villes et concentrations urbaines du Nord, soit la quasi-totalité ; en même temps étaient attaqués massivement les dépôts et centres proches du front, une fois qu'on avait pu observer qu'ils étaient suffisamment importants.

Dans cette deuxième phase, la défense nordiste a surtout répondu, semble-t-il, par l'intensification de la défense par artillerie anti-aérienne, plutôt que par l'intervention de la chasse, redevenue cependant un peu plus active ces dernières semaines, de nuit comme

de jour (mais il faut compter avec le ciel bouché de cette saison).

Si l'on envisagé la conduite de la guerre dans son ensemble, il faut d'ailleurs admettre que c'est surtout sur le terrain des pourparlers de Pan-Mun-Jon que le commandement sino-coréen a mis ces derniers mois l'accent de sa défensive, et même de son offensive, car l'action, les débats et la propagande relative aux prisonniers ne peuvent pas être considérés autrement qu'une contre-offensive véritable, destinée, elle aussi, à contraindre les Américains à accepter un armistice réel, sinon la paix.

Les Américains déclarent que les bombardements sont destinés à « accélérer les pourparlers de paix ». Mais cette explication ne vaut rien.

L'intensification des bombardements peut avoir un effet immédiat sur la conduite de la guerre, mais elle ne peut à elle seule faire aboutir des pourparlers de paix ; ou bien il faudrait admettre que ces bombardements peuvent entraîner une décision stratégique, ou ouvrir la voie à une offensive terrestre décisive. Hypothèses invraisemblables. Ces bombardements ont bien plutôt pour effet la recherche d'une riposte, du moins tant que la volonté de résistance reste intacte, d'autant que la résistance sino-coréenne ne dépend pas que de l'espace coréen, mais étend tout son théâtre de guerre à la Mandchourie, aux arrières sibériens et à la périphérie du golfe de Petchili (sans parler des théâtres d'opérations situés en d'autres points des marches de la Chine : Formose, Tonkin, Haute-Birmanie, Tibet).

Le 23 août, Radio-Pékin faisait ainsi le bilan de trois semaines de bombardements : « Du 11 juillet au 31, les avions américains ont versé plus de 18.000 bombes au napalm et à retardement sur Pyong-Yang, Wonsan, Hamhung et Chongjin. Pendant la même période ils ont lâché plus de 6.000 bombes (dont plus de 1.000 au napalm) sur les villages de la province du Chakang loin à l'arrière où n'existe aucun objectif militaire. Un cinquième des villages de la province a été totalement détruit, et 200 si gravement endommagés qu'ils ne sont plus reconnaissables. Les pertes civiles de la province pour juillet seul dépassent de trois fois et demie le chiffre de toute l'année passée. »

Il est indéniable que ces bombardements, dans la mesure où ils atteignent des objectifs industriels (production, transports, dépôts), ont une importance stratégique ; mais s'ils ne préparent pas à des opérations offensives sur terre, ils finiront par voir leurs effets

amortis. A la limite, ils peuvent créer une espèce de *no man's land* de plusieurs centaines de kilomètres devant le front américain, mais rien de plus ; et cela ne suffira pas encore à forcer une décision. L'équilibre général des forces sera partiellement modifié, mais non renversé. Et pendant ce temps, l'appareil militaire américain continuera à subir lui aussi des pertes importantes.

La presse chinoise a fait le 15 août un bilan des forces dans lequel on indique à plusieurs reprises que « les Américains sont incapables d'avancer d'un pouce vers le nord ». La Chine, déclare un éditorial du *Journal du Peuple*, dispose d'une aviation de 3.700 avions, et d'une artillerie à la puissance de feu croissante. Près d'un million de volontaires chinois seraient en Corée du Nord, et les troupes de l'O.N.U. auraient subi depuis octobre 1950 des pertes « de plus de 547.000 hommes mis hors de combat, y compris plus de 230.000 hommes des forces agressives américaines ». Les pertes aériennes de l'O.N.U. seraient de 5.900 appareils abattus ou endommagés (au 9 août le commandement américain admettait la destruction de 742 avions). A noter que les chiffres officiels américains correspondent à peu près aux chiffres fournis par le commandement chinois en ce qui concerne les pertes humaines. En effet, au 20 août, Tokio annonçait les *pertes au combat suivantes* :

Tués au combat	18.185
Blessés	84.569
Manquants	12.619
Total.....	115.373

Il faut y ajouter les pertes coréennes du Sud, évaluées à 300.000 hommes, et celles de l'O.N.U. en dehors des Américains, évaluées à 10.000, plus les malades, indisponibles, victimes d'accidents, etc.

Pour le moment, la bataille qui se déroule dans le dos des pourparlers de Pan-Mun-Jon n'apporte donc aucune décision, et c'est la raison pour laquelle l'idée d'une suspension d'armes effective reste au premier plan des préoccupations. Cependant, comme nous l'avons déjà dit, il est évident qu'une suspension d'armes ne peut être que l'effet d'un équilibre apparent. Il faut nécessairement que l'un des antagonistes y ait un plus grand intérêt que l'autre,

parce que momentanément sa position défensive en bénéficierait. C'est pourquoi la formule employée le 15 août par Kim Il Sung d'un armistice « où il n'y aurait ni vainqueur ni vaincu » peut avoir un sens politique immédiat, mais n'a pas de signification militaire proprement dite.

L'histoire offre maints exemples de suspensions d'armes, mais il est bien rare qu'elles aient correspondu à une situation où il n'y avait ni vainqueur ni vaincu, sauf peut-être dans des situations locales et des conflits de mince importance. La question essentielle est de savoir à quel niveau, c'est-à-dire sur quel théâtre de guerre, ou si l'on veut dans quelle perspective générale, une suspension d'armes apporte un avantage à l'un ou l'autre des adversaires. L'abandon, même temporaire, de la lutte armée ne peut pas avoir la même signification pour les deux camps, et elle peut s'effectuer de bien des manières différentes. Par exemple, la paix de Brest-Litovsk signifiait la reconnaissance de la suprématie immédiate de l'armée allemande sur le front russe au début de 1918, mais l'espoir que cette reconnaissance amènerait d'autre part des difficultés aux Allemands sur le front intérieur et à l'Ouest ; en effet, dès la fin de 1918, la révolution et les revers militaires contraignirent les Allemands à demander à leur tour aux Alliés un armistice qui signifiait la capitulation. La « capitulation » de Brest-Litovsk avait donc un caractère conditionnel, et celle de Rethondes un caractère absolu. La fin de la lutte des partisans grecs en 1949 avait aussi un caractère conditionnel, et elle eut l'aspect d'une sorte d'armistice imposé, de paix *de facto* ; mais il est impossible de nier que sa signification immédiate était la défaite des partisans.

Lorsque Trotsky proposait au début des pourparlers de Brest la formule « ni paix ni guerre », celle-ci avait un peu la résonance politique de ce que Kim Il Sung appelle aujourd'hui un armistice « sans vainqueur ni vaincu ». Mais la formule n'eut d'efficacité que pendant quelques semaines en 1918. En Corée, les forces en présence ont plus l'apparence de l'équilibre, mais dans la mesure où l'on se borne à considérer le théâtre de guerre coréen dans ses limites propres. En fait, une suspension d'armes en Corée est donc subordonnée à la considération des rapports stratégiques mondiaux actuels, en particulier en Asie. Il se peut que le gouvernement soviétique, par exemple, considère qu'étant donné ces rapports favorables, un désavantage momentané sanctionné par un

armistice en Corée soit en définitive avantageux. Il se peut aussi que le gouvernement chinois juge un peu différemment, dans la même perspective : à savoir que c'est le gouvernement américain, contraint à limiter ses opérations à la Corée, qui s'y trouve finalement en position de demandeur. De toute façon, le « cessez-le-feu » sur la ligne de combat actuelle, qui se situe quelque peu au nord du 38^e parallèle, signifierait que l'un et l'autre antagoniste reconnaît que les résultats obtenus par lui sur ce terrain interdisent pour le moment l'extension du conflit, le passage de la guerre froide à la guerre chaude. Seul Syngman Rhee proclamait impudemment le 15 août : « Nous n'aurons pas de repos tant que nous n'aurons pas libéré nos compatriotes » : impudemment, parce qu'il ne peut ignorer que dans la situation présente les troupes de l'O.N.U. ne sont pas en mesure de livrer une offensive dans ce but, sans compter qu'une « délivrance » de cette sorte ne présente aucun attrait pour le paysan ou l'ouvrier du Nord. Mais l'affirmation de Syngman Rhee nous rappelle cependant qu'à l'origine les deux antagonistes se proposaient pour but de guerre la *réunification* de la Corée. En juillet 1950, les Nordistes combattaient à visage découvert pour cet objectif, inséparable pour eux de l'extension de la révolution sociale à toute la péninsule. Plus tard, MacArthur en marche vers le Yalu préconisait le même but. Aujourd'hui, les négociateurs de Pan-Mun-Jon ont admis qu'un armistice trouverait la Corée du Nord et la Corée du Sud approximativement dans leurs anciennes limites, et aucun d'eux ne se propose d'aboutir à l'unification générale de la Corée *par la guerre*. Si la formule « ni vainqueur ni vaincu » peut avoir un sens politique, c'est seulement celui-là.

Nous ignorons tout à fait le contenu précis des négociations qui se poursuivent à Moscou entre les délégations chinoises et soviétique. Il faudra attendre les résultats officiels pour ne pas parler absolument en l'air. En tout cas, il est vraisemblable que la guerre de Corée et ses perspectives, dans le cadre des relations d'ensemble entre la Chine et l'U.R.S.S. seront au centre des discussions. Admettons que le problème posé soit le suivant : comment contraindre les Américains à l'armistice, puis à la paix, sans recourir dans l'immédiat aux moyens de la guerre, c'est-à-dire à l'offensive décisive ? Il y a là assez de motifs de divergences à l'intérieur d'une cause commune. Il serait naïf de supposer que Pékin et Moscou sont toujours d'accord, mais il serait aussi sot

d'imaginer que leurs désaccords puissent actuellement bénéficier à Washington. Tito a été acculé à choisir l'indépendance dans l'hostilité, mais Pékin est indépendant dans l'amitié. Cette indépendance est de plus de poids, et il est possible que le gouvernement chinois puisse faire prévaloir ses vues en ce qui concerne la poursuite de la guerre. Bien des symptômes permettent de penser que le commandement chinois estime possible pendant une longue période une guerre d'*usure*, quelque chose comme une guerre où l'ennemi « pourrira ». Et il est fort possible que les dirigeants soviétiques estiment cette procédure risquée, ou même franchement dangereuse. Ils avaient élaboré la stratégie de la première phase de la guerre (juillet-novembre 1950), mais il y a longtemps qu'ils ont insisté sur les périls de la guerre-éclair, surtout une fois qu'elle a échoué. Reste à chercher le compromis, sur lequel leurs vues sont probablement assez différentes de celles de Pékin. De toute façon, la question des prisonniers n'y joue au fond qu'un rôle secondaire. Différentes informations laissent supposer que Moscou aurait conseillé de trouver à ce sujet une « voie neutre » (Moscou aurait recommandé d'accepter l'internement sous contrôle « neutre » et des tris et rapatriements ultérieurs) ; mais les dirigeants chinois sont en train de faire la preuve que même sur ce terrain techniquement délicat et politiquement très difficile (car, comme on l'a fait observer, l'U.R.S.S. avait bien libéré des Allemands anti-nazis et Mao Tsé-toung enrôlait des ex-soldats de Tchang Kaï-chek), ils parvenaient à prendre la contre-offensive et à mettre les Américains dans l'embarras. D'autre part, ils peuvent faire valoir que si les Américains ne sont pas aux portes de Vladivostock et de Port-Arthur alors qu'ils sont virtuellement sur le Danube, c'est à eux qu'on le doit. Il y a donc de fortes chances pour que la conférence de Moscou entérine une bonne part de leurs vues, ce qui, sans doute, ne fera pas l'affaire de Washington.

FAUDRA-T-IL FAIRE UNE « DEUXIÈME » GUERRE DE CORÉE ?

Un simple coup d'œil sur la situation militaire présente en Corée suggère quelques hypothèses que nous croyons possible d'avancer sans trop de risques.

Soulignons d'abord que la situation militaire commande pour le moment à la fois le cours des négociations négatives de Pan-Mun-Jon, et celles qui se poursuivent à l'échelon politique plus élevé, entre les gouvernements, et qui vont occuper la tribune de l'O.N.U. pendant quelques semaines. Plus les événements de guerre piétinent, plus la direction politique de la guerre tend à revenir au premier plan. Mais tant que la politique ne se résout pas ou ne parvient pas à trancher la situation, c'est-à-dire à entraîner une décision qui n'a pu être obtenue sur le terrain, ce sont les forces militaires sur ce terrain qui restent l'arbitre de la situation.

Depuis plusieurs mois, le commandement sino-coréen s'est tenu sur une défensive rigoureuse, par conséquent nullement passive, mais au contraire entretenue par une série de petites attaques destinées à rester en contact avec l'ennemi, et à lui imposer en somme sa propre forme de résistance. Le commandement américain, pour sa part, n'est resté sur la défensive que sur le front de terre. Il a développé une vaste opération aérienne, dite *Strangle*, dont l'objectif était à la fois stratégique (destruction de centres de production et d'approvisionnements, et de lignes de communication), et tactique (destruction de positions d'artillerie, d'ouvrages avancés, de matériel roulant, de concentrations). Sur les flancs côtiers, la marine participait à l'opération avec des objectifs analogues. Ces opérations offensives, notons-le, n'ont été possibles depuis

le début de 1952 que parce que l'aviation U.S. avait été substantiellement renforcée après ses échecs de l'hiver 1951-1952.

En somme, la défensive sino-coréenne s'est tenue au plan classique d'une attente d'un retournement éventuel de la situation, en exploitant par conséquent dans les meilleures conditions la stabilisation du front, l'insécurité sur les arrières américano-sudistes (actions de partisans et agitation dans les camps de prisonniers de guerre), et le cours des négociations de Pan-Mun-Jon.

La défensive U.S., au contraire, ne s'est pas limitée à ce plan classique. En se doublant d'actions offensives de type stratégique (bien qu'exclusivement aériennes) elle s'engageait dans une voie qui ne pouvait mener, si elle durait trop, qu'à une impasse. En effet, c'est un principe bien établi que l'offensive, même partielle, s'épuise par ses propres effets si elle n'aboutit pas à une décision, même secondaire, ou si elle n'atteint pas des objectifs limités et déterminés en harmonie avec le plan de la défensive générale.

Autrement dit, le commandement américain doit être amené à reposer avec insistance la question d'une offensive générale, puisque la direction politique de la guerre manifeste une irrésolution permanente, et qu'une défensive sans résultats positifs est elle-même à la longue trop coûteuse. Retomber dans une défensive terrestre stricte, c'est perdre certains avantages de l'offensive, même partielle ; c'est recourir à des combats d'infanterie que le public américain, féru de guerre mécanique, redoute, et c'est avouer que les U.S.A. ne peuvent pas se permettre de dire, comme le fait Mao Tsé-toung : « Pour le monde capitaliste, une guerre de dix ans peut sembler un désastre, mais pour nous, c'est seulement un début. » D'autre part, entreprendre une action offensive de quelque envergure, c'est à proprement parler, dans les circonstances présentes, engager une « deuxième » guerre de Corée.

Les faits survenus au cours du mois d'octobre tendent à montrer qu'une opération offensive limitée est l'une des possibilités auxquelles songe le commandement américain, toujours dans le cas d'un théâtre de guerre borné à la Corée elle-même.

Ce sont les troupes sino-coréennes qui ont pris l'initiative des combats violents qui se sont déroulés sur le front du centre et du centre-ouest depuis le début d'octobre, pour la possession de collines importantes. Mais on peut admettre que ces attaques, avec des effectifs croissants allant jusqu'à englober pour l'ensemble des secteurs 20 à 25.000 hommes, avaient pour objectif essentiel

de prévenir et de désorganiser la préparation d'une action U.S. en direction de Wonsan, au nord-est du « triangle de fer », action déjà envisagée il y a un an sous le nom de « porte battante ». Les effectifs nord-coréens ont été engagés avec leurs armes classiques d'attaque et de défense : mitraillettes, grenades, mortiers de différents calibres, appuyés d'artillerie, et peut-être de quelques chars. Au cours de la première quinzaine d'octobre, leur effort a porté sur le Nord-Est de Yongchon, menaçant la route de Séoul, c'est-à-dire le flanc Est du « triangle » ; puis il s'est déplacé vers le centre, au nord de Chorwon et de Kuhmwa. Ses effets ont contraint le commandement américain à engager des forces elles aussi assez importantes dans l'ensemble des secteurs, quoique à l'Est ce soient les divisions sud-coréennes qui aient endigué les attaques. Mais, semble-t-il, ils ne l'ont pas obligé à différer une attaque au nord de Kuhmwa, c'est-à-dire à la pointe Nord du triangle, sur la route de Wonsan ; cette attaque à son tour a obligé les Nord-Coréens à un effort sur ce point, d'autant plus qu'au même moment (le 15 octobre) les Marines U.S. ont effectué un débarquement sur la côte Est, à Kojo, c'est-à-dire au sud de Wonsan, débarquement à temps limité, destiné à éprouver la possibilité d'atterrir malgré les défenses côtières, suivi le lendemain d'un débarquement simulé dans la même région, effectué avec une centaine de péniches, destiné à attirer sur les plages et les fortifications des troupes qui y furent ensuite canonnées par les navires.

Le « triangle de fer » manifeste ainsi une fois de plus son importance en cas de reprise d'opérations d'envergure. Cette région, qui servit naguère de pivot aux opérations sino-coréennes, est en effet baptisée « triangle de fer » parce que les forces concentrées y couvrent et menacent à la fois les grands axes hors desquels aucune action d'envergure ne peut être menée sur terre en Corée : au sud vers la plaine de Séoul et l'axe Chunchon-Hongchon, et au nord sur les deux axes divergents Pyong-Yang et Wonsan. Comme on le sait, c'est après la perte de ce pivot que le commandement sino-coréen s'engagea dans la voie des pourparlers à Kaesong.

Nous avons dit que l'opération *Strangle* avait pris fin. Cela ne veut pas dire que les bombardements stratégiques aient cessé, mais qu'ils ne visent plus un objectif qui se recréait chaque fois qu'il était détruit. Les Marines et la marine, ainsi qu'une partie de l'armée, ont demandé que la F.E.A.F. reprenne plus activement

son rôle de soutien au combat, et une polémique très suggestive s'est ensuivie. Le général Shepherd, commandant des Marines, a déclaré le 13 octobre que de nouvelles méthodes d'attaque des voies de ravitaillement avaient remplacé l'opération *Strangle*, car le programme d'interdiction ne pouvait être pleinement réalisé : « quoique l'opération *Strangle* ait sans doute atteint les Chinois jusqu'à un certain point, a-t-il dit, le concept était erroné, à cause de l'aptitude des communistes à se servir de voies secondaires et à réparer les voies ferrées et les artères bombardées ». A quoi l'état-major de Tokio a répondu que cette opération ne visait pas à interdire tout ravitaillement du front, mais seulement à empêcher des concentrations qui auraient permis une offensive majeure.

DE LA GUERRE DES COLLINES A L'O.N.U.

Nous disions la semaine dernière que plusieurs indices faisaient croire à la préparation d'une offensive limitée par le commandement américain, ou tout au moins d'une menace d'offensive, qui parfois produit par elle-même des effets importants. C'est ainsi que s'expliqueraient les attaques locales des forces sino-coréennes pour la possession de positions tactiques montagneuses importantes des secteurs ouest et centre.

Ces attaques ont continué au cours de la semaine écoulée, et comme leurs résultats paraissent assez minimes jusqu'à présent, il faudrait en conclure qu'elles ont surtout pour but de provoquer des engagements multipliés qui entravent la préparation d'une entreprise américaine plus importante. De plus elles mettent à l'épreuve certains secteurs du front tenus par des divisions sud-coréennes. Les communiqués de Pyong-Yang qualifient toujours ces combats de « batailles locales » ou « défensives ».

C'est peut-être dans le même sens qu'il faudrait interpréter l'allongement du temps de présence sur les théâtres d'opérations que le général Clark vient de décider ; cette décision peut être interprétée comme un besoin de gonfler rapidement les réserves immédiates, en ralentissant la « rotation ».

On peut aussi interpréter tous ces faits autrement, comme le signe d'une crainte chez les Sudistes d'actions stratégiques plus vastes de l'armée nord-coréenne et chinoise. Cependant, cette hypothèse est la moins vraisemblable, surtout au moment où s'engage à l'O.N.U. un débat sur l'évolution de la guerre de Corée que les délégués de l'U.R.S.S. avaient souhaité en vain l'automne dernier à Paris.

L'effort nordiste porte essentiellement sur le front ouest et centre-ouest, menaçant le flanc gauche de tout le dispositif américano-sudiste, qui pivote sur le « triangle de fer », et la plaine de Séoul. C'est sur ce flanc gauche que les attaques se sont faites les plus pressantes depuis quelques jours. Pour la première fois depuis un mois, elles ont réussi une percée limitée (ce qu'on appelle une infiltration) au nord-ouest de Korangpo, qui contraignit les Américains à évacuer la position de Bunker-Hill, menacée d'être coupée ; cette position, très fortifiée depuis un an, n'a pas dû être évacuée de gaieté de cœur. L'attaque a été lancée avec un effectif de 2 à 3.000 hommes (deux bataillons environ), le dimanche soir 26 octobre, sur un secteur d'environ 4 à 5 kilomètres, débordant trois positions avancées (Warsaw, Ronson et Frisco) et perçant le long de la crête *The Hook*. Cette pointe fut appuyée d'un tir d'artillerie et de mortiers d'une densité extrême (15 à 20.000 coups). Les unités de Marines appelées en renfort des Sud-Coréens, sont parvenues à refermer la brèche lundi soir, après en être arrivé au corps-à-corps, mais sans reconquérir la crête principale, et en laissant quelques « infiltrations » derrière eux.

Le feu des mortiers et de l'artillerie, de part et d'autre, rend intenables les abris et trous d'homme les plus enfoncés. L'aviation de soutien et le tir courbe des mortiers mêlent d'ailleurs leurs « pluies » de projectiles. Bunker-Hill, à l'Est de Pan-Mun-Jon, avait dû être évacué le lundi, sans combat, car la position, à environ 10 kilomètres au sud-ouest du point d'attaque principal, menaçait d'être tournée. Les troupes américaines durent faire sauter à la dynamite les retranchements du Bunker-Hill avant de l'abandonner. Cette évacuation était-elle nécessaire ? Si la ligne générale du front dans ce secteur tenait, on n'en voit pas la nécessité. Il faudrait donc admettre que les infiltrations sont plus prononcées qu'on ne l'a reconnu, et qu'une rectification générale du front a paru nécessaire.

La « bataille des collines » est donc loin d'être sans signification tactique, et même stratégique, mais il est évident que son cours immédiat est dominé par la stratégie générale en Extrême-Orient, et celle-ci comporte une série d'autres théâtres de guerre dont le plus important reste celui du Tonkin. De plus, les proches élections américaines et la session de l'O.N.U. retardent forcément toute entreprise nouvelle, toute tentative de chercher à nouveau une décision en un point particulier.

Les porte-parole du gouvernement chinois ont plus d'une fois répété ces derniers mois que pour eux la situation devait être tranchée dans son ensemble, et que le nœud de la question était sa reconnaissance par les autres puissances, et par suite son admission à l'O.N.U. La Conférence de la Paix tenue à Pékin au début d'octobre, et qui groupait des représentants de toute l'Asie et des riverains et insulaires du Pacifique, s'est exprimée dans le même sens, en liant la paix au Tonkin, en Malaisie et ailleurs à celle d'un traité de paix équitable avec le Japon, tous problèmes au centre desquels se trouve la Chine.

En ce sens il est bien vrai que le gouvernement chinois est plus intéressé que quiconque à la paix, à la reprise du commerce et à la levée de l'embargo ; et cela d'autant plus que son rôle de champion des libertés asiennes est apparu plus éclatant depuis deux ans. Il se peut même que la direction chinoise du communisme en Asie ait envisagé une modification des forces de son action en certains secteurs. Les communistes du Haiderabad, aux Indes, par exemple, viennent de proposer de mettre bas les armes dans le Telengana où ils menaient la guérilla non sans succès, mais sur une échelle trop restreinte. Leur succès électoral récent, et la fermentation dans les grands centres ouvriers, fermaient quelque peu la perspective des guérillas et de leur petit gouvernement. Une tendance du même genre existe en Birmanie, où des négociations ont été ouvertes entre le gouvernement et les Karens, tandis que les *Drapeaux Blanc* et *Rouges* (communistes staliniens et trotskystes) et les *Volontaires du Peuple* se tiennent sur une stricte défensive. Même en Malaisie, certaines directives dont le commandement anglais a fait état récemment semblent indiquer un besoin de regroupement, dans le même sens : ne recourir aux actions individuelles que si elles ont une portée militaire, chercher surtout à s'emparer de matériel chez l'adversaire, s'efforcer avant tout de collecter des produits alimentaires, redoubler d'activité dans les villes et les organisations professionnelles. Dans l'ensemble, il semble que la guérilla menée depuis deux ou trois ans dans ces régions doive subir une réorganisation, en rapport avec les développements de la guerre en Corée et au Tonkin. L'actuelle action offensive de l'Armée Démocratique vietnamienne au pays Thaï ne contredit nullement cette perspective, s'il est vrai qu'un de ses objectifs est la disposition de vallées nourricières, et l'impossibilité momentanée de chercher une décision dans le delta.

Il ne faut pas évidemment conclure de là qu'il y aurait le moindre abandon d'une lutte fondamentale pour la libération des peuples d'Asie, mais qu'un « alignement » sur les perspectives coréennes de guerre longue, ou de cessez-le-feu l'arme au pied, ou même de négociations de paix réelles, apparaît tactiquement possible, tout comme la reprise d'actions offensives d'envergure, d'ailleurs.

L'ampleur de ces problèmes montre bien que la pierre d'achoppement des négociations en Corée n'est pas en réalité la question des prisonniers. Cette question a un fond politique, et sert de *test* de force sur le champ diplomatique, mais elle reste formelle dans l'exposé qu'en font les négociateurs. Ce qui motive sur ce point la position de la Chine, c'est la certitude que les autorités américaines et sudistes font pression sur les prisonniers pour les amener à renoncer à un rapatriement en Chine. C'est cette pression qui est inadmissible, et non le respect de la volonté propre des internés. Acheson s'est fait un plaisir de citer à l'O.N.U. le 25 octobre tous les textes qui montrent sans aucun doute que le gouvernement de l'U.R.S.S. s'est toujours opposé au rapatriement forcé des prisonniers et internés. En effet, il ne peut y avoir d'hésitation sur ce point. Le traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918) dit que les prisonniers « *seront renvoyés dans leurs patries respectives à moins qu'ils ne désirent, avec l'assentiment des Etats qui les détiennent, rester sur le territoire de ces derniers ou se rendre dans un autre pays* ». Le traité du 13 décembre 1919 avec le Danemark règle aussi le sort des anciens prisonniers russes qui « *désirent* » rentrer en U.R.S.S. Avec l'Esthonie, traité du 2 février 1920 : les prisonniers seront rapatriés « *à moins qu'ils ne préfèrent rester dans le pays où ils se trouvent, ou se rendre dans un autre pays* ». Le traité avec la France du 28 avril 1920, parle aussi de tous les militaires et civils sauf ceux « *qui refusent d'être rapatriés par une déclaration écrite* ». Mêmes formules dans le traité signé à Berlin le 19 avril 1920, avec l'Italie le 27 avril 1920, avec la Pologne le 24 février 1921 (« *les personnes susdites — otages, civils, prisonniers, internés, prisonniers de guerre, exilés, réfugiés et immigrants — sont libres de retourner dans leur pays d'origine, mais ne peuvent pas être, directement ou indirectement, contraintes à le faire* »), avec la Turquie le 28 mars 1921, avec la Hongrie, l'Autriche, etc. C'était donc une politique constante du gouvernement soviétique dirigé par Lénine, après la première guerre

mondiale. Mais la question a été posée de la même façon à une époque plus récente : l'ultimatum du 8 juillet 1953 aux troupes allemandes encerclées à Stalingrad assure qu'en cas de reddition il n'y aura jamais de rapatriement forcé.

Autrement dit : s'il ne peut y avoir de *rapatriement forcé*, il ne doit pas non plus y avoir de *maintien sur les lieux* forcé, d'empêchement, d'entraves au retour souhaité dans son propre pays. C'est sur ce point que le débat devrait porter. Mais même s'il continue à être mal posé, en dépit de diverses tentatives de médiation, c'est que la question elle-même, bien ou mal posée, n'est pas au centre des problèmes stratégiques de l'heure.

EISENHOWER ET LA CORÉE

Eisenhower se prépare à se rendre en Corée pour y examiner la situation : Syngman Rhee s'est aussitôt empressé de l'y « inviter ». De toute façon, le nouveau Président des États-Unis a promis de trouver une solution, et il doit évidemment essayer d'éviter que sa promesse ressemble trop à celle de MacArthur annonçant en novembre 1950 que les G.I's rentreraient chez eux pour Noël — promesse dangereuse !

On sait que le slogan d'une « visite » en Corée a été suggéré à Eisenhower par Harold Stassen, qui l'avait lui-même reçu tout formulé des mains d'un journaliste allemand. Ce slogan a joué un rôle dans les élections, mais il est seulement venu donner une forme populaire à une préoccupation beaucoup plus sérieuse et qui est la suivante : les généraux américains en Corée, notamment Van Fleet qui commande la 8^e armée, sont fatigués de la défensive qui leur est imposée sur terre, déçus des résultats de leur offensive aérienne, et inquiets du renforcement de l'armée nord-coréenne et chinoise ainsi que du déroulement de la bataille défensive en cours depuis fin septembre sur le périmètre des collines avancées ; ils devaient donc en revenir à l'idée d'une décision militaire, puisque les pourparlers d'armistice piétinent depuis seize mois, et il est probable qu'ils ont placé le Département d'État devant ce dilemme : ou bien préparer de nouvelles actions offensives d'envergure, ou bien négocier sans tarder la paix, pour quitter la Corée en y laissant un rideau constitué par l'armée sud-coréenne.

Truman et les Chefs d'Etats-Majors Interarmes ne pouvaient

répondre à cette question avant les élections. C'est pourquoi Eisenhower promet de trancher le débat dès qu'il serait élu, tandis que le gouverneur Stevenson se bornait à déclarer qu'il poursuivrait en Corée la politique d'Acheson et de Truman.

En somme, Eisenhower ne s'est nullement engagé à faire prévaloir une solution plutôt qu'une autre, mais seulement à étudier la situation, ce qui ne préjuge de rien, et ressortit tout simplement à sa position de nouveau Président. Tout ce qu'il a fait jusqu'à présent, c'est de donner à cette nécessité une allure populaire, directe, et d'en tirer tout le profit électoral possible. Il faut aussi noter qu'Eisenhower n'a parlé sur ce point que comme candidat à la présidence des Etats-Unis. Or, il n'ignore pas que c'est l'O.N.U. qui a, en dernier ressort, la responsabilité politique de la poursuite des opérations ou des négociations d'armistice en Corée, responsabilité que Washington tient toujours à voir partagée par Londres et Paris. Depuis que la pression anglaise a fait échouer les plans initiaux de MacArthur, le bloc « modérateur » s'est étendu à l'O.N.U. et il est peu probable que pour le moment Eisenhower puisse y dicter sa solution *politique* sans débats, d'ailleurs engagés dès aujourd'hui.

En tout cas, la première étape se joue pour Eisenhower sur le plan intérieur. Les plans militaires des U.S.A. dépendront de la politique générale en Asie décidée par les Républicains, puis par le nouveau Président. Il est donc probable que le général Eisenhower, après son inspection, va se soumettre en quelque sorte au Président Eisenhower en lui passant ses pouvoirs. Les généraux Van Fleet et Clark, en le mettant au courant des possibilités militaires du moment et de l'avenir, n'auront pas seulement à faire au chef des forces armées des Etats-Unis, mais aussi à l'élu des Républicains, et au Président qui devra prendre des décisions et rendre des comptes à l'O.N.U. Position assez nouvelle pour les Républicains, si l'on veut bien se rappeler que c'est la première guerre sérieuse dont ils vont avoir devant le pays la charge directe. Les deux guerres mondiales ont été menées par les démocrates Wilson et Roosevelt, et il faut revenir au premier Roosevelt, Théodore, pour retrouver la tradition à l'époque moderne d'une grande politique impérialiste associée au parti républicain.

Dans ses discours électoraux, Eisenhower a très habilement réparti, selon sa coutume, les affirmations qui lui laissent stratégiquement le champ libre en Corée. C'est pourquoi les journaux

sont fort embarrassés pour savoir s'il leur faut espérer ou craindre les résultats du voyage d'Eisenhower. Au fait, va-t-il là-bas pour relayer MacArthur ou pour imposer une politique de négociations qu'Acheson n'aurait jamais pu faire accepter ? Va-t-il soutenir Van Fleet ou Bradley ? Va-t-il se faire le héraut de Taft ? Quel goût va-t-il trouver à la soupe du G.I. ?

Si l'on se réfère à ses déclarations récentes, en les comparant à celles des chefs démocrates, on ne constate pas tant des différences de fond qu'une attitude plus résolue et plus nette.

Eisenhower déclara d'abord que le but de son inspection serait d'envisager la limitation des sacrifices américains sur le théâtre d'opérations, puis d'examiner les voies d'une paix honorable — c'est-à-dire exactement ce que les démocrates prétendent faire depuis l'ouverture des pourparlers de Kaesong.

Ensuite il mit l'accent sur la question de l'entraînement des unités sud-coréennes — programme qu'exécute Van Fleet, mais à un rythme insuffisant à son gré. D'après Eisenhower et Van Fleet, ces divisions sud-coréennes pourraient être doublées, passant de 10 à 20. Cependant, leur armement à pleine capacité de combat moderne serait coûteux, lent et dangereux. Il faut compter avec 150 millions de dollars par division de l'armée de terre. Les divisions engagées jusqu'à présent, qui ont toutes subi l'une après l'autre un entraînement spécial à l'arrière, ne disposent cependant pas encore de tout le matériel de combat et logistique dont sont dotées les divisions américaines, et elles s'en plaignent. Mais Eisenhower, tout comme Truman, n'a pas l'intention de leur livrer les clefs de la bataille, c'est-à-dire les instruments stratégiques décisifs : pétrole, transports, aviation, marine.

D'où sa troisième position qui déborde le théâtre de guerre coréen et concerne la stratégie générale en Asie et ailleurs. « *L'Amérique*, a déclaré Eisenhower à New York au terme de sa campagne, *ne doit pas se laisser prendre au piège en combattant une troupe secondaire de l'ennemi réel. Nous devons préparer les Coréens à la défense de leurs propres lignes comme nous le faisons partout, de façon à ce que les forces de l'Amérique puissent servir à leurs fins véritables. Ces fins sont d'être la grande réserve mobile du monde libre et de fournir le soutien aérien et naval partout et à tout moment où on en aura besoin.* »

Par cette seule phrase, le chef militaire donne à la diplomatie américaine un ton, sinon un contenu nouveau, et c'est parfois

le ton qui fait la chanson. Considérant ses forces mobilisées sur les deux hémisphères, il ramène la Corée à son rang de théâtre d'opération localisé et subordonné, et en tire une première conclusion tactique : les grandes réserves mobiles ne doivent pas y être trop fortement engagées. Il faut, au contraire, les en dégager au maximum et n'y entretenir que juste ce qu'il faut de forces pour tenir l'adversaire en échec sur ce point : les troupes de la Corée du Sud répondront au mieux à cette intention, pourvu qu'elles restent dans la dépendance de la direction militaire générale. Eisenhower reprend ainsi la critique faite par Omar Bradley à MacArthur, d'avoir voulu engager une bataille décisive « au mauvais moment, au mauvais endroit et avec un mauvais plan ». Comme on le voit, il s'agit donc d'abord de dissentiments stratégiques entre généraux américains, qu'Eisenhower pense pouvoir maintenant trancher en les faisant passer au plan de la politique supérieure, ce dont il a aujourd'hui le moyen — au moins dans le cadre de la politique américaine.

On comprend ainsi quel sens un peu nouveau peut prendre pour lui la « localisation » ou l'extinction de la guerre de Corée, et pourquoi son orientation peut favoriser *sur ce point*, des négociations de paix et rassurer l'O.N.U., voire satisfaire l'Angleterre, *tout en élevant encore la conception générale de la préparation au conflit mondial* : c'est en ce double mouvement que réside le dilemme momentané de la politique d'Eisenhower.

Il n'est guère possible, avec les nouvelles filtrées qui parviennent en Europe, de faire un tableau tant soit peu précis de la situation qui va se présenter sur le terrain au nouveau Président. Nous avons déjà essayé de nous en faire une représentation vraisemblable, et aujourd'hui nous n'insisterons que sur deux points d'intérêt immédiat. L'un concerne la situation en Corée du Sud ; l'autre, la bataille ou succession d'engagements en cours sur le front du Centre et de l'Ouest.

La Corée du Sud pose aux Américains un problème militaire, mais aussi politique et économique. Syngman Rhee et ses hommes continuent à afficher leur volonté de s'opposer à tout compromis qui ne leur assurerait pas la possession de la Corée du Nord. Pyon, le ministre des Affaires étrangères, a déclaré à l'O.N.U. le 2 novembre : « Nous voulons recouvrer notre territoire perdu... Cette intention fut et sera toujours présente à nos esprits tant qu'un pouce de territoire de Corée restera entre les mains des

communistes... » Il est aussi intéressant de noter que Pyon jette à ce propos quelque lumière sur les origines de la guerre : « Il est vrai, dit-il, que nous voulions recouvrer notre statut national par tous les moyens, y compris la guerre, mais que nous n'y parvînmes pas, simplement parce que c'était physiquement impossible » (c'est-à-dire parce que les Américains n'avaient pas fourni à l'armée sud-coréenne d'armes lourdes avant 1950).

Autrement dit, les Sud-Coréens exigent en échange de leur participation encore plus active à la guerre et de la mise sur pied de nouvelles divisions, une plus grande liberté d'action politique : les petits colonels de Syngman Rhee se sentent l'étoffe de MacArthur ; ils veulent bien mener leurs hommes à l'assaut, mais en écrivant sur leurs drapeaux : au Yalu ! Cet aspect de la question n'échappe évidemment pas à Eisenhower, mais celui-ci ne peut-il y voir un premier effet de la politique de « refoulement » qu'il recommande ? Ne verrait-il pas d'un bon œil les divisions sud-coréennes, rééquipées, s'engager là où les fameuses « réserves mobiles » ont eu le tort de se fourvoyer trop tôt, et risquer des revers qui n'auraient plus alors la même signification stratégique ?

D'autre part, cette politique exige de grosses ressources financières, sans compter les besoins de la reconstruction. Elle exige aussi une coopération de la base japonaise proche, qui devrait relayer dans une large mesure les lointaines bases américaines ; mais les nouveaux et anciens maîtres du Japon, les *zaibatsu* légendaires, ne prêteront sûrement pas leur concours à titre gratuit, car ils n'ont pas oublié que la Corée et la Mandchourie figuraient les plus belles fleurs de leurs kimonos dorés. Elle exige aussi une attitude favorable des autres pays asiatiques de l'O.N.U., au moins douteuse.

Mais ces spéculations sur les possibilités de l'armée sud-coréenne ne doivent pas faire perdre de vue les réalités de la bataille des collines, où ses divisions sont à l'œuvre. Les faits montrent que les unités sud-coréennes sont devenues capables d'actions qui leur étaient interdites il y a encore un an. Il est évident que le soldat fait montre de courage, et il y a du mérite. Néanmoins, les officiers américains constatent que sans le soutien des divisions de Marines, sans l'appui aérien et en artillerie de la 8^e Armée et du F.E.A.F., les dix divisions actuelles seraient assez vite hors de jeu. Les cadres, formés au feu, ce qui n'est pas la mauvaise école, sont pourtant peu aptes au maniement technique

de l'armement actuel. Dans la présente bataille des collines, c'est la troupe américaine qui joue le rôle capital. Il y a environ 400.000 hommes dans l'armée sud-coréenne, pour 260.000 Américains, et 50.000 autres. Là-dessus, la proportion des combattants est réduite. Admettons qu'il y ait 100 à 150.000 combattants sudistes. Face aux 700 à 800.000 hommes qui leur sont opposés, et dont l'armement se renforce de jour en jour, la reconstruction d'une nouvelle armée sudiste représente une tâche considérable. Eisenhower y regardera à deux fois, de toute évidence, avant de retirer le G.I. de la ligne de feu, sans parler du ciel et de l'eau, où il est irremplaçable. Il reste donc à envisager pour le moment de meilleures formules de « rotation » et de répartition des troupes disponibles.

Dans le domaine des opérations, le commandement attendra l'inspection d'Eisenhower avant d'entreprendre ces débarquements et ces offensives qui sont actuellement envisagés, à moins qu'il ne veuille lui faire un cadeau de bienvenue, qui pourrait n'être qu'un présent fatal. La bataille des collines commence donc à tirer à sa fin, et d'ailleurs elle ne ressemble nullement à une bataille de Verdun. Les premières neiges viennent de tomber; elles n'empêcheront pas le combat, mais le froid, surtout aux altitudes, en limitera la portée: d'où l'acharnement des dernières semaines. Qui sait si par leurs contre-attaques préventives, sortes de diversions sur place, les Sino-Coréens n'ont pas fait échouer un plan américain qui devait être réalisé avant le plein hiver? La bataille de Verdun, défensive du côté français, fut pleinement une bataille de portée stratégique. L'actuelle bataille des collines n'a qu'une portée stratégique potentielle, et il ne semble pas qu'aucun des antagonistes disposera du temps nécessaire pour en tirer tout le parti possible. Pour le moment, le fait saillant est la tendance des combats d'homme à homme à se transformer en luttes canon contre canon. Peu à peu, des unités spéciales d'artillerie se sont massées derrière les bataillons et régiments en action. La densité des tirs s'est beaucoup accrue. Dans les combats pour Triangle-Hill, c'est 30 à 40.000 coups de canons et mortiers qui ont été tirés par jour de chaque côté. Les officiers américains estiment qu'ils ont devant eux dans ce secteur une division d'artillerie du modèle soviétique, avec matériel *ad hoc*. Près de la moitié de toute l'artillerie lourde chinoise du front serait massée sur le front central, où les Américains estiment qu'ils ont en quatre jours seule-

ment, du 4 au 8 octobre, détruit ou endommagé plus de cent positions d'artillerie. Mais l'acharnement de cette lutte ne doit pas tromper sur sa signification générale. Et si la préparation d'une action de grande envergure ne se cache pas derrière (comme l'avancement de la saison et d'autres considérations le laissent actuellement supposer), cette bataille finira par s'épuiser d'elle-même.

DE LA CORÉE AU TONKIN

En Corée, l'hiver qui s'avance a quelque peu ralenti le rythme de la bataille des collines sur le front central. Pourtant, les Nord-Coréens n'ont cessé de harceler les crêtes du Nord de Khumwa, par des froids de 8° sous zéro. Il neige et il gèle, et cette situation, qui a des effets sérieux au point de vue militaire, en a d'encore plus graves sur la population civile.

Sino-Coréens et Américano-Coréens ont prévu de longue main ce troisième hiver de guerre, et c'est un dur effort qui leur est encore demandé. Les troupes sino-coréennes avaient déjà fait preuve d'une endurance exceptionnelle au froid, et les Américains s'y sont une fois de plus adaptés avec un grand luxe de moyens que le G.I. doit cependant trouver encore insuffisants. On a fabriqué des vêtements spéciaux, qui recouvrent maintenant des vestes blindées qui ont beaucoup fait diminuer les blessures par éclat ; on a créé des hôpitaux de campagne avancés, qui opèrent en première ligne, et le commandement se flatte d'avoir abaissé le rapport des morts aux blessés de 2,4 à 1,6 % depuis les quatre derniers mois (en moyenne, lors de la guerre mondiale, les Américains eurent 4 morts pour 100 blessés). Mais les soldats, qui subissent les plus grands risques, sont aussi les mieux ravitaillés et souvent les mieux protégés. On voit même là une des raisons de l'afflux de recrues dans les unités sud-coréennes, malgré ces risques. Par contre, la population civile connaît à nouveau une demi-famine. Les rapports récents indiquent qu'à Séoul, où la population est passée de 600 à 900.000 personnes depuis un an, des dizaines de milliers de gens ne mangent pas chaque jour, et encore s'agit-il d'un bol de riz ou d'orge. Les enfants ramassent les feuilles mortes, les brindilles, les bouses, pour se chauffer. Il n'y a pas de graisses, pas de carburants, pas de vêtements, et encore une bonne partie de ce qu'il y a vient-il d'Amérique et du Japon...

Transportons-nous sur le second théâtre de guerre en importance de l'Asie, celui de l'Indochine où le froid ne règne pas. Le théâtre d'opérations principal était et reste celui du Tonkin. Aujourd'hui, il est impossible d'apprécier les événements militaires au Tonkin indépendamment de ceux de Corée, pour trois raisons générales : 1) les deux théâtres de guerre dépendent d'une même stratégie générale en Asie et dans le Pacifique ; 2) la Chine constitue le lien, sur les lignes terrestres, entre les deux théâtres ; en Corée, elle est engagée directement par un corps de volontaires, un commandement, des fournitures de matériel (qui viennent aussi d'U.R.S.S., de Tchécoslovaquie et d'ailleurs) ; au Tonkin, son appui est réduit à quelques cadres et fournitures de matériel encore rares, des centres d'instruction et quelque ravitaillement alimentaire ; 3) les États-Unis constituent le lien, sur les lignes maritimes et aériennes, entre les deux théâtres ; symétriquement, ils sont engagés directement en Corée, et indirectement au Vietnam (au nom de l'O.N.U. dans le premier cas, mais ce point est ici secondaire).

Malgré cette interdépendance, qui suppose l'existence implicite ou tacite d'un haut commandement plus ou moins centralisé à l'échelle du Pacifique, dans les deux cas, les opérations sont très nettement différentes ici et là, pour une série de raisons que nous ne pouvons examiner en détail, mais qu'on peut résumer de la façon suivante : différences importantes de climat (38^e et 20^e parallèles), malgré une certaine similitude du terrain (plaines côtières et montagnes) ; différences dans la situation stratégique sur le théâtre de guerre (péninsule en Corée, terrain en éventail vers l'intérieur au Tonkin ; d'où : front en cordon en Corée, périmètre de zone fortifiée au Tonkin) ; différences dans le nombre des troupes et les rapports de forces en matériel ; différences dans la proximité des bases (extérieures pour la Corée, intérieures pour le Vietnam), différences dans la situation politique des populations autochtones, etc. Toutes ces différences contribuent à donner aux campagnes des caractères distincts, malgré leur dépendance de facteurs généraux assez semblables. Ajoutons que les théâtres d'opérations du Tonkin, de l'Annam et du Sud-Vietnam diffèrent beaucoup l'un de l'autre, et qu'ils sont d'ailleurs discontinus sur terre.

Nous nous bornerons aujourd'hui à faire le point de la situation au Tonkin, du point de vue militaire, en soulignant plutôt les caractéristiques propres de la nouvelle campagne qui s'est ouverte

il y a plus d'un mois par l'offensive de l'armée de la République Démocratique en direction de la Rivière Noire, sur l'axe initial de Ngia Lo. Bien entendu, il est fort difficile de se faire une opinion certaine, étant donné l'insuffisance des informations. La censure est plus sévère que jamais. Le commandement du général Giap observe évidemment le secret le plus absolu, et l'état-major français se borne à commenter les événements avec plusieurs jours de retard, au lieu de donner des indications précises sur les actions en cours, comme le font les Américains en Corée, où ils publient chaque jour de copieux communiqués.

Les agences et les journaux français ne publient même pas toutes les indications fournies, et font des résumés « politiques » plutôt que de véritables communiqués sur lesquels la réflexion puisse s'exercer. Malgré cela, le tableau général des faits qui se dégage après plusieurs semaines permet déjà un jugement d'ensemble que nous allons essayer de formuler.

La première question qui se pose est la suivante : puisque l'objectif final des opérations, au Tonkin, est, pour le commandement de l'armée démocratique, la prise de Hanoï et Haïphong, l'élimination du Corps expéditionnaire français, et la dispersion des unités de Bao-Daï, c'est-à-dire un objectif offensif, l'objectif du commandement français ne peut être que défensif, position qui est toujours la plus avantageuse au début : dans ces conditions, quel est l'objectif stratégique immédiat de Vo Nguyen-Giap ?

Si nous admettons que l'offensive actuelle a une portée stratégique, ses différentes étapes doivent être considérées comme des combats ou batailles partielles, de portée tactique, et leur ensemble comme une campagne. Cette distinction a son importance, parce qu'une bataille ne peut viser qu'à la destruction, l'anéantissement de l'adversaire, à l'échelle où elle se livre, tandis qu'une campagne ne cherche pas forcément à atteindre directement ce but ; elle peut se limiter à préparer ou rechercher une bataille générale de destruction qui conclurait la campagne, si l'on en a les moyens. En qualifiant l'ensemble des opérations, qui ont débuté vers le 10 octobre, de campagne, nous pensons donc que son résultat devrait être d'acculer le Corps expéditionnaire franco-vietnamien du Delta à une bataille ultérieure décisive, si les résultats de la campagne sont bons. Jusqu'à présent, il est donc erroné de parler de « la bataille du Tonkin », bien que la campagne puisse y aboutir si ses résultats sont très favorables — car un chef hardi

pourrait alors risquer, sans tarder, toutes ses forces dans un coup décisif. Il est impossible de se prononcer aujourd'hui sur ce point, quoique certains officiers à Hanoï aient prévu depuis quelques semaines une bataille décisive comme conclusion directe de cette campagne d'automne.

Mais si cette campagne ne conduit pas directement à une telle bataille, elle a en tout cas, pour objectif immédiat certain, le contrôle direct du pays Thaï. Cet objectif, déjà presque atteint, est en lui-même assez important. Les avantages qu'il confère au général Giap sont d'emblée les suivants : disparition d'une menace sur son front ouest, le long du Fleuve Rouge (cette menace était purement potentielle vu les faibles effectifs français stationnés au pays Thaï, mais pouvait devenir réelle avec un renfort en aviation et en équipement d'artillerie d'origine américaine) ; accroissement des forces disponibles sur le flanc Sud-Ouest du Delta ; rupture totale des communications françaises entre le Laos et le Tonkin, déjà faibles, et pénétration possible au Laos jusqu'à la frontière thaïlandaise ; jointement plus continu et plus étroit avec la frontière du Yunnan, et par suite possibilités stratégiques nouvelles en relation avec les insurgés de Haute-Birmanie et même du voisinage de la Thaïlande ; enfin, disposition de vallées susceptibles d'apporter un appoint alimentaire non négligeable, sans parler des espaces où stationner des dépôts, des magasins et des camps.

Jusqu'à présent, la campagne a connu trois phases. La première a duré dix jours environ, du 10 au 25 octobre, date à laquelle les unités du général Giap, après avoir pris Ngia-Lo, en partant de la région de Yen Bay, ont atteint la Rivière Noire aux points importants, notamment à Van Yen ; c'est le combat pour Ngia-Lo, très bref, qui en constitua le moment décisif. La seconde a duré vingt jours, avec la diversion française vers Phu-To et Phu-Doan et son repli sur Vie-Tri, et les contre-attaques vietnamiennes sur Phat-Diem et dans le secteur Sud-Ouest du Delta, jumelées à une première poussée au-delà de la Rivière Noire vers Moc-Chau et Quin-Nai. La troisième dure depuis une semaine : elle a débuté le 20 novembre et a abouti jusqu'à présent à l'abandon par les Français de Son-La, à l'isolement de Lai-Chau et à la perte de tout le cours de la Rivière Noire et de la Route Coloniale 41, qui court à une vingtaine de kilomètres à l'Ouest. Une garnison franco-vietnamienne s'est enfermée dans le hérisson de Na-San, aérodrome situé sur un vaste plateau à 18 kilomètres au

sud-est de Lon-La. Une bataille pour la possession de cet aérodrome est engagée. Elle peut d'ailleurs prendre la forme d'un siège.

Si donc le premier objectif de l'Armée démocratique vietnamienne était la disposition du pays Thaï, avec les avantages stratégiques qui en découlent, on peut admettre qu'il a été déjà atteint dans l'ensemble, faisant tomber à l'ouest un vaste territoire, comme l'attaque d'il y a deux ans avait fait tomber le territoire dominé au nord par le triangle Bac-Kan - Cao-Bang - Lang-Son.

Le déroulement des opérations montre que l'initiative n'a cessé depuis le début d'appartenir au général Giap, dans des conditions particulièrement remarquables. D'abord, il a bénéficié d'une pleine surprise. Le secret, bien gardé, sur l'ampleur et la direction des mouvements projetés, montre la faiblesse des renseignements français. Dans les quatre premiers jours, les trois colonnes vietnamiennes ont bondi à 100 kilomètres, mettant en mouvement 8 à 10.000 hommes avec de l'artillerie légère (75 sans recul et mortiers jusqu'à 120) et de très nombreux porteurs en terrain montagneux. La garnison de Ngia-Lo fut vite submergée, et le bataillon de parachutistes envoyé pour aider à *tenir* cette place presque totalement détruit. Dès le 22-23 octobre, les unités vietnamiennes atteignent la Rivière Noire aux points importants, de Quin Nai à Van Yen. Les Français ont dans leur majeure partie évité l'encerclement, mais sont dispersés. En dix jours, la première manche est gagnée, et le commandement français n'est pas encore fixé sur la riposte à lancer. Le 27 octobre, lorsque les Vietnamiens franchissent la Rivière Noire, des renforts ont été envoyés et le commandement français envisage une résistance générale au pays Thaï sur le triangle Son-La - Lai-Chau - Dien-Bien-Phu. Il compte attaquer les lignes de communication de l'adversaire avec l'aviation. Mais ces lignes courant entre les collines sont si ténues, comme en Corée, qu'elles sont difficiles à atteindre. D'autre part, il apparaît que les Vietnamiens dépassent la Rivière Noire en force. Il ne reste au général de Linarès qu'à envisager une diversion, dont les résultats sont incertains. Dès le 27, les Vietnamiens rompent les digues dans la région de Phuto, inondant une région déjà très embourbée : ils ont donc prévu que les Français tenteront une incursion sur leurs arrières, vers Yen Bay. En même temps, ils reprennent des attaques de harcèlement dans le Sud du Delta.

Le 30 octobre, le général de Linarès se décide à une contre-attaque, ou plutôt à une diversion, qui tombe dans le vide. Un

groupement de six bataillons avec des chars et de l'artillerie, hâtivement prélevé sur les réserves, franchit la région de Phuto sans résistance, et remonte sur une bonne route jusqu'à Phu Doan (atteint le 10 novembre), d'où ses éléments avancés coupent Yen Bay de Tuyen Quang. Mais cette pointe a frappé dans le vide, malgré le butin ramassé en route. Le général Giap ne retira aucun élément du front de la Rivière Noire, et attaqua même vers Moc-Chau au Sud de Van Yen, dès le 8 novembre. La parade française allait-elle se développer en un véritable contrecoup, par la prise de Yen Bay ou de Tuyen Quang ? Le général de Linarès, inquiet de la reprise des attaques au Sud du Delta, notamment sur Phat Diem, qui fut un moment occupée le 12, n'ayant pas établi le contact sur la route Tuyen Quang - Yen Bay et risquant à son tour de voir sa colonne coupée, décida le repli sur Vie-Tri, qui eut lieu le 14-15 novembre, non sans que le dernier bataillon soit attaqué et sérieusement amoindri, à Chau-Mong, par des éléments de la 308^e division vietnamienne, placés en arrière de Van Yen. Giap n'avait pas cédé et les Français décidèrent de revenir sur leur défensive. Les lignes intérieures ont donc joué, comme toujours, pour la défensive, mais les lignes extérieures ont conservé leur importance pour l'offensive, comme il se produit toujours si l'attaquant concentre ses forces sur un seul point à la fois pour combiner plusieurs attaques.

Dans ces conditions, la troisième phase de la campagne devait permettre aux Vietnamiens de cueillir le fruit de leurs efforts : dès le 20, ils contrôlent la route coloniale 41, Laï-Chau est coupé de Son-La ; le 23, Son-La, indéfendable, est évacué et les Français organisent un hérisson, un périmètre défensif, autour du champ d'aviation de Na-San, ravitaillé par pont aérien et où environ 5.000 hommes sont enfermés. C'est une menace réelle et durable. Mais il suffirait d'une artillerie anti-aérienne un peu étoffée aux Vietnamiens pour que la place de Na-San ne tienne pas très longtemps. Cependant, c'est le général Giap qui a toujours l'initiative, après un mois et demi d'opérations où ses troupes ont fait la preuve de leur valeur, de leur courage et d'une mobilité exceptionnelle, ce qui est déjà en soi un succès remarquable. Il est possible qu'après avoir fixé des troupes importantes à Na San, le général de Linarès veuille tenter de nouveaux raids de dégagement à partir de Vie-Tri, où il conserve des forces sérieuses. Mais la nouvelle phase de la campagne dépend avant tout des réserves

disponibles de part et d'autre et du but stratégique final que s'assignera le général Giap. Évidemment, nous manquons tout à fait d'informations à ce sujet.

L'engagement des réserves dépend des pertes. D'après diverses indications, les Vietnamiens ont peut-être perdu 5 à 6.000 hommes, et les Franco-Vietnamiens, 2 à 3.000 depuis le début de ces opérations. La proportion serait donc en faveur du général Giap, étant donné les forces respectives ; on estime ses unités engagées à 20 ou 25.000 hommes, et celles du général de Linarès à quelque 15.000 hommes. C'est dire que les forces principales, réservées à la bataille du Delta, sont encore à pied d'œuvre, et que de part et d'autre on ne se soucie pas de les lancer dans cette bataille à la légère.

MACARTHUR SOUS LE KÉPI D'EISENHOWER ?

Les combats de Corée se sont ralentis ces dernières semaines, et la saison y est pour beaucoup. Mais c'est la direction politique de la guerre qui semble être le facteur prédominant de cette accalmie relative, et cela des deux côtés du front. Et du même point de vue il est clair que les théâtres de guerre du Vietnam et de Corée tendent de plus en plus à ne faire qu'un, et que par conséquent le caractère principal ou subordonné des opérations qui se déroulent ici et là dépend de plus en plus de la situation dans l'ensemble du Pacifique.

Eisenhower est rentré le 15 décembre à New York, après une rapide prise de contact en Corée qui ne lui aura peut-être pas appris grand-chose, malgré la vue directe qu'il a pu prendre de la situation locale. Sa visite, en tout cas, a provoqué un *suspense* à l'O.N.U., où l'échec du compromis indien sur les prisonniers a ramené les négociations au point mort. Mais elle a eu une autre conséquence plus intéressante, qui est la rentrée en scène de MacArthur. Celui-ci avait habilement fait savoir, pendant le voyage de retour d'Eisenhower, qu'il avait *un plan*. On peut imaginer qu'il ne proclama pas « j'ai mon plan », comme Trochu, pour mieux capituler.

Fertile en idées stratégiques, MacArthur a en effet un plan connu puisqu'il l'a exposé il y a dix-huit mois devant la Commission d'enquête du Sénat américain. En gros, c'est le suivant : 1) affirmer que le but final de l'O.N.U. en Corée est l'unification du pays en chassant les Chinois ; autrement dit, gagner une bataille contre le communisme ; 2) intervenir contre les bases

chinoises aussi loin que le rendront nécessaires de nouvelles opérations offensives, et 3) provoquer des diversions contre les côtes de la Chine. A son avis, « l'U.R.S.S. ne bougera pas », et c'est l'essentiel. Mieux : comme beaucoup d'observateurs, il estime que l'U.R.S.S. souhaite une fin rapide du conflit ouvert en Corée, alors que Pékin ne craint pas de persévérer ou d'attendre ; c'est que la Chine n'a qu'un front, à l'Est, tandis que l'U.R.S.S. en a deux, à l'Est et à l'Ouest, et même trois si l'on compte le Nord. Dans ces conditions, la Chine pourrait être contrainte à la paix en Corée, avant qu'elle ne soit par-dessus le marché ouvertement engagée au Tonkin.

Si Eisenhower n'avait recueilli que ces données de la bouche de MacArthur, lors de leur déjeuner du 17 décembre chez Foster Dulles, il n'aurait donc pas appris grand-chose. Mais peut-être MacArthur lui a-t-il fait des suggestions plus précises sur un plan de nouvelles opérations ? En tout cas Bradley n'a dû goûter qu'à moitié ce conciliabule, et le Pentagone s'est empressé de faire connaître les seules opérations qui paraissent prévisibles pour le printemps, si aucune trêve effective n'intervient d'ici là, et que reprennent les tentatives dont nous avons déjà parlé ; Van Fleet et Clark paraissent d'ailleurs disposés à les réaliser dès l'automne dernier.

Ces opérations auraient pour but d'atteindre un front situé au nord du grand axe routier transversal Pyon-Yang - Wonsan ; le front serait ainsi reccourci d'un bon tiers, le nord-ouest et le nord-est de la péninsule seraient sous la menace d'une disjonction permanente, et la région limitrophe du Liaotung chinois serait surveillée de très près.

Il s'agit évidemment d'une opération coûteuse, si elle devait réussir, et qui par elle-même ne mettrait pas fin à la guerre. Mais elle permettrait au commandement américain de « voir venir » sur une meilleure position, et aurait même, d'après lui, le pouvoir de décider la Chine à un accord de trêve que la question des prisonniers n'entraverait plus. Peut-être même la simple menace d'une reprise des opérations après l'installation officielle d'Eisenhower au pouvoir suffirait-elle, d'après Washington, à amener Moscou et même Pékin à s'engager à fond dans la voie d'une trêve, surtout si cette menace est doublée d'une poursuite accélérée des projets de l'O.T.A.N. en Europe.

Voilà ce que l'on peut tirer du résumé des opinions qu'Eisen-

hower a exprimées à son retour. Augmenter les troupes sud-coréennes pleinement instruites et équipées ; corriger la situation de « certains problèmes de ravitaillement » (il s'agit probablement de la rotation des effectifs) et « reconnaître que la guerre de Corée est une phase dramatique et douloureuse de la lutte mondiale contre l'agression communiste ».

Washington n'oublie d'ailleurs sûrement pas que l'armée sino-coréenne est elle-même capable d'actions offensives ; pourtant il ne paraît pas certain, malgré les récentes améliorations en dotations d'artillerie, qu'elle puisse alimenter une longue bataille de rupture, et soutenir un effort durable qui rejette les Américains 100 ou 200 kilomètres en arrière. L'aviation d'interception dont elle dispose a surtout une fonction défensive et n'est pas non plus inépuisable.

Il ne faut pas perdre de vue qu'avec la stabilisation du front depuis dix-huit mois, la guerre a pris une forme nouvelle : le matériel de toute nature, et les armes lourdes, au premier rang, y jouent un rôle de plus en plus important. Les problèmes logistiques se compliquent, et la manœuvre en devient d'autant plus malaisée. Incontestablement, la guerre s'est « alourdie » et enlisée, et pour la faire sortir de cette ornière, d'un côté ou de l'autre, il faudra un coup d'une puissance exceptionnelle. Sans doute, les généraux américains ont-ils songé à utiliser à cette fin un nombre croissant de divisions sud-coréennes. Mais pourront-ils en tirer tous les avantages qu'ils en escomptent ?

En attendant, « l'équilibre » se maintient. Mais nous écrivons « équilibre » entre guillemets, car s'il s'agit d'un mot qui exprime bien pour le public la stagnation des opérations, c'est en stratégie une notion vide de sens, comme nous l'avons déjà souvent dit. Une image tirée de la physique ne doit pas faire illusion. Cependant, même si l'on veut se servir de cette image, il faut se demander : *où est le point d'équilibre des deux forces en présence*, en admettant que ces deux forces soient égales ? Il faudrait évidemment répondre : à égale distance de ces deux forces ; et il ne faut pas entendre cette distance comme une donnée purement métrique. Or, l'examen le plus sommaire des faits oblige à faire une autre réponse. En effet, le point « d'équilibre » se situe presque aux frontières de la Chine, mais à 10.000 kilomètres des États-Unis. De même, le Vietnam aurait un point d'équilibre coïncidant avec son propre territoire, mais situé à 12.000 kilomètres de la base française. Et si un grand éloignement des bases est

une difficulté opérationnelle et pose de redoutables problèmes logistiques, il est par contre un avantage stratégique incontesté, puisque celui qui opère loin de son propre territoire est évidemment un assaillant momentanément victorieux, et que s'il risque l'anéantissement il peut aussi espérer, tant que le *rapport des forces général* est en sa faveur, sceller sa victoire au cours d'une négociation de paix.

Il ne faut donc pas parler d'équilibre mais de *rapport de forces*, ce qui n'est pas du tout la même chose, car un rapport des forces, momentanément défavorable, par exemple aux Sino-Coréens, ou à l'armée de la République démocratique du Vietnam, peut néanmoins aboutir à une certaine stabilisation des fronts, même si ceux-ci se présentent sous des formes très enchevêtrées comme au Tonkin.

Or, le rapport des forces véritable ne cesse de subir, malgré la demi-stagnation des fronts depuis de longs mois, des modifications sérieuses. Il faut évidemment inclure dans ces forces tout le potentiel des nations productrices de l'armement, des transports, etc., et non les limiter aux forces en présence sur le champ de bataille. L'opération *Strangle*, la bataille des collines, la mise en ligne de divisions d'artillerie sino-coréennes, l'entraînement de divisions sud-coréennes, sont autant de modifications aux rapports des forces à l'intérieur d'une stratégie défensive (donc non exclusive d'attaques de tel ou tel type) qui ne recherche pour le moment aucune décision fondamentale, pour des raisons où la politique générale joue un rôle capital.

Au Tonkin, la situation diffère un peu pour le moment de celle de la Corée puisque le général Giap a pu se fixer il y a quelques semaines un objectif positif qu'il a à peu près atteint, bien qu'il n'ait pas obtenu la décision définitive, en libérant le pays Thaï.

Dans un appel radiodiffusé à Pékin pour le 6^e anniversaire de l'attaque française de Hanoï-Haïphong, Giap vient de déclarer que la campagne d'automne se soldait déjà par la libération du pays Thaï, où un gouvernement populaire vient d'être formé, et où l'armée a déjà atteint en certains points la frontière du Laos. Il a affirmé les droits des minorités ethniques et déclaré qu'une des tâches principales de l'armée dans les mois à venir serait de consolider les bases nouvelles par une action politique auprès des populations. Dans le Delta, la tâche consiste à intensifier la

guérilla « pour écraser la tentative ennemie de nourrir la guerre par la guerre en se servant de Vietnamiens pour combattre des Vietnamiens ». A la même occasion, Ho Chi-minh a annoncé que la rente en nature (riz) et les taux d'intérêts seraient réduits pour aider la paysannerie à nourrir le pays.

La place de Na-San, et celle que les Français ont aménagée à Lai-Chau, constituent deux bases isolées qui peuvent tenir longtemps encore. Mais si elles ne sont pas destinées à une reconquête du pays, leur rôle ira en diminuant. Les attaques contre Na-San du 30 novembre et du 1^{er} décembre ont vérifié la solidité initiale de ce hérisson ; elles n'ont pas été renouvelées depuis, et des colonnes ont pu en sortir sans grandes difficultés dans un périmètre de 10 à 15 kilomètres de rayon. Son-La a même été joint, à 18 kilomètres, mais la petite cité avait d'abord été écrasée par des B-26. C'est donc probablement du côté du ralliement total de la population Thaï que Giap fait porter son effort au cours de ces semaines, sans ralentir l'action à l'intérieur du Delta.

Mais quelle que soit l'issue des opérations immédiates au Tonkin, la résolution adoptée par le Conseil de l'O.T.A.N., qui lie désormais l'Indochine à l'alliance atlantique, ouvre de nouvelles perspectives à la stratégie générale en Asie. Nul doute que cette résolution soit l'un des premiers effets de l'accession d'Eisenhower au pouvoir suprême.

UNE CONTROVERSE MACARTHUR-EISENHOWER SUR LA STRATÉGIE EN CORÉE

On n'a guère prêté attention à une petite polémique entre MacArthur et Eisenhower qui s'est discrètement déroulée la semaine dernière au tournant de quelques propos publics. Pourtant, elle concerne la Corée et mérite d'être relevée.

Le 14 mars, dans un discours aux élèves de l'Académie militaire des États-Unis prononcé à New York à l'occasion du 151^e anniversaire de sa fondation, MacArthur a protesté avec son ironie habituelle contre une « nouvelle conception de la guerre », mise à l'épreuve en Corée, qui ne viserait plus à la *victoire* militaire. Il faut, dit-il, « rejeter les conseils de la peur que des doctrines étranges et étrangères essayent de nous imposer », et s'en remettre aux soldats professionnels « puisque nos hommes d'État n'ont pas su préserver la paix ». Ces doctrines étranges et étrangères, ce sont évidemment celles que l'on élabore à Londres et qu'Eisenhower a tendance à reprendre après Truman.

Sans citer la Corée, il résume ainsi sa propre doctrine : « oublieux des leçons de l'histoire militaire et de la tradition américaine, un nouveau concept s'est manifesté en dehors de nos rangs, qui tend à rejeter la victoire comme objectif du combat, et à prôner à sa place une nouvelle sorte de tactique sur laquelle fonder la bataille.

« Le résultat ne peut être qu'une faillite, sans rien qui compense les terribles sacrifices humains de la guerre.

« Le concept fondamental de la guerre, écrit en lettres de sang par nos combattants sur les champs de bataille du monde

entier... proclame que la stratégie et la tactique militaires doivent produire la victoire. »

Autrement dit, MacArthur estime toujours que la guerre de Corée est une guerre qui se suffit à elle-même, et que les opérations doivent y viser directement la décision, c'est-à-dire la victoire — autrement dit l'écrasement et la mise à genoux de l'ennemi. D'après lui, cette ligne stratégique aurait justement pour effet de prévenir une entrée en guerre plus générale de l'U.R.S.S. et même de la Chine. La temporisation, voire la paix de compromis, n'est donc à ses yeux que le paravent d'une défaite ou d'une demi-défaite, et par conséquent d'un accroissement de la menace russe.

Mais Eisenhower a une autre conception de la stratégie globale, et par suite du rôle subordonné du théâtre de guerre coréen. Lors de sa conférence de presse du 20 mars, il répondit indirectement à MacArthur en citant Clausewitz : oui, dit-il, la guerre de Corée est bien une guerre, et non une simple « opération de police » — mais il y a des guerres où l'on cherche une décision sur le théâtre d'opérations, et d'autres où l'on ne recherche pas la décision, c'est-à-dire « la victoire totale et l'anéantissement économique, politique et militaire de l'adversaire ».

De ce point de vue, la Corée doit être alors considérée comme un théâtre d'opérations subordonné au théâtre de guerre asien et à la sphère d'hostilité mondiale, et il n'est pas du tout certain qu'il faille y chercher la décision dans les circonstances présentes — c'est-à-dire après que les Sino-Coréens, puis les Américains, se sont révélés tour à tour incapables de l'emporter, et que la stabilisation du front et la demi-suspension d'armes empêchent les uns et les autres d'acquérir une supériorité stratégique et tactique qui leur permette de rechercher la décision aussitôt que possible.

Cette controverse entre les deux meilleurs généraux américains, qui sont aussi les plus aptes à un jugement politique d'ensemble, n'a rien d'académique. Il ne s'agit pas de savoir qui aura l'attitude la plus apaisante ou la plus stimulante pour l'opinion publique. La question en cause est beaucoup plus sérieuse, et ce n'est pas pour rien qu'Eisenhower et MacArthur se réfèrent à l'analyste inégalé en matière stratégique, Clausewitz.

Clausewitz fait une distinction très nette entre la défense et l'attaque d'un théâtre de guerre lorsque l'on y cherche la décision, et lorsqu'on ne l'y cherche pas, c'est-à-dire qu'on est prêt à se contenter d'un résultat partiel, monnayable au cours de négociations

de paix ultérieures. Bien entendu, on peut avoir fixé l'objectif total — la décision, c'est-à-dire la victoire — dès le début des opérations, puis l'abandonner en cours de route, et c'est à peu près ce qui se passe en Corée pour les Américains. Mais on peut aussi engager une campagne à objectif limité, puis lui fixer ensuite un objet positif décisif. Ces perspectives sont évidemment en relation avec le caractère subordonné d'un théâtre d'opération par rapport à l'ensemble des théâtres de guerre.

Rechercher la décision, c'est d'abord déterminer exactement où est le centre de gravité de la force ennemie, car c'est là qu'il faudra obtenir la décision. Or, la difficulté réside dans cette détermination. Pour Eisenhower, comme nous l'avons déjà souligné il y a plusieurs mois, le centre de gravité de l'adversaire réel et potentiel n'est ni en Corée ni même en Chine, mais dans les grands centres de production industrielle en U.R.S.S. Or, c'est un objectif qu'il ne peut viser pour le moment. D'où la nécessité d'une temporisation en Corée, et peut-être d'une suspension d'armes effective.

MacArthur lui aussi a lu Clausewitz, mais visiblement il ne veut retenir que certains aspects de ses analyses. Pour lui, le centre de gravité à atteindre, ce sont les arsenaux de Mandchourie, et c'est *à cheval* sur le Yalu que la décision devait et doit encore être obtenue d'après lui. Mais, pour reprendre une autre conception de Clausewitz, lorsqu'on n'obtient pas la décision au moment où le « point culminant de la victoire » est atteint — c'est-à-dire à proximité du Yalu en novembre 1950 — le reflux est presque inévitable, et il devient beaucoup plus difficile de le faire mûrir une seconde fois.

Reportons-nous aux déclarations que fit MacArthur devant la Commission du Sénat des États-Unis il y a près de deux ans (3 mai 1951); elles orientent toujours sa pensée :

« Je crois personnellement, disait-il, que l'U.R.S.S. a deux choix principaux — je simplifie peut-être trop, mais cela illustre ma pensée... Premièrement, ou bien elle attaquera à un moment ou à un autre, ou elle n'attaquera pas. Le second choix est l'inverse du premier : elle n'attaquera pas. Elle sait, tout aussi bien que vous et moi, que nous ne l'attaquerons pas.

« Si elle s'est décidée à ne pas attaquer, mais que la situation présente lui suffit bien, qu'elle acquiert et s'étend aussi vite qu'elle peut digérer, si elle n'attaque pas et si c'est sa politique fonda-

mentale — je ne crois pas que tout ce qui se passe en Corée ou en Asie, à ce sujet, modifiera sa décision fondamentale...

« Et si elle a décidé de recourir tôt ou tard à la force, ce qui se passe en Corée ou en Asie pourrait affecter son calendrier. Je crois qu'elle prendra sa décision à un niveau plus élevé que celui des incidents qui se produisent pour le moment en Asie. »

Donc, si l'U.R.S.S. n'est pas décidée à attaquer — aucun risque. Et si elle s'y prépare, une décision favorable en Corée ne peut que l'amener à réviser ses plans. Dans les deux cas, une décision en Corée est nécessaire. Cependant, pour obtenir cette décision, il faut que la victoire complète soit le seul but de la campagne — et pour obtenir cette victoire, il faut pouvoir atteindre les bases nord-coréennes en Chine, directement en Mandchourie, ou indirectement par les raids et les pressions sur d'autres secteurs du territoire chinois.

MacArthur tient ce raisonnement depuis le début de la guerre. Devant la Commission d'Enquête sénatoriale il déclarait déjà en 1951 : « Les forces navales et aériennes dont je disposais ne pouvaient agir qu'à un degré limité de leur efficacité. Confinées à la région étroite du champ de bataille coréen, elles se bornent simplement à une fonction de soutien tactique de la ligne d'infanterie. Le grand concept stratégique qui consiste à interdire les approvisionnements des troupes, à empêcher l'organisation des troupes que l'on peut jeter contre elles, à désorganiser les lignes de transports — toutes les tâches que depuis des années et des siècles on estime revenir à la marine et à l'aviation, ne nous sont pas permises là-bas... »

Pourtant, si les généraux Marshall, Bradley et Eisenhower ont ainsi *limité l'objectif* de la guerre en Corée, c'est parce qu'ils considèrent celle-ci comme un secteur secondaire d'un ensemble plus large, ou c'est la politique générale qui décide encore directement de l'action à mener. Quand MacArthur disait la semaine dernière qu'il fallait s'en remettre aux soldats professionnels « puisque les hommes d'État n'avaient pas su préserver la paix », il était d'ailleurs infidèle à l'esprit de Clausewitz, pour lequel les hommes d'État, c'est-à-dire la politique, *ne cessent* de diriger le cours de la guerre (positivement ou négativement), même s'ils en laissent l'exécution aux « soldats professionnels ».

Or, pour le moment, c'est la politique générale de la guerre froide qui guide Eisenhower, et non celle de la guerre chaude

en Corée ; d'où les bornes assignées à celle-ci. Cela ne signifie sûrement pas qu'Eisenhower soit devenu un pacifiste ; mais cela montre que MacArthur, en dépit de ses dons militaires éclatants, n'est pas près de redevenir l'homme de l'heure. Il a cru s'en prendre aux civils Truman, Eden et Churchill, et c'est le soldat Eisenhower qui lui répond — Clausewitz en main !

L'INTERDÉPENDANCE DES FRONTS ET L'ARMISTICE EN CORÉE

Nous n'avons jamais accordé ici d'importance spéciale à la question du rapatriement des prisonniers, au point de vue de la continuation de la guerre, et nous avons plus d'une fois souligné que cette question n'était de part et d'autre que le prétexte qui faisait durer, suspendre ou reprendre les pourparlers de Pan-Mun-Jon selon les besoins du moment, stratégiquement définis. Mais les diplomates ont fait un tel tapage à ce sujet qu'ils ont presque fini par faire croire au monde entier que la guerre continuait en Corée parce qu'on ne s'entendait pas sur les modalités du rapatriement des prisonniers ! La disproportion entre l'enjeu et la mise avait pourtant de quoi frapper. Si cette question « barrait la route », si des propositions transactionnelles comme celles de l'Inde, recommandant un tri contrôlé des prisonniers en territoire « neutre », n'avaient pu servir de base à un accord — et cela après un an et demi de pourparlers — c'est que la négociation à l'éclipse de Pan-Mun-Jon n'était là que pour masquer un remaniement des stratégies et une modification du rapport des forces à l'échelle asiatique et mondiale — ou tout au moins des tentatives de remaniement et de modifications.

Sur le théâtre de guerre coréen celles-ci se sont traduites essentiellement par le fait suivant : les négociations en vue d'une trêve commencées à Kaesong en juin 1951 ont mis *deux ans* à devenir des pourparlers en vue d'un cessez-le-feu et d'un armistice réel (du moins, tel qu'on peut l'envisager aujourd'hui).

La déclaration de Chou En-laï diffusée le 30 mars en réponse à l'offre faite par le général Clark le 22 février d'envisager l'échange

des prisonniers malades et blessés est significative : elle s'adresse au « commandant en chef des forces des Nations Unies », elle déclare que « le moment doit être considéré comme propice pour assurer la cessation des hostilités en Corée et conclure un accord d'armistice », elle accepte l'échange « immédiat » des malades et blessés ; mais elle fait surtout le point des accords « conditionnels » déjà réalisés depuis plus d'un an et propose un mode de rapatriement des prisonniers qui ressemble à celui que l'Inde et le Mexique avaient proposé à l'O.N.U. et que les États-Unis n'avaient accepté qu'à contrecœur. Rappelons les points essentiels d'accord : la ligne de démarcation sera la ligne de contact réelle au moment du cessez-le-feu, avec retrait de part et d'autre à 2 kilomètres de cette ligne ; contrôle par cinq officiers supérieurs de chaque partie ; commission neutre d'inspection (Pologne et Tchécoslovaquie d'un côté, Suède et Suisse de l'autre) stationnée dans cinq ports du Nord (Sinuiju, Chongjin, Hungnam, Manpo, Sinanju) et cinq du Sud (Inchon, Taegu, Pusan, Kang-Nung, Kunsan) où se fera le contrôle du transit de matériel militaire et d'hommes limité aux besoins de la rotation et de la relève ; convocation trois mois après la signature d'un armistice d'une conférence politique pour envisager le retrait des troupes étrangères. Quant à l'échange des prisonniers, Chou En-laï propose que « les deux parties acceptent le rapatriement, après la cessation des hostilités, *de tous les prisonniers de guerre qui demanderont leur rapatriement et de remettre les autres prisonniers à un État neutre*, afin d'assurer une solution équitable de cette question ». C'est-à-dire que le gouvernement chinois accepte, avec l'appui du gouvernement de l'U.R.S.S. et de celui de la Corée du Nord, une mesure qu'il avait toujours repoussée. La concession chinoise ressort clairement de l'affirmation de Chou En-laï que l'armistice peut être ainsi conclu « dans un esprit de compromis mutuel ».

Quel peut être l'État neutre auquel seront confiés les quelques dizaines de milliers de soldats chinois et coréens du Nord qui refuseront de rentrer dans leur pays et *les quelques dizaines d'Américains qui refuseront de retraverser le Pacifique* ? Peu probable que ce soit l'U.R.S.S., malgré la prometteuse amnistie de Malenkov ; peu probable que ce soit l'Indonésie ou le Siam, trop lointains. Il ne reste donc que le Japon, qui en toute logique devrait devenir le lieu d'échange privilégié.

Il serait enfantin de croire que si un armistice effectif parvient

à être signé sur ces bases il résultera au fond d'une entente au sujet de la forme du rapatriement des prisonniers. Il résultera bien plutôt du fait que les deux adversaires abandonnent pour une période assez longue ce qui était devenu le but de la guerre des deux côtés : *l'unification de la Corée*, dont la séparation en deux avait été elle-même la cause immédiate de la guerre. Il aura fallu un an d'opérations actives et deux ans de guerre de position et aérienne mêlés à des négociations pour que le haut commandement des deux parties se convainque que l'unification de la Corée par les armes ne pouvait plus être le but, sur le théâtre de guerre subordonné de Corée, sans entraîner une action de plus en plus étendue à d'autres théâtres de guerre déclarée ou virtuelle. Seul Syngman Rhee s'imagine encore que ses divisions pourraient d'elles-mêmes aller tremper leur sabre dans le Yalu.

Eisenhower s'était convaincu depuis quelques mois d'une nécessité hautement contestée par MacArthur et Van Fleet. Quant aux chefs sino-coréens, il semble qu'ils ne se soient orientés dans le même sens que depuis quelques mois, et ce qui a pu les décider, ce sont les résultats insuffisants obtenus par l'agitation dans les camps de prisonniers, par les actions de guérillas dans le Sud, et la campagne contre la tentative de guerre bactérienne, bref par tout ce qui pouvait ébranler le moral de l'adversaire, tandis que des positions défensives très solides et une aviation renforcée permettaient de tenir facilement le front. Ce n'est pas seulement aux Américains, c'est aussi aux Sino-Coréens, que la nécessité d'élargir le théâtre de guerre s'imposerait en cas d'une reprise d'opérations décisives visant à chasser l'adversaire du territoire unifié. Or, cette extension exigerait une participation plus active de l'U.R.S.S. à la guerre, que celle-ci ne paraît pas vouloir accorder en Asie ni ailleurs pour le moment. La disparition de Staline et l'orientation nouvelle qui s'ensuit en U.R.S.S. ne pouvaient qu'aider à trancher la situation dans le sens d'un « compromis » — ce qui ne veut pas du tout dire qu'il y ait eu partie nulle.

Raisonnant sur un terrain militaire limité, les officiers dévoués à MacArthur continuent à estimer que tout armistice sur les positions actuelles serait l'équivalent d'une défaite. Nous avons déjà discuté cette opinion. Van Fleet vient de la réaffirmer devant le Congrès américain. Il suffit de citer ce bout de dialogue : « *Le député Patterson* : Voyez-vous une solution aux problèmes qui empêchent un armistice ? — *Van F.* : La victoire. — *P.* : Rien que la victoire ?

— *Van F.* : Oui. — *P.* : Vous ne voyez donc aucune autre chance d'améliorer notre position ? — *Van F.* : J'ai affirmé tout au long des derniers dix-huit mois que la seule solution est une victoire militaire en Corée : que toute autre attitude serait une défaite. Signer un armistice à n'importe quel moment serait une défaite, car un armistice laisserait subsister en Corée une situation intolérable et ne ferait que remettre l'épreuve à plus tard... »

Van Fleet sait fort bien qu'un armistice sur les positions actuelles ne signifie pas une défaite pour les Nations Unies, *si l'on ne considère que la Corée*, car aucune décision à l'échelle de la stratégie mondiale ne peut y être obtenue, et en tant que secteur subordonné, le bilan net est le rejet au-delà du 38^e parallèle des forces nord-coréennes qui étaient aux abords de Pusan en septembre 1949. Mais Van Fleet et MacArthur considèrent comme nécessaire une extension immédiate des opérations, et pour commencer leur coordination dans tout le Pacifique, de Sakhaline à Singapooré. MacArthur avait clairement exposé cette conception il y a deux ans devant le Sénat des États-Unis et il s'y tient. Formose et le Tonkin constituent les deux points cruciaux de cette chaîne de théâtres d'opérations, et l'appui croissant de l'aide américaine aux Franco-Vietnamiens, joyeusement escompté par Letourneau, le général Salan et Van Tam, donnaient corps à cette stratégie globale du Pacifique. Aujourd'hui, c'est René Mayer et Letourneau, surpris en pleine négociation offensive à Washington par les propositions de Chou En-laï, qui s'inquiètent des conséquences d'un armistice en Corée. Mais à vrai dire leur conception de l'interdépendance des fronts a surtout un aspect financier et diplomatique plutôt que réellement militaire. La grande affaire de Letourneau, c'est de court-circuiter les crédits et le matériel américains au profit des Français et de leurs intérêts en Indochine. Les Missions catholiques qui lui sont chères ont toujours de grands intérêts fonciers dans le Sud, les Charbonnages en ont dans le Nord, les entreprises industrielles et foncières possédées et contrôlées par les Français sont toujours considérables. Ce sont ces biens que le gouvernement français veut sauvegarder. Et il envisage une guerre indéfinie, si les États-Unis fournissent les fonds. Mais si un armistice, c'est-à-dire *une négociation avec l'ennemi*, intervient en Corée, comment l'éviter au Vietnam ? Pour impressionner l'opinion, Letourneau a laissé dire que la « pacification » pourrait être achevée en deux ans. Mais c'est pure fanfaronnade, car un armistice en Corée obligerait aussi à une

négociation au Vietnam, alors que son échec en Corée signifierait certainement un renforcement de l'aide chinoise à la République Démocratique du Vietnam. L'interdépendance des fronts est donc bien réelle, mais elle peut être positive ou négative, et dans la période présente il est vraisemblable que ses effets seront plutôt négatifs, c'est-à-dire qu'il deviendra d'autant plus difficile d'engager des opérations décisives au Vietnam si on les évite en Corée. Notons que le gouvernement Ho Chi-minh semble lui aussi s'orienter dans cette voie. Dans un discours prononcé en mars lors du second anniversaire de la fondation du parti Lao Dong (Communiste), Ho Chi-minh vient de déclarer : « Si nos frères chinois sont forts, nous le sommes aussi, car la force de nos frères nous inspire grandement et nous aide », et il ajoute : « notre résistance, qui durera longtemps et sera pénible, sera certainement victorieuse ». Cette conception suppose pour les troupes de Giap une base de résistance et de maintien territorialement élargie, et c'est le sens de leur activité en direction du pays Thaï, du Laos et du Cambodge. Là non plus, la décision ne semble pas proche, si le rétablissement de la paix ne paraît pas non plus pour demain.

LA CAMPAGNE DU LAOS

Il y a déjà plusieurs semaines que le général Salan a déclaré (le 11 mars) que le général Giap s'apprêtait à « foncer sur le Laos en évitant la forteresse de Na-San », en direction de Sam-Neua et Dien-Bien-Phu. Au début d'avril on signalait de fortes concentrations de l'Armée Démocratique autour de Moc-Chau et au sud de Lai-Chau, et dès le 5 avril le commandement de Hanoï admet que les divisions de l'Armée Démocratique sont en mouvement. Mais sur quel objectif ? C'est ce que Salan ne parvient pas à déterminer. Il attend un choc vers Sam-Neua (où il y a un aérodrome) et prévoit un repli jusque sur la route de la Reine-Astrid, qui serpente sur 700 kilomètres de la côte à Louang-Prabang, car c'est la République Démocratique qui tient ses arrières côtiers, c'est-à-dire la plaine de Tran-Hoa à Vinh et Ninh Binh. En fait, l'objectif de l'Armée Démocratique paraît aussi important au point de vue politique que militaire, car il peut consister à faire tomber l'emprise française sur tout le Haut-Laos et sur sa capitale traditionnelle, Louang-Prabang.

Le 9 avril, la situation paraissait à peu près la suivante. Deux divisions de l'Armée Démocratique convergent sur Sam-Neua, et une autre remonte de Vinh sur Xien Kouang. Ces poussées ont été précédées d'une large agitation politique des Comités gouvernementaux démocratiques du Laos et du pays Khmer (Cambodge). Les forces qui observent le hérisson de Na-San plutôt qu'elles ne l'assiègent, ont été réduites à deux régiments (les Français y ont onze bataillons). Un bataillon (contre trois précédemment) observe Lai-Chau, les autres ayant été déplacées vers Dien-Bien-Phu. Les bataillons réguliers sur le Fleuve Rouge ont été réduits de quinze à six, puis renforcés de nouveau par des forces en provenance du Haut-Tonkin.

Le général Salan a d'abord tenté de troubler l'organisation de ce dispositif par une lancée sur Hoa Binh, puis au Sud sur Nin Binh, sans succès immédiat ; il conserve pourtant là une force menaçante. Quelques sorties de Na-San ont aussi tenté de troubler le regroupement vietnamien vers Moc-Chau et Yen-Chau où elles ne rencontrèrent que le flanc-garde des divisions progressant vers Sam-Neua. Tout cela n'a pas empêché la formation dans la région de Moc-Chau d'une masse de 40.000 combattants de l'Armée Démocratique, dont l'avance avait débuté dès le 7-8 avril.

Le commandement français a été surpris par le peu d'effet de ses diversions préliminaires. Il pouvait considérer comme anormal la progression d'une force aussi importante en une saison aussi avancée, qui dépend de lignes de communications très ténues et d'un ravitaillement assez précaire. Pourtant, cette stratégie apparaît beaucoup plus normale si l'on considère l'objectif logique de l'Armée Démocratique : la libération du Haut-Laos. En effet, il faut supposer dans ce cas qu'un travail politique et d'organisation préparatoire y a été fait, et que des points d'approvisionnement y sont prévus *devant* l'armée, et non derrière. Les forces combattantes bénéficieront d'une saison sèche qui dure jusqu'en mai sur le Laos alors qu'au Tonkin et au Nord-Annam les forces françaises seront en pleine pluie.

La libération du Haut-Laos apparaît ainsi comme la conséquence de la campagne victorieuse d'automne sur la Rivière Noire en pays Thaï, alors que les défenses du Delta ne peuvent encore être attaquées de front. Elle peut même avoir des conséquences plus lointaines, et l'on peut considérer que la nouvelle campagne est en relation étroite avec les mouvements qui se produisent dans le Haut-Siam et dans les États Shan en Haute-Birmanie. Car tout le nœud de fleuves qui englobe la Rivière Noire, le Mékong et la Salouen tend de plus en plus à devenir le centre d'une stratégie générale qui a pour dénominateur commun un seul peuple, le peuple thaï.

Par-delà la campagne en pays Thaï et Lao, ce serait ultérieurement le Siam lui-même qui pourrait se trouver ébranlé, en liaison avec les luttes au Cambodge. On verrait alors que l'attitude défensive à long terme de l'Armée Démocratique dans le delta du Tonkin n'était pas exclusive d'une campagne offensive dans la direction du bassin du Haut-Mékong où voisinent les frontières de quatre pays dont l'unité ethnique est assez forte en cette région : Laos, Siam,

Yunnan, Birmanie. Il paraît que René Mayer a déclaré récemment à Washington que l'objectif essentiel de l'Armée Démocratique du Vietnam n'est pas le golfe du Tonkin, mais le golfe du Siam. Si cela est vrai — et l'action menée par le Vietnam démocratique depuis plus d'un an, après la signature d'un *traité* avec les représentants du pays Khmer et du Laos libre, tend à vérifier cette hypothèse, l'enjeu est considérable. En effet, le Siam représente en définitive le verrou qui empêche les mouvements de libération du Vietnam, du Cambodge, de Malaisie, de Chine et de Birmanie de se rejoindre. On comprend alors mieux pourquoi René Mayer insiste tant pour que l'offensive sur le Laos soit considérée comme une « agression » qui pourrait être soumise à l'O.N.U. Pourtant, notons que le 12 avril, alors que les troupes du général Giap sont déjà en territoire laotien depuis trois ou quatre jours, ni le roi de Louang-Prabang ni V. Auriol ne se sont émus, attendant sans doute que le général Salan ait enfin « découvert » l'objectif de son adversaire.

L'opinion française, à qui l'on masque les faits et qui est hypnotisée par les charbonnages du Tonkin et les maisons de jeu de Saïgon, n'a pas été avertie de l'alliance Vietnam-Laos-Khmer. Elle ne sait pas que le gouvernement Ho Chi-minh considère depuis des mois comme territoire libéré toute la région qui va du nord-ouest tonkinois aux États Shan de la Birmanie orientale, y compris le Haut-Laos, le Siam du Nord et des districts du Sud-Yunnan où le général Li Mi est maintenant pris au piège. Ces territoires sont ceux du mouvement Thaï Libre, qui jouissent de l'appui de 60.000 Annamites environ qui vivent dans le Nord-Est du Siam.

En mars a été créé dans le district de Cheli, sur le Mékong, au Yunnan, un gouvernement autonome thaï, qui étend son autorité sur les territoires cités, où la population thaï est estimée à quelque 10-15 millions d'hommes. Le nationalisme y est assez développé et il a fourni un mouvement de résistance efficace du temps de l'aventure japonaise au Siam, qui a pris à cette occasion le nom de *Thaïlande*. Le gouvernement de Bangkok avait rêvé d'un « Empire Thaï » du vieux style et annexé les districts de Battambang au Cambodge, le territoire laotien à l'Ouest du Mékong dans la région au sud de Louang-Prabang, et certains districts des États Shan de Birmanie.

Au Laos, le mouvement Pathet-Lao a fait des progrès ces derniers mois, en liaison avec les Vietnamiens du Nord-Est siamois,

qui ont leurs propres forces de défense. Toute cette région fait partie de la 4^e région militaire de l'Armée Démocratique du Vietnam. Le mouvement est dirigé par le prince Souphanavouong, qui fut ingénieur en France. Au pays Khmer (Cambodge) la direction est assurée par Son Ngoc-minh, auquel s'est joint en 1952 Son Ngoc-thanh, qui était leader de l'opposition légale.

L'unification de ces mouvements, dans des régions d'accès difficile et où la densité de la population est faible (4 habitants au kilomètre carré au Laos français) est assez lente, mais il est évident qu'elle est un facteur croissant de la guerre menée au Vietnam proprement dit, et qui tend ainsi à échapper de plus en plus à l'initiative du commandement français, sans parler des cercles bao-daïstes. Il faut aussi voir l'importance de la situation en Birmanie devant ces développements. Depuis quelques mois le gouvernement de Rangoon a amélioré ses relations avec les Karen, mais la situation est encore confuse dans les États Shan, où opèrent les troupes du général Li Mi, débris des bandes de Tchang Kai-chek. Au début de mars, les forces birmanes officielles ont mis en déroute 5.000 partisans de Li Mi à Monghu ; au début d'avril, le quartier général de Li Mi à Mong-Pyu-Awn a été pris, plus au Sud. Il semble que les forces birmanes aient obtenu dans cette action la coopération, ou au moins la neutralité des éléments thaï libres et communistes, après accord avec les autorités chinoises. L'offensive au Laos et en Birmanie ne laisserait qu'un refuge précaire au Siam aux troupes de Li Mi, à moins que les Américains ne leur envoient des renforts multipliés, ce qui paraît d'autant plus difficile que ces bandes sont en mouvement constant.

LOUANG-PRABANG SERA-T-ELLE DÉFENDUE?

Les dépêches parvenues d'Indochine ces jours derniers sur la situation au Laos restent assez vagues malgré leur précision apparente. On peut toutefois résumer la situation de la façon suivante, au 4 mai.

Le corps expéditionnaire français, qui n'a trouvé aucun appui sérieux dans la population laotienne, se trouve au bout d'un mois enfermé dans trois places : la plaine des Jarres, Louang-Prabang et Vientiane. Quelques petits postes isolés qui sont encore tenus ne modifient pas cette situation d'ensemble. Les forces unies du mouvement Lao-Issara et des volontaires du général Giap se sont répandues dans le pays sous plusieurs formes : par progression de colonnes formées en bataillons, comportant un armement qui va jusqu'au canon de 75 sans recul et aux mortiers lourds, par essaimage de formations légères, par l'action sur place de groupes de guérilla, et par infiltration dans tous les sens. Le retrait du corps expéditionnaire français dans des périmètres fortifiés, et la prise en mains progressive de l'ensemble du pays par la nouvelle administration du Pathet-Lao appuyée par les volontaires vietnamiens, aboutit à une campagne sans bataille, du moins jusqu'à présent. Il est compréhensible que les forces qui ont pris l'offensive n'aient pas cherché cette bataille, si la dispersion ou l'anéantissement de l'adversaire pouvait être obtenu autrement. Le défenseur (en l'occurrence le corps expéditionnaire français) pouvait de son côté la rechercher, mais il trouvait devant lui ce que les communiqués ont appelé « le vide », c'est-à-dire en réalité un adversaire insaisissable mais présent partout. Pour livrer bataille, le défenseur doit fixer l'adversaire et l'y contraindre. Le général Salan était incapable, pour toute

une série de raisons, d'y parvenir. Il aurait au moins fallu qu'il disposât, en dehors des bataillons du corps expéditionnaire, d'éléments légers et de guérillas nombreuses qui obligent l'adversaire à se grouper et à se voir acculé à la bataille. Mais c'est le contraire qui s'est produit, pour des raisons aussi bien sociales et politiques que militaires.

Après un mois de guerre de mouvement, les troupes du général Salan se voient donc enfermées dans trois places, cinq si l'on ajoute Na-San et Lai-Chau. Cette situation est la plus désastreuse à laquelle il pouvait se trouver acculé, et doit être considérée comme une victoire positive et remarquablement obtenue par le général Giap : cinq places pour le ravitaillement desquelles doivent être organisées des liaisons aériennes très complexes puisqu'il ne s'agit pas seulement de ponts aériens entre le delta du Tonkin et le Haut-Laos, mais aussi de ponts lancés d'une place à l'autre. La défense sur réseau de places reliées par air serait en toutes circonstances difficile, mais elle est aggravée par le crachin et les pluies qui commencent à tomber depuis quelques jours. D'autre part nous ignorons les effectifs exacts des garnisons de ces places, et leur répartition actuelle. Suffisamment fortes, et si elles sont observées quelque temps, et non attaquées directement, elles peuvent durer ; mais trop faibles, elles sont destinées à périr comme il est arrivé à celles de Cao-Bang, Lang-Son et Bac-Kan dans le Haut-Tonkin. Il y aurait 12.000 hommes à la plaine des Jarres, contre 15.000 à Na-San, et quelques milliers à Louang-Prabang où le colonel Guillard aurait demandé à être relevé de son commandement. Notons que l'état-major de Hanoï voulait abandonner Louang-Prabang et même Vientiane à leur sort (comme Sam-Neua où l'on venait pourtant de terminer une piste pour avions à réaction qui a coûté 200.000 dollars à Washington), et que c'est de Paris que l'ordre est venu de défendre cette vieille et charmante capitale.

Dans ces conditions, l'action de « l'Armée de Libération du peuple Lao » et des partisans Lao-Issara, en liaison avec les éléments du général Giap dans le cadre d'un traité d'alliance dont l'anniversaire tombait le 3 mars, apparaît de plus en plus comme une prise en mains de tout le Haut-Laos, sa libération de l'influence française, et un appui sérieux sur le flanc occidental du Nord-Annam. Le nouveau gouvernement du Pathet-Lao est présidé par le prince Souphanavouong, avec Fou Mi comme ministre de l'Intérieur et Kaï Son ministre de la Défense. Il a déjà entrepris une œuvre de rénovation

du pays, et cette œuvre a toutes chances de peser dorénavant plus lourd dans la balance stratégique que les cinq places du général Salan.

Il a fallu que cette situation soit arrivée à un point d'extrême gravité pour que la presse mondiale découvre brusquement ses incidences sur le Siam, la Birmanie et la Malaisie, sans parler bien entendu du Tonkin. Il est certain, comme nous l'avons déjà souligné, que le Siam du Nord est très vulnérable, de même que la Haute-Birmanie. Le maréchal Pibul a décrété une « mobilisation générale » en Thaïlande, ce qui ne veut pas dire grand-chose en dehors de mesures policières aggravées. Mais il dispose de quelques bataillons nouvellement équipés par les Américains, et il fait un appel pressant à Washington et même à l'O.N.U. Sans préjuger de la suite des événements, on peut admettre que le Pentagone est très préoccupé par la situation dans cette région. Il n'est nullement exclu que Washington décide brusquement de faire de Bangkok un nouveau Fusan, ce qui donnerait l'avantage de s'appuyer sur un pays indépendant, membre de l'O.N.U., et avec lequel le commandement n'aurait pas à s'embrouiller dans des intrigues infinies comme avec les chefs du corps expéditionnaire et les politiciens français en Indochine. Il ne s'agit là que d'une éventualité, mais qui ne doit pas être perdue de vue. Pour le moment, la parole est aux forces aux prises au Laos, puisque le gouvernement français est moins que jamais décidé à entrer dans la voie des négociations et de la paix.

POUR UN CESSEZ-LE-FEU

*(Extrait du discours prononcé le 22 novembre 1953
à la Conférence Nationale pour la Négociation en Indochine, à Paris)*

...Toute une série de faits ont prouvé à la nation française que cette guerre d'Indochine, loin d'être une petite expédition coloniale d'importance secondaire, était au cœur de tous les drames qui agitent la France d'aujourd'hui. Que vous preniez la situation internationale de la France, la situation des travailleurs dans le pays, ou la situation de l'Union Française telle qu'elle a été définie par la Constitution de 1946, quel que soit l'aspect de la vie française que vous examiniez aujourd'hui, vous vous apercevrez toujours que la crise indochinoise, la guerre du Vietnam en particulier, est le cancer, la plaie purulente qui infecte chacune de ces situations...

Nous avons une guerre déjà longue. La négociation doit être par conséquent précédée, doit commencer, doit avoir comme point de départ — appelez cela comme vous voudrez — une cessation des hostilités. Tant qu'on est en état de guerre, il n'y a absolument pas d'autre moyen de commencer à négocier la paix que de mettre bas les armes. C'est cela le principe d'un armistice. Et tout compte fait, si l'armistice de Corée peut comporter des leçons, ce sont ces leçons-là. Pendant longtemps, au cours de la guerre de Corée, on a parlé de négociation, de terrain de rapprochement. Mais le moment est venu où ces négociations sont devenues possibles parce que les antagonistes, les parties combattantes en présence, ont compris qu'il n'y avait qu'un seul moyen d'aboutir immédiatement à un premier acte, et que c'était de suspendre le feu, c'est-à-dire de négocier un armistice.

Je crois qu'il ne faut pas hésiter à dire devant l'opinion et à expliquer que lorsque nous parlons de négociation nécessaire, nous ne visons pas simplement le règlement général de tous les

problèmes politiques en suspens, nous ne visons pas simplement le fait général qu'un nouvel état de choses doit être négocié en ce qui concerne les rapports de la France et de la République Démocratique du Vietnam ; et d'ailleurs aussi de l'État du Vietnam représenté par Bao-Daï, mais que nous visons d'abord et très précisément une suspension d'armes, comme on dit en termes militaires.

Car le slogan gouvernemental : « pour négocier il faut être forts », qui est une de ces vérités militaires banales qui viennent de loin mais qu'il faudrait interpréter, s'oppose à ce que l'on négocie immédiatement un armistice. On nous oppose toujours ce slogan. On dit : vous prétendez négocier une paix, et le seul moyen de négocier, c'est d'être fort, et si l'on veut être fort on ne peut évidemment pas conclure un armistice, car sa force, on ne la prouve en général qu'en combattant. D'où le sophisme gouvernemental : « l'armistice est impossible, car même si l'on voulait négocier, il faudrait être fort, et pour être fort, il faut combattre. »

C'est la politique du général Navarre, et c'est la politique des différents généraux qui se sont succédé depuis sept ans et qui, périodiquement, déclarent à l'opinion publique : « Nous allons entreprendre des actions offensives qui permettront à l'échelon politique d'envisager ensuite la possibilité d'une négociation. »

Eh bien, non ! Nous disons franchement qu'une action en faveur de la négociation de la paix en Indochine doit avoir pour point de départ un armistice militaire, une trêve au sens militaire du mot, une suspension d'armes. C'est là quelque chose que les militaires peuvent comprendre et comprennent très bien. C'est d'ailleurs une vérité de bon sens, vérifiée par l'histoire. Lorsqu'on s'est convaincu, en Corée, qu'une trêve devenait nécessaire, on aboutit à une situation dans laquelle les généraux ou les représentants des commandants ont été mis en présence et où ils ont discuté des conditions d'un cessez-le-feu.

Ce que nous voulons au Vietnam, c'est un cessez-le-feu, car les conditions d'une négociation de paix sont d'abord les conditions d'un cessez-le-feu. Il me semble qu'il ne faut pas craindre de dire cela au même moment où nous n'hésitons pas non plus à évoquer toutes les possibilités, toutes les ressources possibles de contact en faveur des négociations, au sens le plus général du mot. Les deux choses ne sont nullement contradictoires.

Il ne nous appartient certes pas aujourd'hui de faire des propositions tout à fait détaillées. Plusieurs orateurs ont indiqué qu'il

fallait laisser toutes les portes ouvertes, et certes il ne faut en fermer aucune. Mais il faut tout de même essayer de comprendre dans quelles conditions militaires se fait sentir la nécessité d'un armistice. Il est bien rare qu'un armistice et une négociation de paix entre deux belligérants provienne d'autre chose que de la défaite de l'un d'eux (même partielle), ou de la médiation d'une tierce puissance.

On demande l'armistice — l'histoire le montre — lorsqu'on est battu, pour ne pas perdre tout à fait la face, ou bien pour éviter d'être complètement battu. Et on l'accepte si l'on croit qu'il vous est favorable. Celui qui demande l'armistice, c'est qu'il est battu. Or, ce n'est pas exactement le cas en ce moment.

La guerre dure depuis sept ans. Ce n'est pas le lieu de faire des pronostics sur ce qui arriverait si cette guerre durait encore des années. Mais le fait est qu'aujourd'hui aucune des deux armées en présence n'est en mesure d'imposer complètement sa volonté à l'autre, et que, par conséquent elle ne peut pas imposer un armistice et une négociation. Par conséquent, il reste l'autre solution : c'est une médiation.

Il existe plusieurs possibilités de médiations. Il peut en surgir de nouvelles. Mais ces possibilités ne peuvent devenir des réalités que si un courant d'opinion favorable existe chez les belligérants. Pour qu'une médiation puisse aboutir, il faut qu'ici-même l'opinion publique et ceux qui la représentent encore pour le moment soient eux aussi prêts à accueillir les effets d'une médiation.

Il faut que si un gouvernement neutre, si un État qui ait reconnu à la fois le gouvernement de la République Démocratique du Vietnam et le Gouvernement de la République Française — et il y en a quelques-uns — si un tel État fait un effort de médiation, il trouve dans le pays même, ici, comme nous espérons qu'il le trouverait dans la République Démocratique du Vietnam, un terrain préparé, une opinion favorable à la négociation. C'est cela notre tâche, à nous qui ne sommes pas des diplomates, qui ne sommes pas dans la position de négociateurs, mais qui sommes les représentants d'une opinion qui veut que l'on aboutisse à la paix au Vietnam.

Il serait donc utile que le Comité d'Action et d'Etude pour la Paix au Vietnam s'efforce d'unifier non seulement des groupements de personnes, mais des groupements d'organisations. Un certain nombre de noyaux, de groupements, sont représentés ici ;

d'autres devraient l'être ou nous devrions chercher à ce qu'ils le soient. Même dans le parti socialiste, dans les syndicats des Fédérations autonomes et même de Force Ouvrière, il y a des hommes pour qui la guerre d'Indochine est un problème de plus en plus inquiétant. Il faut nous efforcer de les atteindre, de les entraîner dans une action commune en nous adressant à eux, à tous les échelons et sous toutes les formes où la chose est possible.

Car si nous parvenions à faire de ce Comité un véritable Comité National d'Action pour la Paix au Vietnam, qui groupe non seulement des courants d'opinion, mais surtout les corps constitués de l'opinion, le gouvernement serait obligé de compter directement avec lui, et les parlementaires ne manqueraient pas de subir beaucoup plus fortement la pression et l'influence de l'opinion publique.

POUR UNE SUSPENSION D'ARMES AU VIETNAM

La Conférence Nationale pour la négociation en Indochine qui s'est tenue à Paris le 22 novembre exigeait du gouvernement français qu'il entreprenne les conversations nécessaires pour rétablir la paix, *« et, dans l'immédiat, pour obtenir une suspension d'armes et un armistice »*. Cette exigence correspondait à une analyse exacte de la situation, et l'interview donné par Ho Chi-minh à l'*Expressen* de Stockholm et publié le 29 se prononce dans le même sens. Dans ses réponses à l'*Expressen*, Ho Chi-minh résume d'abord le sens exact de la guerre : elle fut, dit-il, *« imposée au peuple vietnamien qui s'est vu obligé de prendre les armes et de combattre héroïquement au cours de sept années écoulées pour défendre son indépendance nationale et sa liberté de vivre en paix »*. La lumière a été suffisamment faite sur la politique de Thierry d'Argenlieu pour que ce point soit acquis. *« Si les colonialistes français, ajoute Ho Chi-minh, veulent maintenant poursuivre leur guerre de reconquête, le peuple vietnamien est déterminé à continuer sa lutte patriotique jusqu'à la victoire finale. Mais si, ayant tiré les leçons de ces années de guerre, le gouvernement français désire conclure un armistice et résoudre la question du Vietnam par des négociations, le peuple et le gouvernement de la République Démocratique du Vietnam sont prêts à examiner les propositions françaises. »*

Quant à l'armistice lui-même, Ho Chi-minh dit : *« Que le gouvernement français suspende les hostilités, et l'armistice deviendra une réalité. La base d'un tel armistice est que le gouvernement français respecte réellement l'indépendance du Vietnam. »* Il dit aussi que *« la négociation d'un armistice concerne essentiellement le gouvernement de la France et celui du Vietnam »*.

Voilà donc le problème nettement posé, et pour le moment nous nous contenterons d'examiner quelques-unes de ses incidences

militaires. Point de vue parfaitement légitime puisque Ho Chi-minh a centré son offre sur un *cessez-le-feu*, c'est-à-dire sur une décision militaire, et non sur des négociations générales. Désormais, c'est donc l'appréciation de l'opportunité militaire d'un armistice qui va venir au premier plan, et tout jugement dans ce domaine prend une grande importance au moment où le général Navarre estime qu'une stratégie de rupture en ordre dispersé, répartie sur l'ensemble du théâtre de guerre, peut mettre en échec indéfiniment toute volonté offensive de l'adversaire.

Notons d'abord que les déclarations de Ho Chi-minh ont, selon toute probabilité, été élaborées en accord avec le général Giap et les chefs militaires de la République Démocratique, voire avec des conseillers chinois. Elles reflètent donc un jugement mûri sur la situation, qui peut être l'alternative suivante : ou bien la guerre continue, et ce sera jusqu'à la victoire finale, ou bien l'armistice y met fin (au moins provisoirement) et c'est parce que les Français auront « tiré les leçons de ces années de guerre », c'est-à-dire auront compris qu'il est impossible de reconquérir le Vietnam : ce sera donc encore une victoire. Dans ces conditions, le gouvernement de la République Démocratique est prêt à examiner les *propositions françaises*, c'est-à-dire les propositions d'armistice émanant du commandement français : « que le gouvernement français suspende les hostilités et l'armistice deviendra une réalité ». Il résulte de là que le général Giap ne demande pas un armistice, mais qu'il est prêt à examiner une demande d'armistice, et à la « négocier ». Si l'expression : « être forts pour négocier », ou *négocier en combattant* comme disait Napoléon, a un sens, c'est ce sens-là.

La République Démocratique se défend et combat, mais elle est prête à une suspension d'armes si celle-ci garantit son indépendance absolue. Par contre, si le gouvernement français obligeait le général Navarre à envisager un armistice, ce ne serait pas un armistice qu'il imposerait au général Giap, mais que celui-ci accepterait tout simplement. De part et d'autre il y aurait donc, pour le moment, modification du but de guerre immédiat. Resterait alors à savoir à quoi correspond exactement la balance des forces. De toute façon, la formule « ni vainqueur ni vaincu », frappante pour le public, n'aurait pas grand sens militaire. Elle n'en prendrait un que si la trêve était littéralement imposée par des tiers plus puissants, ce qui ne paraît pas devoir être le cas.

Deux autres questions doivent être ici envisagées. D'abord

Ho Chi-minh ne fait aucune allusion à l'armée vietnamienne de Bao-Daï, qui existe pourtant à l'état rudimentaire. A cela deux raisons : l'une, c'est que cette armée, nominalement aux ordres de Nguyen Van-hinh, reste placée sous le haut commandement et dans la dépendance technique du général Navarre ; par conséquent, c'est au général Navarre — donc au gouvernement français — que s'adresse Ho Chi-minh. L'autre, c'est que, laissée à elle-même, cette armée est un facteur négligeable. Les Français sont pris ici à leur propre piège : ils n'ont jamais voulu permettre la constitution d'une armée vietnamienne absolument indépendante. Aujourd'hui, ils ne sauraient demander pour elle une place en tiers dans des négociations d'armistice.

D'autre part on peut se demander — et c'est ce que ne manquera pas de faire le gouvernement français — si l'acceptation d'une « négociation » d'armistice par Ho Chi-minh ne suppose pas tout de même certaines faiblesses de son côté. Évidemment, l'impossibilité de rechercher la décision dans un avenir proche peut être une faiblesse. Mais celle-ci existe aussi du côté français. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait ni vainqueur ni vaincu, mais que la décision n'est possible qu'à long terme, et peut-être sous l'action de facteurs internationaux.

L'essentiel dans ce cas est de prévoir dans l'immédiat quelles seront les conséquences de l'armistice ; pour le savoir il faudrait examiner de près la situation sur le terrain. Le caractère de la guerre, qui reste dans une large mesure celui d'une guérilla et de mouvements de colonnes, entraîne des conséquences différentes de chaque côté. Pour le général Giap, c'est l'occasion d'un regroupement et d'une restauration ; pour le général Navarre, c'est l'impossibilité d'une dispersion nécessaire. Ensuite (et en conséquence) la limitation des périmètres respectifs pose des problèmes très délicats des deux côtés. Le général Navarre peut exiger de conserver les places fortes qu'il détient, mais Giap peut exiger la même chose, c'est-à-dire le maintien de ses forces, « ouvertement » cette fois, dans les deltas. D'autre part, l'aviation cessant d'agir, un équilibre des armements moins défavorable au général Giap se trouve rétabli.

On voit les multiples difficultés qui vont se présenter. La « leçon » de Corée cesse d'être valable à partir du moment où l'on examine concrètement les conditions d'un armistice au Vietnam, pour beaucoup de raisons — dont la moindre n'est pas la pression des États-Unis, pour empêcher la France de sortir du guépier indochinois.

DE DIEN-BIEN-PHU A L'ARMISTICE

Les pourparlers pour un « cessez-le-feu » au Vietnam seront-ils engagés avant l'ouverture de la conférence de Genève ? Cela n'apparaît pas aujourd'hui impossible. Le gouvernement Ho Chi-minh et le général Giap peuvent en effet avoir intérêt à mettre le cabinet Laniel et le général Navarre au pied du mur avant cette échéance. La bataille de Dien-Bien-Phu paraît d'ailleurs montrer que cette mise au pied du mur peut avoir lieu à la fois sur le terrain diplomatique et sur le terrain des opérations militaires.

Dans sa déclaration du 5 mars, Laniel avait exposé les conditions militaires d'un armistice qui avaient certainement été élaborées par le général Navarre et rapportées à Paris par M. Pleven. Ces conditions n'équivalaient nullement à une demande de reddition comme celle que M. Mus était allé proposer à Ho Chi-minh, de la part de M. Bollaert. Elles se résumaient de la façon suivante : 1) Évacuation des troupes de la République Démocratique infiltrées au Laos. 2) Création d'un *no man's land* autour de la périphérie du delta tonkinois avec retrait contrôlé des unités du général Giap infiltrées dans le delta. 3) Concentration des troupes de la République Démocratique au Centre-Vietnam, dans des périmètres précis. 4) Dans le Sud-Vietnam « les forces de l'adversaire doivent être désarmées ou évacuées ».

J. Laniel n'a fait aucune allusion aux points d'appui et places fortes dont disposent les Français en territoire ennemi ; on peut donc supposer que le général Navarre n'entend pas les évacuer. La pensée de Navarre est donc la suivante : le « cessez-le-feu » n'est concevable que si l'on substitue un *front continu* dans chaque zone d'opérations à l'imbrication actuelle des forces antagonistes. L'esquisse

de ces fronts, tracée par M. Laniel, peut être résumée comme suit : 1) évacuation totale par l'adversaire du Sud-Vietnam ; 2) localisation de l'adversaire au Centre-Vietnam ; 3) « assainissement » définitif du delta tonkinois, l'adversaire étant cantonné dans le haut-pays tonkinois et thaï où, toutefois, il devrait accepter la présence de points d'appui français.

On voit tous les avantages que le général Navarre pourrait retirer de l'exécution de ce plan. Accepté tel quel, il équivaudrait à une victoire stratégique remportée sans bataille, bien qu'il consacre l'existence de la République Démocratique et de son armée qui resterait à pied d'œuvre. D'autre part, les partisans libres du Laos et du Cambodge seraient plus facilement neutralisés.

A ce plan, il semble que le général Giap soit prêt à en opposer un autre. Le correspondant à New Delhi de *l'Observer* de Londres a rapporté le 13 mars que le gouvernement Ho Chi-minh serait prêt à faire des contre-propositions militaires minima, et les aurait même déjà transmises à l'Inde par les autorités de Pékin. Ce seraient les suivantes : évacuation par le corps expéditionnaire français du Nord-Vietnam (Tonkin) et de l'Annam au nord de Hué ; dans ces conditions, une évacuation du Sud-Vietnam pourrait être envisagée. Le Laos serait évacué par les unités de la République Démocratique.

Pratiquement, un front continu serait ainsi créé, mais il serait unique, et réduit à quelque 150 kilomètres un peu au nord du 16^e parallèle. On sait que certains milieux militaires français avaient préconisé, il y a quelques mois, cette solution, qui allait d'ailleurs à l'encontre de la volonté maintes fois affirmée par Ho Chi-minh d'assurer l'unité réelle du Vietnam.

Comme on le voit, la proposition du gouvernement Ho Chi-minh, si elle est réelle et même si elle n'a qu'un caractère préliminaire, transformerait l'armistice en une victoire stratégique du général Giap, et cela suffit pour que le général Navarre ne l'accepte pas, puisqu'il a fait faire à Laniel des propositions qui ont un sens exactement contraire. Cela suffit, en tout cas, à prouver une fois de plus qu'une suspension d'armes, si elle n'est pas entraînée par un rapport de forces extérieur au théâtre d'opérations, n'est pas un simple abandon bilatéral des actions armées. Elle consacre toujours la supériorité momentanée de l'un des adversaires ; mais cette supériorité est contestée jusqu'au dernier moment, comme on l'a vu en Corée.

Le gouvernement français, obligé de répondre aux déclarations faites par Ho Chi-minh le 29 novembre, s'est déclaré prêt à rechercher les conditions d'un armistice. Il a formulé ses conditions militaires qui, telles quelles, sont inévitablement inacceptables pour Giap. Mais les contre-propositions de celui-ci, si elles sont confirmées, doivent être étudiées, d'autant qu'elles sont appuyées par une attaque que l'on considère maintenant comme l'une des plus importantes qui se soient produites depuis sept ans, contre Dien-Bien-Phu. La bataille de Dien-Bien-Phu, si elle se termine à l'avantage de la République Démocratique, peut être un élément déterminant dans la négociation.

Quel rôle exact jouait le camp retranché établi depuis quatre mois à Dien-Bien-Phu dans la stratégie du général Navarre ? Ce camp retranché n'a pas été formé, comme il était arrivé à Sam-Neua et à Na-San, par des éléments en retraite ou des colonnes manœuvrant. Il a été délibérément établi par parachutages massifs afin de créer à la frontière du pays thaï et du Laos un point de fixation des unités régulières de l'armée de la République Démocratique. L'expérience a montré que ce camp retranché ne pouvait vivre que grâce à un pont aérien, et qu'il n'avait pas empêché la seconde progression d'unités Pathet-Lao et vietnamiennes vers Louang-Prabang, ni l'imprégnation générale par celles-ci du Nord-Laos. Destiné à attirer l'adversaire en vue de combats secondaires, selon le plan Navarre, qui prévoyait des « initiatives » sur les arrières ennemis et une tactique d'attaques dispersées, le camp est devenu peu à peu une forteresse assiégée où ne pouvait plus se livrer qu'une bataille principale. Primitivement composée de troupes légères, sa garnison s'est grossie, ses défenses se sont alourdies, ses pistes d'envol se sont allongées : d'un point de fixation de l'ennemi, le camp est devenu un centre de fixation du corps expéditionnaire. La tactique de « dispersion » tournait à une tactique de concentration par l'arrivée de renforts, de sorte que si les assiégeants parvenaient à enlever la position, c'est eux qui auraient réussi à attirer d'importantes forces ennemies et à les détruire, affaiblissant d'autant le delta.

Il y a trois ou quatre mois, les patrouilles françaises s'écartaient facilement du camp. Il y a un mois, elles se heurtaient à des positions d'encercllement solidement établies. La cuvette était immobilisée et aveugle. Il y a huit jours, des commandos vietnamiens réussissaient à détruire des avions à Hanoï et Haïphong, affaiblissant

d'autant le pont aérien. Le 11 (novembre) les assiégeants déclenchaient à l'est puis au nord de la cuvette de violents tirs d'artillerie (par mortiers, canons de 75, 105, et même 120, sans compter la D.C.A.) ; 48 heures plus tard, ils avaient emporté la position défensive de l'est ; 72 heures plus tard, la position de défense du nord était anéantie et les pistes d'envol difficilement utilisables sous le feu permanent des canons embossés derrière les crêtes. Les renforts lourds ne peuvent plus atterrir et le colonel de Castries doit se contenter de parachutistes et de parachutages.

En définitive, c'est Giap qui a réussi à fixer l'adversaire dans une position intenable qui, même si elle n'est pas emportée, devra sans doute être évacuée, comme l'a été Na-San. Ce serait une victoire stratégique dans le sens même des conditions que le général Giap envisagerait pour la signature d'un armistice, c'est-à-dire beaucoup plus qu'une victoire « spectaculaire » préluant aux discussions de Genève.

DIEN-BIEN-PHU

L'ÉVOLUTION DE LA BATAILLE

L'attaque de Dien-Bien-Phu n'a pas été une surprise en elle-même ; la surprise a consisté dans la forme de cette attaque. En général, la surprise tactique ne consiste pas dans le *temps*, mais dans la structure matérielle de l'engagement ou de la bataille. L'espace et les forces y jouent un plus grand rôle que le temps, surtout dans les combats importants. Citons par exemple l'apparition des chars dans l'attaque anglaise de la Somme en 1917, l'emploi des gaz par les Allemands la même année, et l'attaque par engin nucléaire sur le Japon en 1945. A Dien-Bien-Phu, c'est l'apparition d'une artillerie lourde chez l'adversaire qui a constitué la surprise pour les défenseurs.

C'est le 20 octobre 1953 qu'un premier bataillon de parachutistes fut lâché au-dessus de Dien-Bien-Phu. Il commença aussitôt à aménager un camp fortifié autour des deux pistes d'aviation, avec l'appoint des troupes françaises et de quelques groupes thaïs repliés de Lai-Chau. Le point fortifié de Dien-Bien-Phu devait ainsi observer et fixer la division 316 qui commençait une nouvelle manœuvre vers Louang-Prabang. Éventuellement, il pouvait servir de base à des opérations dans deux directions divergentes, au nord (vers Lai-Chau) et à l'est (vers Son-La et Na-San). En somme, la constitution du camp retranché entraînait dans le cadre des actions offensives sur les arrières ennemis, prévus par le plan Navarre.

Mais le rôle de Dien-Bien-Phu s'est transformé grâce à la volonté du général Giap : de centre de fixation des forces vietnamiennes, le point fortifié est devenu un centre de fixation des forces du corps expéditionnaire et en particulier de son aviation,

ce qui est très grave. Ce renversement stratégique est lui-même la conséquence de la surprise tactique : l'intervention de l'artillerie vietnamienne. La question qui se pose maintenant au commandement est donc la suivante : comment ramener Dien-Bien-Phu — si la chose est possible — à son rôle initial ? Et si ce n'est pas possible, étant donné l'intervention massive continue de l'artillerie et de l'infanterie de Giap qui empêchent le fonctionnement régulier du pont aérien, comment empêcher que toutes les réserves ne viennent fondre dans la cuvette ? Pour le général Cogny, la question n'est déjà plus de « tenir » à Dien-Bien-Phu, mais de savoir si la portion de la place qu'il « tient » encore peut jouer le rôle qui lui était assigné. Dès à présent ce rôle est compromis. A la veille de la saison des pluies, il ne pourrait encore être joué qu'au cas où le général Giap déciderait de se retirer sur Lai-Chau et Son-La, ce qu'il ne ferait sans doute que si ses approvisionnements devenaient insuffisants sur le point où il s'est assuré la supériorité indispensable : sa puissance de destruction par gros calibres à longue portée (les 105 du général Giap provenant des armes américaines prises à Tchang Kaï-chek tirent à 12 kilomètres).

Rappelons le déroulement des faits en soulignant l'insuffisance et l'imprécision des informations dont nous disposons. La position de Dien-Bien-Phu a la forme d'un ovale orienté S.S.O.-N.N.E. Elle est constituée de plusieurs positions indépendantes, en principe capables de se défendre elles-mêmes, selon le modèle des *hérisssons* de la deuxième guerre mondiale. La position centrale, formée d'une série d'ouvrages légers (il n'y a pas de béton) couvrait les deux pistes (Pavie et R.N. 41) en branches écartées d'un Y ; les positions avancées utilisaient les pitons de la plaine, plus proches du foyer au nord et à l'est, plus éloignées au sud. Le diamètre longitudinal de l'ensemble a une quinzaine de kilomètres. Il est clair que cette position défensive ne prévoyait d'actions offensives qu'à titre de patrouilles et colonnes de reconnaissance. Elle couvrait assez faiblement le pays environnant. Les défenses ne semblaient pas comporter de calibre supérieur au 75 (notamment sur chars). Les barbelés, champs de mines, abattis, fossés divers, protégeaient les approches des points d'appui. La densité du feu d'accueil devait être surtout obtenue par armes automatiques. La formation en réseau pouvait laisser passer autour des noyaux de résistance avancés un assaillant ensuite pris dans les mailles du filet. De toute façon, une défense de longue durée contre un assaut décidé dépendait de la seule ligne

de communication dont dispose le camp : la ligne aérienne avec les bases de Hanoï et Haïphong.

Au moment du premier assaut la garnison française était déjà enfermée. Ses patrouilles ne pouvaient plus atteindre les crêtes où s'était établi l'adversaire. Certains avant-postes du nord s'étaient même vus refoulés. En soi, la position dominante des Vietnamiens n'était pas un avantage capital, car en cas d'attaque par ceux-ci, c'est dans la plaine que devaient se livrer les engagements décisifs. Pourtant les crêtes voisines présentaient un avantage relatif assez important : elles cachaient la mise en place de l'artillerie dans des alvéoles préparées. La garnison française attendait des tirs de mortier accompagnant des vagues d'assaut. Or, elle reçut pour commencer une pluie d'obus de 105 et de 120 : personne n'avait envisagé cela. Tous les observateurs témoignent que le tir de ces pièces est remarquablement concentré, ajusté et rythmé. Cela suppose que le général Giap dispose d'un corps d'officiers d'artillerie entraîné, avec un équipement parfaitement au point. Les batteries commencèrent à effondrer des points d'appui, puis les mortiers se rapprochèrent et l'infanterie suivit. Une artillerie anti-aérienne se démasqua en même temps et se montra tout de suite efficace.

Après cinq jours de combats (surtout nocturnes) du 11 au 16 mars, le résultat est le suivant : 1) La ligne de communication est à moitié coupée : la piste principale, battue par l'artillerie adverse, est presque inutilisable ; les approvisionnements doivent être parachutés (et par conséquent limités) ; les blessés ne peuvent être évacués qu'en nombre restreint. La bataille ne peut donc être alimentée longtemps si le général Giap dispose des moyens de continuer à interdire le fonctionnement normal de la ligne de communication. 2) Le hérisson est démantelé au nord et au nord-est. La position centrale est ceinturée de près. Une partie de l'artillerie a été descendue dans la plaine. Des pointes vietnamiennes sont au contact des défenses centrales grâce à la progression régulière de sapes et de boyaux. 3) Les assiégés ont été renforcés de deux bataillons parachutés (1.400 hommes environ), ce qui semble à peine pouvoir compenser les pertes subies. Il ne semble pas que l'armement ait pu être modifié sérieusement en qualité et peut-être en quantité.

L'intervention de l'aviation française dans la bataille mérite d'être mentionnée à part. Ses missions ont été de trois ordres : tactique (attaques de positions d'artillerie et de colonnes déployées) ;

de transports (fonctionnement de la ligne de communication) ; d'observation et de repérage. Quel nombre exact d'avions ont pu participer aux trois types de missions, nous l'ignorons. Les missions de transport ont été réduites à des parachutages et quelques rares et périlleux atterrissages. L'observation semble être très déficiente. L'attaque des batteries paraît avoir donné quelques résultats partiels. Il semble que le commandement français n'ait pu concentrer plus de 80 à 100 avions y compris les cargos, la totalité disponible en Indochine (la flotte aérienne de combat française ne comprend guère plus de 600 avions, a déclaré M. de Chevigné à l'Assemblée la semaine dernière). Cette intervention est rendue difficile par l'impossibilité de se servir des pistes de Dien-Bien-Phu, et le matériel est soumis à un rude effort ; d'où l'appel aux B-26 américains, aux cargos du général Chennault basés à Formose, c'est-à-dire à des avions de remplacement. Après huit jours de combat, dans le meilleur des cas le commandement français ne dispose pas d'un potentiel d'intervention immédiat supérieur à celui qu'il pouvait mettre en ligne sans danger grave pour le delta avant le déclenchement de la bataille.

Depuis les 16-17 mars la bataille a pris l'allure d'un aménagement du terrain conquis par Giap, c'est-à-dire d'un resserrement de son dispositif, ce qui n'équivaut nullement à une pause. Du côté français tout est suspendu à la possibilité de renforcer la ligne de communication. Les jours prochains nous apprendrons si le général Giap dispose des ressources suffisantes pour un assaut final, ou s'il doit se contenter d'investir plus complètement le point d'appui central. La question sera décidée par les réserves disponibles de part et d'autre, c'est-à-dire aussi par les pertes subies. Le général Giap aurait disposé initialement de trois divisions, soit 25 à 30.000 hommes. Si cela est vrai, les 3 ou 4.000 hommes de ses troupes hors de combat n'ont pas été sacrifiés en vain : tout dépend alors des canons. Quant aux pertes françaises, ce sont celles des avions qui sont les plus sensibles ; il est vraisemblable qu'une trentaine d'avions doivent être hors de service, au moins momentanément. Si les pertes en hommes sont de 800 à 1.000 hommes, chiffre possible, le rapport des pertes aux engagés est supérieur pour les Français et devient inquiétant. D'où l'urgence des renforts ; mais en même temps le danger que représente une concentration excessive à Dien-Bien-Phu.

Et la fameuse armée de Bao-Daï ? Quelques éléments, incorporés au corps expéditionnaire, s'en trouvent à Dien-Bien-Phu. Elle

comptait faire une guerre de coups de mains et de défense locale, mais elle tombe sur des obusiers de 120. Il est maintenant acquis qu'elle n'est pas adaptée à la nouvelle phase de la guerre. C'est ce que vient de dire le maréchal Juin dans la préface qu'il a écrite au livre de M. Mercier : *Pouvons-nous garder l'Indochine ?* C'est pourquoi l'on parle d'une reprise en mains de cette armée des limbes par les Américains, point important sur lequel nous reviendrons.

1^{er} avril 1954

Depuis quinze jours, les assiégeants de Dien-Bien-Phu préparent le second acte de la bataille. Les troupes vietnamiennes ont jour après jour resserré leur étreinte autour de la position centrale du camp retranché, et leurs approvisionnements paraissent très larges ; ils ne subissent d'ailleurs pas d'interruption. La garnison, au contraire, n'a pu rétablir sa ligne de communication. Elle n'a cessé de subir des pertes en hommes et en matériel, et l'aviation ne peut jouer aucun rôle décisif à l'étape actuelle du siège. L'intervention aérienne est entravée non seulement par l'état des pistes de Dien-Bien-Phu, non seulement par l'activité ininterrompue — malgré les contre-attaques des assiégés — de la D.C.A. vietnamienne, mais aussi par la pluie et le mauvais temps qui gênent beaucoup moins les camions et les porteurs des assiégeants. De plus, la garnison est engorgée par les blessés et les malades, et l'on comprend les soucis du colonel de Castries à ce propos. La famine et le manque de soins sont les pires ennemis des assiégés. Mais il est évident qu'il était absolument impossible au commandement adverse de laisser rétablir sous ce prétexte le pont aérien, même temporairement. Il ne faut pas confondre la trêve de trois heures qui a permis aux assiégeants d'enterrer des morts, et l'évacuation aérienne de blessés récupérables, évidemment accompagnée d'une liaison militaire.

CENT HEURES DE COMBAT A DIEN-BIEN-PHU

A l'heure où nous écrivons il n'est pas facile de faire le point exact de la bataille de Dien-Bien-Phu, qui a repris le 30 mars par un assaut dont l'objectif ne pouvait être que la désorganisation complète du hérisson. Ces quatre journées de combat presque ininterrompu semblent avoir permis aux troupes de Giap d'atteindre l'essentiel de cet objectif, avec sa conclusion inévitable à plus ou moins brève échéance : l'évacuation du camp retranché. La censure retient trop longtemps les informations, elles-mêmes trop fragmentaires, pour que l'on puisse suivre de près le déroulement de l'action. Néanmoins le tableau se dégage assez nettement, et l'on peut le résumer de la façon suivante :

Le noyau de résistance central est formé de cinq bastions massés sur les deux flancs du principal terrain d'aviation, pièce essentielle de la ligne de communication française. Les éléments vietnamiens avancés étaient au contact de ce noyau central, après avoir conquis les deux bastions avancés du nord et du nord-est (Gabrielle et Béatrice) tombés les 13 et 14 mars, et isolé le bastion sud (Isabelle). Au cours des assauts de quatre nuits et de quatre jours, tous les bastions du noyau central sont à leur tour entamés et des éléments vietnamiens avancés ont pris pied dans les premières heures du 3 avril sur le terrain d'aviation. Le 30 mars le premier assaut a été lancé contre le bastion nord-est, puis l'attaque a suivi contre ceux de l'est et du sud. Le bastion avancé du nord-ouest est attaqué à son tour et tombe le 2. La garnison n'a cessé de contre-attaquer et ne se replie que pied à pied. Mais devant les assauts répétés, le dispositif d'ensemble est peu à peu démantelé et percé. Après quatre jours de combats, la place forte se transforme ainsi en un réseau mouvant de points fortifiés soumis au feu de plus en plus

rapproché des mortiers et de l'artillerie. Il semble donc que seuls l'affaiblissement de l'attaque, le parachutage massif de matériel neuf et des bombardements aériens décuplés pourraient permettre à la garnison de reconstituer le dispositif initial et de tenir vraiment. Au point actuel de la bataille, le hérisson tout entier doit éclater ou se reconstituer, puisqu'il ne forme pas un périmètre continu. Dans l'immédiat, tout dépend donc des réserves que l'attaque peut encore mettre en jeu, hommes et matériel. Quelques jours d'accalmie ne changeraient rien à l'issue si le général Giap dispose de troupes fraîches. Le fait que quelques centaines d'hommes aient été parachutés le 3 semble indiquer que la garnison était au bout de ses ressources en hommes.

Que peut signifier actuellement la résistance « jusqu'au bout » de la garnison ? Comme le hérisson n'était pas destiné à retenir une avance ennemie en direction du Laos, et qu'il ne peut être lui-même secouru par la colonne légère du colonel Crèveœur qui se trouve à 80-100 kilomètres au sud, séparée par une jungle épaisse, la résistance ne pourrait être considérée comme victorieuse que si le général Giap levait le siège et se repliait lui-même vers le nord, ce qui entraînerait le rétablissement de la ligne de communication (aérienne) du corps expéditionnaire. Et si au contraire Giap réussit à faire sauter définitivement le hérisson, même après un demi-répît de quelques jours, la garnison n'aurait plus d'autre ressource que de se faire tuer sur place ou de négocier une reddition honorable. Il est fort possible que le général Cogny considère encore une troisième solution comme possible : tenir jusqu'à l'arrivée de substantiels renforts d'aviation et la tombée des pluies (vers le 15-20 avril), puis tenter un repli. Mais cette solution, qui avait été possible à Lang-Son et à Bac-Kan, paraît impraticable par voie de terre en pays thaï. De sorte que si Giap est capable de conserver encore assez longtemps l'initiative, la logique conduit à envisager une reddition plus ou moins négociée. Les jours prochains montreront si les divisions vietnamiennes disposent encore des ressources nécessaires. Dans les conditions difficiles et moralement pénibles où se battent les troupes du colonel de Castries, il est indubitable qu'elles font preuve d'une ténacité remarquable, et que le général Giap ne manquera pas d'en tenir compte. A ce titre, la bataille de Dien-Bien-Phu est évidemment pleine de leçons pour une future attaque du delta. Le problème de l'évacuation, insoluble par voie de terre, ne pourrait être partiellement résolu que par voie aérienne. Mais

cela suppose que la garnison reprenne le contrôle complet du terrain d'aviation, et puisse le remettre en état. Si le colonel de Castries est obligé d'abandonner ce terrain (déjà atteint par les pointes vietnamiennes) et de se retirer sur les bastions sud-ouest, il lui faudrait pouvoir monter des contre-attaques qui lui permettraient d'en reprendre le contrôle ; mais disposera-t-il encore de la superficie nécessaire et de moyens frais ?

Supposons toutefois que Giap, incapable de faire complètement éclater le hérisson au cours de cette semaine, prépare pendant la quinzaine de jours qui lui restent avant les pluies de nouveaux assauts à partir des positions atteintes, qui se situent déjà dans le dispositif central. Le général Coigny utilisera-t-il ce délai pour lancer des renforts massifs à Dien-Bien-Phu ? Ce serait accentuer la faute initiale, concentrer à nouveau un matériel voué à la perte, atteindre pour l'aviation la limite de rupture, surtout si l'on tient compte que les renforts américains attendus (vingt à trente B-26) ne serviront qu'à réparer les pertes, bref, mettre en relief le fait que le corps expéditionnaire ne peut pas mener une bataille de réserves en dehors du delta, c'est-à-dire loin des bases immédiates de ravitaillement. Ce serait donc reconnaître que le plan Navarre, qui avait un sens dans le domaine de la guérilla, n'en a pas dans le cadre de combats de masses menés avec du matériel lourd. Toute la stratégie des initiatives sur les arrières devrait donc être revue. Un plan Navarre nouveau style deviendrait alors inévitablement un plan américain, avec des ressources américaines, comme Eisenhower et le Pentagone l'ont fait comprendre au général Ely lors de son séjour à Washington. La guerre du Vietnam ressemblerait moins à celle de Malaisie et plus à celle de Corée.

L'échec des généraux Navarre et Coigny, c'est de n'avoir pas prévu que la stratégie nouvelle qu'ils ont inaugurée l'année dernière n'avait de sens que dans une guerre de mouvement qui conservait le caractère de la guérilla. Dans cette hypothèse il pouvait être avantageux de frapper sur les arrières, pour se retirer rapidement ensuite (comme par exemple lors du coup de main sur Lang-Son au printemps dernier). Les points d'impacts prévus et multipliés servaient ainsi à fixer l'adversaire en lui retirant l'initiative. Le premier parachutage de Dien-Bien-Phu, en novembre, avait ce sens à l'origine. Mais un « coup de poing » suppose toujours un retrait possible par voie terrestre, aérienne ou fluviale. Si la main projetée en avant reste prise au piège, c'est tout le bras qui est immobilisé :

au lieu de saisir, c'est elle qui est saisie. C'est ce qui s'est produit à Dien-Bien-Phu. Il semble que ce soit la descente des unités vietnamiennes vers Louang-Prabang, débordant Dien-Bien-Phu, qui ait transformé le rôle stratégique du camp retranché. Celui-ci ne servit plus à fixer l'adversaire ou à organiser des raids, mais fut considéré comme une forteresse menaçant les arrières annemis ; si l'ennemi s'emparait de Louang-Prabang, Dien-Bien-Phu pouvait rendre cette conquête incertaine.

D'où le renforcement du camp et sa transformation : d'un *poste avancé*, il devient une *base*. De plus en plus puissamment fortifié, jamais le commandement français ne pensa que sa ligne de communication put être vraiment rompue. C'est pourtant ce qui se produisit, grâce à la surprise tactique constituée par l'apparition d'une artillerie moyenne et d'une forte D.C.A. en plein pays thaï. Les modifications tactique et stratégique des positions sont ici intimement liées. Soutenir que c'est l'implantation de Dien-Bien-Phu qui empêcha la mainmise vietnamienne sur le Nord-Laos, c'est renverser l'ordre des facteurs. Le théâtre d'opérations laotien est visiblement pour le général Giap un théâtre subordonné. La menace principale visait Dien-Bien-Phu, et non Louang-Prabang.

A quel moment Giap décida-t-il d'attaquer Dien-Bien-Phu ? Il n'est pas facile de le dire. Etant donné l'effort logistique considérable qu'exigeait cette attaque, on ne peut considérer celle-ci comme improvisée. Toutefois, elle n'a guère pu être sérieusement envisagée avant janvier, moment où les forces du camp retranché se heurtèrent sur les hauteurs environnantes à des résistances décidées. C'est aussi à ce moment-là que se trancha le sort de Dien-Bien-Phu, ce que les services de renseignements français ne furent pas en mesure de reconnaître à temps. Dès ce moment, c'est la cuvette qui était immobilisée. Le tout était de savoir avec quelles forces elle serait attaquée. Le général Cogny semble avoir songé à une attaque renouvelée de celle qui fut lancée contre Na-San sans succès initial, bien que la place dut elle aussi être finalement abandonnée. Il pensa attirer et détruire d'importantes forces ennemies alors que c'est lui qui fut attiré et qui voit en définitive détruire presque toute son aviation, ainsi que plusieurs bataillons d'élite. Une fois l'attaque déclenchée, il s'agissait alors de savoir qui l'emporterait, de l'artillerie ou de l'aviation.

L'aviation renouvelle à Dien-Bien-Phu l'expérience de Corée qu'a si bien analysée C. Rougeron. Comme arme tactique, son rôle

est considérablement réduit par l'artillerie et par les méthodes de combat au sol : le fantassin et le canon s'enterrent, et le canon de l'avion, qui évolue trop rapidement, voit son effet limité ; les torpilles et les bombes peuvent difficilement intervenir dans des « mêlées ». Reste son rôle « stratégique » contre les batteries ou des concentrations adverses. Mais les objectifs étaient si bien enterrés et masqués que le napalm n'eut guère plus d'effet que les bombes. La D.C.A., par contre, retrouvait tout son avantage, surtout contre des avions obligés par leur mission à voler bas, sans parler des hélicoptères très vulnérables. D'autre part, une bonne partie des avions disponibles dut être réservée aux missions capitales de transport.

Reste à savoir quelles sont les pertes réelles des deux côtés après plus de cent heures de combats meurtriers ininterrompus. Le 5 avril, certains communiqués « optimistes » estiment que les assaillants auraient eu 6 à 7.000 tués et une dizaine de milliers de blessés depuis le début de l'attaque, pour quelque 40.000 hommes engagés. La garnison, qui devait contenir environ 12 à 13.000 hommes, n'annonce pas ses pertes. La position défensive les rend proportionnellement plus faibles. Mais il faut tenir compte de l'engorgement par les blessés et malades, du ravitaillement alimentaire défectueux. Si 4 à 5.000 hommes sont hors de combat, le total disponible atteint une cote d'alerte (d'où les parachutages du 3). Quant au ravitaillement en munitions, s'il est difficile pour les assaillants, il l'est plus encore pour les assiégés. Le général Navarre se décidera-t-il, en cas de « pause » limitée qui n'est pas impossible, à renforcer considérablement la position ? Si l'on tient compte de la faiblesse de ses réserves au Tonkin, et de la situation générale sur toute l'étendue du Vietnam, il n'est pas sûr qu'il s'y résolve puisqu'en fin de compte la position paraît devoir être abandonnée.

Il est encore trop tôt pour faire le bilan de la bataille et de ses effets sur la situation politique générale. Mais, ne l'oublions pas, cette bataille s'inscrit dans la perspective de « négociations », et d'une pression américaine accrue. C'est de ce côté qu'il va falloir maintenant examiner la question.

8 avril 1954

Voici quelques chiffres probables sur l'état de la garnison, qui viennent d'être communiqués :

Les effectifs du corps expéditionnaire seraient de 182.500 hommes, dont 48.000 Français de la métropole, 20.000 légionnaires, 51.000 Nord-Africains et 63.000 Vietnamiens.

La garnison du camp retranché de Dien-Bien-Phu aurait compté au début mars 12 bataillons ; 3 bataillons ont été parachutés depuis. Compte tenu de l'intendance, santé, artillerie, transmissions, la garnison aurait compté jusqu'à 13.000 hommes, dont 500 officiers.

Du 20 janvier au 3 avril, les pertes de l'aviation en Indochine se seraient élevées à 71 appareils de tous types. A cette dernière date les armes, munitions et matériel entreposés à Dien-Bien-Phu représentaient une vingtaine de milliards de francs.

La garnison a perdu en moyenne 5 à 7 officiers, tués, blessés ou disparus, par jour depuis le début de l'attaque ; 23 officiers ont été tués ou fait prisonniers lors de la chute d'un des deux ouvrages du nord-est.

DE L'ASSAUT A L'ASPHYXIE

La bataille de Dien-Bien-Phu *dure*. C'est cette durée, fonction de l'importance des moyens mis en œuvre, qui en fait une bataille qui modifie l'aspect de la guerre du Vietnam, et par suite réagit sur sa signification politique. Cette bataille dure depuis plus d'un mois. L'assaut du 11 mars avait été précédé d'un investissement méthodique de la place forte, terminé dès la mi-février. Au 14 avril la garnison « tient », mais la position centrale est percée depuis une semaine jusqu'à la piste d'aviation où viennent opérer les commandos du général Giap. La position tient donc, mais comme une éponge percée d'alvéoles.

Seconde caractéristique : cette bataille de longue durée vise la destruction d'une position fortifiée totalement encerclée. Les contre-attaques de la garnison ne sont que des sorties très limitées, visant à rétablir des contacts entre points d'appui ou à dégager des positions que l'assaillant serre de trop près. Aucune évacuation par terre n'est possible. Elle ne le deviendrait que si les assiégeants se retiraient d'eux-mêmes, ce qui paraît improbable. Les assiégés sont sur la défensive ; le temps devient un facteur positif pour l'assaillant. D'où sa tactique de martèlement par assauts discontinus ; la bataille apparaît ainsi faite d'une série de combats partiels où celui qui pourra livrer le dernier coup finira par l'emporter.

Dans ces conditions le fait saillant de la semaine écoulée, c'est l'impossibilité où s'est trouvé le général Cogny de rétablir la ligne de communication avec Dien-Bien-Phu. La place se trouve donc dans la situation d'un organisme dont les échanges avec l'extérieur sont à sens unique et très limités : elle reçoit par parachutages des

munitions (qui doivent avoir la priorité), du ravitaillement alimentaire, des médicaments et de rares renforts en hommes. Elle ne peut pas évacuer ses blessés.

On comprend alors le dilemme posé par le général Cogny dans une déclaration du 12 avril. « Deux hypothèses, a-t-il déclaré à cette date, sont possibles. Ou bien Giap préparera une quatrième attaque après un nouvel entracte — mais il paraît douteux qu'il en ait les moyens — ou bien il entreprendra un siège prolongé pour asphyxier la garnison. » Ensuite, d'après lui, les pluies empêcheront pendant trois mois « toute action de grande envergure ». Tout laisse croire cependant que Giap a les moyens de nouveaux assauts. Mais même si ceux-ci ne forcent pas rapidement la décision, on ne voit pas comment le colonel de Castries pourrait échapper à l'asphyxie.

Le général Cogny est placé dans la situation que nous avons décrite la semaine dernière : ou bien il cesse de renforcer la garnison (volontairement ou par manque de moyens) et dans ce cas sa perte est inévitable à plus ou moins brève échéance ; ou bien il parvient à la doter de puissants moyens offensifs nouveaux qui lui permettent d'imposer la levée du siège (puisqu'il n'est pas question de le dégager par voie de terre).

Cette dernière hypothèse se heurte à des faits de deux ordres : le premier, c'est la rupture de la ligne de communication ; le second — et de beaucoup le plus grave par ses conséquences générales — c'est l'épuisement de ses réserves en matériel.

Sur ce point tout paraît prouver pour le moment que le général Giap a contraint le général Navarre à engager à Dien-Bien-Phu presque toute l'aviation « utile » disponible au Vietnam, et beaucoup de matériel spécial indispensable (par exemple les parachutes). Il a aussi engagé des bataillons d'élite dans une proportion telle qu'elle peut mettre en péril d'autres secteurs du delta. Les trois bataillons parachutés depuis le début de la bataille ne remplacent certainement pas toutes les pertes de la garnison. Prévoyant une « asphyxie » possible, Cogny doit donc hésiter maintenant à jeter ses dernières réserves matérielles dans le brasier. D'où l'appel à l'Amérique ; d'où la déclaration de Laniel à l'Assemblée, dans laquelle il a fait allusion cette semaine à l'aide « matérielle » des États-Unis ; et d'où, finalement, le chantage d'Eisenhower et de Foster Dulles : des renforts massifs ne seront envoyés que s'ils restent sous contrôle américain. Le Pentagone en a assez de fournir les moyens tactiques de la bataille ; il veut désormais assurer la direction stratégique de la

future campagne, comme en Corée. Le moment est bien choisi : le général Navarre est à bout de ressources.

Nous sommes donc amenés à constater qu'au-delà de la bataille de Dien-Bien-Phu, c'est le sort futur de la guerre du Vietnam qui est en jeu. Dès que le général Giap eut révélé qu'il disposait désormais des moyens de transformer le caractère de la guerre, Eisenhower fit plusieurs déclarations qui ne laissaient aucune place à l'équivoque. En couvrant d'éloges la garnison de Dien-Bien-Phu, il fit comprendre au gouvernement français que le gouvernement des États-Unis cessait d'accorder sa confiance à une Assemblée qui paraissait dangereusement encline à souhaiter un cessez-le-feu, et qu'il l'accorderait désormais à ceux qui sauraient imiter le « jusqu'au-boutiste » Syngman Rhee.

Laniel et Bidault lui ont promis qu'on pouvait reprendre l'initiative derrière le paravent de « négociations » apparentes ; le tout sous contrôle français. Mais Eisenhower répond par des faits : « Voyez Dien-Bien-Phu : les canons de Giap vous tirent dessus à 12 kilomètres, et vous ne pouvez les atteindre ni par obus, ni par bombes aériennes ; de plus tous vos avions sont par terre. » Conclusion : le Pentagone veut bien reprendre l'affaire en mains, mais en la dirigeant.

Dans ces conditions la guerre du Vietnam prendrait de plus en plus la voie d'une guerre de Corée — pour finir peut-être de la même façon, sur le 16^e parallèle ou ailleurs. Mais dans l'immédiat, toute possibilité d'un cessez-le-feu disparaîtrait. Or, qu'Eisenhower le veuille ou non, M. Laniel a présenté à l'Assemblée Nationale les conditions militaires que mettrait le général Navarre à un cessez-le-feu. Nous les avons discutées en indiquant qu'avant la conférence de Genève le gouvernement Ho Chi-minh pourrait bien lui aussi préciser sa conception d'un cessez-le-feu sur le terrain.

La bataille de Dien-Bien-Phu, qui n'a pas été engagée à la légère, prouve que le corps expéditionnaire n'est pas en état de tenir en permanence des places en territoire ennemi. Du même coup, elle montre qu'un armistice nécessiterait le regroupement des troupes françaises dans quelques secteurs côtiers. De toute façon, le problème est posé, et la conférence de Genève se réunira pour en discuter. Même si le colonel de Castries se bat encore sous son pavillon à Dien-Bien-Phu en fin avril, G. Bidault ne sera guère en forte position pour faire valoir des exigences. Malgré toutes les allégations de F. Dulles, le gouvernement n'a pu prouver un appui

militaire direct de la Chine au général Giap, en dehors d'une collaboration déjà ancienne. Et pourquoi M. Pleven pourrait-il « acheter » des avions à Washington tandis que Giap ne pourrait recevoir... d'anciens canons américains ?

Pour accumuler les obstacles sur la voie de la négociation et de l'armistice, la diplomatie américaine va multiplier les artifices : elle accommodera à la même sauce une victoire ou une défaite à Dien-Bien-Phu. Le dilemme de Dien-Bien-Phu est donc d'une gravité exceptionnelle, non seulement par l'issue immédiate de la bataille que par les conséquences qui en découleront.

L'AGONIE DE DIEN-BIEN-PHU

Dien-Bien-Phu agonise. Malgré les consignes de censure renforcées du général Navarre, les agences de presse ont dû reconnaître, au cours de la semaine écoulée, ce que l'observation attentive des faits connus permettait de conclure depuis près de deux semaines : la position défensive de Dien-Bien-Phu n'est plus qu'un réseau de plus en plus resserré de postes encerclés, aveugle, et qui se décompose lentement. Le commandement français déclare depuis six jours qu'il attend un quatrième « assaut massif », après quoi les forces du général Giap « seront épuisées ». Encore une fois, il pense que le temps joue pour la garnison puisqu'elle est sur la défensive. En fait, il joue pour l'assaillant en fonction de sa tactique d'investissement : car au lieu d'un « quatrième assaut » général, les assiégeants ont mené avec habileté, ténacité et audace une tactique d'investissement partiel des différents points d'appui, les isolant les uns des autres, les réduisant l'un après l'autre, en faisant ainsi éclater l'ensemble du système défensif dont nous disions la semaine dernière qu'il ressemblait à une éponge. Dès le 18 avril le point d'appui du nord-ouest a dû être abandonné par le général de Castries ; la moitié nord de la piste d'aviation est conquise par les avant-gardes de Giap et les cinq ou six points d'appui sont complètement isolés les uns des autres. Les parachutages ne peuvent plus se faire que dans un « réduit central » de 2 kilomètres de diamètre, c'est-à-dire dans des conditions de plus en plus précaires. Or, la position ne « tient » encore que grâce à un fil de plus en plus mince de la ligne de communications à sens unique, et elle est aujourd'hui réduite à deux centres (dont le « réduit central ») qu'il devient presque impossible de renforcer.

Qu'est-ce qui pourrait modifier radicalement cette situation ? C'est le rétablissement du fonctionnement normal de la ligne de communication aérienne, ce qui paraît définitivement exclu étant donné la situation du terrain d'atterrissage et d'envol.

Le renforcement massif des deux derniers centres de résistance paraît donc impossible, par manque de réserves sur place et danger de dégarnir, même si c'était possible, d'autres secteurs vitaux dans le delta. Y a-t-il alors une seule force qui soit capable de contraindre le général Giap à interrompre son siège et ses attaques, voire à lever le siège ? Stratégiquement et théoriquement, il n'y en a qu'une : ce serait un « débarquement » aérien en force sur les arrières assez lointains du général Giap, à des points névralgiques de ses communications, par exemple simultanément à Phong-To, Lao-Kay, Phu-To et Lang-Son. Ce serait une opération renouvelée du débarquement de MacArthur à Inchon au moment où ses troupes étaient acculées dans le réduit de Fusan (encore que dans ce cas l'évacuation par mer restait toujours possible). Mais MacArthur disposait des moyens qui manquent au général Navarre : des réserves pratiquement inépuisables qui affluaient et permirent de monter une grandiose opération sur une base tout à fait indépendante. En pays Thaï et au Tonkin la situation est tout à fait différente, sans parler de l'imminence des grandes pluies de mousson qui sont à elles seules un facteur presque décisif. Les avions et le matériel de combat que les États-Unis viennent de prêter au général Navarre servent tout juste à remplacer les pertes, et il est probable que ces renforts seront réservés pour pallier ailleurs les effets inévitables de la défaite.

Le 16 avril, le secrétaire d'État à l'Air Christiaens a déclaré à Washington que le général Navarre disposait, dans toute l'Indochine, après les nouvelles livraisons américaines, de 100 avions B-26, de 100 avions de transport C-47, de 4 escadrilles de chasseurs Bearcat, de 50 chasseurs Corsair et Hildiver et de 18 wagons volants C-118. Il a reconnu qu'à cette date 54 appareils avaient été touchés en vol, dont 23 abattus ; si l'on y ajoute les appareils détruits ou endommagés au sol et ceux qui sont indisponibles pour raisons mécaniques, on voit que l'apport américain permet tout juste de maintenir l'état des forces aériennes à leur niveau d'avant la bataille. D'autre part, on annonce que le 7^e bataillon de commandos parachutistes vient d'être embarqué d'urgence à Quimper et que le général Cogny a dû tenter de lâcher quelques dizaines de « volontaires » parachutistes non entraînés — plutôt pour entretenir le

moral des assiégés que pour l'efficacité. Dans ces conditions, le général Navarre ne dispose évidemment pas des moyens de réaliser une vraie diversion (c'est-à-dire une action qui ait ses propres buts positifs, sans quoi l'adversaire n'a qu'à la négliger) et il a dû se contenter d'envoyer les nouveaux B-26 bombardier quelque peu certains centres de communication du général Giap. Seuls les Américains ont ces moyens, mais leur mise en œuvre ne peut être immédiate et elle pose tout le problème de l'intervention militaire directe des U.S.A. au Vietnam.

Les menaces de Foster Dulles, de Nixon, de Van Fleet et de tous les chefs militaires américains ne sont certainement pas limitées à une pression diplomatique sur la France et l'Angleterre à la veille de la Conférence de Genève. Que Dien-Bien-Phu « tienne » ou non au moment où s'ouvrira la conférence, que la France accepte ou non un plan de négociations possibles avec Ho Chi-minh, Eisenhower et ceux qui le mènent pour le moment paraissent décidés à plus ou moins brève échéance à une intervention militaire dans tout le Sud-Est asiatique. Et ce qu'ils visent derrière Ho Chi-minh, c'est la Chine. Sur cette voie ils se préparent à passer de l'envoi de B-26 à l'envoi de bombes H. Telle est la logique de leur position, et le danger le plus menaçant de l'heure. Tous les discours à la Hitler de Dulles, les lauriers qu'Eisenhower décerne aux combattants de Dien-Bien-Phu, les imprécations de la presse contre « le communisme », les expériences répétées d'explosions « H », tendent à créer l'atmosphère propice à cette intervention.

C'est dans le même but que Dulles presse Bidault de reconnaître l'indépendance totale de Bao-Daï et du roi du Cambodge. Il suffirait alors d'un appel forcé de ces deux monarques pour qu'Eisenhower renouvelle le geste de Truman en Corée. Les trois bases essentielles des Américains seraient le delta du Fleuve Rouge, celui du Mékong et celui de la Menam, c'est-à-dire Haïphong, Saïgon et Bangkok. Ces bases seraient vite saisies à partir des bases des Philippines et des îles du Pacifique. A partir de là, le Pentagone se fait fort de reconquérir la frontière sino-tonkinoise et de s'assurer ce môle énorme où confluent le Tonkin, le Siam, la Haute-Birmanie, le Yunnan et le Laos dont la possession est la clé de la domination à longue échéance sur tout le Sud-Est asiatique. Une négociation de paix, une suspension d'armes au Vietnam sont pour Dulles les obstacles principaux sur la voie d'exécution de ce plan. Prêts aujourd'hui à « négocier » avec l'U.R.S.S., les États-Unis refusent tous

pourparlers sérieux avec le Vietnam démocratique et la Chine. La bataille de Dien-Bien-Phu leur a donné un prétexte : mais sans cette bataille — que l'armée populaire du général Giap mène avec ses propres forces, selon ses propres conceptions, sous sa propre autorité — Dulles n'aurait pas agi autrement qu'il ne le fait. Le plan d'intervention américain a mûri dès que la Conférence de Berlin eut accepté l'ouverture d'une conférence à Genève sur les problèmes asiens, où devaient être discutées les conditions de la paix, ou du moins du *statu quo* en Asie, ce dont le Pentagone, qui voit avec terreur l'affermissement de la Chine, ne veut à aucun prix.

Rien ne dit que Dulles et le Pentagone puissent réussir. Le passage du « risque calculé » au risque ouvert est si gros de conséquences que les menaces peuvent se retourner contre leurs auteurs. L'interdépendance planétaire des « fronts » américains est si étroite que la politique d'agression en est rendue plus difficile. Hitler ne s'était engagé dans cette voie que par secteurs restreints, et seul. Eisenhower n'est pas seul.

DIEN-BIEN-PHU

FAUT-IL ENGAGER UNE AUTRE BATAILLE?

Le commandement français a mis longtemps à comprendre que la bataille de Dien-Bien-Phu était perdue. Aujourd'hui, il le comprend, mais ne le reconnaît pas encore. C'est cette obstination qui le conduit à de nouveaux échecs. En effet, depuis quinze jours, les responsables français, dont il est impossible de dire si ce sont les généraux Navarre et Cogny, Pleven (muet depuis quelque temps) ou le tandem Bidault-Laniel, font tout leur possible pour obtenir des États-Unis le moyen de *prolonger* la bataille, sans autre perspective stratégique que de « sauver l'honneur », cette rengaine qui fait commettre les pires bêtises.

Le général Ely est allé à Washington pour obtenir cette aide immédiate, consistant surtout en aviation de bombardement. Mais bien entendu ces messieurs cachaient leur jeu. Ils parlaient seulement « d'accélérer les livraisons américaines » normales. Le jésuite Bidault comptait que ce soutien *in articulo mortis* lui permettrait d'atterrir à Genève sans trop d'encombres pour y poursuivre sa besogne de chantages divers, tantôt envers Washington, tantôt envers Moscou, tantôt envers Londres. Mais les faits sont là. Bidault joue à l'homme de grand cœur qui veut sauver des blessés pendant qu'il négocie le bombardement massif de 20 ou 30.000 Vietnamiens qui lui importent peu. Ce chantage-là non plus ne réussit pas pour le moment. Les faits sont là ! Eisenhower a laissé révéler que le général Ely et Laniel lui ont bel et bien demandé depuis quinze jours au moins une *intervention directe* sur le champ de bataille, qu'il ne serait plus question d'abriter derrière la Croix-Rouge ; Bao-Daï s'est publiquement désolidarisé des marchandages de Bidault

pour aller se réfugier sous l'aile de Foster Dulles ; et à Dien-Bien-Phu la garnison s'apprête aux engagements finaux. Toute la presse qui fermait les yeux est maintenant obligée de reconnaître que la bataille est virtuellement perdue. En langage stratégique cela signifie que le prolongement de la bataille actuelle ne peut plus changer grand chose à son issue, et qu'une *nouvelle bataille* seule est possible. Et on comprend qu'avant de l'engager Eisenhower, l'amiral Radford, Van Fleet, O. Daniels et Dulles veuillent s'assurer tous les atouts dans leurs propres mains. Telle est la situation immédiate.

Reprenons ces différents points. A Dien-Bien-Phu, la semaine écoulée a vu la position du général de Castries se désagréger encore. Le noyau de résistance central n'est plus capable que de soubresauts. Quelques 5 à 6.000 hommes valides mais épuisés sont mal approvisionnés en munitions et aliments. Les fantassins des deux camps sont au contact immédiat et les assiégés se bornent à repousser plus ou moins bien de petits assauts partiels qui mangent peu à peu les positions bouleversées. Le rôle de l'artillerie et des chars diminue d'autant et la seule puissance de feu efficace réside dans les armes automatiques et mortiers légers. Par contre, l'efficacité de l'artillerie du général Giap augmente d'autant plus que le périmètre défensif se resserre, ce qui est aussi vrai pour les batteries de terre que pour la D.C.A. Près de la moitié des parachutages, en hommes et en matériel, sont perdus. Sur une surface utile de 2 à 3 kilomètres carrés s'entassent les blessés, les malades, les morts et les vivants entremêlés, enterrés, et dont il est inévitable que le ressort soit à peu près brisé.

La ligne de communication partielle à sens unique ne peut qu'entretenir, et à peine, cet état de choses ; elle ne peut plus servir à renforcer la garnison. Le facteur décisif est donc le fait que la ligne de communication ne peut pas être une ligne de retraite. Il en découle que trois issues seulement sont possibles : la capitulation, la destruction ou la trêve sur le terrain. Nous n'envisageons pas une entreprise désespérée de retraite par voie de terre, qui équivaldrait à l'abandon de tous les blessés, de tout le matériel, et à la destruction presque certaine des fuyards.

Une seule autre issue aurait permis à la garnison de se dégager, et encore aurait-il fallu que les moyens en soient donnés depuis au moins deux semaines ; nous en avons parlé il y a huit jours : ç'aurait été l'ouverture d'une nouvelle bataille sur les arrières du général Giap, combinée avec des bombardements massifs, impliquant l'emploi

de plusieurs centaines sinon de milliers d'avions sur les concentrations des assiégeants autour de Dien-Bien-Phu (solution préconisée à la sauvette par le général Ely). Mais, répétons-le, l'ouverture d'une nouvelle bataille d'envergure équivaut à l'entrée en guerre directe et totale des États-Unis, et c'est un acte qu'Eisenhower n'est pas décidé à commettre dans le désordre et la hâte d'une situation désespérée (surtout à la veille des moussons). Les avions, non pilotés par des Américains, que Washington a prêtés au général Navarre, et même ceux qui ont transporté un millier de parachutistes de France et qui étaient pilotés par des Américains, ne pouvaient pas renverser la situation. Ils pouvaient tout juste pallier les pertes les plus graves.

La plus récente illusion du commandement français, c'est que l'aviation de bombardement (essentiellement stratégique, malgré les emplois tactiques qu'on peut en faire) peut permettre de gagner une bataille décisive de longue durée si on l'emploie tactiquement. Les Américains ont fait l'expérience du contraire lors de la dernière phase des opérations en Corée, alors que 500 à 1.000 sorties par jour avec un pilonnage des lignes, centres de communication et usines sino-coréennes n'ont pas empêché le front de tenir lors des combats du « triangle de fer ». L'expérience serait encore moins positive contre un assiégeant qui dispose de toutes les voies de dispersion et de rassemblement excentriques nécessaires. Par elle-même, il n'est donc pas vraisemblable que l'aviation puisse à elle seule réduire au silence les batteries assiégeantes, à moins de concentrations aériennes tellement puissantes qu'il ne semble pas que les États-Unis puissent actuellement les engager dans la bataille.

De fait, les nouveaux avions dont dispose le général Navarre s'efforcent surtout de couper les voies de communication adverses, aussi près que possible de la frontière chinoise ; mais encore une fois, ce que l'Air Force n'a pas réussi en Corée avec ses moyens puissants, ce ne sont pas les quelques dizaines d'avions du général Navarre qui le réussiront. D'autant moins que la situation est de plus en plus incertaine dans le delta, dans le Centre-Annam et même depuis quelque temps à nouveau en Cochinchine (sans parler du Laos et du Cambodge).

Militairement, le problème immédiat est donc de savoir si la défaite de Dien-Bien-Phu, dont la responsabilité intégrale revient au commandement français et à ses inspirateurs de Paris, va servir de prétexte à l'intervention directe des États-Unis dans la guerre.

Le Pentagone veut cette intervention, nous l'avons écrit depuis plusieurs semaines, que Dien-Bien-Phu tienne ou non. Il y a déjà plus de trois semaines qu'Eisenhower a fait comprendre que la chute de Dien-Bien-Phu, quoique grave, n'était pas stratégiquement décisive, à condition qu'une telle défaite ne puisse plus se reproduire, c'est-à-dire à condition que désormais les États-Unis aient la direction des opérations et puissent envisager un nouveau plan de guerre. La faillite du « plan Navarre » devait logiquement conduire à l'élaboration d'un plan américain. D'où les tentatives de Dulles pour élaborer un pacte du Pacifique, une « collaboration », ou n'importe quelle forme d'entente qui permettrait aux États-Unis de mettre en œuvre leur plan sous un couvert international. Il se peut que l'amiral Radford, Van Fleet ou d'autres chefs militaires américains aient été partisans d'une action immédiate pour l'ouverture d'un « second front » destiné à dégager celui de Dien-Bien-Phu, et que Bidault et le gouvernement français tout entier, lâchement complice, leur aient donné leur bénédiction. Mais, nous l'avons déjà dit, il est tout à fait improbable que le Pentagone envisage une intervention directe, aux ordres d'un commandement français responsable de la défaite dans la plus grande bataille de la guerre du Vietnam. Et cela d'autant moins que Bao-Daï vient, dans une déclaration retentissante, de signifier sa méfiance définitive aux autorités françaises.

Ceci nous amène au second point, qui est l'attitude des « États associés ». La déclaration de Bao-Daï refusant de signer le texte d'un accord réglant prétendument le statut de son indépendance signifie que Bao-Daï ne voit plus d'autre ressource pour l'avenir que l'association avec les États-Unis, à la façon de Syngman Rhee. Si l'on s'en tient au point le plus net de cette déclaration, on voit que Dulles et Bao-Daï concordent, au moins pour le moment, sur une attitude précise : le refus d'envisager un armistice sur le 20^e parallèle, qui consacrerait au Nord l'indépendance et la liberté de la République Démocratique. Il y a longtemps que l'on a cité ce partage comme une possibilité technique d'armistice. Pour sa part, Laniel en a proposé une autre. Comme nous l'avons dit à l'époque, les propositions de Laniel-Navarre signifiaient en fait une demi-victoire pour le corps expéditionnaire. Un armistice sur le 20^e parallèle signifierait le contraire : une demi-victoire, mais plus importante, pour le gouvernement Ho Chi-minh. Dans ce dernier cas, on aboutirait à une solution « coréenne », c'est-à-dire instable,

mais inversée, car il est clair que la ligne d'armistice en Corée ne pouvait pas signifier une victoire pour la Corée du Nord. Le tout est de savoir quel rôle jouera la bataille de Dien-Bien-Phu dans cette conjoncture.

Si le corps expéditionnaire était maintenant livré à lui-même, il est probable qu'il ne pourrait guère envisager d'ici quelque temps un cessez-le-feu ailleurs que sur le 20^e parallèle. Mais maintenant que l'appui américain lui est assuré, au moins à longue échéance, Bidault et Laniel, bien que lâchés par Bao-Daï, seront renforcés dans leur thèse et dans leur refus d'envisager un armistice autrement qu'aux conditions énoncées par Laniel devant l'Assemblée. Si bien que la coalition des forces opposées à l'armistice et la négociation véritable se renforcent malgré leur désunion. Tel est le vrai danger. Sans l'ouverture de négociations de paix l'extension de la guerre est inévitable à plus ou moins longue échéance parce que les défaites françaises conduisent à l'armistice, mais entraînent en même temps à l'intervention américaine.

Il est évident que Churchill et Eden ont joué dans la dernière phase un rôle « modérateur » vis-à-vis de l'amiral Radford et de ses projets d'intervention immédiate. Mais à certains égards leur pensée rejoint celle d'Eisenhower, sinon celle de Radford. En Indochine se joue aussi le destin de Hong-Kong et de la Malaisie, et l'on voit bien que l'Angleterre est plus intéressée aux opérations actuelles qu'à celles de Corée. Raison de plus pour elle d'exiger une part dans la direction des futurs plans opérationnels, qui lui fut toujours refusée en Corée. L'Angleterre ne veut pas voir se renouveler dans le Sud-Est des situations comme celles qui obligèrent Attlee à exiger de Truman une action contre MacArthur : les U.S.A. sont peut-être résolus au conflit avec la Chine ; Londres ne l'est pas du tout.

LA POSITION DE DIEN-BIEN-PHU PEUT-ELLE ÊTRE ÉVACUÉE?

Toutes les échappatoires ne peuvent maintenant modifier une situation qu'on pouvait prévoir il y a plus de six semaines, comme le savent les lecteurs de *France-Observateur* : la garnison de Dien-Bien-Phu doit être détruite, ou évacuée. Dans les deux cas, la bataille est perdue pour elle. Sa destruction signifierait en même temps la capitulation de ses restes. Mais son évacuation ne peut avoir lieu qu'au moyen d'une trêve (et de longue durée, puisqu'elle suppose la remise en état de la piste d'aviation). Tout dépend alors de savoir quelle signification aurait cette trêve.

Le nouvel assaut lancé par le général Giap les 1^{er}-2 puis le 4 mai, concentrique cette fois, a encore réduit la capacité de résistance de la garnison. Les parachutages diminuent. Le périmètre défensif principal s'est resserré, à tel point que le poste de commandement est à 500 mètres de l'ennemi dans presque toutes les directions. Le bastion Isabelle, isolé au sud, doit avoir un diamètre qui ne dépasse guère 5 à 800 mètres. Comment 8 à 10.000 hommes peuvent-ils combattre dans ces conditions, sur un terrain déjà embourbé ? (1). Le déséquilibre des réserves s'accroît avec la durée de la bataille, et le temps joue à allure accélérée en faveur de l'assaillant. Répétons-le : au terme de ce déséquilibre, il reste la destruction ou la capitulation, qui ne feraient que matérialiser une défaite acquise pour l'essentiel.

(1) Nous croyons d'ailleurs ce chiffre exagéré. A peu près toutes les informations, difficilement lâchées par le commandement français, sont fausses. Nous aurons l'occasion de revenir là-dessus dans quelque temps. Bien entendu, l'état-major de l'Armée populaire connaît toujours la réalité exacte.

Reste l'autre manière de reconnaître la défaite : la négociation d'une trêve. Mais, dans ce cas aussi, il faut comprendre exactement de quoi il s'agit. D'abord, il faut admettre ceci : la trêve qui peut être envisagée aujourd'hui n'a plus rien de commun avec celle que l'on pouvait imaginer au cours des dernières semaines. Voici pourquoi.

Les communiqués officiels ont fait croire à l'opinion, depuis plus d'un mois, que le commandement français cherchait une trêve limitée pour évacuer les blessés, et reprendre ensuite la lutte. Bidault a soutenu qu'une trêve de ce genre avait été accordée à l'adversaire au début de mars pour relever ses blessés, et qu'il pouvait maintenant rendre la pareille au général de Castries. Mais les faits sont différents. L'état-major de l'Armée populaire a fait connaître la réalité : après les combats des 13 et 14 mars le 3^e bataillon du 13^e Régiment de la Légion étrangère et le 5^e bataillon du 7^e R.I. algérien avaient été anéantis. Le commandement vietnamien a alors libéré environ 80 blessés, en permettant que d'autres blessés soient relevés sur le terrain. Une courte trêve s'établit ainsi, qui permit aussi à des blessés de l'Armée populaire de rejoindre leurs lignes ; et des deux côtés on enterra des morts. Mais il est faux que le colonel de Castries ait accordé une trêve demandée par le commandement vietnamien. De toute façon, il s'agissait d'un échange de blessés *sur place*, et rien de plus.

Le général Cogny demanda alors que des avions sanitaires puissent atterrir librement, au moment même où ses bombardiers *napalmaient* des postes de secours adverses signalés par la croix rouge, et parachutaient dans les mêmes containers des médicaments et des obus. Bidault n'hésita pas non plus à demander à M. Molotov d'intervenir dans ce sens auprès du général Giap (intervention que celui-ci aurait pu considérer comme un coup de poignard dans le dos) et provoqua le 29 avril une déclaration du Comité suisse de la Croix-Rouge qui réclamait une trêve pour l'évacuation totale des blessés, soit quelque 1.000 à 1.500 hommes, chiffre très probable, alors que les fonctionnaires du Ministère de Paris annoncent que tout va très bien dans les « 800 lits » (*sic*) de Dien-Bien-Phu.

Nous ne pouvons qualifier cette demande autrement que comme un chantage humanitaire à des fins militaires. Il va de soi que le sort des blessés du corps expéditionnaire à Dien-Bien-Phu est pitoyable et tragique, comme l'est celui de toutes les victimes des combats, comme l'est celui de milliers de soldats de l'Armée popu-

laire agonisant dans les barbelés du général de Castries ou dans les flammes du napalm. Mais, si pénible que cela soit, *à la guerre comme à la guerre*. Permettre l'évacuation de centaines d'hommes blessés dans une forteresse encerclée, c'est renforcer du même coup la garnison. Le but des assiégeants, c'est la destruction du pouvoir combatif de l'adversaire. Une garnison affamée et engorgée de blessés et de malades perd beaucoup de son pouvoir combatif. La présence des blessés à Dien-Bien-Phu est un facteur de succès à l'actif des assiégeants. De plus, il faut tenir compte du fait que l'évacuation des blessés ne pourrait se faire que par hélicoptères et avions, sur une piste restaurée, c'est-à-dire *par le rétablissement de la ligne de communication* et de retraite du corps expéditionnaire ; et il va de soi que les avions ne serviraient pas qu'à emporter les blessés. N'importe quel chef comprendra la conduite du général Giap dans cette affaire, car son succès principal a été la rupture de la ligne de communication adverse.

Mais si, au lieu d'exploiter assez hypocritement des sentiments humanitaires à sens unique, le général Navarre et Bidault (car Pleven est muet) poussaient aujourd'hui la logique de leur demande de trêve jusqu'au bout, elle ne pourrait signifier que ceci : la trêve peut servir à l'*évacuation totale* de Dien-Bien-Phu. Dans ce cas, le général Giap serait peut-être enclin à l'accepter, car ce serait l'aveu de la défaite adverse. Que l'ennemi soit détruit sur le champ de bataille ou qu'il abandonne celui-ci, le résultat tactique est le même, bien que sa portée stratégique soit très différente. Dans les deux cas, c'est une bataille perdue. Mais Navarre ne veut pas reconnaître qu'il a perdu depuis longtemps la bataille de Dien-Bien-Phu, et il risque ainsi la destruction complète de ses derniers bataillons d'élite, dont les homélies benoîtes de Bidault ne le sauveront pas, au moment où il aurait pu en sauver le noyau grâce à une retraite négociée.

Dans ces conditions, la négociation d'une trêve pour l'évacuation des blessés *rejoint la négociation plus large d'un cessez-le-feu général*, qui évidemment pose des problèmes plus vastes. La logique des faits a donc transformé la possibilité d'une trêve partielle entre partenaires presque égaux, en une possibilité d'armistice qui consacrerait la défaite partielle d'une des parties. C'est cette question qui va inévitablement se trouver au centre des premiers contacts qui s'établiront à Genève avec la délégation conduite par Pham Van-dong.

Quelle que soit l'évolution de la dernière phase de la bataille

de Dien-Bien-Phu, il est vraisemblable que le général Navarre, soutenu par ses conseillers américains, ne renoncera pas tout à fait à reconquérir quelques atouts moraux. S'il ne peut plus risquer dans l'immédiat une opération massive de dégagement de Dien-Bien-Phu, il peut tenter une simple diversion, en usant de quelques moyens neufs qu'il est en train de rassembler (1.000 parachutistes environ, une petite réserve d'aviation, de l'artillerie tractée). Il n'est d'ailleurs pas sûr que la saison des pluies lui permette une entreprise vraiment sérieuse, et d'autre part l'état du delta est de plus en plus inquiétant. De toute façon, cette réaction tardive et isolée, si elle a lieu, n'aurait d'autre sens que de fournir un soutien moral aux négociateurs français de Genève.

On se donne aujourd'hui beaucoup de mal pour sauver la réputation des généraux Navarre et Cogny, au détriment de leurs inspirateurs politiques de Paris. N'empêche que les erreurs du général Navarre tiennent aussi à ses conceptions stratégiques, et pas seulement à « l'insuffisance » de ses moyens. Dans un rapport récemment établi au Pentagone (dont le *Sunday Times* du 2 mai a publié un résumé), on qualifie poliment de général Navarre « d'imprudent », et les observateurs américains n'ont pu que constater ce qui maintenant crève les yeux : l'imprudence a conduit à établir en territoire ennemi une position fortifiée, devenue une base, qui tenait à un fil aérien ; à rechercher une bataille de destruction sur cette position mal conçue à cette fin ; à sous-estimer la force adverse en artillerie, et à surestimer le rôle tactique de l'aviation. Le rapport du Pentagone conclut que le général Navarre a pratiquement laissé détruire un tiers de la Légion étrangère, neuf bataillons de parachutistes, et les meilleurs officiers. C'est un bilan que n'effacera pas une diversion hâtive. Et c'est le maréchal Juin, fort prudent pour sa part sur ce terrain, qui tire la conclusion dans la préface au livre du député A.-F. Mercier, *Faut-il abandonner l'Indochine ?* en écrivant que les États associés ne retrouveront la paix « que si les forces de l'Union française, à défaut de pouvoir remporter une victoire dans le sens conventionnel du terme (!!) demeurent maîtresses de l'essentiel ». Il rejoint ainsi les conclusions américaines d'Eisenhower : conserver des bases proches du littoral et... préparer l'avenir. Reste à savoir ce qui subsistera de cette position après les discussions de Genève.

LE GÉNÉRAL NAVARRE SINGE MACARTHUR

La déclaration que le général Navarre a faite le dimanche 8 mai, deux jours après la chute de Dien-Bien-Phu, est un monument d'impudence. Mais l'impudence qu'un MacArthur pouvait se permettre après ses revers du Yalu, Navarre n'a aucun titre à l'imiter après sa défaite de Dien-Bien-Phu. En tout cas, les risques et les intentions sont les mêmes : internationalisation de la guerre et son extension à toute l'Asie pour commencer. Au moment où les contre-propositions du gouvernement Ho Chi-minh à Genève offrent des bases sérieuses d'un armistice, Navarre a recours au mensonge pour faire rebondir le conflit.

Nous ne cherchons pas seulement à établir ici des responsabilités, mais surtout des faits. Navarre vient de déclarer que les opérations en pays thaï, qui ont abouti à l'écrasante défaite de Dien-Bien-Phu, ont été élaborées en plein accord entre lui-même, le gouvernement de Paris et le général Cogny. C'est peut-être le seul point sur lequel il dise la vérité. La responsabilité est pleinement partagée entre le commandant en chef, ses subordonnés et Plevén-Bidault-Laniel, qui ont accepté son « plan ». Sans doute, des divergences ont dû se faire jour sur la *conduite* des opérations, surtout depuis que l'issue de la bataille principale paraissait de plus en plus favorable au général Giap. Mais le fait central est que l'opération de Dien-Bien-Phu a été montée d'un commun accord avec les chefs politiques et militaires responsables, dans un triple but d'ailleurs parfaitement logique et que n'importe quel observateur sérieux pouvait comprendre : 1) Couvrir le Haut-Laos au moment où l'offensive Pathet-Lao sur Thak-Ket avait atteint le Haut-Mékong et libéré

le Laos Central ; 2) Créer en pays thaï, donc sur les arrières du général Giap, et grâce à l'appoint de groupes thaïs commandés par des Français, une zone d'insécurité pour l'armée vietnamienne ; 3) Obliger le général Giap à retirer de l'intérieur du delta et de sa périphérie immédiate des unités menaçantes. C'est dans ce triple but stratégique que le général Navarre a délibérément recherché la bataille à Dien-Bien-Phu, se flattant de « détruire le corps de bataille adverse ». Il aurait ainsi gagné plusieurs mois au cours desquels l'aguerrissement des unités bao-daïstes devait être accéléré. Si ce plan réussissait, si, selon le vœu américain, Navarre était ainsi parvenu à « nourrir la guerre par la guerre en faisant battre les Vietnamiens de plus en plus par des Vietnamiens », il aurait pu envisager pour l'automne prochain des opérations offensives à plus vaste portée.

Ce plan, dont nous avons montré ici semaine par semaine les erreurs, devait conduire *par sa logique même* à la situation inverse. C'est ainsi que la défaite de Dien-Bien-Phu signifie aujourd'hui : 1) Que le pays thaï est désormais totalement soustrait au contrôle français et que le gouvernement autonome thaï est renforcé dans son attachement à la République Démocratique ; 2) Que le Nord-Laos est totalement découvert ; 3) Que la menace s'est renforcée et précisée dans le delta. D'où la nouvelle conclusion de Navarre : abandonner la partie ou obtenir l'intervention des forces américaines dans la guerre, y compris contre la Chine, et préparer ainsi de nouvelles batailles, c'est-à-dire une nouvelle phase de la guerre. D'où la conclusion inverse du général Giap : empêcher cette extension de la guerre par un armistice qui consacre la souveraineté de la République Démocratique sur l'ensemble des territoires du Vietnam et, si le gouvernement français refuse cet armistice, mener une guerre défensive à sa fin victorieuse.

Les Français, que la radio, les communiqués officiels et les titres des grands journaux gavent d'interprétations mensongères, de contradictions et d'écœurantes spéculations sentimentales sur le sort des combattants de l'Union Française, ont le devoir de connaître la vérité, de comprendre les faits et de se faire entendre. Il suffit de parcourir les déclarations où la chute de Dien-Bien-Phu est à la fois qualifiée de revers et de victoire, de deuil national et de succès mondial, pour voir qu'en créant le trouble, en masquant systématiquement la vérité, en agitant des passions où s'abritent de froids calculs, les Bidault et les Navarre n'ont qu'un but : préparer une

nouvelle guerre qui ne peut conduire qu'à de nouveaux échecs. Pourtant, les faits sont là, et si l'on ne ment pas à soi-même et aux autres, ils parlent sans équivoque.

D'abord, le bilan de la bataille est clair. C'est une victoire décisive et complète pour le général Giap, et une défaite totale pour Navarre, Bidault, Pleven, Laniel, etc. Si l'on s'en tient à la « chute » de Dien-Bien-Phu elle-même, il faut l'appeler par son nom : c'est une reddition. La semaine dernière, nous avons écrit qu'il ne restait aux assiégés que la destruction ou la capitulation, la première conduisant en fait à la seconde. C'est exactement ce qui s'est passé. L'état-major du général de Castries ne s'est pas battu jusqu'au dernier homme : il ne pouvait plus se battre, parce que ses hommes étaient brisés. La liste des prisonniers est assez éloquent à cet égard. Elle témoigne du fait que la dernière phase de la bataille a été la reddition pure et simple d'une garnison désespérée et épuisée. Qui lui jetterait la pierre ? Cette garnison, composée *en majorité* de Nord-Africains, d'étrangers de la Légion, de Vietnamiens, sauf dans le commandement, a résisté dans la mesure exacte de ses moyens, et elle y avait du mérite. Mais il y a déjà de longues semaines que sa perte était consommée, et ses chefs de Paris et de Saïgon, mauvais joueurs d'échecs qui empestent la piastre, n'ont rien fait pour en sauver ce qui pouvait être sauvé.

Navarre voulait *la décision*. Il l'a eue. La logique l'a conduit au désastre. Bidault voulait « son » Dien-Bien-Phu pour débarquer à Genève avec l'allure d'un Richelieu retour de La Rochelle ; il a dû cesser ses capucinades le jour même où s'ouvrait la conférence sur l'Indochine. Ces soi-disant chefs ont agité le chantage aux blessés pendant qu'ils se préparaient à acculer un commandement « glorieux » et des milliers d'hommes à la captivité et à ses dures souffrances. Après la perte de Lang-Son, Jules Ferry dut démissionner ; Sedan fit sombrer l'Empire dans la honte ; Moukden et Port-Arthur donnèrent son élan à la première révolution russe. Mais Dien-Bien-Phu, pour ces *ministres intègres*, c'est l'occasion de pousser quelques cocoricos sinistres qui bafouent les sentiments véritables du peuple français, de se venger à Paris sur des ballerines soviétiques et de border l'Arc de Triomphe de défenses qui singent honteusement celles qui venaient d'être enfoncées à 15.000 kilomètres de là.

La décision est la décision. Mais, militairement, elle est quelque chose de plus. Car ce qui compte, ce n'est pas tant la victoire que les effets de la victoire, ce que Clausewitz appelait la *grandeur de*

la sphère de la victoire. C'est après la victoire — ou la défaite — que ses effets se produisent, et ce sont eux qui ont la plus grande valeur. Ce que le vainqueur veut cueillir, ce sont les *fruits* de la victoire. La logique de la décision, surtout lorsqu'elle est radicale comme à Dien-Bien-Phu, conduit bien au-delà d'elle-même. Un simple bilan de la bataille ne suffit pas à déterminer l'ampleur du désastre, car ce bilan a immédiatement ses conséquences, et le commandement de l'armée vietnamienne, ainsi que le gouvernement Ho Chi-minh, les ont immédiatement tirées : une fois de plus, ils offrent la paix et un cessez-le-feu immédiat. Mais ils n'offrent pas une paix de vaincu. Et pourquoi le feraient-ils ? Aujourd'hui, seule l'intervention totale et rapide des moyens de guerre américains peut changer le destin. Et c'est ce que sait bien Navarre. Le vaincu de Dien-Bien-Phu n'a plus que cet espoir : des ordres d'Eisenhower.

Car les fruits de la victoire du général Giap sont à portée de main, s'il le veut : le Pathet-Lao est en mesure de secouer le joug sans délai, et la bataille du delta, si elle s'engageait, pourrait bien ne pas durer 55 jours. Le peuple du Vietnam est tout entier dressé dans le sentiment de sa force et de son droit contre les colonisateurs. Seul, encore une fois, le poids des forces américaines, jetées massivement dans la balance, pourrait changer le cours des choses pour une suite aujourd'hui imprévisible.

Or, c'est ce poids que Navarre et Bidault veulent à tout prix ajouter à leur faiblesse. C'est en pensant à lui que Navarre fait le silence sur les possibilités d'un armistice, qui consacrerait sa défaite il est vrai, mais une défaite que le peuple français ne prend pas à son compte, et que Bidault s'ingénie à mener la conférence de Genève dans l'impasse pour en sortir sans « cessez-le-feu ». C'est dans l'espoir de cette intervention américaine que Laniel et Pleven acheminent d'urgence au Vietnam des renforts qui permettraient peut-être de gagner sans encombre la pleine saison des pluies. Et c'est en songeant à tout cela que Foster Dulles, une première fois mis à la raison, se prépare à récidiver en imposant au peuple français une parodie du « Lafayette, nous voici ! ». Tout le gouvernement français est tendu dans l'attente de l'intervention américaine et la déclaration de Navarre est destinée à leur donner des arguments.

Navarre a d'abord voulu justifier sa conduite à Dien-Bien-Phu en affirmant que le lieu de la bataille était bien choisi pour le but visé, but que nous avons rappelé plus haut. Notons cependant qu'il se tait sur la forme prévue de cette bataille. A ses yeux, comme à

ceux du général Cogny, il s'agissait d'une bataille défensive, mais qui devait être victorieuse.

Admettons que le terrain fut bien choisi, ce qui peut se soutenir. Le sort de la bataille était alors suspendu à la ligne de communication, c'est-à-dire à un terrain d'atterrissage et d'envol à l'abri des coups de l'ennemi. Or, la fragilité de cette ligne était évidente, beaucoup plus que celle d'une ligne de terre : il fallut se rendre à l'évidence dès la première attaque du 13-15 mars. A ce moment, plaide Navarre, nous nous sommes rendus compte que nous avions en face de nous *une autre armée* que celle que nous avions l'habitude de rencontrer, une armée encadrée et nourrie par les Chinois et des Russes. Ici commencent la supercherie et le mensonge.

Pour couvrir son mensonge, Navarre cite MacArthur découvrant devant lui des divisions chinoises lors de sa dernière offensive sur le Yalu. L'allégation de MacArthur était elle-même un mensonge : il connaissait l'existence des « volontaires » chinois ; il avait été averti de leur détermination de protéger la frontière de Mandchourie, mais *il ne croyait pas* à leur intervention, et en cas d'intervention il comptait bien pouvoir atteindre leur « sanctuaire » en Mandchourie. Sa situation était pourtant différente de celle de Navarre, car il menait l'offensive victorieusement tandis que Navarre attendait une bataille défensive.

Mais le mensonge de Navarre est beaucoup plus gros que celui de MacArthur, d'autant plus gros que le chef est aujourd'hui faible et démun. Navarre déclare froidement que Dien-Bien-Phu avait été édifié « en fonction d'un certain type d'armée du Vietminh » et qu'il eut à faire face à « une armée totalement différente ». Laissons de côté le fait que cela supposerait une absence totale d'informations, c'est-à-dire des conditions où l'on est sûr de perdre une bataille défensive (dans les conditions de Dien-Bien-Phu, c'est-à-dire dans un camp retranché encerclé) puisqu'on ignore tout des moyens de l'attaquant et qu'on ne pourra ni se renforcer ni modifier le plan de la bataille une fois ces moyens découverts. Suivons pourtant l'historique de Navarre. C'est dans la nuit du 25 au 26 janvier, dit-il, que s'est joué le sort de Dien-Bien-Phu, parce que cette nuit-là Giap aurait renoncé à attaquer « avec ses moyens habituels » et que des missions « russe *ou* chinoise » seraient intervenues auprès de Giap pour qu'il renonce et prépare une attaque avec de nouveaux moyens qui lui seraient fournis par la Chine.

A qui le général Navarre espère-t-il faire avaler ce mauvais

feuilleton ? Il ne sait pas si la mission est russe *ou* chinoise, mais il « sait » qu'un régiment de D.C.A. chinois fut amené sur les lieux (et nous savons du même coup d'où vient le mensonge proféré par Foster Dulles il y a trois semaines) ; il sait que les spécialistes chinois sont demeurés sur place, il sait que « d'innombrables » camions russes ont amené des quantités immenses d'armes lourdes, que l'aide chinoise « prit des proportions énormes » ; il connaît le nombre exact des coups de canon et de mortier qui ont été tirés par le général Giap. Il sait que « le sort de Dien-Bien-Phu s'est joué dans la nuit du 25 au 26 *janvier* » — et il laisse peu à peu périr la garnison pendant trois mois, après l'avoir un peu plus *affaiblie* en croyant la renforcer de l'intérieur ! Navarre ignorait tout de l'armée qui l'avait encerclé au moment où le sort de la bataille se jouait, mais il prétend maintenant qu'il « sait » exactement à qui il avait affaire !

Le malheur pour lui, c'est que s'il était ignorant au début, il est ensuite un menteur, ce qui double la sottise par la duplicité. Navarre a-t-il oublié que le général Cogny a maintes fois affirmé qu'il n'avait jamais pu trouver trace d'intervention chinoise sur le terrain ? Quant à l'existence de véhicules et de canons hors du Vietnam, et achetés, il y a beau temps que l'état-major en connaissait l'existence. A qui fera-t-on croire qu'en un mois, en pleine brousse, on peut créer de toutes pièces une armée d'un type entièrement nouveau, apte à combattre et à vaincre ? Navarre a-t-il oublié que depuis quatre ou cinq mois il a répété bien souvent qu'il voulait détruire le *corps de bataille* vietminh ? Qu'il avait hâte de se mesurer avec des unités modernes ? Dien-Bien-Phu a été édifié, *au début*, pour servir de soutien aux opérations de partisans thaïs et de colonnes du corps expéditionnaire, dans le cadre d'une guerre de mouvement et de semi-guérilla. Mais dès janvier, le général de Castries est presque enfermé à Dien-Bien-Phu. Navarre *sait* que Giap dispose de moyens lourds, et il *renforce* à son tour la garnison. Peut-il dire à quelle date les chars et les canons de 150 ont été amenés par pièces détachées ? S'il les a envoyés, c'est parce qu'il savait déjà que Giap disposait sur place d'unités modernes et d'artillerie. C'est pour cela qu'il a renforcé la garnison en conséquence. Mais *il ne croit pas* à l'emploi victorieux des nouvelles unités de Giap. Il est certain de les briser. Quel est en effet son argument au début de la bataille, dès qu'il s'aperçoit que ses défenses peuvent être percées ? C'est *le nombre*. Il parle de vagues d'assaut inépu-

sables, il laisse dire que le général Giap dispose de 40.000 hommes, il laisse écrire que les pertes de Giap sont de 20.000 hommes après le second assaut, en avril. Il ne parle jamais de Chinois ni d'une nouvelle armée. Aujourd'hui il ne met plus le nombre en avant, car le résultat de la bataille est là : pertes du corps expéditionnaire, 15.000 hommes en tués, blessés et prisonniers, la totalité ; pertes du général Giap : Navarre les évalue lui-même à 18.000 hommes, dont peut-être 8.000 tués. Admettons qu'il exagère un peu. Il reste que le rapport des pertes aux engagés est de 100 % pour le corps expéditionnaire et de 25 à 30 % pour le général Giap. Dans ces conditions, il est difficile à Navarre de parler de bataille d'effectifs et d'usure de l'adversaire. Certes, les pertes du général Giap sont sévères. Mais si l'on n'oublie pas qu'il attaquait et que le général de Castries se défendait derrière des positions retranchées, avec l'appui de l'aviation, on doit conclure que sa victoire a été acquise avec *une remarquable économie* d'hommes : le corps de bataille du général Giap sort de la bataille non diminué, mais renforcé.

N'osant plus parler d'effectifs, Navarre invente alors une « armée chinoise ». Pourtant il n'ignorait rien des progrès de l'armée *vietnamienne* du général Giap. Celui-ci n'en faisait pas mystère. Il suffit de relire son ordre du jour aux troupes à l'occasion de l'anniversaire du 19 décembre. « Partie avec un petit groupe de guérillas, y disait-il, notre armée s'est sans cesse renforcée dans le combat ; elle est devenue une puissante armée du peuple, composée de centaines de milliers de troupes régulières et locales, et de millions de miliciens et de guérillas. » C'est *cette* armée que le général Navarre a rencontrée et qui l'a battu. Mais il n'y *croyait pas*, et l'ayant rencontrée à son désavantage, il pense maintenant que l'intervention américaine rétablira l'équilibre.

Son inactivité tout le long de la bataille découle de son attente de l'intervention américaine. Dans son plaidoyer, il explique qu'aucune opération de dégagement ou de retraite ne pouvait être envisagée (sous-entendu : sans appui américain direct). Que penser d'un commandant en chef qui veut livrer une bataille décisive en abandonnant l'armée engagée à son sort ? Et pourquoi l'avoir engagée s'il prévoyait que son soutien devait dégarnir le delta et le Nord-Laos ? La vérité est qu'après l'action des 13-15 mars et la perte des deux bastions nord, qui décidait du reste parce qu'elle *prouvait* que les défenses n'étaient pas imprenables, Navarre pouvait tenter une retraite, appuyée par des diversions et des moyens nouveaux.

Il pouvait même peut-être négocier un repli qui, pour lui, eût mieux valu que la destruction de son propre corps de bataille. Mais il ne l'a pas voulu parce qu'il espérait l'intervention américaine. N'a-t-il pas répété pendant un mois, en tout cas, qu'avec quelque 100 ou 200 bombardiers et quelques bataillons parachutistes américains il pouvait renverser la situation ? N'était-ce pas l'avis de l'amiral Radford et de Van Fleet ? N'a-t-il pas aussi soutenu jusqu'à la fin avril, qu'il avait mis à mal trois divisions vietminh et atteint ainsi son but ?

Naturellement, on peut douter si cette intervention eût sauvé Dien-Bien-Phu. Mais *l'intervention américaine eût été acquise*, et pour l'avenir c'était l'essentiel. C'est pour l'avenir encore que le général Navarre a rédigé son plaidoyer où tous les arguments sont destinés à justifier une intervention américaine directe aussitôt que possible.

Navarre, en agissant ainsi, n'a d'autre but que de masquer ses responsabilités, responsabilités que le gouvernement lui a d'ailleurs confiées. Devant ses pairs du Conseil Supérieur de la Guerre, en juillet et novembre 1952, et encore en février 1954, il s'est fait fort de développer le plan stratégique dont nous avons parlé au début, malgré l'insuffisance des effectifs globaux dont il disposait. Il avait mission de sauvegarder en tout cas l'existence du corps expéditionnaire même si la situation au Laos devait en souffrir. Or, il a mis en danger l'un et l'autre. Ce n'est pas une raison pour que la France se laisse engager dans une guerre mondiale. Mais c'en est une pour accepter un armistice et la reconnaissance inévitable d'un gouvernement qui représente vraiment son peuple.

A GENÈVE : QUESTION MILITAIRE ET QUESTION POLITIQUE

Sur quoi butent les négociations de Genève relatives à l'Indochine ? Sur la volonté bien arrêtée du gouvernement Laniel-Bidault de refuser une véritable négociation de paix, portant donc sur les questions politiques comme sur les questions militaires. Résumons son attitude depuis plus de six semaines : elle consiste à exiger un cessez-le-feu pur et simple sur les positions actuelles (telles que les considère acquises le commandement français), sans aborder aucune question politique. Le refus de Bidault de rencontrer Pham Van-dong n'a pas d'autre sens. Pas de contact avec le représentant de la République Démocratique, pas de négociations politiques, pas d'engagement pour l'avenir, voilà l'attitude de Bidault. Pratiquement, elle revient à ceci : n'accepter qu'une trêve militaire précaire sur les positions actuelles : préparer, dans le cadre du pacte du Sud-Est asiatique voulu par Dulles, une reprise de l'action militaire ; garantir l'existence politique du régime de Bao-Daï. Le double jeu de Bidault n'a pas d'autre sens. Il s'abrite derrière la formule des « conditions honorables ». Mais laissons de côté l'honneur selon M. Bidault. Derrière ce mot pompeux, il y a une réalité simple : le refus de reconnaître les faits, la volonté de reprendre la guerre, le fanatisme de l'idéologue. D'où le jeu de cache-cache entre les questions militaires et les questions politiques arbitrairement séparées.

Tous ceux qui ont soutenu le gouvernement Laniel-Bidault ont accepté ce jeu ; certains de ses adversaires, certains hommes de « gauche » eux-mêmes y ont été pris. Armée d'abord, disent-ils ; politique ensuite ! Sécurité du corps expéditionnaire d'abord ; régime

politique ensuite ! Autrement dit : un moment pour souffler, réorganiser le dispositif, renforcer le corps expéditionnaire, conclure le pacte du Sud-Est ; donc une « trêve locale » purement militaire, une pause consentie à des « rebelles ». Ceci fait, reprendre les hostilités à la première occasion, sous couleur de défendre « le Vietnam » (de Bao-Daï). Les confusions voulues, les trémolos à la tribune, les assurances de bonne volonté, ne changent rien à cette « ligne » réelle.

Ces étranges négociateurs, pour masquer leur jeu, font semblant de ne pas savoir à qui ils ont affaire. Ils parlent tantôt « d'amollissement », tantôt de « durcissement » de la délégation de la République Démocratique, selon qu'ils espèrent l'amener dans leur traquenard ou qu'ils voient celui-ci éventé. Devant les propositions d'ensemble initiales de Pham Van-dong, ils ont crié à « la politique ». Lorsque Pham Van-dong accepta des conversations conditionnelles entre experts et militaires, ils respirèrent : questions militaires d'abord ! Lorsque Pham Van-dong, Molotov et Chou En-laï montrèrent que ces conversations devaient s'inscrire dans un plan général de paix, ils reprirent leurs cris contre les exigences des « ultras ». Ils se conduisirent comme si leur capitulation de Dien-Bien-Phu devait avoir pour écho la capitulation à Genève de Ho Chi-minh et du général Giap. Si les conversations font mine de tourner à leur avantage, ils se permettent une petite moue conciliatrice ; s'ils sont remis au pied du mur, ils se retirent avec fureur en poussant des glapissements d'échaudés. Avec l'obstination de la pire mauvaise foi, ils répètent : question militaire d'abord ! Politique plus tard. Cela les a déjà conduits à Dien-Bien-Phu. Cela peut les conduire plus loin.

C'est que le double jeu ne peut pas toujours durer. Naguère, les gouvernements répétaient : l'action militaire doit s'effacer devant l'action politique ; c'est qu'ils se croyaient forts. Aujourd'hui qu'ils sont faibles, ils proclament : armée d'abord ! Politique ensuite ! Mais la délégation de la République Démocratique répond à juste titre : politique et armée tout de suite, ensemble, car les questions sont liées. Et elles sont liées par la *volonté de paix*. En dissociant les problèmes, G. Bidault a montré qu'il n'avait pas une perspective de paix, mais de guerre. En les liant, Pham Van-dong souligne qu'il a une perspective de paix, et de paix *définitive*. Bidault veut une trêve provisoire ; la République Démocratique veut la paix générale.

Mais la paix, comme la guerre, est un acte politique. La paix c'est la fin des sacrifices, de la tuerie, de la concentration des efforts sur la destruction de l'ennemi, mais c'est aussi la vie économique et sociale reprenant un cours normal, c'est le peuple à même d'améliorer ses conditions d'existence, d'organiser sa vie politique. En ce sens, *l'armistice lui-même, prélude de la paix, est un acte politique*. Même lorsque deux commandants en chef concluent une suspension d'armes sur le terrain, ils le font au nom d'une autorité politique, et leur acte est un acte politique. Préparer un armistice, c'est *clarifier les conditions politiques de la suspension d'armes*. Ne peuvent refuser de comprendre cela que ceux qui veulent prolonger la guerre, et qui ne souhaitent pas la paix.

La délégation française a fait jusqu'à présent litière de la situation réelle. A ses yeux, il existe un État vietnamien indépendant, celui de Bao-Daï ; les méchants « viets » n'ont qu'à le laisser tranquille. C'est tout. Mais c'est là un rêve d'enfant. L'État de Bao-Daï n'existe pas : il n'est que l'ombre du corps expéditionnaire français. C'est donc le gouvernement français, chef du corps expéditionnaire, qui doit négocier un armistice avec la République Démocratique. Peu importe la forme juridique sous laquelle cela peut se faire. De toute façon *il s'agit d'un acte politique, dont la première expression, à savoir le cessez-le-feu, est militaire*. Cet acte n'est pas seulement politique au sens général, parce qu'il doit résulter d'une entente entre deux États, même si ce sont des États *de facto*. Il l'est dans un sens beaucoup plus immédiat et particulier : parce qu'il suppose toute une série de mesures immédiates qui sont politiques. Les problèmes de la gestion locale, du ravitaillement, du contrôle, des communications, etc., se posent dans un certain cadre local de la vie politique. Des élections générales ne résultent pas seulement de la nécessité de laisser le peuple exprimer sa volonté politique d'ensemble. Elles découlent de nécessités immédiates à l'échelon local, de la désignation de responsables de tous ordres. Seuls des militaires bornés et anti-démocratiques peuvent s'imaginer que l'armée est un corps étranger au pays, et que ses actes (positifs ou négatifs) soient donc indépendants de la vie politique du peuple. L'action militaire est toujours liée, même en temps de paix, à la vie politique. Les Français n'ont qu'à regarder en Tunisie et au Maroc pour en avoir une preuve supplémentaire.

L'obstination du gouvernement français défunt à prétendre régler un cessez-le-feu isolé de toutes les autres conditions est

donc de pure mauvaise foi : une mascarade, un jésuitisme typique.

Tout cela ne signifie pas que l'on doit tout mélanger au hasard, ou régler toutes les questions au même instant. Il va de soi que le premier temps de cet acte politique général qu'est l'armistice doit être le cessez-le-feu, et qu'il faut donc s'en préoccuper sans délai. Mais le cessez-le-feu n'est pas une opération purement technique, isolée du reste. Il ne peut devenir réel que comme clé de tout le reste, ce qui veut dire aussi que la négociation politique générale est elle-même la condition corrélative du cessez-le-feu. Voilà ce qu'a fort bien exprimé Pham Van-dong, à plusieurs reprises, et que Bidault fait mine de ne pas comprendre.

C'est dans ce cadre général que l'on peut envisager sérieusement les conversations militaires, à Genève ou au Vietnam. M. Eden l'a mieux compris que Bidault, et Molotov évidemment encore mieux que M. Eden. On pouvait aborder tout de suite la question des zones de stationnement des armées, du type des troupes à contrôler (réguliers, milices, etc.), des modalités du contrôle et de la nature des contrôleurs (neutres en principe), des approvisionnements en matériel, etc. ; mais on ne put résoudre complètement ces questions qu'en les replaçant aussitôt dans le cadre général de l'organisation de la paix. Sinon, on voit de suite que ces questions restent suspendues en l'air, sans garanties profondes et durables. On voit que celui qui refuse d'aborder les questions politiques cache mal des desseins funestes. On voit que s'il fait mine de tendre la main, c'est parce que dans son dos ses amis de Washington lui fourbissent de nouvelles armes. Bidault et ses amis ne voient que des pions là où il y a des peuples vivants, que jeu et double jeu là où il s'agit de la vie des masses, que chantage lorsqu'il faudrait faire montre de franchise.

Le dernier chantage, c'est la menace de rompre la conférence. Dulles et Beddel Smith n'ont pour le moment que cette arme à remettre entre les mains du gouvernement français, depuis qu'Eisenhower a déclaré assez clairement que la reprise des opérations militaires ne pourrait avoir lieu que sous sa propre direction. Car le gouvernement français en est là. Pour avoir refusé de lier les questions politiques aux questions militaires, d'affirmer sa volonté de paix, il s'est asservi un peu plus encore à Washington. Il y a deux mois, l'amiral Radford promettait immédiatement des armes et des combattants ; aujourd'hui il se borne à offrir un appui diplomatique, si la France se retire de la conférence, c'est-à-dire si la

France sauvegarde les « chances de guerre » des États-Unis. Eisenhower est ainsi logique. Il proclame, lui, que les questions politiques sont décisives : il veut « combattre le communisme », c'est-à-dire la liberté d'un peuple. Il laisse à Bidault les arguties sur les « périmètres » de stationnement des troupes, avec l'air de lui dire : quand vous aurez compris que des discussions militaires isolées ne peuvent mener à rien, vous rejoindrez la « croisade ». Ce que redoutent les dirigeants américains, c'est ce qu'ils appellent l'esprit d'apaisement politique, ce que Laniel a osé appeler l'esprit de Munich. Bidault — plutôt Mazarin que Richelieu — s'abrite perfidement derrière ce recours, cette présence de l'Amérique.

Malgré tout cela, la République Démocratique ne cesse pas de maintenir ses offres. Il va de soi que ces offres consacrent la fin de la politique colonialiste. En ce sens, elles ne diffèrent pas des bases de négociations que le gouvernement avait acceptées en 1946. C'est là leur contenu politique profond. Les désastres militaires qui ont abouti à Dien-Bien-Phu n'ont fait que sceller la faillite colonialiste définitive. Tout gouvernement qui n'accepte pas cette donnée de fait montre qu'il persiste à nourrir des visées colonialistes et impérialistes. Tout futur gouvernement qui prétendrait poursuivre la négociation se heurterait tôt ou tard à cette réalité. Ce n'est pas le changement de l'équipe ministérielle de Bao-Daï qui peut modifier cette situation. Répétons-le : l'indépendance du régime de Bao-Daï est l'indépendance d'une ombre. Le mouvement du soleil en modifie la direction, non la substance. Les États-Unis eux-mêmes ne pourraient lui donner chair et sang ; ils ne pourraient que l'épaissir. Le dilemme reste donc entier : ou entrer dans la voie de la négociation générale, combinant les questions politiques et militaires, ou chercher à dissocier ce qui est uni, pour préparer une reprise de la guerre sous direction américaine, c'est-à-dire de nouveaux désastres.

Car tant que l'armistice n'est pas envisagé avec toutes ses conséquences, la guerre dure. Laniel se hâte d'envoyer au général Ely des renforts. Mais le général Ely ne peut que se défendre ; il ne peut vaincre. Le plan Navarre est enterré. Si la paix n'est pas amorcée à Genève, la guerre peut se raviver dans le delta. Déjà les mouvements de l'Armée Démocratique montrent que les vainqueurs de Dien-Bien-Phu ne se reposent pas sur leurs lauriers. Ely est contraint à des replis partiels, et il cherche visiblement une position imitée de celle de de Lattre, qui lui permettrait d'atteindre

l'automne en facilitant au gouvernement français son double jeu. Évidemment, le delta n'est pas une position improvisée comme Dien-Bien-Phu. Il y a du béton là où il y avait du bois. Il y a une artillerie concentrée. Mais il y a aussi 8 millions de travailleurs vietnamiens, un peuple impatient d'en finir avec l'oppresseur et une armée aguerrie pour le soutenir. Eisenhower ne perd pas cela de vue, et rien ne dit qu'en songeant à de vastes conflits futurs il ne soit pourtant pas enclin à laisser le corps expéditionnaire courir encore sa propre aventure — c'est-à-dire au désastre.

VERS LA PAIX EN INDOCHINE

On ne connaîtra, paraît-il, que peu à peu le détail des clauses de l'armistice signé à Genève le 21 juillet pour l'ensemble des trois pays de l'ancienne « Indochine française », afin de ne pas fournir prétexte à des agitations et spéculations locales. Mais les grandes lignes qui en sont déjà connues suffisent amplement à permettre un jugement motivé. Je dis « armistice », faute de trouver un meilleur mot. La presse emploie de préférence celui d'*accord*. En tout cas, ce n'est ni un simple cessez-le-feu, ni un vrai traité de paix. C'est une suspension d'armes comportant des clauses politiques, garanties par un certain nombre d'États — sauf les États-Unis — désignés collectivement par le terme de « la conférence » ; ces garanties s'expriment sous forme d'engagements verbaux et écrits et d'une participation à des commissions de contrôle. Elles résultent d'une façon générale d'un « procès-verbal » ou déclaration (*protokol* en russe) qui « prend note » (1) d'un accord entre une série de pouvoirs militaires de fait, soit un à un, soit deux à un, soit deux à deux, soit trois à un, sans qu'on précise au nom de quels gouvernements parlent ces pouvoirs. La déclaration finale de la conférence cite « le Vietnam » sans qu'on puisse savoir de quel État il s'agit. De plus, le gouvernement désigné par Bao-Daï, et seul reconnu par la France, qui a signé au début de la Conférence de Genève un traité d'indépendance et d'association avec lui, refuse

(1) Certaines traductions disent « prend acte ». Nous aimerions connaître le terme exact en chinois et en *ngoc qu*. L'anglais dit, *takes note*.

d'entériner l'accord, sinon de le subir, alors qu'il est le principal intéressé ; pourtant, personne n'a le sentiment que cela puisse beaucoup gêner l'exécution de l'accord...

L'ensemble des accords de Genève constitue évidemment le plus étrange instrument diplomatique qu'on ait jamais vu. Son absence de fondements de droit va faire le désespoir des juristes du M.R.P. Mais cela ne veut pas dire qu'il recèle pour autant plus d'embûches que maints traités solennels, échenillés à la loupe au nom des codes classiques. Tout au contraire, il est clair qu'il colle de très près aux réalités, qui se soucient fort peu de juridiction traditionnelle, et qu'il rétablit *de facto* un équilibre des forces réelles qu'avait longtemps masqué la fortune changeante de la guerre.

Pour commencer, l'accord enregistre la défaite militaire de huit ans de gouvernements français, depuis de Gaulle et le *tripartisme* jusqu'à Laniel. Du même coup il enregistre une victoire du gouvernement Ho Chi-minh ; mais, soulignons-le, une victoire qui est en partie le rétablissement d'une situation qui existait déjà en 1946 et que le gouvernement français avait cherché avec ténacité à annuler. Là-dessus, plus personne aujourd'hui ne peut se tromper. Le temps des d'Argenlieu, Pignon, Bollaert, Letourneau et autres est fini ; leur cynisme, leur bluff et leur sottise ont reçu le coup de grâce à Dien-Bien-Phu. Les Américains, qui ont dû signer aussi en Corée un armistice, de portée d'ailleurs très différente, ne s'y sont pas trompés. Hanson Baldwin écrivait le 11 juillet dans le *New York Times* : « Le seul problème réel à Genève est de préciser les dimensions de la victoire communiste. » Le général Ely a déclaré de son côté le 21 juillet, dans un ordre du jour adressé au corps expéditionnaire, et en termes destinés à ménager ses nerfs : « Vous accueillerez la paix sans la joie qu'aurait pu, seule, vous donner la victoire.. Ce n'est pas à un soldat de faire croire que la paix de compromis vaut mieux que la victoire, mais c'est à un soldat de dire quand la paix est nécessaire et possible... » Et le directeur du *Monde* conclut le même jour : « Si l'on veut bien ne plus se payer de mots, l'accord du 20 juillet enregistre notre échec et sanctionne nos fautes. »

Pour le moment, nous ne chercherons pas à préciser s'il s'agit de « nos » fautes, ou plutôt des crimes du pouvoir social qui domine en France. Constatons simplement que les clauses des accords résultent de l'impossibilité pour la France de continuer la guerre après Dien-Bien-Phu. La bataille du delta était virtuellement perdue,

comme conséquence directe de la défaite de Dien-Bien-Phu (1). Seule restait possible la reprise d'une nouvelle guerre, sous direction américaine. Bidault a fait tout ce qu'il a pu pour laisser jouer cette possibilité, et ce n'est pas sa faute si Eisenhower a d'autres concepts stratégiques que lui, et si Churchill mit à temps l'amiral Radford à la raison.

D'autre part, le général Ely (appuyé par le maréchal Juin) avait conclu sa mission d'inspection de façon formelle : le Tonkin ne pouvait être sauvé par la France seule, même au prix de l'envoi du contingent. Les forfanteries du général Navarre ne pouvaient rien changer aux résultats stratégiques de Dien-Bien-Phu : le delta était bel et bien découvert et, en cas d'attaque, voué à une perte rapide, sauf intervention américaine massive et immédiate, à terre, sur mer et en l'air. Cela, M. Mendès-France le savait dès avant son investiture. Nous croyons être dans le vrai en disant que c'est ce qui lui a dicté le délai du 20 juillet. La formule lui a même peut-être été suggérée directement par le général Ely, car elle découlait d'impératifs militaires : du 20 juin au 20 juillet, le général

(1) On pourra spéculer sur ce qu'aurait pu être la bataille d'Hanoï et du delta, si elle avait eu lieu. Cette question n'a plus aujourd'hui d'intérêt que pour les spécialistes. Selon nous, la bataille n'était même plus possible dès que le Sud du delta fut évacué. Une défense mobile ou élastique sur son pourtour était concevable à l'époque où de Lattre l'a animée. Mais une vraie bataille, où l'un des adversaires cherchât la décision, était impensable dans cette ellipse qui a pour foyers Hanoï et Haïphong, dès le moment où le général Giap avait les moyens de l'attaquer. Il ne les avait pas encore en 1952, ce qui a fait croire qu'une bataille inspirée des principes de de Lattre restait toujours possible. Nous ne pouvons préciser ici les raisons pour lesquelles une bataille défensive décisive n'a jamais été imaginable dans le delta (sauf recours à des moyens de destruction ruineux, tels que bombes atomiques, ravages microbiens et déversement de mazout dans les rizières). Le terrain joue un grand rôle à cet égard : les raisons qui rendaient la défense semi-statique très difficile rendaient la bataille encore plus improbable. Le delta du Fleuve Rouge compte 16 millions de parcelles, avec une couche d'eau dans les rizières de 10 à 40 cm. Les diguettes ne représentent que 2 à 3 % de la superficie cultivée. Les maréchaux de Louis XIV avaient appris en Hollande, à leurs dépens, les énormes difficultés de ce genre de terrain, et à une époque où on ne livrait guère de batailles. De ce point de vue, l'idée de Dien-Bien-Phu n'était pas tout à fait fausse. Navarre savait qu'on ne pouvait livrer une grande bataille dans le delta; son erreur fut de l'avoir mal conçue et réalisée là où il ne fallait pas. Les combats engagés dans la première quinzaine de juillet autour d'Hanoï signifiaient probablement l'étouffement de la ville à brève échéance et sa chute de l'intérieur : la date du 20 juillet, prévue par le général Ely, tombait à temps.

Giap n'aurait pas encore le temps de s'emparer de Hanoï ; et la seule chance d'essayer de s'y maintenir quelque temps, en cas de rupture à Genève, c'était d'y voir clair dès la fin juillet. Mais cette chance ne pouvait alors être courue que par un nouveau gouvernement décidé à obtenir l'aide américaine ; sinon, c'était aller au désastre, et M. Mendès-France s'appropriait à en laisser la responsabilité à son successeur après avoir fait voter l'envoi du contingent. Dans son discours du 22 juillet à l'Assemblée Nationale, M. Mendès-France a d'ailleurs déclaré : « Le délai d'un mois que je m'étais donné était nécessaire pour la préparation interne du renforcement du corps expéditionnaire. Je l'ai utilisé vis-à-vis de l'adversaire comme une mise en demeure de conclure. »

Dans ces conditions, il fallait jouer la carte de cette ultime présence au Tonkin aussi vite que possible. Il n'y avait qu'un moyen : accepter, dans l'ensemble, les conditions *politiques* posées dès le début de la Conférence par Pham Van-dong, et que G. Bidault rejetait obstinément. Les clauses militaires du cessez-le-feu pouvaient alors être marchandées, pour que l'on pût conclure comme François I^{er} : *tout est perdu, fors l'honneur*. C'était au tour de M. Mendès-France de presser le mouvement : MM. Molotov et Chou En-laï durent le suivre, moyennant des garanties suffisantes relatives à la neutralisation du Laos, du Cambodge et à la composition de la Commission de contrôle. Le 21 juillet au matin, l'accord devait être fait, et le fut.

Inutile d'ajouter qu'il ne sanctionne pas seulement les effets de la bataille de Dien-Bien-Phu et l'échec de huit ans d'entreprises militaires françaises pour la *reconquête* de l'Indochine depuis 1945 : il entérine la fin de quatre-vingts ans de colonisation impérialiste. Du même coup, le régime de Bao-Daï est réduit à ses vraies proportions : un manteau impérial usé et mal jeté sur les maigres épaules de la bourgeoisie cochinchinoise.

Militairement, l'accord consacre pour 12 à 24 mois un « partage » apparent ; politiquement, la victoire de la République Démocratique est sans partage, et son triomphe à terme est certain. Une armée vaincue, ou qui, à peine née, n'a guère combattu, ne peut être l'armature d'un régime déjà socialement ébranlé. Au contraire, des soldats qui sont la pointe d'un grand soulèvement national sont invincibles. Que leurs détracteurs relisent le rapport de Pham Van-dong devant l'Assemblée Nationale du Vietnam le 1^{er} décembre 1953, trois mois avant Dien-Bien-Phu : « Notre armée possède

l'art de mener une guerre de guérilla, elle a déjà l'expérience de la guerre de mouvement, elle sait également comment mener une guerre de position. Le moral et la technique de notre armée ont vaincu l'artillerie lourde, le matériel motorisé, l'aviation, les formidables fortifications de l'ennemi. Légère, mobile, sobre, décidée à vaincre, notre armée est toujours prête à se battre contre l'ennemi, n'importe quand, n'importe où. Notre armée est puissante parce que c'est une armée du peuple. Le peuple aime l'armée, la ravitaille, l'équipe, la soutient, l'éduque. » Voilà le langage de la *volonté*, qui seule détermine les grands actes. Lorsqu'il est articulé par des hommes de la plus rare compétence, comme Vo Nguyen-Giap, et que les ressources nationales sont suffisantes, ils rendent la victoire inévitable. C'est ce que les généraux français d'aujourd'hui doivent reconnaître, sans même peut-être l'avoir compris.

Comment se présentent les principales clauses militaires connues du cessez-le-feu ? D'abord, les zones de regroupement des armées antagonistes au Vietnam coïncident avec deux moitiés du territoire. La limite est tracée un petit peu au sud du 17^e parallèle et au nord de la route de Quang-Tri à Savannaket (c'est-à-dire de la principale voie de liaison entre le Siam et la côte, à travers le Laos et l'Annam). Au nord et au sud de cette ligne provisoire (dont il faut souhaiter qu'elle ne devienne pas une frontière comme le 32^e parallèle coréen, qui n'était aussi à l'origine qu'une frontière de regroupement militaire) tout le pouvoir appartient immédiatement aux deux États vietnamiens, en fait à l'Armée démocratique et au corps expéditionnaire français. Mais le regroupement sera lent et pourra durer 300 jours (on a tenu compte des saisons). Dès à présent, aucune *nouvelle* troupe ou armement ne pourra être introduite de l'extérieur. Le corps expéditionnaire, environ 350.000 hommes, pourra donc être en partie renouvelé, mais non accru jusqu'à ce que le gouvernement vietnamien issu des élections générales en demande le retrait qui sera alors obligatoire. La conclusion finale de l'accord, c'est donc l'évacuation définitive du Vietnam par la France. Sa fonction en Cochinchine et en Annam du Sud va donc être maintenant le *maintien de l'ordre*, tâche périlleuse. Quant aux troupes de Bao-Daï, ou ce qui en restera, leur fonction deviendra aussi purement policière. Ayant perdu ses bases du Nord, en particulier ses bases aériennes, le corps expéditionnaire sera désormais incapable de toute entreprise offensive. Mais plus vite il sera retiré d'Indochine, plus la paix retrouvée sera solide.

La contrepartie de ce retrait, c'est l'établissement au grand jour du gouvernement Ho Chi-minh à Hanoï et Haïphong. Désormais, la République Démocratique a une existence territoriale définie, et des bases urbaines et ouvrière stables. Pour elle, c'est un grand changement, le début d'une ère nouvelle et la reprise d'une œuvre à peine ébauchée en 1946. Militairement, sa victoire, acquise par ses propres forces et sous son propre commandement, lui vaudra un prestige irradiant jusqu'au cap Saint-Jacques et dans tout le Sud-Est asien. Mais sa première tâche aujourd'hui, c'est l'organisation de la paix, la réforme sociale étendue à tout le pays, la reprise des relations internationales. Le gouvernement de la jungle et des montagnes récolte aujourd'hui le fruit d'un effort inouï et de sacrifices sans nombre. Il va lui falloir accroître ses forces productives, donner la parole au peuple, préparer des élections nationales. La République Démocratique hérite du Nord industriel, avec 12 à 13 millions d'habitants, de charbonnages, de mines, d'un équipement électrique, d'usines textiles, de cimenteries, de verreries, d'usines de produits chimiques. Tout cela, les sociétés françaises avaient toujours refusé de le céder à Bao-Daï. Aujourd'hui, on découvre que cela représente un assez joli capital, après avoir proclamé depuis quelques années que la France « n'avait plus d'intérêts en Indochine » ! Pour le moment, ces propriétés restent entre les mains de leurs propriétaires, mais leur retour progressif à la nation est hors de doute, et dès à présent le régime du travail y va changer ; la parole est aux travailleurs vietnamiens et à leurs syndicats.

Mais l'œuvre de paix ne dépend pas seulement du nouvel équilibre interne au Vietnam. Elle dépend de l'entourage et de garanties internationales. C'est ici que les clauses des accords ont peut-être le plus de poids pour l'avenir, et qu'elles sanctionnent un autre échec : celui des États-Unis.

L'INDOCHINE AU LENDEMAIN DU CESSEZ-LE-FEU

L'armistice de Genève diffère à bien des égards de celui de Pan-Mun-Jon. Apparemment, il s'agit dans les deux cas d'un cessez-le-feu qui s'établit en fin de compte sur une ligne de partage provisoire du pays en deux moitiés, sans que l'un des belligérants ait obtenu militairement la capitulation de l'autre : « équilibre » précaire, par conséquent. Et pourtant, l'analogie est tout à fait superficielle, et les différences sont au contraire grosses de conséquences divergentes.

D'abord, l'armistice fixe, comme toujours, *un équilibre fondé sur un déséquilibre*. Cette formule paradoxale veut dire que l'une des parties juge préférable de cesser la lutte au prix de concessions plus ou moins importantes, tandis que l'autre estime que les positions acquises sont un gain suffisant pour le moment. Il n'y a donc jamais, au cours de conflits de quelque envergure, de cessez-le-feu tout à fait « sans vainqueur ni vaincu », au moins relatifs.

En Corée, c'est la Corée du Nord qui a cédé. Peu importe de savoir qui était politiquement l'initiateur du conflit. Militairement, l'offensive de l'armée nord-coréenne, même si elle était une riposte, visait l'unification totale du pays par la destruction rapide du régime de Syngman Rhee. Ce but de guerre n'a pas été atteint. L'intervention américaine, puis chinoise, modifia toutes les données du problème. Après trois ans de guerre, l'armistice consacra dans son ensemble le *statu quo* territorial antérieur aux hostilités.

Au Vietnam, le cessez-le-feu consacre au contraire un gain territorial, politique et militaire considérable pour la République

Démocratique. Le déséquilibre y a pris une forme inverse : c'est le corps expéditionnaire français qui cède, et le nouveau *statu quo* est favorable à son adversaire. Comme on voit, le nouvel « équilibre » instauré par l'armistice, semblable en apparence, recouvre dans les deux cas des facteurs stratégiques presque opposés. L'évacuation du Tonkin et du Nord-Annam comme prix de l'armistice, n'est pas l'équivalent de la non-conquête du Nord par les troupes de Ridgway : elle a même un sens contraire. Un seul facteur suffit à faire comprendre la différence au point de vue militaire : l'armée de la Corée du Sud, entraînée, équipée, armée et aguerrie par les États-Unis, quelque 300.000 hommes, est une réalité. C'est même aujourd'hui la réalité essentielle du régime de Syngman Rhee, comme les troupes de Formose le sont du régime de Tchang Kai-chek : inaptes à une conquête par leurs propres moyens, elles font la police efficacement et maintiennent debout l'État. Au Vietnam, l'embryon d'armée du général Van Hynh est mort-né. Son début d'auto-dissolution après Dien-Bien-Phu est l'une des raisons majeures des avis conciliateurs du général Ely. D'après le général Cogny, les forces en principe disponibles au Tonkin au moment de l'armistice étaient de 230.000 hommes. Mais sur ce total, il n'y avait que 75.000 Français, Africains et étrangers de la Légion. Le corps expéditionnaire comptait environ 25.000 Vietnamiens très démoralisés, à quoi il fallait ajouter 130.000 hommes de « l'armée nationale » bao-daïste en pleine décomposition dans sa majorité (55.000 réguliers, 30.000 auxiliaires, 30.000 miliciens et 15.000 gardes régionaux), ceux-ci non endivisionnés ni formés en groupes mobiles. Le noyau « français » du corps expéditionnaire était donc évidemment à la merci du général Giap, malgré sa supériorité en aviation, en chars, en artillerie et en batellerie fluviale. L'évacuation ne peut que précipiter la décomposition des restes de « l'armée nationale », au moins pour de longs mois. Par conséquent, le problème de « l'armée nationale » a joué dans un sens en une certaine mesure divergent, en Corée et au Vietnam.

Ce n'est pas seulement le regroupement territorial qui est stratégiquement différent au Vietnam et en Corée. C'est aussi la situation des territoires par rapport aux pays voisins. La Corée a une frontière essentiellement maritime. Elle ne tient à la terre que par la Chine, et pour quelques kilomètres par l'U.R.S.S. En Indochine, la situation est tout autre. L'Indochine entière a, outre sa frontière océanique, un contact terrestre avec la Chine, la Birma-

nie et la Thaïlande. Le Vietnam lui-même est en contact avec la Chine, le Laos et le Cambodge. Le Laos et le Cambodge séparent les deux versants de la péninsule indochinoise *prise dans son ensemble*, c'est-à-dire y compris la Thaïlande et même la partie de la Birmanie qui s'étend sur la côte occidentale de l'isthme de Kra. Si le Laos et le Cambodge n'avaient pas été au moins neutralisés, c'est-à-dire soustraits à l'influence directe de la République Démocratique du Vietman sans le secours de laquelle les éléments du Pathet-Lao et des Khmers-Issara ne parviendraient pas à s'imposer, c'est le sort de la péninsule indochinoise tout entière qui aurait bientôt été en jeu.

Mais une neutralisation, même relative, n'est jamais à sens unique. La pression américaine s'est donc exercée, notamment auprès du Cambodge, dans le sens d'une « neutralité » favorable au « monde libre ». C'est sur ce point que le gouvernement Ho Chi-minh a consenti d'importantes concessions (d'ailleurs prévues dès le début de la conférence de Genève) en échange de ses gains majeurs.

Les royaumes du Laos et du Cambodge ne sont pas juridiquement neutres. Ils sont liés à la France par des traités que les accords de Genève ne modifient en rien. Ils se sont vu confirmer le droit d'entretenir un petit nombre de troupes étrangères sur leur sol, et d'y faire appel « en cas de menace » et « dans le cadre de la charte de l'O.N.U. ». Ces formules suffisamment élastiques peuvent être à l'occasion remplies comme on le voudra. En ce sens, Mendès-France avait raison de dire devant l'Assemblée Nationale que le Laos et le Cambodge n'avaient pas été juridiquement « neutralisés ». Mais Bidault n'avait pas tout à fait tort de dire qu'ils l'étaient en fait, puisque leur politique allait se trouver gênée par ces restrictions, même élastiques. En tout cas, les clauses de l'accord rendent impossible la conclusion immédiate d'une entente militaire entre pays non-annamitiques de la péninsule indochinoise, que Washington espérait évidemment aider à conclure et « garantir » sans délai.

C'est pourquoi les journaux d'opinions les plus diverses avaient parfaitement le droit d'écrire, en dépit des affirmations de Mendès-France, que le Laos et le Cambodge étaient « neutralisés », au moins provisoirement. Le *Times* écrivait par exemple dans son éditorial dès le 21 juillet : « la probabilité s'impose que le Laos et le Cambodge pourront être neutralisés afin de servir d'Etats-tampons ».

entre le Vietnam et le Siam », formule dubitative mais suggestive.

Cette question a des conséquences importantes si l'on envisage celles-ci du point de vue stratégique. Chacun s'accorde à espérer que la paix sera durable dans le Sud-Est asien. Mais la politique et l'économie, qui vont reprendre le devant de la scène, pourraient bien faire mûrir assez vite de nouvelles difficultés, celles qu'espèrent les États-Unis et en vue desquelles Foster Dulles veut hâter la conclusion du pacte asiatique qui serait une O.T.A.N. du Pacifique. Or, la politique américaine en Asie est maintenant fondée sur une stratégie *péninsulaire* plus encore que sur une stratégie insulaire. De ce point de vue on a dit que la Cochinchine devenait un Formose de terre. C'est plutôt le contraire qui est vrai : c'est Formose qui est une Corée, ou une Cochinchine, momentanément (dans l'esprit du Pentagone) séparée du continent.

En admettant la supériorité navale et aérienne dans le blocus des côtes — blocus qui peut *tactiquement* s'exercer, lui, à partir des îles du Pacifique et de l'Insulinde, et même bien plus loin en arrière — la défense d'une péninsule suppose le barrage de celle-ci en un point déterminé, surtout si elle n'est pas trop large. La Corée ou la Malaisie offrent à cet égard des possibilités que l'Espagne, par exemple, n'offre pas (encore qu'à une autre échelle l'Europe tout entière puisse, elle aussi, être considérée comme une grande péninsule, de telle sorte qu'il est plus important d'en contrôler les deux flancs avancés, Balkans et Scandinavie, que le centre).

Dans ces conditions, la neutralisation du Laos et du Cambodge, jointe au « partage », même transitoire, du Vietnam sur le 17^e parallèle, reporte fatalement sur la Thaïlande le centre de gravité de la politique des États-Unis dans cette région. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour s'en convaincre. *Ce qui compte désormais, c'est la ligne qui va de Rangoon à Hué*, avec un renflement par le nord thaïlandais. Les bases couvertes par cette ligne, ce sont Bangkok, Saïgon et Tourane, et plus loin Singapour. Politiquement, c'est la Thaïlande qui est maintenant le centre du système.

Depuis longtemps déjà les États-Unis, représentés à Bangkok par Donovan, y préparaient une base du type « coréen », c'est-à-dire considérée comme sûre. Pibul Songgram, pense-t-on à Washington, doit avoir l'étoffe d'un Syngman Rhee plutôt que celle d'un Bao-Daï. Du coup, il faut réajuster la politique à cette situation. Dès le 21 juillet, Eisenhower annonça qu'il demanderait l'envoi

d'un ambassadeur à Phnom-Penh et Vientiane, c'est-à-dire dans la zone « neutre » avancée, M. Donald Heath restant en place à Saïgon. Et pour que l'O.N.U. n'intervienne pas maintenant à contre-temps, la Thaïlande a retiré le 27 juillet la plainte qu'elle y avait déposée pour examiner la « menace d'une agression communiste » : le dispositif militaire nouveau pourra être mis en place à l'abri de ses enquêteurs.

Mais dès le 13 juillet l'administration américaine avait déjà fait connaître publiquement les nouvelles mesures prises. Le programme comprend l'accélération de la formation de jeunes officiers, d'officiers de réserve et de personnel technique, ainsi que la création d'un stock d'armes et d'équipement, et de centres d'entraînement. Une route militaire nouvelle va percer la Thaïlande centrale vers l'Est, qui coûtera 3 millions de dollars. D'après le général Sridi Dhaharajata, Commandant en chef de l'armée et ministre adjoint de la Défense, le nombre des officiers actifs et de réserve sera doublé. Le corps des officiers de l'armée, de la marine et de l'aviation formé au cours des cinq dernières années permet déjà la constitution de divisions bien encadrées. Le tout a été préparé par une commission thaïlandaise auprès du Pentagone. L'état-major américain stationné en Thaïlande va passer de 200 à 300 personnes. Un peu plus de 500 officiers thaïlandais seront directement instruits aux États-Unis, en particulier des pilotes d'avions à réaction, dont un groupe de 25 appareils a déjà été formé. Des plans opératifs ont été étudiés par le général Dhaharajata et l'amiral Radford. On admet que l'armée thaïlandaise compte environ 100.000 hommes sur pied, et qu'environ 100.000 hommes par an rejoignent les réserves. En 1953, elle comptait 28 bataillons d'infanterie prêts à être endivisionnés, 4 régiments de cavalerie, 10 groupes d'artillerie, 1 régiment blindé, 1 régiment anti-aérien, 1 bataillon de transports, plus des unités du génie et de signalisation. La flotte compte un certain nombre de petites unités peu efficaces, et qui ont maintes fois manifesté leur hostilité envers le maréchal Pibul Songgram. La route stratégique de l'Est doit doubler l'unique voie ferrée, et la prolonger vers le Nord, à travers cette vaste plaine où les optimistes voient le lieu rêvé d'une belle bataille de chars... C'est le major-général Gillmore, ancien directeur de l'état-major des Troupes aéroportées, qui dirige la mission américaine. Ajoutons que depuis 1949 les U.S.A. ont dépensé 30 millions de dollars pour l'assistance technique, surtout militaire, à la Thaïlande.

Il existe donc en Thaïlande un noyau de force « nationale », féodalo-bourgeoise, qui manquait au Vietnam, et qui va devenir inévitablement le pivot de la politique américaine dans toute la péninsule. Mais, là aussi, les exigences militaires vont se heurter aux difficultés de la situation sociale et politique. Pibul Songgram a de puissants ennemis dans l'armée, dans la petite bourgeoisie, chez les intellectuels, dans le grand commerce, sans compter les paysans, et c'est à eux que vient de s'adresser l'ancien premier ministre de l'après-guerre, Pridi Phanam-yong. Pridi avait été avec Pibul Songgram l'organisateur du coup d'État qui abolit la monarchie absolue en 1932. Mais pendant la guerre il lutta contre l'emprise japonaise, au contraire de Pibul. Lorsque Pibul Songgram le chassa du pouvoir, il se réfugia en Chine. Et c'est à Pékin qu'il vient de publier dans le *Jen-Min-Piao* du 29 juillet un article qui sonne comme un avertissement à la Thaïlande au lendemain des accords de Genève. Les Américains, y écrit Pridi, « sont prêts à se servir du Siam comme d'une base d'agression » et comme d'un pion essentiel dans l'alliance militaire du Sud-Est asiatique. Le Siam est coupé du commerce libre avec l'Asie et a perdu son indépendance ; et Pridi demande que le Siam se rallie au programme de collaboration pacifique élaboré par Chou En-laï, Nehru et U-Nu il y a trois semaines. Il appelle les Thaïlandais à la lutte « contre l'impérialisme américain et son fantôme le gouvernement du Siam », tout en admettant que le régime de la Thaïlande diffère de celui de la Chine, ce que la « coexistence » rendrait possible sans heurts.

Nul doute que Washington ne soit prêt à traiter éventuellement la Thaïlande comme le Guatemala. Mais la situation est bien différente entre ces deux pays. La stratégie péninsulaire des U.S.A. se révélera plus difficile que la stratégie isthmique de l'Amérique centrale. En tout cas, il est bien certain que c'est aujourd'hui du côté de Bangkok que se joueront les épisodes les plus importants des événements que peut entraîner l'armistice genevois — de Bangkok plutôt que de Saïgon ou de Singapour.

LE GÉNÉRAL NAVARRE NE DÉSARME PAS

— Le général Navarre estime que ni les correspondants de guerre ni la presse n'ont assez de renseignements pour faire une « synthèse complète de la situation. » Qu'en pensez-vous ?

— Autant dire que le public ne peut jamais être renseigné, puisque les généraux se taisent, et que les ministres mentent. Être taciturne n'empêche pas que l'on tire des conclusions de vos actes. Il suffisait de lire *l'Observateur* pour savoir qu'une vue d'ensemble est parfaitement possible, au moins dans ses grandes lignes, et qu'elle l'était déjà au cours de l'action. Aucune synthèse ne transformera une défaite en victoire, voilà ce que le général Navarre oublie. Or, c'est sa défaite que le général devrait expliquer, puisqu'il se prétend seul capable de faire une synthèse. Le général Gamelin a fait lui aussi une synthèse en trois gros volumes, mais il n'a pas encore compris sa défaite de 1940.

— Le général Navarre rejette sur le général Cogy la responsabilité du désastre de Dien-Bien-Phu, tout en s'affirmant solidaire des mesures prises par celui-ci. Est-ce normal ?

— Non, ce n'est pas normal, ni loyal. Navarre commandait en chef. Si le général Cogy a choisi Dien-Bien-Phu pour s'y battre et si son chef a approuvé ce choix, c'est ce chef qui doit rendre compte des opérations au pays. Navarre répète pour Cogy ce que Gamelin a fait avec Georges. Il faut d'ailleurs souligner que si le commandement en Indochine était solidaire, il était en outre couvert par Plevin et le Comité de la Défense Nationale. De plus, ne l'oublions pas, il était approuvé par le Pentagone. Faire

de Cogny et de Castries des boucs émissaires n'est ni loyal, ni habile. Des dissentiments ont pu se produire sur la conduite des opérations, mais cela n'a rien que de normal, et ce n'est pas cela qui est en cause.

— *Le choix de Dien-Bien-Phu comme forteresse avait-il une importance décisive ?*

— Cela dépend du contexte. Aucune position n'a de valeur absolue. La position de Dien-Bien-Phu présentait des avantages, mais à condition qu'elle ne devînt pas le lieu fixe d'une bataille décisive, c'est-à-dire dont pouvait dépendre le sort de toute la guerre. Or, d'après Navarre, la position de Dien-Bien-Phu avait deux significations stratégiques différentes. Pour lui, il s'agissait de couvrir le Nord-Laos. Pour Cogny, il fallait y offrir une bataille défensive comportant une décision, donc affectant aussi le Tonkin. Comme camp retranché, Dien-Bien-Phu pouvait jouer un rôle positif dans le premier cas. Comme base ou forteresse, ce qui est différent, elle était vouée à la perte si le général Giap décidait de l'attaquer avec tous ses moyens, car elle dépendait d'une ligne de communications aériennes ultra-fragile. Et cette perte devenait décisive si la défense concentrait sur la forteresse tous les moyens disponibles, pour répondre au caractère décisif de l'attaque. En fait, conçu initialement comme camp retranché, Dien-Bien-Phu s'est transformé en forteresse. Il suffisait de couper sa ligne de communications pour l'anéantir, et avec elle l'essentiel du corps expéditionnaire. Or, quoiqu'en dise le général Navarre, le gouvernement ne lui avait pas demandé de protéger le Haut-Laos *au prix de l'existence du corps expéditionnaire*, puisque c'est ce corps qui permettait cette protection. Ce corps était pour le général Giap le centre de gravité à saisir et à détruire. On lui en a offert une occasion classique. Giap devant Dien-Bien-Phu, c'est Napoléon à Ulm.

— *La mission essentielle de Dien-Bien-Phu n'était donc pas de couvrir le Haut-Laos ?*

— En fait, non. C'était peut-être sa mission apparente, mais non son véritable rôle. Dès janvier le général Navarre savait à quoi s'en tenir puisque les divisions de l'Armée Démocratique avaient débordé Dien-Bien-Phu sans s'en soucier. Si Louang-Prabang ne fut pas attaqué à cette époque, la forteresse n'y fut pour rien. C'est le renforcement systématique de Dien-Bien-Phu depuis février qui

devait inviter le général Giap à y livrer une bataille offensive. Le général Cogny ne pouvait plus s'y dérober, et d'ailleurs il la souhaitait.

— *Le rôle véritable qu'a joué Dien-Bien-Phu cadrait-il avec ce qu'on appelait le « plan Navarre » ?*

— Il est certain que si le général Navarre a approuvé les mesures du général Cogny, c'est parce qu'elles cadraient avec ce fameux plan. De quoi s'agissait-il ? En résumé, le général Navarre spéculait sur la transformation d'une partie des unités régulières du général Giap et sur leur alourdissement. Il pensait que le moment était venu d'affronter et de briser ces unités (dont la constitution était, semble-t-il, à ses yeux la faute essentielle de Giap, comme de Lattre l'avait peut-être aussi cru). La poursuite de la guérilla aurait alors été confiée aux troupes vietnamiennes du général Van Hinh. D'où une tactique de coups de poings, pour chercher l'ennemi, l'attirer et le détruire en dispersant ses efforts. Ce plan a été maintes fois exposé dans la presse. On peut dire que le général Navarre renseignait lui-même l'ennemi ; lisez le livre intéressant du général Chassin, *Aviation Indochine*. Aujourd'hui, le général Navarre n'en parle plus. Il prétend seulement qu'il n'avait pas les moyens de protéger le Nord-Laos. Mais encore une fois, cette preuve étant acquise dès décembre et janvier, il devait savoir, le 13 mars, jour du premier assaut général contre les bastions nord de Dien-Bien-Phu, que l'enjeu de la bataille n'était plus Louang-Prabang, mais Hanoï.

— *Le général Navarre ne présente aucune critique du cours de la bataille. En fait, il a alimenté Dien-Bien-Phu en hommes et en matériel aussi longtemps qu'il l'a pu, sans que l'offensive adverse se ralentît. Dien-Bien-Phu était donc voué à la perte à l'avance, étant donné le rapport des forces ?*

— Le rapport des forces ne s'est révélé qu'au début de la bataille. En quelques jours il apparut favorable à Giap. Dès la chute des bastions nord et l'interdiction de la piste, la partie était jouée à Dien-Bien-Phu même. Toute l'aviation fut incapable de faire taire les batteries ennemies. On allait vers une bataille d'usure. Mais si la garnison ne pouvait être renforcée, et ses blessés évacués, au fur et à mesure, elle ne pouvait que succomber.

— *Le général Navarre soutient toujours que c'est l'intervention chinoise qui a modifié le rapport des forces de façon inopinée.*

— Il lui sera difficile de le prouver. Le général de Castries a réaffirmé qu'il n'a jamais vu un Chinois sur le champ de bataille. Le seul matériel fabriqué à l'étranger qui soit intervenu, c'étaient des canons anti-aériens et un certain nombre de camions russes et des canons américains pris à Tchang Kai-chek. L'existence en était bien connue avant l'attaque, ainsi que leur endivisionnement. Mais on n'avait pas prévu leur utilisation aussi brillante. N'oubliez pas que le général Giap ne disposait pas d'un seul avion.

— *Le général Navarre prétend aussi que ses desseins ont été trahis à Paris, ou plutôt indiscrètement divulgués. Que faut-il en penser ?*

— C'est le général Navarre et ses amis qui ont eux-mêmes répandu toutes les informations générales souhaitables. S'il y a un plan dont on n'a pas fait mystère, c'est le sien. Les milieux militaires américains et la presse américaine l'ont discuté à longueur de colonnes. Navarre ne pouvait compter sur aucune surprise. Aujourd'hui il se plaint des journalistes, mais qui expliquait aux journalistes, en long et en large, le rôle de Dien-Bien-Phu ? Le général Giap n'avait pas besoin d'autre chose, et ses renseignements glanés sur le terrain étaient autrement importants. Le général Navarre croit s'en tirer en répétant les fables des généraux MacArthur et Willoughby, pour qui les revers en Corée étaient dus aux journalistes soi-disant défaitistes, c'est-à-dire ceux qui ne voyaient pas d'un bon œil l'extension du conflit à la Chine. Tout cela n'est qu'une mauvaise réédition de la légende du « coup de poignard dans le dos », qui excuse tout et n'explique rien.

— *L'opinion s'est étonnée de la passivité du commandement au Tonkin, jusqu'à la capitulation. Que faut-il en penser ?*

— Il est difficile de juger maintenant ce qu'aurait pu être, fin mars, une riposte. Le commandement français a donné l'impression d'être paralysé, de persévérer dans l'erreur, ce qui est la pire erreur. Il s'est borné à alimenter la forteresse dans la mesure de ses moyens, en feux aériens, en ravitaillement et renforts en hommes. En fait, il avait le choix entre la défaite sur place ou la contre-attaque ailleurs, l'évacuation par terre ou air étant impraticable. Une simple diversion ne pouvait suffire. Mais l'opération Atlante sur la côte d'Annam s'est vite enlisée. Quant à une contre-attaque ailleurs, elle posait un grave problème, à savoir l'intervention améri-

caine. Le général Cogny n'avait pas les moyens de la tenter seul. Pour parler franc, la pensée du général Navarre paraît avoir été la suivante : tenir à Dien-Bien-Phu jusqu'à une intervention américaine massive. C'est là son secret. Le « Verdun » tonkinois devait entraîner une intervention des U.S.A. G. Bidault seconda de toutes ses forces cette perspective. Navarre déclare expressément que l'on dut renoncer à une attaque sur les arrières faute de deux divisions disponibles. Il est évident que l'intervention de deux ou trois divisions de parachutistes, par exemple, aurait pu suivre d'assez près l'intervention massive de l'aviation américaine, sous forme de 200 ou 300 avions. Mais, cela équivalait à un conflit généralisé avec la Chine. La situation locale eût peut-être été redressée, mais la guerre eût été étendue. Voilà quelle était à ce moment-là l'alternative.

— *Le général Navarre soutient que la chute de Dien-Bien-Phu ne rendait pas inévitable la conclusion d'un armistice. Est-ce vraisemblable ?*

— Sur ce point, on peut renvoyer le général Navarre au général Ely, au général Salan et même au maréchal Juin, qui en ont jugé autrement — tout comme le général Cogny. La vérité, c'est que la bataille du delta aurait posé les mêmes problèmes. En admettant que le général Giap eût attendu l'automne pour attaquer le delta, le général Navarre reconnaît lui-même qu'il aurait fallu envoyer des renforts considérables, ce qui eût posé le problème de l'internationalisation de la guerre. Ce sont ses propres termes. On ne peut se défaire de l'idée que le général Navarre plaide, encore maintenant, pour ceux qui voulaient cette internationalisation et qui la veulent encore. Il y a des gens qui ne désespèrent pas de voir le conflit se rallumer en Indochine, et cette fois avec le concours direct des États-Unis, qui raffermissent leurs bases en Thaïlande et à Saïgon à cet effet. Le général Navarre leur fournit des arguments. Il soutient qu'après Dien-Bien-Phu le général Giap était aussi épuisé que nous, et même que ses pertes sur tous les champs de bataille étaient le double des pertes franco-vietnamiennes. Il suffisait de savoir attendre. Attendre quoi ? L'appui massif des États-Unis. Pourtant, si Eisenhower n'a pas répondu à cette attente sur le champ, c'est que le Pentagone a jugé tout autrement que le général Navarre des conséquences de la défaite de Dien-Bien-Phu. Une défaite de cette envergure ne se solde pas par une simple addition de pertes. Stratégiquement, le corps expéditionnaire français

était atteint. Dire, comme le fait Navarre, que sa sécurité n'était pas menacée, c'est de l'aberration.

La défense du général Navarre n'est donc pas aussi innocente qu'elle le paraît. Sous ses faux-fuyants, elle vise à justifier une reprise de la guerre avec l'appui américain. Voilà ce qui est inquiétant.

FORMOSE SUR LA SELLETTE

Foster Dulles a déclaré à son retour de Bangkok que la Chine (et par conséquent les États-Unis aussi) avait désormais trois fronts : Corée, Formose, Tonkin. Cette simple énumération implique toute une conception stratégique, dont le protagoniste a toujours été MacArthur. En Corée et au Vietnam, ces fronts sont temporairement en sommeil. Des accords d'armistice en règlent la situation. Et ces accords devraient permettre d'instaurer une paix définitive dans ces régions. Mais à Formose, la question se présente différemment. Le gouvernement chinois n'a pas cessé de déclarer que Formose était une partie intégrante du territoire chinois, et que son but était de libérer l'île du pouvoir de Chang Kaï-chek. Il suffit de rappeler les déclarations solennelles faites au cours de l'année écoulée : appel du Comité National de la Conférence Consultative Politique des Peuples Chinois le 22 août 1954 ; télégramme de Chou En-laï à l'O.N.U. le 10 octobre ; déclaration de Chou En-laï le 8 décembre lors de la signature du traité entre les U.S.A. et Tchang Kaï-chek. La volonté du gouvernement chinois à ce sujet a été trop souvent réaffirmée pour qu'on puisse douter de sa détermination de l'imposer. La seule question qui se pose est de savoir si ce sera par la négociation, ou par les armes.

Que ce soit par un moyen ou l'autre, ou par une combinaison des deux, le seul antagoniste sérieux de la Chine, c'est le gouvernement américain. Lorsque Truman prit Formose sous la protection de la flotte américaine au début de la guerre de Corée, il décidait pratiquement de faire de cette île la base américaine la plus avancée dans le Pacifique. En même temps, il affirmait que, juridiquement, Formose n'était pas un territoire chinois, mais un territoire enlevé

au Japon. Lors de sa polémique avec MacArthur, le 23 août 1950, Truman réaffirma sa position dans les termes suivants : « Le statut actuel de l'île est qu'il s'agit d'un territoire arraché au Japon par la victoire des forces alliées dans le Pacifique... Les Alliés ont demandé au gouvernement chinois de recevoir la capitulation des forces japonaises sur cette île. C'est la raison pour laquelle les Chinois y sont maintenant. » En cherchant aujourd'hui une formule de « neutralisation » de Formose, sous l'égide de l'O.N.U. ou autrement, Eisenhower est donc fidèle à la pensée de Truman.

MacArthur, quant à lui, se souciait peu de la fiction juridique qui assurait le contrôle de Formose aux U.S.A. Comme les amiraux Radford et Carney aujourd'hui, il considérait d'abord que le contrôle de Formose était une nécessité stratégique de la protection des intérêts américains dans le Pacifique *et sur leur propre territoire*. Dans une déclaration qui fit scandale, MacArthur avait développé toute sa pensée dès le 28 août 1950, et il est indiscutable que cette pensée, héritée de Mahan, est aujourd'hui commune à tous les chefs militaires américains. Il ne faut pas la perdre de vue. Avant la seconde guerre mondiale, écrivait MacArthur, la frontière stratégique occidentale des U.S.A. passait par la ligne littorale des Amériques, avec un saillant insulaire très exposé qui s'étendait des Hawaï à Midway, Guam et aux Philippines. Ce saillant était une faiblesse, et le Japon parvint facilement à le percer. Avec la victoire sur le Japon, la situation stratégique change : les U.S.A. contrôlent une chaîne d'îles qui va des Aléoutiennes aux Mariannes, et « de ce chapelet, nous pouvons dominer grâce à la puissance aérienne tous les ports asiatiques depuis Vladivostok à Singapour, en interdisant tout mouvement hostile dans le Pacifique. » Et Formose est au centre de ce chapelet.

Si Formose passe entre les mains d'un adversaire, tout le chapelet perd son efficacité. C'est, écrivait MacArthur, un porte-avions et une base de sous-marins de premier ordre, qui a servi de tremplin au Japon dans sa conquête du Sud-Ouest. Il faut donc en conserver la possession. C'est ainsi que Formose est devenue depuis 1949 une pièce centrale de la stratégie américaine dans le Pacifique, dont le réseau d'îles groupe aujourd'hui, d'après les déclarations de Foster Dulles à Bangkok (le 23 février), 400 navires de guerre, dont les plus grands porte-avions, 350.000 marins et fusiliers marins, 300.000 soldats, et 30 escadrons de bombardiers et intercepteurs à réaction, sans compter, n'en doutons pas, un stock de

bombes atomiques. De toute évidence, cette force est aujourd'hui capable d'assurer le contrôle de Formose (qui dispose en plus d'armement croissant, non négligeable, mis à la disposition de Tchang Kaï-chek).

Cependant, des trois fronts du Pacifique, celui de Formose est le seul qui soit exclusivement maritime, c'est-à-dire aussi *dispersé*. La possession de certaines positions n'a pas sur mer la même signification que sur terre. Elles peuvent être contrôlées à beaucoup plus longue distance. Certains chefs militaires américains (et anglais) estiment que le contrôle du littoral, des détroits ou des mers intérieures, est plus sûr, plus efficace et moins coûteux à partir d'un nombre restreint d'îles qu'en dispersant les forces sur tous les îlots, ou même sur de grandes îles que la possession d'un îlot voisin peut menacer. Ce qui compte avant tout, dans la guerre sur mer, c'est le contrôle des *communications*, et par conséquent des points. même restreints, qui interrompent celles-ci. Formose permet le contrôle facile de la navigation côtière de toute la Chine ; mais les Pescadores permettraient le contrôle de Formose.

Les opérations actuelles, du côté américain, tendraient donc à resserrer le réseau des points occupés le long du littoral chinois, sans mettre Formose en péril. D'où l'abandon des Ta-Chen, de Nanki, et peut-être demain de Mat-Su et de Quemoy. Dans ces groupes d'îles, les nationalistes entretenaient des garnisons assez substantielles, des aérodromes et des stations de radar. Dans le système de défense *américain*, elles n'avaient guère de sens ; mais elles en avaient un dans l'intention offensive de Tchang Kaï-chek, et servaient à observer l'aviation adverse, à préparer des incursions sur le continent et à gêner le cabotage. En tout cas leur entretien coûtait cher et usait des forces. Leur défense purement locale devenait difficile, et le Pentagone ne désirait pas monter de grandes opérations pour des gains superflus. Dès que les formations chinoises du continent prirent pied sur les îlots au nord des Ta-Chen et de Nanki, Eisenhower recommanda leur abandon volontaire. Bien entendu, le gouvernement américain pouvait risquer de laisser s'engager la bataille pour les îles côtières ; mais il risquait du même coup une défaite spectaculaire de ses alliés, sauf à leur porter un secours total qu'il n'était pas disposé à leur accorder dans ces conditions. Tel était le sens stratégique des propositions de « trêve » dans la région de Formose qu'Eisenhower avait faites en janvier : s'assurer Formose, en perdant les îlots côtiers.

Pour le moment, Mat-Su, face à Fouchéou, et Quemoy, face à Amoy, semblent vouloir être défendues par Tchang Kaï-chek. Il y aurait, dans les Matsu, de 1 à 2 divisions, soit environ 20 à 25.000 hommes, et à Quemoy quelques 3 à 5 divisions, peut-être 50.000 hommes, avec une artillerie et une aviation appréciables. Face à Quemoy, qui paraît devoir jouer le principal rôle dans les semaines qui viennent, le commandement chinois a concentré une armée de campagne forte de 500 à 600.000 hommes, avec une puissante artillerie côtière et de nombreuses escadrilles de bombardiers. Dans un cas de ce genre, l'île peut être soit attaquée par une opération amphibie, soit isolée et démantelée comme une garnison encerclée. La deuxième voie paraît à la fois la moins coûteuse, et la moins susceptible d'entraîner une intervention américaine. Mat-Su est à portée des canons côtiers. Tout son ravitaillement par mer, et la pêche en bordure de l'île qui est sa principale ressource alimentaire, pourraient être interrompus par tirs d'artillerie et bombardements aériens. Tchang Kaï-chek n'aurait d'autre ressource que de tenter le soutien de l'île en attaquant le continent ; mais il risque de manquer de forces, ou de faire détruire toutes celles qu'il appellerait à la rescousse — à moins, encore une fois, que les forces américaines n'interviennent, ce qui, dans le moment présent, est pour le moins incertain.

Mais les hasards de la bataille font naître des décisions imprévues. Nul ne songeait, en juin 1949, que l'attaque sur Séoul allait entraîner l'intervention totale de l'armée, de la flotte et de l'aviation américaines. Le Pentagone, et Eisenhower, ont souligné qu'ils n'avaient pas l'intention de dévoiler leurs plans avant que les cartes soient abattues. Étant donné la nature de l'action possible sur Quemoy, nécessairement progressive, et peut-être lente, le commandement américain peut d'abord laisser les adversaires aux prises en se réservant d'intervenir au gré du déroulement de la bataille. Pouvaient-on jurer, pendant la bataille de Dien-Bien-Phu, que les escadres aériennes des U.S.A. n'allaient pas apparaître dans le ciel ? Mais on peut supposer que les forces chinoises, de leur côté, si elles estiment une action nécessaire, ne la hasarderont pas à moitié, tout en la limitant. Politiquement, la libération de Quemoy peut apparaître comme une atteinte au « régime de Formose ». Militairement, c'est autre chose. Or, pour les chefs militaires américains, c'est Formose qui compte, et non Quemoy.

La bataille de Formose elle-même, si elle doit venir, n'est donc

pas pour demain. La Chine n'a pas la flotte de débarquement nécessaire. Les forces de Chang Kai-shek y représentent une force sérieuse, sans compter celles des États-Unis. Un chenal de 200 kilomètres n'est pas une simple rivière. Et puis, n'est-ce pas, à la longue, un gain « négatif », mais un gain tout de même, que représentent les lourdes charges financières et humaines qu'entraînent pour Washington la défense de Formose — où 400 navires montent la garde, tandis que des croiseurs de la Royal Navy convoyent les cargos britanniques jusqu'aux ports chinois ? Sans flotte, certaines opérations sont interdites. Mais une flotte en état d'alerte, cela coûte cher. Voilà peut-être aussi l'un des secrets du général Eisenhower.

« AGONIE DE L'INDOCHINE »

Dans *Agonie de l'Indochine*, le général Navarre a entrepris de se réhabiliter lui-même. Les gouvernements qui se sont succédé depuis 1954 lui en ont fourni l'occasion légitime, reconnaissons-le, en refusant de rendre publiques les conclusions de la Commission d'Enquête nommée le 31 mars 1955 pour émettre un avis sur le commandement du général Navarre et la bataille de Dien-Bien-Phu.

Les explications du général Navarre sont d'ailleurs plus ou moins conformes, dit-il dans son avant-propos, aux conclusions de la Commission d'Enquête. Si c'est vrai, on s'explique peu le communiqué du ministre de la Défense Nationale de mardi qui qualifie le livre de Navarre « d'errement peu conforme à la tradition et à la discipline militaires ».

Car le général Navarre n'y va pas de main morte. D'après lui, la perte de l'Indochine n'incombe en rien aux chefs militaires. Elle n'est due qu'à « la politique », ou plutôt à l'absence de politique du « système », c'est-à-dire du « pays légal », antithèse du « pays réel » — ce qui lui permet de combiner une formule de Maurras avec une formule de de Gaulle. Navarre fait remonter tout le drame à la Conférence de Berlin qui avait décidé la Conférence de Genève. Chercher une négociation, c'était courir au désastre. La responsabilité initiale en remonte à M. Bidault, que Navarre ménage, mais qui avait à son avis préparé le lit de M. Mendès-France.

Pourtant, le général reconnaît que lorsque René Pleven lui offrit le commandement en chef en Indochine, il l'avertit que la consigne était de trouver « une sortie honorable », militairement parlant. Il avait accepté cette consigne. Que Dien-Bien-Phu puisse être considéré ou non comme une « sortie honorable », il reste que la pleine responsabilité lui en revient sans équivoque.

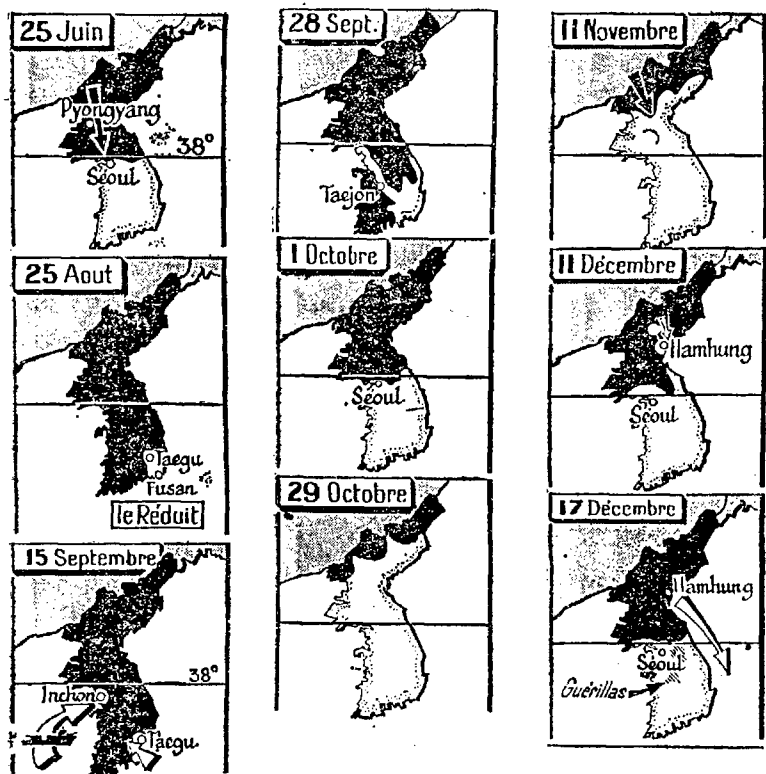
C'est sur ce point que le général fait les seules « révélations » que contienne le livre, celles sans doute que l'on étouffe dans le rapport de la Commission d'Enquête : la demande d'internationalisation du conflit. Page 243, il écrit : « Le Pentagone estimait que l'intervention directe de la Chine justifiait celle de l'Amérique », et ajoute : « Ni le Commissaire Général, que j'avais mis au courant, ni moi ne pensions qu'une intervention américaine en territoire vietnamien nous fit courir le risque de provoquer un conflit général. Pas plus qu'en Corée et pas plus que lors du blocus de Berlin, le communisme n'aurait, pour un incident de ce genre, déclenché une guerre mondiale dont il ne voulait pas à cette époque. » On voit que ce que le général Navarre comprenait par « sortie honorable », c'était l'internationalisation du conflit.

Qu'une mauvaise politique n'ait pas pu engendrer une bonne guerre, c'est l'évidence. Mais cette politique, en dépit de ses protestations, Navarre l'avait acceptée : il ne devait se battre que pour faciliter une négociation. De son point de vue d'ailleurs, il a presque réussi, puisqu'il se rallia en définitive au partage du Vietnam, auquel il reproche simplement d'être opéré sur le 17^e et non sur le 18^e parallèle.

Il y aurait beaucoup à dire sur la stratégie de Navarre, telle qu'il l'expose en malmenant quelque peu les généraux Cogny, Salan et Ely. Mais son livre n'ajoute rien sur ce point à ce qu'il a soutenu déjà dans plusieurs interviews, dans un article de la *Revue de Défense Nationale* et dans sa déposition lors du procès « des fuites ». Sa fureur contre les indiscretions de la presse et le pouvoir de l'opinion ne peuvent apparaître ici que comme un alibi.

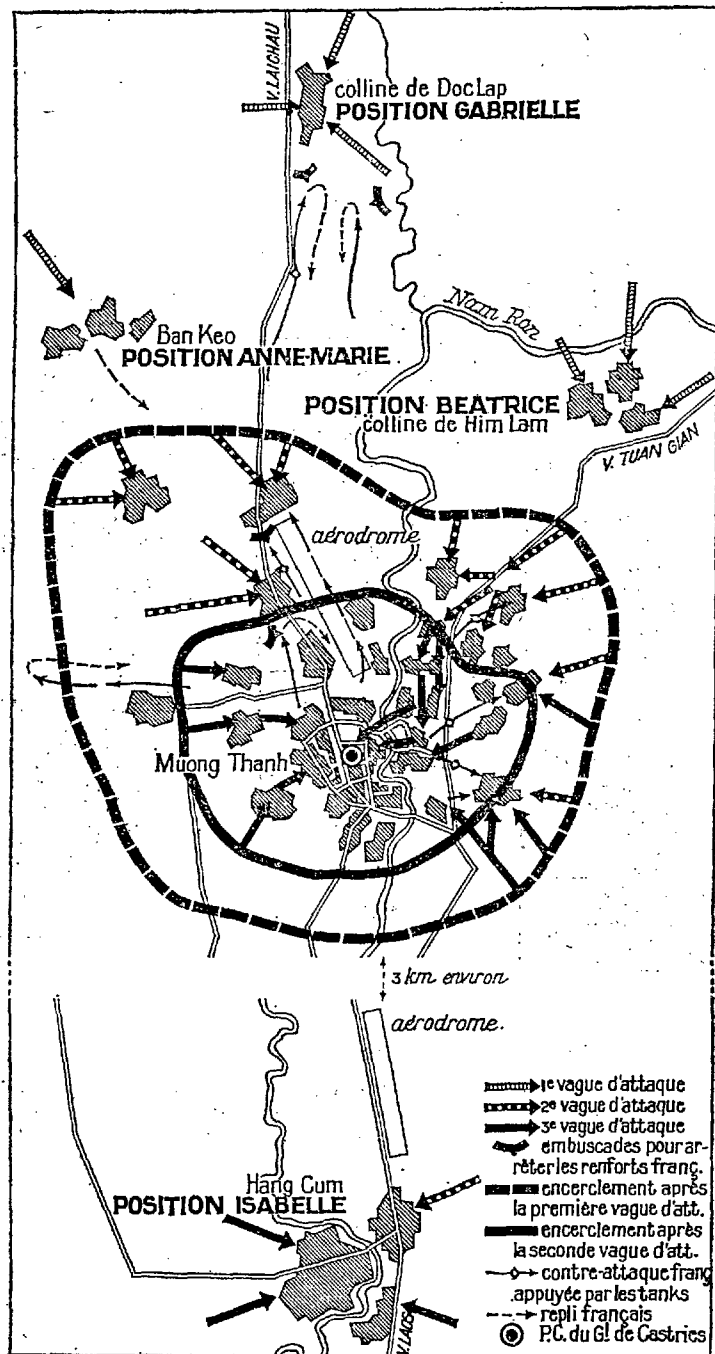
Le plus frappant, c'est la conclusion du livre. Navarre y parle de l'Algérie. Il se félicite du redressement qu'y a opéré l'armée française, mais c'est en préconisant des méthodes de combat auxquelles il avait précisément tourné le dos au Tonkin. Le ton d'ailleurs ne laisse pas de place à l'équivoque : c'est celui de l'appel à la dictature militaire, de la « France seule » et de la haine de la démocratie. Juste ce qu'il faut pour préparer de nouvelles catastrophes, si l'on n'y veillait pas.

En tout cas, après la publication de ce livre, M. Bourguès-Maunoury n'a plus qu'un devoir : publier le rapport de la Commission d'Enquête sur Dien-Bien-Phu.

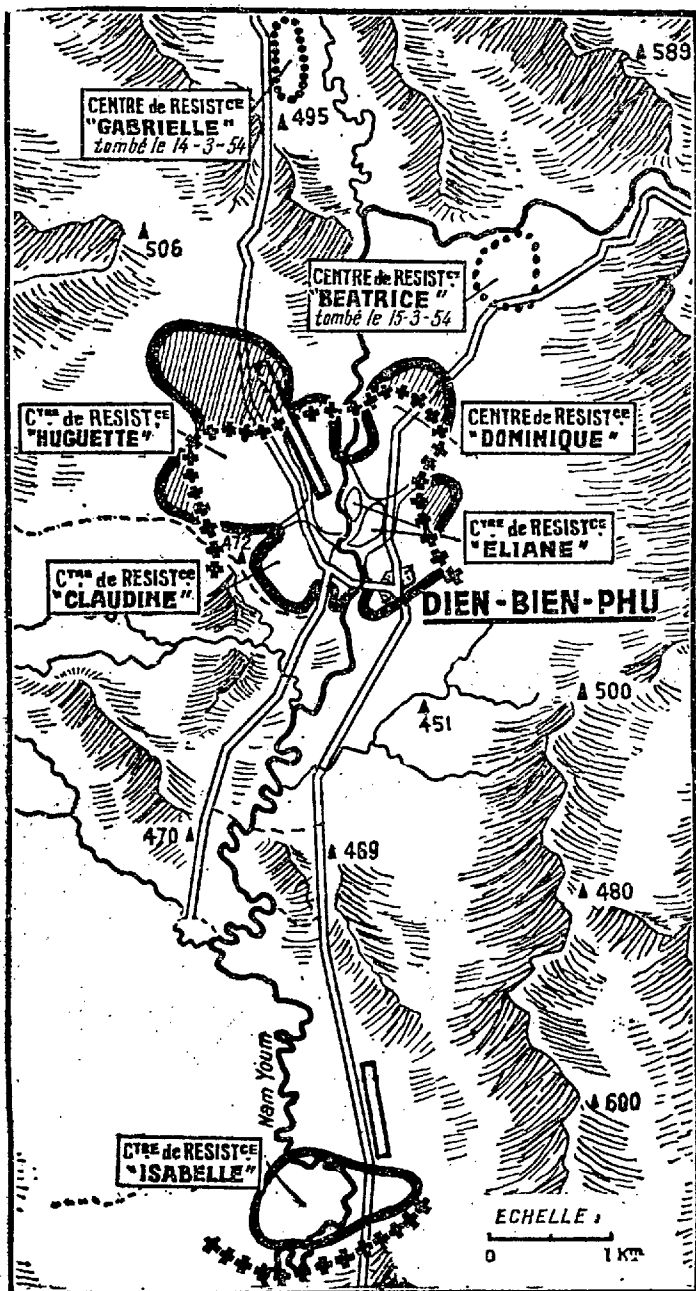


1. LES ÉTAPES GÉNÉRALES DE LA GUERRE DE CORÉE.

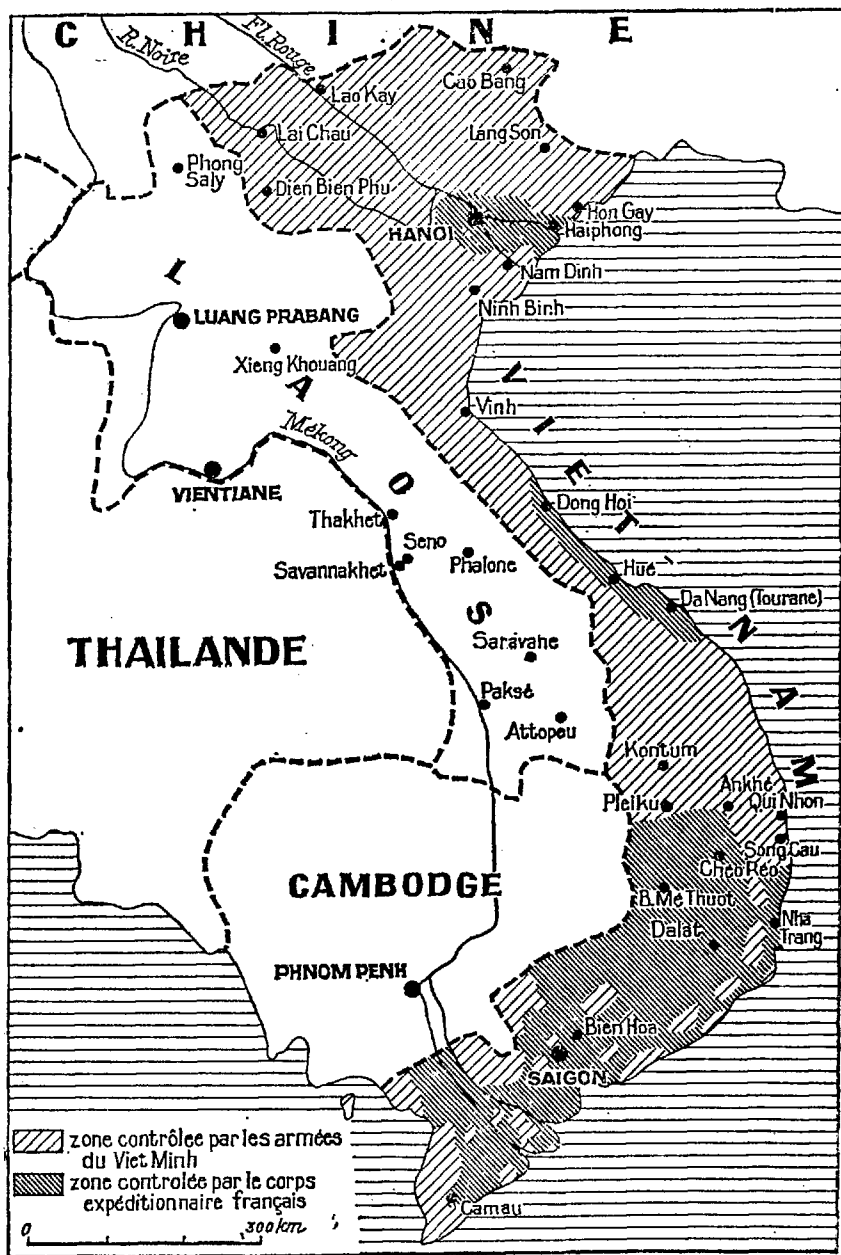
Ces neuf cartes schématisent les principales phases de la guerre de Corée entre le 25 juin 1950 et le 17 décembre 1950. Depuis cette date de durs combats ont été livrés au nord et au sud du 38° parallèle, jusqu'à ce que s'établisse une paix *de facto*, après 2 ans de pourparlers, sur le tracé approximatif de l'ancienne frontière.



2. LA BATAILLE DE DIEN-BIEN-PHU,
d'après *Guerre du peuple, armée du peuple*, par Vo Nguyen-Giap
(Maspéro, Paris).



3. BATAILLE DE DIEN-BIEN-PHU,
d'après un schéma de *France-Soir* du 26 avril 1954.



4. Situation des forces en présence au Vietnam au lendemain de la bataille de Dien-Bien-Phu d'après Vo Nguyen-Giap (Maspéro, Paris).

TABLE DES MATIÈRES

<i>Préface</i>	7
Bao-Daï craint le sort de Tchang Kaï-shek (14 janvier 1949).....	15
L'intermède Bao-Daï (21 janvier 1949)	18
Bao-Daï réclame une garantie américaine dans le dos de Coste- Floret (28 janvier 1949)	22
Il faut en finir (25 février 1949)	24
Il faut constituer un Comité national d'action contre la guerre au Vietnam (1 ^{er} avril 1949)	28
Nouveaux combats, nouveaux crimes... (8 avril 1949)	32
Vers la guerre totale au Vietnam (6 mai 1949)	35
La « diplomatie » du général Revers (20 mai 1949)	38
La « diplomatie » du général Revers (29 juillet 1949)	40
L'intervention de Nehru (18 novembre 1949)	46
Les provocations de Léon Pignon (2 décembre 1949)	49
Bilan de cinq années de guerre (1 ^{er} février 1950)	52
Stratégie asienne et stratégie occidentale (20 juillet 1950).....	57
De la Corée à l'Inde (27 juillet 1950)	61
Premiers enseignements de la guerre de Corée (3 août 1950).....	66
Un tournant dans la guerre de Corée (10 août 1950).....	73
La bataille du réduit américain (17 août 1950)	79
De la bataille de Corée à celle du Vietnam (24 août 1950).....	83
En Corée : guerre préliminaire (31 août 1950)	86
Le réduit se réduit (14 septembre 1950)	92
La contre-offensive américaine en Corée (21 septembre 1950).....	95
Perspectives de la défense coréenne (12 octobre 1950).....	98
De la Corée à la Mandchourie (9 novembre 1950)	102
MacArthur perd une bataille décisive (7 décembre 1950).....	107
La défaite américaine et ses conséquences (14 décembre 1950)....	112
La quatrième bataille du 38 ^e parallèle (10 mai 1951).....	117
Offensive et stabilisation (17 mai 1951)	121
Deux éventualités (22 mai 1951)	126
De la bataille à la guerre d'usure (31 mai 1951)	131
Tonkin et Corée : projets de guerre perpétuelle (5 juin 1951).....	137
La « trêve » coréenne et ses problèmes (14 juin 1951)	141
Premier bilan d'un an de guerre en Corée (juin 1951)	144
Premier bilan d'un an de guerre en Corée (suite) (3 juillet 1951) ..	149
Bilan d'un an de guerre en Corée (suite) (12 juillet 1951)	154
Après sept mois de trêve en Corée. I. (5 février 1952)	158
Après sept mois de trêve en Corée. II. (14 février 1952)	165
A Pan-Mun-Jon et au-delà (3 avril 1952)	171
Un an de guerre, un an de pourparlers (23 juin 1952).....	177
Centrales électriques et diplomatie (3 juillet 1952)	182

« Ni vainqueur, ni vaincu ? » (4 septembre 1952)	189
Faudra-t-il faire une « deuxième » guerre en Corée ? (24 octobre 1952)	196
De la guerre des collines à l'O.N.U. (29 octobre 1952)	200
Eisenhower et la Corée (13 novembre 1952)	205
De la Corée au Tonkin	212
MacArthur sous le képi d'Eisenhower (mars 1953)	219
Une controverse MacArthur-Eisenhower sur la stratégie en Corée (23 mars 1953)	224
L'interdépendance des fronts et l'armistice en Corée (7 avril 1953) ..	229
La campagne du Laos (avril 1953)	234
Louang-Prabang sera-t-elle défendue ? (5 mai 1953)	238
Pour un cessez-le-feu (22 novembre 1953)	241
Pour une suspension d'armes au Vietnam (1 ^{er} décembre 1953)	245
De Dien-Bien-Phu à l'armistice (18 mars 1954)	248
Dien-Bien-Phu : l'évolution de la bataille (23 mars 1954)	252
Cent heures de combat à Dien-Bien-Phu (4 avril 1954)	257
De l'assaut à l'asphyxie (15 avril 1954)	263
L'agonie de Dien-Bien-Phu (22 avril 1954)	267
Dien-Bien-Phu : faut-il engager une autre bataille (24 avril 1954) ..	271
La position de Dien-Bien-Phu peut-elle être évacuée ? (5 mai 1954) ..	276
Le général Navarre singe MacArthur (13 mai 1954)	280
A Genève : question militaire et question politique (16 juin 1954) ..	288
Vers la paix en Indochine (23 juillet 1954)	294
L'Indochine au lendemain du cessez-le-feu (5 août 1954)	300
Le général Navarre ne désarme pas (23 janvier 1955)	306
Formose sur la sellette (15 mars 1955)	312
« Agonie de l'Indochine » (19 décembre 1956)	317

Imp. l'Union Typographique, 94-Villeneuve-Saint-Georges

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1967

Aux Éditions EDI

HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

- Lénine**, par Georg LUKACS.
Un vol., 130 pages 5,90 F
- Le Socialisme français et le pouvoir**, Par Michelle PERROT
et Annie KRIEGL.
Un vol., 224 pages 11,50 F
- La Question Chinoise dans l'Internationale Communiste.**
Dossier présenté par Pierre BROUE.
Un vol., 368 pages 16,10 F
- Pologne-Hongrie 1956.** Dossier présenté par Pierre BROUE,
J.-J. MARIE, B. NAGY.
Un vol., 420 pages 24,50 F
- La Nouvelle Economique**, d'Eugène PREOBRAJENSKY (publié
avec le concours du C.N.R.S.).
Un vol., 404 pages 17,60 F
- L'Economie politique du rentier**, de Nicolas BOUKHARINE
(publié avec le concours du C.N.R.S.).
Un vol., 204 pages 14,50 F

QUESTIONS DU SOCIALISME.

- I. — **La classe ouvrière et le régime gaulliste**, par Pierre
NAVILLE.
Un vol., 492 pages 18,00 F

OUVRAGES DIVERS.

- Murs d'Alger 1962**, par Albert MARCHAIS et Roger BOTTE.
(Photographies illustrées par des mots), plaquette in-8° .. 10,00 F

PÉRIODIQUES.

Analyses et Documents

Bi-mensuel d'informations et de documentations classées en fiches
sur l'évolution du capitalisme et de la lutte de classe dans le monde.

Les Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes

Conférences, colloques et débats publics du C.E.S.
(68 numéros parus, catalogue sur demande).

DISQUES.

Chants de lutte par « Les Camarades »

- C.D.S. 1. — **L'Appel du Comintern, La Chanson de Craonne,
Clairvaux, Les Survivants.**
- C.D.S. 2. — **L'Internationale, Ceux d'Oviedo, Zimmerwald.**
- C.D.S. 3. — **Portugal résiste** (L. Cilia).
- C.D.S. 4. — **Vive la Sociale** (Simone Bartel).
- C.D.S. 5. — **Chansons Révolutionnaires du Chili** (J. Capra).

Le disque 17 cm : 10 F

ETUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES

29, rue Descartes, PARIS-V° — Tél. MED. 55-20 — C.C.P. 18.462-71

PIERRE NAVILLE

Guerres d'Asie

Cet ouvrage réunit un ensemble de chroniques rédigées entre 1949 et 1956, au cours de la deuxième phase de la guerre franco-vietnamienne et pendant toute la durée de la guerre de Corée. L'auteur les aurait laissé dormir dans les publications où elles ont paru si la seconde guerre du Vietnam, américano-vietnamienne cette fois, n'avait pas remis sur le tapis tous les problèmes temporairement résolus à Pan-Mun-Jon en 1953 et à Genève en 1954.

Il serait faux de considérer la nouvelle guerre du Vietnam comme une intervention épisodique des forces américaines, qui pourrait prendre fin aussi simplement qu'elle a commencé. En lisant ces chroniques de la première guerre du Vietnam et de la guerre de Corée, le lecteur verra tout de suite comment la guerre actuelle se relie aux précédentes, quelle est la permanence de questions qu'elle soulève — même dans le domaine purement militaire — et comment une série d'autres situations, de Taïwan à l'Indonésie, font partie de cette vaste guerre d'Asie ouverte il y a plus de trente ans, et qu'on peut considérer comme le centre d'un typhon qui serait, dans sa logique propre et beaucoup plus que les conflits Est-Ouest en Europe, la première phase d'une vraie troisième guerre mondiale. Sans cette perspective, ce qui se passe actuellement dans le Sud-Est asiatique deviendrait incompréhensible.

De plus un dilemme radical se présente en Asie : entre guerre et paix, sans doute, mais à travers celui-là, entre guerre et révolution. A défaut d'une victoire révolutionnaire au Vietnam un armistice sur le terrain ramènerait une paix précaire, mais laisserait irrésolu le destin de la révolution. Dans la conjoncture mondiale actuelle, aucun Etat socialiste ou capitaliste, ne manifeste une volonté d'intervention directe au Vietnam. Ils se bornent, du côté de Hanoï, à soutenir la capacité défensive du pays. Par ailleurs, ils font mine de souhaiter une négociation qui exclurait préalablement les interventions étrangères sur le sol du Vietnam-Sud. La paix ne serait alors rétablie qu'au prix de la révolution. Jusqu'à quand ? Jusqu'au moment où les conflits renaitraient des mêmes causes : le chaos économique, les luttes sociales, la domination semi-féodale et l'oppression impérialiste.

Aujourd'hui, un pareil dilemme s'offre partout où surgissent des conflits armés. Il s'avère chaque fois que la guerre et la paix se jouent autour de la révolution internationale.

Les conflits d'apparence nationale ont en fin de compte un contenu social toujours plus apparent, et ce qui les retient de développer toutes leurs virtualités, c'est la crainte de manifester plus brutalement ce contenu. La crainte de la révolution est plus forte que la crainte des ravages et des destructions qu'entraîne la guerre, nucléaire ou non. De sorte que les différences d'appréciation qui se font jour sur la dynamique de ce processus concernent en définitive une double alternative qui fait le fond des convulsions de notre époque : une évolution pacifique vers le socialisme peut-elle se substituer à une révolution dans les affres de la guerre ? A n'observer que les faits au Vietnam et en Asie, c'est la seconde qui paraît vraie. A envisager le monde entier, toutes deux paraissent se combiner.